Jacques Grand'Maison

Sociologue, Université de Montréal

(1980)

De quel droit?

Tome 2

La pratique sociale

Un document produit en version numérique par Gemma Paquet, bénévole,
Professeure retraitée du Cégep de Chicoutimi
Courriel: mgpaquet@videotron.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/
Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée Gemma Paquet, bénévole, professeur de soins infirmiers retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi

Courriel: mgpaquet@videotron.ca

à partir du livre de :

Jacques Grand'Maison, **De quel droit ? Tome 2 : La pratique sociale**. Montréal : Les Éditions Leméac, 1980, 304 pp. Collection Quelle ?.

M. Jacques Grand'Maison (1931 -) est sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée le 6 mars 2004 au téléphone par M. Jacques Grand'Maison et confirmée par écrit le 15 mars 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres]

Courriel : jgrandmaison@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 25 avril 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Du même auteur

[Retour à la table des matières](#)

Vers un nouveau pouvoir. Montréal, H.M.H., 1969.

Nationalisme et religion. 2 vol. Montréal, Beauchernin, 1970.

Stratégies sociales et nouvelles idéologies. Montréal, H.M.H., 1971.

Nouveaux modèles sociaux et développement. Montréal, H.M.H., 1972.

Symboliques d'hier et d'aujourd'hui. Montréal, H.M.H., 1973.

Le privé et le public. 2 vol. Montréal, Leméac, 1974.

Des milieux de travail à réinventer. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1975.

Une tentative d'autogestion. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1976.

Pour une pédagogie sociale d'autodéveloppement en éducation. Montréal, Stanké, 1976.

Une philosophie de la vie. Montréal, Leméac, 1977.

Une société en quête d'éthique. Montréal, Fides, 1977.

Quel homme ? Montréal, Leméac, 1978.

Quelle société ? Montréal, Leméac, 1978.

Au seuil critique d'un nouvel âge. Montréal, Leméac, 1979.

La nouvelle classe et l'avenir du Québec. Montréal, Stanké, 1979.

Jacques Grand'Maison
sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal

De quel droit ?
Tome 2 : La pratique sociale

Montréal: Les Éditions Leméac, 1980, 304 pp. Collection Quelle ?

Table des matières

[Du même auteur](#)
[Présentation du livre](#)

[Introduction](#)

[Première partie. Pratiques sociales des droits](#)

Chapitre I. [Dynamiques de libération](#)

1. [Reconnaissance des marginalités et des minorités](#)
2. [À l'assaut de la normalité](#)
3. [Sensibilités nouvelles, forces historiques inédites](#)
4. [Renouvellement de la problématique sociale](#)

Chapitre II. [Rôles de suppléance](#)

1. [Substitut social et culturel](#)
2. [Substitut psychologique](#)
3. [Substitut de la morale](#)
4. [Substitut de la coutume](#)
5. [Substitut de la religion](#)
6. [Substitut de la politique](#)

Chapitre III. [Ornières et travers](#)

1. [Confusion du privé et du public](#)
2. [L'imbroglio des droits individuels et collectifs](#)
3. [Confusion entre le droit positif et la charte](#)
4. [Confusion entre le droit et la morale](#)
5. [Confusion entre « différences » et égalité](#)
6. [Conflits de droits réels](#)
7. [Le droit univoque et réducteur](#)
8. [Droit et liberté d'expression](#)
9. [Le glissement vers la passivité : le droit assis](#)
10. [Les droits silencieux](#)
11. [Révolte de la normalité face aux marginalités](#)

Deuxième partie. Pour une pédagogie sociale du droit

- Chapitre I. [Le cadre critique](#)
- Chapitre II. [Un témoin à la barre](#)
- Chapitre III. [Une problématique](#)
- Chapitre IV. [Neuf étapes pédagogiques](#)

Troisième partie. Une philosophie de base

[Postface](#)

Présentation du livre

(Texte au verso du livre)

[Retour à la table des matières](#)

Un certain néo-libéralisme veut nous faire choisir l'individu contre l'État, au nom des droits de la personne. Son procès légitime de la bureaucratie ici, et du totalitarisme là-bas, semble lui donner raison. Nous reconnaissons sans peine la valeur inestimable de fortes individualités.

Mais il est une chose importante que ce néo-libéralisme n'a pas comprise : la complémentarité des droits et libertés ne peut s'entendre ni surtout se vivre, sans un sens profond de la socialité, de la communauté. Non seulement le respect de l'autre différent de soi, mais aussi la qualité éthique et démocratique de la cité appellent une haute conception du tissu sociétaire des droits.

Quel paradoxe ! la division croissante du travail nous rend de plus en plus interdépendants, et jamais peut-être n'avons-nous été aussi peu solidaires. Une pratique plus pertinente du droit et des droits, entre autres démarches, peut aider au renouvellement nécessaire et urgent de la problématique sociale.

De quel droit ? Tome 2 : La pratique sociale

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Une des meilleures façons de présenter un ouvrage est peut-être d'expliquer ce qui a amené l'auteur à l'entreprendre. Voilà ce que je vais tenter de faire dans cette introduction où je sou mets au lecteur une problématique qui se déploie en quatre temps et qui débouche sur l'objectif central de cette recherche-action, à savoir une pratique plus pertinente des droits.

Je ne réclame aucune compétence particulière en matière juridique. J'aborde cette question comme un Pédagogue social soucieux d'aider au façonnement d'une Pratique des droits aussi riche et qualitative que les autres pratiques sociales. Ma petite expérience d'éducation et d'intervention sur divers terrains et dans différents groupes m'a fait découvrir l'importance de clarifier ce qui devient l'axe principal ou du moins la référence majeure de tant d'activités, de débats, de combats et de projets, à savoir : l'utilisation des droits comme lieu privilégié de définition des rapports sociaux de tous ordres.

D'où vient cette tendance ! Vers où nous conduit-elle ? Quels sont ses passifs et ses actifs, ses appuis et ses visées, ses fondements critiques et ses pratiques, sa portée historique, sociale, culturelle, éthique, politique ?

Dans le premier tome, j'ai essayé de répondre à ces questions en m'attardant aux fondements critiques qui permettent de situer celles-ci dans un cadre de compréhension. Cette fois, je vais les aborder sous

un autre angle : à quelles conditions le monde des droits peut-il se déployer dans de solides et justes pratiques sociales ? Mais voyons d'abord, et d'une façon plus précise ce qui a été à l'origine de ce travail.

Une dramatique historique

Les années '80 seront peut-être marquées par un choc violent entre l'affirmation des « différences », des minorités, au nom du droit, d'une part et d'autre part, le boomerang de la « normalité », de la majorité au nom de la loi.

N'est-ce pas déjà commencé ? Faisons un bref retour historique.

Durant les années '50, on s'est fort préoccupé de la « déviance » comme problème social, en relation avec la société fonctionnelle. Eh oui ! simple déviance, car on devait assister à la fin des idéologies. Kennedy, le futur président des États-Unis, disait sans sourciller : « *Our problems are not political, but technical.* » Même le droit était tributaire du génie administratif, du *best way* de l'organisation taylorienne. Chez nous, Cité libre plaidoyait pour une politique, une éducation, un droit fonctionnels.

Durant les années '60, une révolution culturelle inattendue passe de la déviance à la contestation. Des jeunes interpellent leurs éducateurs : « Vous apportez des réponses techniques, fonctionnelles, utilitaires à nos questions qui sont d'un autre ordre... nous n'avons même pas de langage pour exprimer ce que nous ressentons ». Les jeunes des années '50 disaient : « On ne fonctionne pas là-dedans ». Ceux de '60 diront : « On n'est pas heureux dans cette société abstraite, mécanique, mercantile... on ne vit pas là-dedans ». Ils rejettent politiquement la société nouvelle, et moralement la société traditionnelle. Les lois de la première comme celles de la seconde leur apparaissent totalement déphasées, décalées par rapport à leurs sensibilités profondes. Beaucoup d'adultes, après avoir boudé cette révolution culturelle, s'en sont peu à peu inspirés dans leur style de vie, sans pour cela adopter les mythes révolutionnaires et les utopies politiques des mouvements de jeunes.

La décennie '70 va connaître une expression plus concrète des nouvelles sensibilités culturelles. Par exemple, la décolonisation de quelques dizaines de pays deviendra une sorte de modèle d'indépendance, d'identité pour un nombre grandissant d'Occidentaux. C'est ici

que prend corps la poussée décisive des droits fondamentaux qui seront utilisés surtout pour l'affirmation des identités, des minorités, des marginalités, des différences ; pour la valorisation de l'individu, de l'autonomie locale et des libertés fondamentales. Il s'agit moins d'enfreindre la loi que de promouvoir des droits qui délégitiment certaines lois existantes, tout en forçant la société à créer d'autres lois plus pertinentes. On ne s'embarrasse pas de démarches politiques, structurelles, idéologiques compliquées comme c'était le cas durant la décennie '60. Changer la vie d'abord, après on verra quelles structures conviendront. Tout au plus, cherche-t-on à faire reconnaître les droits nouveaux, et à les appuyer par des luttes ad hoc. Un travail à la pièce, mais combien efficace, si on en juge par l'évolution précipitée des droits au cours des dernières années.

Puis arrive cette décennie '80, déjà submergée par un nombre effarant de nouvelles règles, normes et législations que commandent les nouveaux droits. La société ne parvient plus à contrôler sa propre évolution interne dans un contexte où les conflits démultipliés deviendront de plus en plus complexes et sans issue. Pour le moindre changement qualitatif, il faut tenir compte d'une foule de normes administratives, syndicales, professionnelles, budgétaires et juridiques qui s'enchevêtrent dans un écheveau inextricable de droits qui trop souvent s'opposent les uns aux autres. Paralysie, frustration, tensions permanentes créent une profonde insécurité. Plusieurs veulent revenir à un ordre à la fois plus simple et plus autoritaire. D'où un virage à droite. Mais il y a plus.

Au cours des dernières décennies, beaucoup de gens sont restés muets, perplexes, impuissants et parfois humiliés ; ils ne se reconnaissent pas dans cette enfilade de changements précipités, souvent non articulés les uns aux autres ; ils ont été incapables d'affirmer certaines valeurs éprouvées de leur expérience ; ils se sont fait dire qu'ils étaient dépassés.

Le boomerang de la "normalité" devenait inévitable, et cela jusqu'au plan politique :

- « Il est temps que la majorité silencieuse reprenne ses affaires en mains. »
- « Il n'est pas normal que les jeunes fassent la loi aux adultes. »

- « Nous n'irons nulle part si la société devient une super-agence sociale. »
- « Ceux qui travaillent fort sont considérés comme une bande d'aliénés. »
- « On en a marre d'entendre des conneries comme : La famille, château fort des valeurs traditionnelles. »
- « Les normaux sont considérés comme des anormaux, et les anormaux comme des normaux. »

Donc, toute une partie de la population s'est sentie méprisée, bafouée. S'agit-il d'un phénomène transitoire ? Est-ce bien le sentiment de la majorité ? À tout le moins, les derniers tournois électoraux témoignent de l'ampleur du boomerang. Mais ce qu'on risque d'oublier ici, c'est qu'un tel choc se produit aussi à l'intérieur de l'individu lui-même, tiraillé entre les valeurs qui font progresser et les valeurs qui font durer, entre les séductions libertaires et les tentations sécuritaires, entre le laxisme privé et le rigorisme politique, entre les droits pour soi et le *law and order* pour les autres.

Voilà une dramatique qui agit sourdement dans bien des attitudes et des comportements. Elle interfère dans la plupart des pratiques et des rapports sociaux, dans les affrontements idéologiques et politiques. Tout se passe ici comme si ce gigantesque drame social se nouait autour du droit et des droits.

Autant de raisons pour y voir un test de vérité. C'est ce qui m'amène à présenter une première problématique qui propose un cadre critique de compréhension de cette crise, et amorce une nouvelle étape centrée sur le renouvellement de la pratique sociale du droit et des droits.

Une problématique en quatre temps

1. L'expérience du droit et de la loi a acquis au cours des siècles un statut politique, scientifique et philosophique qui s'est traduit par une des institutions les plus « achevées » de la société. Les codes en témoignent. Et la procédure judiciaire, quand elle est respectée, est une des pratiques humaines les plus riches de la civilisation. On y trouve à

la fois un examen sérieux des faits, une expression libre de leurs diverses interprétations possibles, un discernement des valeurs en cause, un souci de mettre à profit l'expérience historique acquise, une volonté de pertinence par rapport au contexte culturel et social de la société, et aussi un certain élan de dépassement pour faire progresser les hommes vers une justice toujours plus élevée.

On pourrait dire la même chose des conditions qui président à l'activité législative du parlement dans le cadre démocratique où la division et la diffusion des pouvoirs, la vigilance des citoyens, la garantie juridique clé (la Constitution) permettent une maîtrise collective de l'évolution interne de la société et une régulation intelligente, judicieuse de ses diverses activités, y compris les conflits.

2. D'aucuns diront que c'est là une vision idéaliste des choses. Les institutions juridiques ne sont-elles pas un château fort de conservatisme ? N'ont-elles pas évolué sous la pression de rudes luttes souvent illégales au départ ? Et que dire de l'énorme dossier noir des injustices commises par les pouvoirs et par les juges eux-mêmes au nom de la loi ! N'est-on pas encore pris dans les rêts d'une justice de classe, une justice d'élites qui définissent le droit à partir de leurs intérêts et de leurs idéologies ?

Avec l'avènement de la techno-bureaucratie, le droit serait devenu un pur instrument aux mains de spécialistes qui s'imposent jusque dans les activités les plus humbles. « Il faudrait avoir constamment un avocat à côté de nous pour interpréter le plus petit grief relié à une convention collective pensée avant tout par les avocats des deux côtés de la table. » Ce témoignage d'un travailleur en dit long sur l'écart grandissant entre le monde sophistiqué du droit et de la loi, d'une part et d'autre part, les pratiques courantes des citoyens qui n'arrivent plus à régler leurs problèmes, leurs transactions quotidiennes sans spécialistes intermédiaires. Comment ne pas admettre que la régulation des rapports sociaux et des aménagements institutionnels dépend de cadres juridiques de plus en plus compliqués qui régissent les normes administratives, syndicales, professionnelles ou autres ?

Mais il y a plus. En concentrant la pratique active et déterminante des lois dans des exécutifs gouvernementaux à base technocratique, les élus eux-mêmes, susceptibles de répondre davantage à leurs commettants, sont marginalisés. D'où cette dérive progressive vers un contexte autocratique de la législation, malgré tous les ajouts de parti-

cipation et de contrôle, tels les projets-cadres, les livres blancs ou verts, les commissions parlementaires, etc.

3. Face à cet état de chose, la poussée explosive des droits de l'homme marque une certaine volonté de réappropriation collective de l'exercice de la justice. Tout se passe comme si on voulait renverser la vapeur : non plus d'abord une loi qui détermine les droits, mais d'abord les droits qui se donnent des lois plus adaptées. Il ne s'agit pas ici de laisser entendre que les lois comme telles dans le régime libéral sont automatiquement des créations arbitraires d'où découlent des règles du jeu plus ou moins étrangères à la justice et au droit. On cherche plutôt à mettre davantage en lumière un principe fondamental que la dérive signalée plus haut tend à perdre de vue ; ce n'est pas la loi qui fonde le droit, mais le droit qui fonde la loi.

C'est ainsi que bien des contemporains retournent aux droits comme fondements premiers de la pratique de justice. La démarche en même temps se veut une contestation plus ou moins radicale de l'univers juridique et « potestatif » actuel qui menacerait la démocratie d'une grave régression. Le phénomène social des droits de l'homme deviendrait donc un lieu privilégié de la redéfinition des codes et des processus législatifs et judiciaires, un lieu privilégié aussi de la redéfinition de l'éthique, de la politique et de la société elle-même.

4. C'est ici que surgissent des problèmes majeurs sur lesquels nous allons nous arrêter dans cet ouvrage.

- La pratique des droits est souvent simpliste, improvisée, erratique par rapport à la pratique du droit. Celle-ci a façonné au cours des âges un langage, une pédagogie, une technique, une structure, une science et une philosophie. Je devrais sans doute employer tous ces termes au pluriel, sans compter les diverses idéologies qui sustentent les différentes institutions et démarches de la juridicité. Mais ce qu'il faut retenir ici, c'est le défi peu reconnu d'une pratique des droits qui doit inventer son langage, sa pédagogie, ses techniques, ses formes institutionnelles, ses appuis scientifiques et sa (ou ses) philosophie(s) de base.

- Cette pratique des droits sera-t-elle un décalque de la pratique historique et institutionnalisée du droit ? Est-elle uniquement une réappropriation par les citoyens d'un univers législatif et juridique trop concentré dans les mains des pouvoirs et des spécialistes ?

- Ou bien, cette pratique des droits sera-t-elle une création originale, avec son expression, sa pédagogie, sa philosophie et ses cadres institutionnels propres ?
- Faut-il préférer le jeu dialectique entre ces deux univers juridiques, et cela d'une façon pragmatique ? Quitte à faire le pari de formes supérieures de justice qu'on atteindra par les tensions et les échanges de l'un à l'autre. Déjà les confrontations entre la Charte des droits, d'une part et d'autre part, les législations et les codes sont la preuve d'un tel processus déjà amorcé.

Vers de nouvelles pratiques sociales des droits

Voilà les questions qui m'ont incité à entreprendre ce travail. Dans divers groupes, je me suis rendu compte que ce lieu commun de référence que sont devenus les droits, n'était pas maîtrisé d'une façon minimale par la plupart des gens. Ce qui m'a amené à clarifier dans un premier temps les fondements critiques du droit et des droits : évolution historique, dessous idéologiques, contexte socio-politique, arrière-plan éthique, et interprétation globale du tournant actuel. Cette démarche surtout théorique est inséparable d'une autre davantage centrée sur la pratique. Quelles sont les pratiques courantes en matière de droits ? Quelles pédagogies peut-on élaborer pour des pratiques plus pertinentes, plus cohérentes et plus efficaces ? Quelle philosophie de base viendra les fonder ?

Pratiques sociales du droit

Dans la foulée de la démocratie qui a suscité une division et une diffusion du pouvoir, l'exercice du droit s'est accompagné de nouvelles formes de participation jusque dans l'élaboration des lois et dans leurs applications. Par le truchement des droits, les citoyens peuvent pratiquer une certaine vigilance sur le pouvoir, exercer certains contrôles, développer un sens critique de la justice, participer au façonnement, à la correction ou à la réorientation d'une politique, d'une loi. Souvent des acquis de justice gagnés de haute lutte, sont parvenus à un statut de droit. C'est le cas de bien des articles de nos chartes, particulièrement au chapitre des droits sociaux et économiques.

Malgré tant de violations, malgré tant de droits restés lettre morte, et non appliqués, il y a eu un indéniable progrès. Dans ce cheminement historique difficile, mais passionnant, on a encore bien peu prospecté les mouvements souterrains qui ont accompagné un tel effort d'humanisation et de civilisation. Notons d'abord le caractère ambivalent d'une utilisation massive des droits sur tous les terrains. En effet, l'outil de libération, ici, débouche parfois sur des effets contraires à la visée, à savoir : un esprit tatillon de contrôle et de régulation pour faire respecter des droits qu'on a multipliés avec précipitation, sans permettre aux mentalités et aux structures de s'adapter. il est facile de s'en prendre uniquement aux pouvoirs établis ou aux rituels investis qui résistent à la démocratisation du droit. Certains problèmes relèvent aussi de la pauvreté de la conscience politique et éthique qu'on a cru surmonter automatiquement par la sensibilisation aux droits et par des législations progressistes.

Pour identifier les nouvelles pratiques sociales en matière de droits, je me suis d'abord inspiré des mille et une requêtes adressées à la Commission des droits de la personne, des politiques sociales qui ont déclenché diverses attitudes chez les citoyens et dans différents organismes. Ma lecture particulière est celle d'un pédagogue qui tente d'évaluer la congruence ou la non-congruence sociale des pratiques autour du droit et des droits. Il me semble qu'il y a place pour ce genre de démarche à côté de bien d'autres dont je ne nie pas l'importance. Comment ne pas reconnaître ici la nécessité d'une telle entreprise pour éclairer cette sorte de phénomène social total, omniprésent, qui déborde la stricte rationalité juridique ?

Bien sûr, j'ai fait des choix. je ne prétends pas être un observateur neutre et exhaustif. Qui peut l'être, surtout en ce domaine « qualitatif » traversé de part en part par des interférences idéologiques, politiques et philosophiques ? Tout en essayant de les identifier, je n'ai pas caché pour autant mes enseignes, particulièrement au chapitre des fondements éthiques. je ne crois pas qu'on puisse séparer en pratique, du moins aussi facilement qu'on le fait : le droit positif et les considérations normatives. Celles-ci sont toujours présentes en amont, au coeur et en aval de toute activité humaine, y compris celle de l'exercice du droit. Il est plus honnête de les expliciter.

Il en va en ce domaine comme en politique : ceux qui prétendent ne pas en faire, font souvent la pire et la plus dangereuse, parce que

cachée, non critique, sujette à la manipulation, etc. Révéler ses propres enseignes, c'est marcher visière levée, c'est permettre aux autres de savoir à quoi s'en tenir, c'est aussi se placer en situation d'autocritique. Voilà pourquoi je ne me contente pas, dans cet ouvrage, de décrire les pratiques sociales du droit ; je les confronte à leurs fondements critiques ; je les évalue à partir d'une problématique sociale que j'élabore progressivement à même le cheminement de cette analyse.

Dans cette étape exploratoire des pratiques sociales du droit, j'ai retenu trois pôles de classement : les dynamiques de libération, les rôles de suppléance, les ornières et les travers.

Première partie

Pratiques sociales des droits

Chapitre I. Dynamiques de libération

1. Reconnaissance des marginalités et des minorités
2. À l'assaut de la normalité
3. Sensibilités nouvelles, forces historiques inédites
4. Renouveau de la problématique sociale

Chapitre II. Rôles de suppléance

1. Substitut social et culturel
2. Substitut psychologique
3. Substitut de la morale
4. Substitut de la coutume
5. Substitut de la religion
6. Substitut de la politique

Chapitre III. ORNIÈRES ET TRAVERS

1. Confusion du privé et du public
2. L'imbroglio des droits individuels et collectifs
3. Confusion entre le droit positif et la charte
4. Confusion entre le droit et la morale
5. Confusion entre « différences » et égalité
6. Conflits de droits réels
7. Le droit univoque et réducteur
8. Droit et liberté d'expression
9. Le glissement vers la passivité : le droit assis
10. Les droits silencieux
11. Révolte de la normalité face aux marginalités

[Retour à la table des matières](#)

De quel droit ?
Tome 2 : La pratique sociale
Première partie : Pratiques sociales des droits

Chapitre I.

Dynamiques de libération

Aucun des défauts classiques de la justice ne gêne une société puissante qui a de l'argent pour attendre, qui a un service contentieux personnel pour faire de la procédure. C'est aux pauvres, aux humiliés, aux victimes que la justice doit rendre service.

Casamayor, La justice pour tous

Socrate

- Qu'est-ce qui donne plénitude à un homme ?

Le disciple

- La santé, la richesse, la beauté ?

Socrate

- Non... c'est faire la justice.

La balance va être jetée avec le glaive au grenier de l'histoire. Pourquoi ? Parce qu'ils étaient un alibi...

[Retour à la table des matières](#)

1. Reconnaissance des marginalités et des minorités

[Retour à la table des matières](#)

Les droits sociaux et économiques plaident le « nécessaire » pour tous, l'accessibilité universelle des services, la réduction plus ou moins radicale des inégalités. Mais voici une profonde révolution culturelle qui fait naître une nouvelle conscience. Celle-ci refuse de séparer le « nécessaire » et le « libre », de s'enfermer dans une logique de quantité. « On vous donne un revenu garanti, taisez-vous. » Un meilleur partage du gâteau quoi ! Peu importe ce qu'il est, ce qu'il contient. Logique des petits pois identiques dans la boîte de conserve sur les tablettes de la société de consommation. L'égalité ici est celle du citoyen anonyme, du travailleur anonyme, du consommateur anonyme ; comme si nous avions tous le même visage, comme si nous étions tous de la même classe ; comme si tous les citoyens étaient au pouvoir ; comme si le gouvernement était neutre, au service de tous ; comme si la démocratie économique était arrivée.

L'affirmation, par les droits, des marginalités et des minorités porte des enjeux insoupçonnés. Il y va plus qu'un vague droit à la différence ajouté aux droits égalitaristes. Il y va plus qu'une lutte de classes réduite à une bataille de quantité, de propriété, de structure, de pouvoir. La visée dépasse et conteste même une pratique socialiste du nécessaire pour tous et une pratique capitaliste de la liberté des plus forts. Ce n'est pas un accident historique que cette affirmation des marginalités et des minorités. Celle-ci marque un certain dépassement des deux grandes pratiques précitées qui s'imposent dans le monde.

Progressivement, on s'est rendu compte que le capitalisme et le communisme, d'une façon différente, passent le rouleau compresseur sur les cultures, les identités, les différences qualitatives. Techno-structure capitaliste et régimes totalitaires rivalisent d'efficacité dans cette tentative impérialiste de nivellement des patrimoines humains et des styles de vie. Il n'y a pas loin entre le consommateur stéréotypé et conditionné des régimes libéraux, d'une part et d'autre part, le citoyen

soumis à la logique totalitaire des régimes communistes. Deux pots mélangeurs (melting pots) qui « bulldozent » les identités et les différences dans des gigantesques creusets d'homogénéisation des hommes et de leurs communautés historiques.

On comprend alors la révolte des « nations », des minorités ethniques, des groupes sociaux marginalisés, des dissidents. Les révolutions culturelles occidentales ont une certaine parenté avec celles de la décolonisation dans le tiers monde. On peut noter ici que les révoltes des jeunes au cours des années '60, et cela dans les deux principaux régimes, tentaient intuitivement de nouvelles synthèses entre les identités particulières et les solidarités fondamentales. Ces révoltes n'ont pas débouché sur une nouvelle politique, mais elles ne pointaient pas moins l'importance d'unir deux registres de valeurs et d'objectifs que les deux impérialismes mondiaux séparaient.

Le sort des marginalités et des minorités est le test révélateur de cette conjugaison nécessaire de l'égalité et de la différence dans une société vraiment démocratique. Car avouons-le, il n'y a pas que la liberté capitaliste qui est sujette à caution ; certains combats de justice égalitaire aboutissent souvent à une nouvelle massification des citoyens accentuée par la bureaucratisation, pour ne pas parler des encadrements totalitaires. Car l'égalité sans des différences qualitatives et des libertés entreprenantes vire vite au sécurisme et à la médiocrité. Des marginalités, en affirmant leurs droits, interpellent la copie conforme de la majorité ; de même, des minorités démasquent les faux consensus politiques.

Les handicapés, les prisonniers ou les homosexuels évoquent le droit à la différence ou contestent une société qui les rejette ; ce faisant, ils nous rappellent par leur situation parfois très difficile que le droit est une illusion quand il y a égalité sans liberté, ou liberté sans égalité. Une attitude non discriminatoire se vérifie, - entre autres repères - quand ces deux données sont respectées. Avant de sauter immédiatement sur un jugement moral, il faut bien comprendre l'enjeu énorme qu'exprime la situation vécue par les victimes de discrimination. Un enjeu qui interroge aussi l'ensemble de la société, particulièrement le conformisme crypto-totalitaire de la majorité. « Le malheur de ce pays, c'est que la majorité est bafouée par les minorités », me disait un Torontois. J'ai entendu plus d'une fois une telle remarque ; elle venait de gens qui ne supportaient pas ceux qui étaient différents d'eux-mêmes, ceux qui les dérangaient dans leur certitude, leur sécu-

rité, leur conformité. Ils cachaient à peine leur volonté de violence, comme dans le cas de la peine de mort. Que devient une société dans cette foulée ? Que devient le droit ? Il arrive alors que la loi se définit moins en fonction du droit qu'en fonction d'une conformité érigée en « normalité » intouchable.

2. À l'assaut de la normalité

[Retour à la table des matières](#)

Je tiens à répéter ici qu'il s'agit d'abord de repérer les traits et les dynamismes positifs dans les pratiques sociales du droit. Nous ferons état des ambiguïtés et des contradictions de ces pratiques dans les deux autres étapes. Le caractère contestataire et défensif masque très souvent la positivité des luttes. Derrière certains excès de langage, certaines démarches plus ou moins erratiques, sait-on discerner une dignité qui s'affirme ? Notons ici que ce terme de dignité est apparu dans les préambules des chartes récentes, comme un écho de ce que bien des luttes de libération portaient en creux.

L'agressivité des Noirs, par exemple, porte une longue histoire de violence subie, de discrimination particulièrement aberrante parce que tributaire de la couleur de la peau (*high visibility*, comme on dit aujourd'hui). Ceux-ci doivent affirmer ce qu'il y a de plus radical et fondamental dans la condition humaine devant des interlocuteurs qui souvent n'en ont qu'une idée superficielle, parce qu'ils n'ont jamais connu un défi de ce type. Plus la protestation est profonde, plus l'affirmation correspondante exige une qualité d'attention et de discernement pour être comprise.

Je dirais la même chose devant certaines critiques faciles des jeunes mouvements féministes qui eux aussi revendiquent des changements cruciaux très « dérangeants » et « insécurisants ». Les normalités reçues depuis des siècles se distancent très difficilement d'elles-mêmes. Pensons aux énormes efforts qu'ont dû déployer les militantes dites « suffragettes » pour obtenir un droit considéré aujourd'hui incontestable : celui de voter. Qu'après des décennies d'expérience démocratique, on soit encore si loin du droit : travail égal, salaire égal,

c'est là un état de fait qui légitime certaines prises d'assaut des normalités injustes, en contradiction flagrante avec les exigences même minimales du droit et de la morale.

Encore ici, les préjugés se formulent dans des condamnations stéréotypées et rédhibitoires du genre de celles-ci : « Ce qui est normal est devenu anormal, ce qui est anormal est devenu normal ».

« Le divorce plus que le mariage est la norme. »

« Il y a déjà plus d'avortements que de naissances. »

Ce qui est le plus insupportable chez les censeurs de l'a-normalité, c'est précisément le fait que de telles revendications se fassent au nom du droit ; référence qui avait été considérée jusqu'ici comme la forteresse ultime de l'ordre, du bon sens, de la morale reçue. On n'a pas encore évalué ce choc social particulier des nouveaux droits surtout dans des domaines qui autrefois étaient, au mieux, considérés comme objets de miséricorde et de pitié, parce que justement reliés à la faiblesse, à l'erreur humaine.

Dans les pratiques sociales, on est passé du péché à la déviance, et de celle-ci au respect de la différence. Le scandale devient encore plus vif lorsqu'on ose affirmer que certaines a-normalités, certaines marginalités peuvent amorcer des sauts qualitatifs, des libérations, des inédits de civilisation, des nouveaux modèles sociaux, des types inconnus d'expérience humaine, etc.

Certes, on peut se demander s'il n'y a pas parfois des télescopages rapides où l'on veut prématurément légitimer dans le droit ce qui exige une maturation plus longue. Or, selon les partisans de la « normalité », trop de droits nouveaux s'appuient sur des expériences exploratoires encore peu éprouvées, sur des situations limites mal élucidées. Pensons à l'euthanasie, au droit au suicide que d'aucuns commencent à revendiquer. Une escalade précipitée qui inquiète un nombre grandissant de citoyens, tout autant que les juristes et les moralistes. Des hypothèses psychologiques, sociales et morales sont vite coiffées de l'infailibilité scientifique et de l'irréductibilité du droit. N'est-ce pas disqualifier celui-ci et compromettre... affaiblir ce qui demeure un des rares repères de cohérence et de stabilité dans la cité pluraliste, changeante, incertaine, pour ne pas dire éclatée ; une cité où on se demande qu'est-ce qui pourrait bien la faire tenir ensemble d'une façon minimale ?

On pourrait d'abord faire ces explorations et ces luttes ailleurs, plutôt que de les loger immédiatement dans l'aire de cohérence, de consensus et de régulation sociétales qu'est le droit. Il y a des limites aussi au droit conçu comme outil de changement, puisqu'il s'agit ici précisément d'une dimension sociale surtout définie par des cohérences acquises, comprises, éprouvées et applicables à la plupart. Or, soutiennent certains, n'est-il pas dangereux de rendre instable toute codification par une multiplication de droits fluides qu'il faut redéfinir et corriger à tout moment ?

Cette sorte de révolution permanente débouche sur la « société impossible ». Que les luttes de droits soient mobilisées par les situations limites de la vie, cela laisse entrer l'énorme défi de requalifier la vie ordinaire courante. Si celle-ci ne sait plus trouver sens, normalité à l'intérieur d'elle-même, comment pourra-t-on évaluer judicieusement les situations limites, exceptionnelles ? Et lorsqu'en plus de cela, on dissocie le droit d'une certaine normalité, on se place dans un contexte d'anarchie où plus personne ne se comprend, sans compter la disparition de toutes les cohésions collectives de base. L'érosion de la responsabilité institutionnelle en témoigne. Il ne reste que la foire des pulsions du moment, des modes, et des projets individualistes qui se heurtent les uns les autres.

À cela, les « marginaux » rétorquent qu'ils sont les seuls à interroger une société standardisée, banalisée, incapable de prendre une distance sur elle-même, et d'accepter de vrais changements qualitatifs. Envahir le monde des droits pour en faire une voie privilégiée de libération, c'est frapper en même temps le principal système de légitimation des normalités ritualisées, figées et vides d'humanité. Voilà ce que soutiennent les contestataires.

Le droit serait de plus en plus décalé par rapport aux nouvelles orientations culturelles et même éthiques ; or, en l'occurrence, celles-ci deviennent aussi importantes que les luttes de libération socio-économiques. D'aucuns y voient un phénomène culturel petit bourgeois plus préoccupé, par exemple, de faciliter le divorce que de lutter pour les conditions nécessaires à une solide réalisation familiale, comme l'exigeraient d'abord les milieux pauvres. Qu'à cela ne tienne, les minorités actives envahissent les instances des droits de la personne, bouleversent les pratiques sociales autour du droit « normatif », en attendant de s'attaquer à la forteresse plus redoutable du droit posi-

tif. En prenant de front la « normalité », elles touchent en même temps les processus même de régulation de la société ; elles déclenchent un soupçon systématique devant toute forme de normalisation. Ce qui créera de plus en plus un effet de boomerang dans une population insécurisée. La peur du chaos est un des sentiments les plus forts des hommes et des sociétés, par ce qu'il y va de l'instinct même de conservation. Ledit « virage à droite » des derniers temps est déjà symptomatique d'une auto-défense par rapport aux marginalités, aux minorités actives, aux militances radicales. Voyons cette situation de plus près. *Après l'affirmation et la révolte des minorités militantes, des marginalités, des « différences », des identités particulières, au nom des droits, voici donc la réaction très forte de la « normalité » dite majoritaire au nom de la loi (law and order).* Un clash gigantesque qui déborde les scénarios politiques : souverainisme-fédéralisme ; capitalismesocialisme.

Ce genre de combat qui s'annonce, risque d'être un affrontement crypto-religieux, peu important ses visages laïques ou ses références idéologiques séculières. En sommes-nous conscients ? Voyez l'extrémisation des langages, des attitudes et des comportements. Tout se traduit en termes « révolutionnaires » d'un côté, alors que l'Ordre à n'importe quel prix s'affirme de l'autre. Le permissif le plus irresponsable ne saurait confiner longtemps avec l'intolérance la plus aveugle ; ni le conformisme apathique avec l'escalade de violence des moyens de pression. À témoin, l'impact grandissant de ces grèves « publiques » qui déclenchent dans la collectivité une profonde agressivité. On ne pourra pas indéfiniment renvoyer à l'État toutes les responsabilités, sans prêter flanc à des solutions autoritaires qui seront agréées par un grand nombre de citoyens exaspérés, même au risque de compromettre les progrès acquis et les entreprises de justice qui attendent. je pense à ce million de Québécois en situation de pauvreté, qui vont connaître une situation encore pire dans un contexte d'inflation galopante et de chômage massif.

Quand une société n'arrive plus à contrôler d'une façon minimale son évolution interne, quand elle se contente de gérer ses échecs, le combat idéologique et politique s'affole ; il perd vite de vue les problèmes et les tâches du pays réel pour se livrer à des batailles crypto-religieuses de « causes » érigées en absolu, peu importe si les situations, les pratiques et les styles de vie sont en contradiction avec les discours tenus. Voilà une cote d'alerte qui mérite plus d'attention, même si elle n'a rien d'une prédiction assurée.

Mais faut-il rappeler que l'histoire est remplie d'exemples où des peuples et des sociétés n'ont pas su voir venir des cassures désastreuses, se condamnant ainsi à entrer dans l'avenir à reculons. Il vaut mieux affronter les crises avec lucidité et courage pour en faire des tremplins de dépassement.

Les pratiques sociales du droit, dans un tel contexte, sont le premier baromètre de notre maturité politique et éthique. Il ne suffit pas de souhaiter que le sens du droit et des droits l'emporte sur la logique du pouvoir et de la force. La façon d'assumer le conflit profond entre la révolte des minorités et celle de la majorité, déterminera l'avenir plus ou moins heureux et fécond de bien d'autres enjeux. Il serait dommage que cet élan inédit des droits vers plus de justice et de liberté emprunte des voies qui conduisent à l'opposé d'un objectif aussi légitime. Mais par-delà ce diagnostic politique, il existe d'autres aspects plus profonds, telle une révolution culturelle à peine amorcée, comme nous allons le voir.

3. Sensibilités nouvelles, forces historiques inédites

[Retour à la table des matières](#)

La révolution culturelle vient d'en bas, et le monde du droit vient d'en haut. Il y aurait beaucoup de nuances à apporter ici, mais comment nier la part de vérité d'une telle affirmation ?

Une certaine critique moderne voit, dans le droit, un univers de régulation aux mains des pouvoirs qui imposent leurs règles du jeu, et non pas une expression de la société réelle, de la vie collective, du peuple lui-même. Cette critique n'accorde plus de crédibilité à l'idée que le système juridique serait le reflet des mœurs, des us et coutumes, de la morale de la collectivité. D'où cette contestation par les droits, qui s'inspire de l'évolution ou même de la révolution des mœurs en cours. Cette révolution culturelle s'alimente à certains changements historiques profonds dont on n'a pas saisi l'énorme impact au plan de la morale et du droit. Par exemple, le fait inédit qu'on

ait pu contrôler scientifiquement les effets de l'activité sexuelle, obligea les sociétés à revoir des règles légales et morales qui étaient reliées au moins partiellement à l'absence de maîtrise de ce champ d'expérience humaine. D'où maintenant, la possibilité de libéralisation et de permissivité.

D'un autre côté, il semble que les techniques de régulation n'aient pas tenu leurs promesses, érigées en panacée pour tous les problèmes de cet ordre. À témoin, le nombre croissant d'avortements, sans compter les contre-indications médicales de la pilule. On se retrouve donc aujourd'hui devant de nouveaux défis moraux et légaux livrés souvent à des débats compliqués que simplifient abusivement les « pour » et les « contre » inconditionnels. Comment définir des droits clairs et pertinents sur des données de situation, de science et de morale aussi éclatées ?

Voilà un exemple, entre mille, des profondes perplexités du tournant actuel. Si la morale d'hier ne « colle plus », celles d'aujourd'hui n'ont sûrement pas trouvé un minimum de cohérence pour fonder la redéfinition des droits. Voyez les pratiques erratiques des uns et des autres, malgré la logique apparemment irréfutable de leurs discours idéologiques respectifs. Ceux qui utilisent les droits pour contester les législations existantes comme la morale reçue, empruntent des raccourcis qui provoquent un boomerang inattendu.

On peut se demander s'il n'y a pas un court-circuitage et une contradiction dans la démarche même d'une telle critique. Selon sa logique, elle devrait plutôt *débattre ces orientations culturelles et morales nouvelles d'abord au plan de la culture et de l'éthique, avant de forcer une régulation qui risque ne pas correspondre à des changements d'attitudes vraiment vécus et assumés par une grande partie de la population*. Ainsi, on prête flanc à des batailles d'élites, au-dessus de la tête des gens. Affrontement bien connu des bourgeoisies entre elles qui veulent imposer leurs façons de vivre, leurs intérêts, leurs pouvoirs, leurs « droits ». Le néo-conservatisme « populaire » et majoritaire est justement une manifestation de ce boomerang que je viens d'évoquer. J'entends tous les jours des remarques du genre : « Où va-t-on s'arrêter dans cette escalade de l'anarchie où tout le monde fait à sa tête ? » Un certain progressisme incohérent commence à perdre sa crédibilité chez un grand nombre de citoyens ; il compromet ses propres acquis de libération dans les pratiques abusives des nouveaux droits. je pense au sentiment d'horreur qu'a soulevé ce jeune père qui

photographiait l'enfant de vingt semaines qu'on venait de tuer dans le sein de sa compagne. Il voulait tout simplement voir si l'enfant lui ressemblait. Tout cela se passait légalement dans une salle d'hôpital (Ste-Justine) au su et au vu d'infirmières et de médecins. La nouvelle qui parut par la suite dans les journaux, provoqua une indignation bien compréhensible dans l'opinion publique.

D'où la tentation de retourner à la sécurité de lois plus sévères et d'une morale plus rigide, du moins au plan collectif, quitte à pratiquer le maximum de permissivité pour soi-même. *Car ce retour à l'Ordre lui aussi est marqué de contradiction, chez ceux qui le proclament à cor et à cri. On ne fera pas l'économie de la redéfinition du droit et de la morale ; une redéfinition qui devra tenir compte des changements de tous ordres qui se sont produits au cours des dernières décennies.*

Cette remise en cause de la poussée libératrice des droits pourrait bien compromettre ce qu'il y a de plus profond dans la révolution culturelle des derniers temps. Une révolution qui semble échapper aux scénarios idéologiques en présence, et même aux catégories critiques des sciences humaines. La révolution féminine, par exemple, conteste bien des normes appuyées sur l'anthropologie sociale et culturelle et sur la biologie pour définir la féminité, le statut de la femme, les rapports homme-femme, la division du travail et des rôles. Quand la femme revendique la maîtrise totale de son corps et des décisions qui la concernent, elle récuse des rôles et des fonctions, non seulement définis par un univers masculin, mais aussi légitimés par des repères biologiques, culturels et historiques que le droit naturel et le droit positif à sa suite avaient éternisés en nature, en loi absolue, en déterminisme.

Ce qui laisse entendre que la femme dans ses champs les plus vitaux d'expérience se voyait privée de cette liberté, de cette responsabilité, de ce jugement éthique, de cette autodétermination qui étaient pourtant considérés comme légitimes dans beaucoup d'autres secteurs de la vie : liberté de conscience et tant d'autres libertés aussi fondamentales. Sans compter une orientation culturelle de plus en plus sensible au projet de vie que chacun devrait pouvoir définir lui-même, orienter et assumer librement. Sans compter aussi l'affirmation d'une certaine transcendance de la personne, de l'individualité, sur les déterminations d'une nature extrahumaine, ou si l'on préfère, d'une certaine radicalité et irréductibilité de la liberté face aux mécanismes de nécessité.

Or, plusieurs femmes se révoltent devant le fait que plusieurs normes les enferment dans des mécanismes naturels, alors que les hommes s'approprient, inversement, une liberté folle décrochée des exigences de la nature. Cette dramatique accroche tout au passage : du quotidien de la vie jusqu'aux enjeux planétaires d'une liberté technologique en train de détruire les équilibres les plus fondamentaux de l'écologie. Présentement les consciences féminines et les consciences masculines suivent un chemin inverse : la femme ne veut plus être définie exclusivement par les mécanismes de nécessité, et l'homme dionysiaque découvre que sa domination libre de la nature est en train de le briser lui-même et sa planète ; *l'homme redécouvre la nature et la femme découvre sa « personne », sa liberté, une individualité.* « Je suis un individu d'abord avant d'être mère, épouse, citoyenne, travailleuse. Et surtout je ne suis pas un simple mécanisme de la nature dans une société où les hommes se réservent les principaux champs de liberté et de pouvoir. »

Voilà une dramatique historique inédite où se heurtent des pôles opposés de sensibilités, d'expériences et d'objectifs, bien avant les questions de structures et de droits. Mais comment ignorer le retentissement inévitable de ces sensibilités culturelles et morales dans la régulation même de la société ? Elles sont du même ordre ces discussions autour des situations limites : de l'avortement libre jusqu'au droit au suicide, en passant par l'euthanasie et par les interventions bouleversantes des biologistes et des médecins. Le droit naturel reçu se heurte aux droits de la personne dans une révolution culturelle en conflit avec d'autres prises de conscience aussi cruciales, celle de la brisure écologique et biologique, par exemple.

Mais il y a plus. Les nouvelles orientations culturelles s'attaquent à la division du travail de la société industrielle et technologique. La majorité des requêtes à la Commission des droits de la personne viennent du monde du travail. Même la plupart des revendications féminines passent par là. Le cadre habituel des conventions collectives ne suffit plus. Les conflits sont à la mesure du système social ; ils débordent le jeu des agents socio-économiques (État, patronat, syndicats) et aussi le jeu des groupes idéologiques et des partis en lutte. Les femmes, par exemple, sont parfois obligées de se battre contre leur propre syndicat aux mains des hommes, pour définir un milieu de travail plus en accord avec leurs conditions propres et leurs aspirations.

La conception elle-même du travail, sa place dans l'échelle de valeurs, ses rôles sociaux, économiques et politiques, ses conditions psychologiques plus ou moins déshumanisantes, tout cela est soumis à une critique toujours plus radicale au moment où des phénomènes comme l'inflation et le chômage tirent dans le sens contraire, puisqu'ils ramènent à l'univers des nécessités, du pain et du beurre, des sécurités les plus matérielles.

D'où un autre écartèlement qu'on tente de surmonter par des revendications qui sont parfois contradictoires : le droit à la sécurité absolue et le droit à la liberté totale. Pensons, par exemple, à la règle rigide de l'ancienneté qui souvent défie les critères de compétence et le contrôle de la qualité du travail. Pensons au droit acquis de non-mobilité professionnelle qui se heurte aux exigences démocratiques de services justement répartis dans les diverses régions et les différents milieux, sans compter le besoin d'institutions plus souples, plus flexibles dans une société de changement. La corde du droit est ambivalente, répétons-le, elle peut amener une plus grande rigidité là où on la tirait dans un sens de plus grande souplesse.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que le profond mouvement souterrain des sensibilités, des orientations culturelles et morales inédites cherche à trouver ses canaux d'expression. *Souvent, on n'a d'autre possibilité que le recours à la charte des droits, alors que les structures sociales actuelles, y compris celle du droit positif (code civil, code criminel, code du travail), ne permettent pas l'affirmation de ces changements qu'il faut d'abord comprendre avant de les juger.*

La nouvelle conscience des droits relie d'une façon dynamique : genre de vie et niveau de vie. Elle fait entrer le « qualitatif » dans le jeu dominant des quantités. Voyez comment on ramène souvent les questions les plus cruciales à une logique du nombre ou de l'argent. Certains analystes dramatisent même le conflit de l'humanité en réduisant l'enjeu à cette question : qui du nombre ou de l'argent va l'emporter ? Il n'y a pas loin entre une démocratie de sondages et une politique du PNB (produit national brut). La nouvelle conscience des droits dépasse, tout en l'assumant, le partage du gâteau.

L'argument reçu qui évoque l'adéquation entre les cités riches d'hier et la « civilisation », ne peut plus tenir aujourd'hui. Nous savons où nous ont menés l'objectif exclusif de l'abondance, et les deux grandes idéologies de la production. À travers l'affirmation des droits,

l'homme contemporain cherche une nouvelle qualité de vie qui ne soit pas le privilège d'une seule classe. Car ces cités prestigieuses d'hier étaient construites sur la sueur et le sang d'une masse déshumanisée. Le droit d'aujourd'hui promeut un ensemble très riche de conditions humaines qui doivent être accessibles à tous.

4. Renouveau de la problématique sociale

[Retour à la table des matières](#)

Les trois repères précédents : la reconnaissance des marginalités et des minorités, l'assaut de la normalité, les sensibilités culturelles et les forces historiques nouvelles, portent une dramatique historique qui oblige à un renouvellement profond de la problématique sociale. Cette révolution culturelle cherche à déboucher sur le politique en passant par l'univers des droits. Voilà un état de fait qui incite à respecter ce cheminement historique : les droits comme lieu privilégié de renouvellement de la problématique sociale selon toutes ses coordonnées de base : son contexte historique, culturel, politique et idéologique, ses pratiques sociales, ses fondements éthiques, ses démarches pédagogiques, ses politiques, ses finalités propres (philosophie de base). Voilà ce que nous tentons de cerner dans cet ouvrage.

Je retiens ici le lien de plus en plus évident entre l'explosion des droits et la requête de nouvelles pratiques sociales. La charte des droits a justement l'ampleur d'un tel renouvellement. Est-il une seule dimension de la vie et de la société qui n'a pas un certain rapport avec ce cadre de référence ? Que celui-ci devienne un lieu trop centré exclusivement sur la fonction critique, que les requêtes et les réponses soient trop envisagées à la pièce, qu'on se reporte à tel ou tel article sans le situer dans l'ensemble, c'est là une autre question. D'ailleurs, s'est-on arrêté sur une philosophie de base qui pourrait sous-tendre la charte ? De fait, y en a-t-il une ou plusieurs ? Y a-t-il une certaine cohérence de cet ordre ou d'un autre ordre pour assurer l'intelligence de l'ensemble ? Le préambule comme les règles du jeu en aval de la Charte sont loin d'atteindre ces objectifs. Il faudra revenir sur ces interrogatoires et remarques.

D'aucuns peuvent craindre ici un globalisme utopique, ou encore une quête sécuritaire d'un consensus idéologique, politique, éthique ou philosophique impossible dans la cité pluraliste. Faut-il alors démissionner devant toute recherche de cohérence pour bien situer et bien assumer l'univers des droits ?

D'autres s'en prennent à cet esprit hypercritique qui remet en cause toute la société et son père à chaque pas qu'on fait. Ce qui est très inhibiteur de l'action. Vaudrait-il mieux pratiquer un certain pragmatisme qui cherche à faire avancer les choses en tenant compte d'avantage du réel et du possible ?

Pourtant, n'est-ce pas un des besoins profonds de toute action comme de toute pensée humaines que de vouloir se situer dans un ensemble signifiant ?

Dans notre culture urbaine et électronique, le citoyen fait le tour de la société et du monde à chaque « téléjournal » ; ce qui n'était pas le cas dans l'univers villageois, paroissial, d'hier ; il s'attend donc à pouvoir situer son expérience dans cette même société qui globalement s'offre à lui dans les media. S'il ne trouve pas quelque part des cadres d'ensemble pertinents pour recomposer sa vie émiettée, il va les chercher dans la carte astrologique du ciel ou dans des substituts de cette sorte.

Qui sait si derrière l'explosion critique des droits, il n'y a pas en filigrane une recherche de cohérence plus près de l'expérience ? D'ailleurs, il faut bien se rendre compte que les revendications sont livrées à un anarchisme stérile, à certains mouvements sauvages (le terrorisme n'y est pas étranger), si elles ne peuvent s'exprimer dans le droit et les droits. Ceux-ci peuvent assurer une cohérence minimale même aux conflits les plus radicaux. Ils peuvent permettre un renouvellement plus articulé de la problématique sociale.

En termes de pédagogie sociale et politique, est-ce un bon pari que de commencer à rebâtir une nouvelle cohérence sociétaire à partir de la charte des droits ? je dis oui, mais à certaines conditions. Disons d'abord que c'est la démarche qui prévaut présentement, puisque la charte devient le cadre de référence principal pour un grand nombre de citoyens et d'organismes. Elle est en quelque sorte le nouveau code « populaire » au plan moral comme au plan politique. Un code plus

sensible que les autres, à l'évolution culturelle très complexe de nos sociétés modernes et des mentalités. À vrai dire, c'est le seul code qui fédère toutes les dimensions de la vie. Les autres sont de plus en plus spécialisés. Il faut lire les programmes des facultés de droit pour s'en rendre compte rapidement.

On peut donc parler ici d'une véritable dynamique historique de renouvellement. Or, le réalisme de toute pédagogie sociale et politique c'est de miser d'abord sur les forces positives déjà à l'oeuvre dans le champ de conscience et d'expérience des citoyens. Si ceux-ci cherchent un dépassement dans la voie des droits, il serait futile d'imaginer d'autres démarches.

Oui, mais à certaines conditions qui sont loin d'être développées pour le moment. La dynamique historique des droits peut être aussi piégée que le légalisme d'hier, si elle ne se traduit pas par de judicieuses et fécondes pratiques sociales maîtrisées par les citoyens eux-mêmes. Pour le moment, nous devons bien analyser les obstacles qui bloquent l'émergence de telles pratiques sociales. Ce sera l'objet des deux prochaines étapes. La démarche critique, ici, n'en demeure pas moins très positive, puisqu'elle servira à l'élaboration de notre pédagogie sociale du droit, et de notre philosophie de base. Nous sommes bien conscient d'avoir peu élaboré les dynamiques de libération dont nous venons de faire état, Nous y reviendrons d'une façon plus étayée et plus systématique dans les deux dernières parties de l'ouvrage.

En terminant, nous avons le goût de citer l'avertissement grave de Casamayor qui explique pourquoi l'explosif des droits peut faire éclater la forteresse du Droit. « La justice traditionnelle a commencé à perdre de l'altitude comme un oiseau que le plomb a atteint, et très vite, comme le sol bombarbé qui défile quand on le survole en rase-mottes, les ravages de la justice apparaissent aux yeux de tous, familles ruinées, avenir brisé, erreurs irréparables, et surtout ségrégation, parce que les pires coupables ne sont jamais condamnés... ¹ ».

¹ C. Casamayor, *La Justice pour tous*, Paris, Flammarion, 1970, p. 14.

De quel droit ?
Tome 2 : La pratique sociale
Première partie : Pratiques sociales des droits

Chapitre II.

Rôles de suppléance

[Retour à la table des matières](#)

Un des principaux obstacles qui empêchent le façonnement d'une pratique sociale des droits réside dans ce qu'on pourrait appeler : le *phénomène de substitution*. En effet, dans quelle mesure l'utilisation des droits vient-elle compenser l'anomie sociale (absence de repères pour les conduites), ou bien paradoxalement, faire contrepoids à la surnormalisation bureau-cratique ?

L'éclatement culturel qui se prolonge dans la difficulté des rapports psychologiques quotidiens, amène les uns et les autres à régler les problèmes à coup de droits interposés. On n'arrive même plus à se parler sans intermédiaires, sans spécialistes « médiateurs », sans des processus très rigides de régulation. Les rapports de droits remplacent souvent ce qui relèverait normalement d'une démarche démocratique et politique de confrontation des points de vue entre parties concernées. Parfois le droit devient le seul repère irréductible pour combler le vide d'une désacralisation que la société sécularisée a poussée à l'extrême limite, au point de tout banaliser, de tout relativiser, même

ces réalités humaines que toutes les sociétés avaient considérées inviolables et sacrées. on cherchera donc dans le droit une expression de ce qu'on conçoit comme non négociable, irréductible, ou susceptible de commander un respect absolu.

Voilà bien des substitutions et des suppléances à la fois. Le droit perdra progressivement de sa force et de sa légitimité, s'il prend la place, toute la place, des différents champs d'expérience humaine qui lui servent de sous-sols nourriciers. On en arrivera à une société hyper-« régulée », hyper-normatisée tant par les requêtes tatillonnes de mille et un droits que par les contrôles de mille et une lois. Sans compter l'abolition de démarches spécifiques : sociales et culturelles, psychologiques, économiques, politiques et religieuses. Un terrible appauvrissement ! je me demande si l'utilisation massive des droits n'est pas le prolongement le plus évident de la société technobureaucratique dans le comportement des citoyens, des groupes et des organismes. Un premier exemple va nous en donner la preuve, précisément dans un domaine qui concerne quotidiennement la plupart des citoyens : l'organisation du travail.

1. Substitut social et culturel

[Retour à la table des matières](#)

Dans le cadre du dernier front commun de la négociation du secteur public, à la table centrale et aux vingt-deux tables sectorielles, le comité « neutre » chargé d'informer le public a révélé qu'il y avait plus de 30 000 clauses de tous ordres inscrites dans les conventions collectives des serviteurs du peuple. Ce qui n'inclut même pas les clauses des protocoles d'entente dans les unités locales. 30 000 clauses au sommet de la négociation, n'est-ce pas la bureaucratisation portée au-delà des limites du croyable, sinon du faisable ? ²

² Rapport-synthèse sur l'état des négociations dans les secteurs public et parapublic, par le Conseil d'information, Québec, juin 1979, p. 4. Voir aussi l'étude de Lysiane Gagnon, « La ronde des bureaucrates », La Presse, 27, 29, 30, 31 octobre 1979.

D'une négociation à l'autre, il y a plus de clauses, plus de structures et de mécanismes, plus de négociateurs, plus de centralisation et d'expertise, plus de coûts, de temps et d'énergie. Les élus politiques changent, les négociateurs patronaux, syndicaux et professionnels (particulièrement les avocats) demeurent. Le processus tend à devenir quasi permanent tout en s'hypertrophiant toujours davantage.

Certains passent d'un côté de la table à l'autre sans avoir l'impression d'avoir changé d'emploi. « On parle le même langage, on vient de la même école ». Pan ! sur la prétendue bataille idéologique et politique entre classes. Ces bureaucrates de la même famille ont en commun le même mépris pour l'incompétence des profanes, des syndiqués de la base, des agents locaux, du public, et aussi des chefs politiques élus par l'ensemble de la population.

Quand on a cherché des issues au cul-de-sac actuel, on a confié la commission d'études (Martin-Bouchard) à des membres éminents de la famille. Un système parfait d'auto-reproduction de la nouvelle classe qui se coopte sur tous les terrains du secteur public.

Les grands hôtels possédés par des intérêts étrangers font des profits fabuleux au cours de ces négociations interminables qui regroupent des centaines de permanents. Dans un univers clos et, à toutes fins utiles, inaccessible au commun des mortels, avec ses stratégies occultes beaucoup plus raffinées que celles de la politique traditionnelle, un rituel religieux bien codé se déroule.

Écoutons un de ces grands-prêtres « les parties s'affrontent interminablement autour de petits détails, et le rythme - élément capital - est nécessairement très lent. Les parties louvoient, se jaugent, multiplient les recours tactiques. Les négociateurs, d'ailleurs, n'auraient pas l'impression de faire leur job si ça se passait autrement... Et puis, ça finit toujours de la même façon, à quatre heures du matin dans une chambre d'hôtel enfumée, en tout petit comité. Les gros enjeux sont abordés en fin de course, une fois que les parties se sont épuisées sur les détails. Auparavant, il aura fallu faire tout un *build up*, créer un climat dramatique... c'est ça le rituel... comme une fatalité. »

Dans ce monde du droit bureaucratisé, on finit par être cynique, particulièrement face au public et face aux hommes politiques. De part et d'autre, on tente de manipuler les syndiqués eux-mêmes. Du côté syndical, on planifie la grève longtemps à l'avance, à cause de la

lourdeur de l'appareil... du rituel de consultation où des spécialistes viennent expliquer l'énorme dossier de la convention collective. D'énormes enjeux sont camouflés avec une secrète complicité des deux côtés de la table, tels ces régimes de retraite corporatistes qui engagent les générations futures et grèvent lourdement la taxation présente. De plus, la normatisation centralisée tend à simplifier abusivement les choses. On privilégiera le critère quantifiable d'ancienneté au détriment des exigences qualitatives de compétence. On définira à la minute et au détail le poste de travail au détriment d'un service souple et efficace, d'une organisation institutionnelle plus flexible et plus adaptée aux différents besoins quotidiens et locaux ³.

Comment ne pas se demander où mène ce néo-légalisme qui a pris des disproportions sans précédent ? Pourquoi veut-on « réguler » à ce point les moindres gestes de la vie quotidienne dans une société où l'on valorise autant la liberté, l'autodétermination et même la permissivité ? On veut une liberté totale, sinon maximale pour exercer sa responsabilité et son activité quotidienne ; et en même temps, on multiplie à l'infini les règles du jeu. D'une part, une vie libre de toute contrainte, d'autre part, des institutions hyper-« régulées » dans des carcans rigides. D'une part, un maximum de possibilités de choix, d'autre part, une fixité de l'encadrement, telle la sécurité d'emploi « institutionnelle ». Il y a ici une sorte de complicité du silence pour taire ces contradictions et leurs graves conséquences.

L'exemple que nous venons d'évoquer, malgré son ampleur, n'en est qu'un parmi d'autres. Ce qu'on a le moins évalué dans tout cela, ce sont les énormes problèmes souterrains que masquent les jeux de surface. il est faux de ramener toute la question à « *La ronde des bureaucrates* ». L'ensemble de la population fait partie du problème.

Il y a d'abord la recherche inavouée de sécurité dans des rapports quotidiens de plus en plus confus, malgré l'hyper-rationalité des appa-

³ Nous laissons tomber ici bien d'autres problèmes que nous avons abordés ailleurs, particulièrement dans deux ouvrages récents : *La Nouvelle classe* (Éd. Stanké) et *Au seuil critique d'un nouvel âge* (Éd. Leméac). Les promus de la révolution tranquille du secteur public ont, pour la plupart, des conditions avantageuses, disproportionnées en regard de celles de l'ensemble des contribuables qui ont à payer la note. Nous ne parlons pas ici du relèvement de la rémunération des petits salariés des deux secteurs où le front commun a joué un rôle indéniable.

reils institutionnels. On ne sait plus comment l'autre va réagir, comme agir en face de lui. Cette insécurité se traduit d'abord par le recours à une foule de règles extérieures qui permet d'éviter ce rapport direct entre personnes. Même le conflit est instrumentalisé par ces mécaniques sophistiquées. On loge le conflit proprement humain dans les canaux impersonnels de mille et une clauses. Il y a là un paradoxe rarement noté. En effet, le régime se définit comme un rapport de forces entre les divers agents, et voici que quotidiennement les uns et les autres fuient la négociation, la confrontation. On se bat par règles imposées, on se parle peu.

Mais ce qui est plus grave, c'est que les transactions quotidiennes les plus courantes se font de moins en moins entre personnes. D'où la multiplication des protocoles très détaillés, très formalisés qui rendent impossible toute tentative qui viserait soit une communauté de travail, fût-ce entre travailleurs de base, soit un milieu humain fécond, sinon viable et respirable. L'insécurité et l'immaturité psychologique créent un climat permanent de méfiance et de fuite, et conditionnent des rapports sociaux erratiques, peu dynamiques et souvent débilitants. Certes, le problème joue dans les deux sens : des rapports sociaux structurels aux relations humaines incertaines, et vice versa. Les diagnostics « idéologiques » à la mode ont tendance à séparer ces deux ordres de problèmes ou de défis.

Dans une culture aussi désarticulée, dans les flux mêlés de la vie sociale, dans des structures abstraites et purement instrumentales, dans la dispersion des signes, des sens, des idéologies et même de la conscience, les rapports humains deviennent incertains. Le sujet veut être partout, sauf là où il est. Alors on se rabat sur des régulations mécaniques qu'on légitime dans le droit pour compenser cette indétermination psychologique et culturelle de la structure anonyme.

On croit parer à toutes les incertitudes en multipliant les normes, les règles et les droits. Celles-là assurent un encadrement, un enracinement, et ceux-ci un fondement rationnel et un horizon humain. Mais les unes et les autres sont des façons simples de combler une indétermination qu'on trouve de plus en plus insécurisante. La permissivité peut fonctionner à court terme, mais elle devient insupportable à long terme pour la plupart des gens, surtout dans une institution où se vit une interdépendance quotidienne de plus en plus poussée. Multiplier les règles ne suffit pas, il faut une sécurité aussi bien instituante qu'instituée comme le droit. Ce que la culture faisait beaucoup mieux.

Dumont affirme avec raison : « La culture occidentale a tendance à ne plus concevoir comme aussi réelle que les mécanismes de l'économie et de la technique. L'homme n'y retrouve plus spontanément l'image de ses intentions et la justification de ses actions. Les schèmes de comportement et les idéaux offerts par la culture sont mis en suspension ; ils sont relatifs et contradictoires. ⁴ »

Certains me diront que l'affirmation de la culture québécoise et ses prolongements politiques ne permet pas d'appliquer ici la remarque précédente de Dumont. Ne devrait-on pas plutôt se demander si cette nouvelle conscience québécoise est vraiment devenue culture ? Culture capable de fournir des repères pertinents, des signes de communication, des canaux d'échange, des formes de convivialité dans des institutions où nous sommes le plus chez nous. *Pourquoi ce besoin de déterminer au détail les rapports quotidiens, et cela à coups de règles (!) et de droits, de contrôles mutuels multipliés à l'infini ? Pourquoi exiger une multiplication des législations pour se protéger des siens, comme si le moindre petit administrateur était la copie parfaite d'un grand magnat d'une multinationale, comme si le syndiqué était un terroriste en puissance ?*

Voyez comment nous n'arrivons pas à régler les problèmes entre gens concernés. On recourt à des intermédiaires à propos de tout : avocats, consultants, experts dits neutres. Je vais me limiter ici à un seul exemple qui illustre très bien cet état de chose. Devant les cul-de-sac des relations de travail, on a mis en place des études pour explorer des solutions possibles.

Le rapport Thibaudeau, tout comme celui de Martin-Bouchard, n'envisage pas une vaste commission d'enquête sur l'ensemble des lois du travail en vue d'une réforme globale du code. Seul, semble-t-il, le Conseil du patronat s'y intéresse. Le professeur Thibaudeau constate « une sorte d'essoufflement à la suite des récentes législations, dû au fait que les effets de ces nouvelles lois ne se sont pas encore fait sentir, qu'il s'agisse des amendements apportés au Code du travail (loi 45) ou des lois qui ont résulté du rapport Martin-Bouchard concernant les

⁴ F. Dumont, *Les idéologies*, Paris, P.U.F., 1974, p. 37. Dans *Sociologie et Société* (1,1979), Dumont rappelle certains rôles de la culture : « code d'interprétation de l'expérience humaine, recherche d'identité, condition de communication sociale ». L'univers des droits viendrait-il remplacer ces rôles défaits dans l'éclatement culturel ?

services publics et para-publics, ou encore des nouvelles dispositions législatives dans le domaine de la construction ».

Il est plutôt question de comités d'étude ad hoc sur des mandats précis comme la syndicalisation des cadres. Comités constitués par des spécialistes (économistes, sociologues, avocats, hauts fonctionnaires), bref, des intermédiaires dits neutres et dégagés des intérêts syndicaux et patronaux. Ce serait aussi une façon d'éviter la « politisation des problèmes » !

Des analyses, à la suite du rapport Thibaudeau, suggèrent que ces comités ad hoc soient encadrés par un *task force* de même composition pour intégrer ces réformes partielles dans l'ensemble de la législation du travail, quitte à réviser celle-ci en fonction des nouvelles mesures et peut-être des nouvelles orientations qui se dessinent depuis quelque temps.

Voilà, au bilan, une autre illustration du rituel itératif utilisé pour la solution de nos problèmes collectifs de tous ordres. Commission ou comité d'experts dits neutres, qui après étude et consultation, définissent la situation problématique, les moyens pour en sortir et les objectifs.

Je ne veux pas disqualifier les compétences professionnelles spécialisées que nous nous sommes données. Le problème que je veux signaler est d'un autre ordre. L'utilisation quasi exclusive de ce processus unique et standardisé de l'expertise intermédiaire, dite neutre, commence à avoir des rendements décroissants. Signalons-en quelques-uns.

Tout se passe comme si un tel processus déclenchait une enfilade d'enquêtes, de comités qui installent un peu tout le monde dans une sorte de *no-mans land* intermédiaire, instrumental. Celui-ci en vient à marginaliser les problèmes de départ, les responsabilités impliquées, les décisions à prendre et les finalités elles-mêmes. Même le rapport de forces s'absorbe dans ce rituel sans visage.

Il est inutile de geindre sur la bureaucratie, sur la pauvreté démocratique, sur l'inefficacité, sur l'indécision si nous refusons de revoir cette mécanique de base qui n'est pas étrangère à ces résultats décevants. Des questions majeures restent ici sans réponse. J'ai noté, par exemple, une sorte de complicité commune où à peu près tout le

monde se place dans une position pour ne pas avoir à répondre de ses actes, pour renvoyer la responsabilité politique uniquement à l'État qui se replie à son tour sur l'étude des recommandations de telle ou telle commission. On passe ainsi d'une démarche dilatoire à l'autre.

Mais il y a plus grave. Sous prétexte d'éviter la « politisation », l'interférence idéologique, et pour assurer l'objectivité, on emprunte la voie du « mécanisme neutre », du contenant indifférent aux divers contenus. C'est ainsi que les uns et les autres, experts et profanes, désapprennent progressivement à préciser, à évaluer ce qu'ils veulent vraiment par delà ce qu'ils rejettent, critiquent ou contestent. Tout ce qui est de l'ordre des attitudes, des orientations profondes, des enjeux éthiques, de la philosophie politique, tout cela devient abstrait, marginal... et inutile. Questions qui n'intéressent que les thérapeutes, les curés moralistes, les philosophes de CEGEP ou les utopistes. Ah certes ! plusieurs parlent de débats de société, de projets collectifs, de conflits idéologiques, de révision globale, mais toujours en termes vagues comme si la tâche de les concrétiser ne faisait pas partie de leur démarche, de leur lutte ou de leur solution. Si vraiment, il y a de nouvelles polarisations idéologiques, c'est une raison de plus pour étoffer nos aptitudes à qualifier nos orientations et nos finalités les plus décisives.

Je pourrais allonger une liste interminable de comportements contestables reliés à ce rituel de solution à coup d'intermédiaires. Peut-être suffit-il de nous alerter sur la pauvreté de pédagogie démocratique et politique qu'un tel univers techno-bureaucratique renforce avec notre propre complicité. On est alors loin d'une société capable de faire son histoire, sa politique, son économie ; de citoyens capables de façonner des institutions et des milieux de vie qui se prennent en charge.

Qu'on se replie maintenant sur un certain juridisme qui accorde une importance démesurée à la révision du code du travail, fût-ce par morceaux et d'une façon pragmatique, n'est-ce pas une autre illusion ?

En pareil contexte, une régulation encore plus sophistiquée du droit et des droits devient un autre intermédiaire, dit universel et neutre, qui se substitue à une véritable négociation, et aux transactions quotidiennes toujours nécessaires même dans l'institution la plus programmée. L'intermédiaire qui devient ainsi la pratique sociale centrale courante, c'est le rapport de droit, le conflit des droits. Ceux-ci deviennent un

substitut social et culturel à ce que pourraient permettre une même appartenance culturelle et une sociabilité plus saine, moins abstraite, moins instrumentale.

Combien de combats se déroulent en dehors du pays réel, loin des problèmes qui les ont suscités au départ ? À témoin, l'impuissance de l'ensemble de la collectivité, et même de ses propres représentants élus au suffrage universel face à des combats qui tournent à vide entre une base défaite et des clefs de voûte brisées au sommet de l'édifice social. À tout voir en termes de conflit, de rapport de forces et d'étiquetage idéologique, on en vient à oublier la dynamique collective d'un même substrat culturel, d'une appartenance sociale de base à une institution qui est propriété collective, tout ce qui nous fait reconnaître comme étant d'un même peuple, d'une même histoire, d'une même société. Que devient la lutte des classes (indéniable dans les faits) sans ce terreau humain qu'elle prétend libérer et promouvoir ? Comment faire émerger ce qu'on ignore ou disqualifie dans des pratiques quotidiennes débilantes ? Qu'est-ce que ce dernier refuge qu'est devenu le droit sans fond humain particulier qui lui donne un visage : notre culture, nos façons particulières de vivre ensemble dans nos propres institutions ?

Il y a quelque chose ici de suicidaire. Une certaine pratique équivaut à tuer une nouvelle existence collective avant qu'elle ne soit née. Nous faisons un peu la même chose face à notre État et à nos institutions qui, dans leurs formes récentes, en sont à leurs premières expériences. Des combats de droits aussi superficiels, et si peu acculturés, sont navrants. Il existe, dans l'histoire, un grand nombre de sociétés qui se sont détruites souvent elles-mêmes ; cela a commencé par le non-respect de ce qui avait fait la dynamique originale de ces sociétés, à savoir : leur culture et leur histoire propre.

Le droit, quand il est décroché de tout le reste et utilisé d'une façon intemporelle, impersonnelle, comme une pure régulation instrumentale, peut assécher les rapports humains, la culture, la sociabilité et finalement la personnalité elle-même, tout autant que la toi pour la toi. C'est là une sorte de perversion qui est tout le contraire de la touche d'humanité que porte une pratique authentique du droit. Des centaines de requêtes adressées à la Commission des droits de la personne témoignent de cette raideur, de cette agressivité haineuse chez ceux qui érigent leur droit en absolu, et ne savent reconnaître le moindre droit chez leur vis-à-vis qu'ils diabolisent. je ne parle pas ici de ces

requêtes qui portent des cris humains de justice d'une vérité incontestable.

2. Substitut psychologique

[Retour à la table des matières](#)

Un jeune avocat qui exerce sa profession au service populaire de l'Aide juridique soutenait récemment que la Charte des droits devrait être conçue, interprétée, appliquée à partir de la psychologie : « C'est une très grande erreur psychologique de penser que le droit est fondé sur le droit de l'homme-à-la-justice-d'autrui. Pensez-y une fraction de seconde : quelle sera votre réaction face à l'affame qui vous dirait : « donne-moi de ton pain, j'y ai droit... j'ai toujours douté de la valeur psychologique de ce genre de législation. »

Après avoir ramené le droit à la psychologie du moi, il en vient à disqualifier celui-là au nom de celle-ci. Après tout, semble-t-il insinuer, les discriminations comme les préjugés sont bâtis sur des impressions qu'on peut difficilement évaluer et contrôler, encore moins déclarer injustes et punir. Toute contrainte apparaît arbitraire... et ce qui est plus grave : tout droit objectif, toute justice réclamée par l'autre. C'est pratiquement abolir la réalité des rapports sociaux ; c'est les ramener à des relations humaines purement subjectives ; plus encore, c'est affirmer exclusivement le « je » au point d'en arriver à une certaine philosophie existentialiste encore à la mode : l'incommunicabilité.

Il n'y aurait que des je qui ont une existence réelle ; leurs relations tiennent le plus souvent de l'illusion... et que dire du droit qui prétend « réguler », fonder ces relations. « Tout cela me paraît bien totalitaire et allant carrément à l'encontre des lois de la psychologie ». Quelles lois ? Le langage ici trahit l'auteur. Se réfère-t-il à des mécanismes psychologiques obligés, déterministes qui régiraient tout comportement humain en dehors de la conscience, de la liberté, de la responsabilité et de toute définition objective de la justice et des droits par les hommes ? Peut-on encore parler d'éthique responsable, de volonté, de jugement, de décision... et de législation faite par les hommes ?

La suite du propos est très révélatrice. Le subjectivisme psychologique du jeune avocat devient tout à coup totalitaire lui-même. Celui qui pose un geste discriminatoire devrait être considéré comme un « incapable ». Il faut le priver du droit de faire certaines choses que jusqu'alors il pouvait faire, par exemple, lui enlever le droit de vote, comme on prive le médecin de son droit d'exercer si, par exemple, il s'adonne d'une façon excessive à l'alcool.. Ainsi devant ceux qui posent des gestes discriminatoires, cet avocat déclare péremptoirement : « Il me paraît psychologiquement préférable de les considérer pour ce qu'ils sont : des incapables ». Cette étrange dérive d'une liberté individuelle psychologisée jusqu'à la limite du narcissisme débouche donc sur la quasi-annihilation de l'autre, et sur l'absence de toute réalité sociale comme telle. Il n'y a de justice que celle qu'on a définie à partir de soi, de ses désirs, de ses aspirations. Or peut-il vraiment y avoir justice et même responsabilité, si le rapport à l'autre n'a plus de réalité, sinon de fondement objectif ?

Le discours idéologique final de l'auteur tente de surmonter ses propres contradictions : « je reste convaincu que la justice a deux sources : la source par excellence étant l'aspiration. L'autre, la pression, est un expédient. Celle-ci s'exerce, entre autres, par la loi. » Étant donné que la source par excellence et pratiquement unique est l'aspiration de soi, par soi et pour soi à laquelle l'auteur accroche toute la culture, il faut se débarrasser de telles lois. (Cf. *Le Devoir*, 16-7-1979)

Sommes-nous en face de ce qu'on appelle : « la nouvelle culture » ? Que reste-t-il ici de la culture juridique et de l'expérience historique qui la sous-tend ? Cette psychologisation du droit est-elle le fait d'un nombre important de citoyens ? Quelles sont les autres pratiques psychologisantes du droit ?

Certains, par exemple, utilisent leurs droits pour forcer les autres, et même toute la société, à s'ajuster sur ce qu'ils ont décrété juste, agréable et absolument nécessaire pour eux-mêmes, pour leurs aspirations, leurs goûts, leur sentiment personnel. Cette attitude de base s'alimente au grand courant marcusien qui prend le contre-pied de Freud pour ériger le principe de plaisir en absolu, quitte à disqualifier le principe de réalité comme une pure contrainte destructrice, sinon inutile. Il s'agit ici de l'idéologie libertaire.

D'autres utilisent le droit comme un mécanisme de rationalisation pour éviter le face à face avec l'autre, pour s'épargner toute évaluation critique de leur propre comportement, pour refouler des conflits pénibles, pour se déculpabiliser ou renvoyer la culpabilité sur les autres, pour dépersonnaliser leur responsabilité en la reportant sur une structure anonyme jugée fautive.

Dans une société non finalisée, dans une culture éclatée, dans un contexte historique aussi incertain, dans des rapports quotidiens confus, dans des références éthiques aussi problématiques, l'individu ne cherche pas moins à donner un sens même à ce qui n'en a pas. Alors il cherche à trouver quelque part dans les droits une explication, un repère, un phare, une bouée, une balise ou quoi encore. Il faut relire le Procès de Kafka à partir de cette dramatique psycho-sociale d'aujourd'hui. On a dit que la rationalisation est la conséquence d'une angoisse refoulée dans le domaine de l'inconscient. Il faut ajouter que l'angoisse aussi peut se projeter à l'extérieur de soi pour se fuir... et le droit externe sert à se sécuriser, comme la loi ici sert à se protéger des autres.

Faut-il évoquer pour le droit psychologisé ces propos de Shakespeare, qui s'appliquent au droit tantôt divinisé, tantôt diabolisé tout autant qu'à l'astrologie : « Imbéciles par convulsions célestes, fripons, voleurs et traîtres par l'action irrésistible des astres ; ivrognes, menteurs, adultères par une obéissance forcée à l'influence planétaire ; enfin, comme si tous nos vices nous étaient imposés par une puissance divine. Admirable subterfuge de l'homme libertin (libertaire !) de mettre ses penchants lascifs sur le compte d'une étoile » (King Lear).

Il y a donc bien des façons de se débarrasser d'une responsabilité importune. L'utilisation des droits en offre plusieurs. Comme disait Montaigne : « Ne pouvant pratiquer nos maximes, nous maximons nos pratiques »... dans l'un ou l'autre droit. Ce qui était conçu comme un lieu d'affirmation de la liberté personnelle, devient subterfuge pour éviter les prolongements de la liberté dans l'exercice difficile de l'autodétermination, de la décision et de l'action.

L'absence de détermination cherche une surdétermination juridique qui simplifiera la complexité de la réalité, de la situation concernée, de ses motivations enchevêtrées et inavouées. Comme le patient face au psychiatre, on veut laisser entendre qu'on n'y est pour rien. Le droit sert à pointer le bouc émissaire, à nommer l'alibi, à ajourner la

décision, à voiler une impuissance, à noyer le problème dans le buisson touffu des droits en conflit, à anesthésier l'inquiétude intérieure. La Charte offre une sorte de zone abstraite et théorique du non-engagement de soi. Sartre a bien vu ce mécanisme qui permet de se laver les mains (les mains sales). *Deliberando saepe perit occasio...* la discussion autour du droit permet de se distancer d'une situation trop brûlante ou embarrassante, de « généraliser » pour oublier que souvent ont fait partie soi-même du problème.

Les discussions publiques interminables autour des droits face à une situation chaude sont souvent du même ordre. « Rationaliser, c'est remplacer un drame concrètement vécu par un conflit d'entités abstraites ». (A. Uleyn). Et dans cette foulée, surgiront d'autres mécanismes de défense : la généralisation des responsabilités, d'une part et d'autre part, la bagatellisation de la sienne. Comme disait Molière dans *Tartuffe* :

Selon divers besoins, il est une science
D'étendre les liens de notre conscience,
Et de rectifier le mai de l'action
Avec la pureté de notre intention.

Pureté de soi et corruption de la société. Rappelons ici que c'était une rationalisation semblable qui justifiait l'Allemagne nazie et ses répliques contemporaines : mesures de sécurité nationale, de préservation de la pureté de la race, de l'élimination d'éléments dangereux, de tarés. Pureté d'en bas et idéal supérieur. Au nom de la noble cause, on se permet de justifier les actes les plus répréhensibles au droit commun. Parfois le droit sert à la caricature de l'autre pour mieux dépecer celui-ci. Mauriac l'a bien montré dans *le Noeud de vipères*. Parfois le subterfuge est plus subtil. Ainsi l'écrivain Allemand Hochhuth dans *Le Vicaire* centre la responsabilité de l'holocauste des juifs sur Pie XII ; il se décharge, ainsi que son peuple, de son angoisse.

On n'en finit plus de débusquer les mécanismes psychologiques qui se cachent derrière tant de pratiques actuelles autour des droits. Telle cette valorisation de soi, de son idéologie, qui utilise le droit pour discrediter, démolir les autres d'une façon rédhitoire. Saint Augustin disait : « moins les gens prêtent attention à leurs propres fautes, plus ils regardent avec curiosité celles d'autrui... et puisqu'ils ne peuvent s'excuser eux-mêmes, ils sont toujours prêts à accuser autrui ».

À la longue, cette critique devient de plus en plus monocorde : le gouvernement seul et unique responsable de tous les problèmes. Une telle généralisation abusive n'est pas étrangère à l'absence d'auto-critique. Celle-ci est plus proche de sa propre réalité ; elle est forcément « située », concrète, plus vérifiable. Pareille absence provoque aussi une autre forme de généralisation : celle d'ériger en norme universelle une situation personnelle identifiée au droit, ou une situation qui tient au genre de vie d'un groupe, d'une culture, d'une époque.

Il y a aussi la généralisation descendante. Récemment, la Commission des droits de la personne, à partir d'un article très général sur le droit à des conditions de travail justes et raisonnables (art. 46) se croyait habilitée à descendre dans tous les détails des aménagements en matière de sécurité au travail, y compris le mode de choix des médecins.

Quand on sait la diversité des contextes de travail, on se prend à sourire, comme devant certaines législations aussi naïves que détaillées du gouvernement. Alors, il ne faudra pas se surprendre que les citoyens reconduisent le moindre de leurs litiges à la Commission.

J'ai attiré l'attention sur certains mécanismes psychologiques, sans pour cela prétendre qu'ils expliquent tout. Les limites de ce travail nous obligent à arrêter ici cette investigation hélas trop courte, en espérant que d'autres poursuivront cet éclairage. S'il est vrai, par exemple, que le droit devient chez plusieurs citoyens le lieu d'un surmoi infantile, on fait face à un obstacle redoutable dans l'éducation à des pratiques du droit plus « adultes ». Ce sont peut-être les romanciers qui révèlent le mieux les dessous psychologiques des dramatiques sociales, alors que les spécialistes, y compris les psychologues, se cantonnent dans d'étroites rationalités qui ne peuvent rejoindre cette multi-dimensionnalité de la vie. Et que dire des juristes !

Le roman de Camus, *La Chute*, dont le personnage central est un avocat, nous apprend des choses très justes sur les comportements humains en matière de droit. Faut-il passer nécessairement par la fiction pour appréhender la profondeur complexe de l'expérience humaine ? De toute façon, on se rend compte ici de l'assèchement des sciences dites humaines face aux cris de la chair et de l'âme qui cherchent présentement dans le droit, même d'une façon erratique, une cohérence plus près de soi, de la vie, de l'expérience intérieure et de l'humble quotidienneté.

Nous avons adopté ici un point de vue plutôt critique qui nous paraît nécessaire dans les conjonctures présentes. Mais nous reconnaissons sans peine que le droit vécu comme substitut psychologique porte en creux une certaine révolte du citoyen anonyme qui cherche quelque part un miroir pour se reconnaître, sans le trouver dans la société, dans les appareils, dans les sciences ou dans les lois.

De plus, il faut ajouter ici le fait que l'univers juridique lui-même s'est tenu trop loin, et pendant longtemps, de certaines dimensions de l'expérience humaine qui auraient dû être davantage présentes dans la pratique du droit. Pensons au substrat psychologique complexe qui sous-tend le concept de responsabilité. Il ne faut pas être surpris de l'envahissement des sciences humaines dans l'univers juridique. Le juge qui a à se prononcer sur le crime d'un jeune, aura souvent besoin de plusieurs éclairages : psychologiques, sociologiques et autres. Il doit tenir compte des soutiens pédagogiques du travailleur social, du criminologue. L'évolution récente s'est accompagnée de bien des heurts entre ces intervenants, entre leurs rationalités différentes, entre leurs statuts, entre leurs pratiques. Certains en sont même venus à parler de déjudiciarisation. C'est l'instance juridique qui connaît à son tour la disqualification. Or, s'il est vrai que le droit est souvent utilisé comme un substitut psychologique, une telle disqualification de la juridicité dans ce qu'elle a de propre peut être désastreuse. La réalité sociétaire dans ses régulations fondamentales perdrait tout fondement objectif. Personne n'aurait plus de compte à rendre à personne, encore moins à la société. « Chacun sur son île quoi ! » C'est une utopie de nulle part.

3. Substitut de la morale

[Retour à la table des matières](#)

La Fraternité des policiers de la Communauté urbaine de Montréal obtenait récemment la semaine de quatre jours en alléguant que leur travail difficile et épuisant commandait une forte réduction des heures à l'ouvrage. Voici qu'ils réclament maintenant le droit absolu d'exercer un deuxième emploi, quel qu'il soit.

Or, il arrive que leur code de déontologie professionnelle (art. 10) établit quelques restrictions à ce chapitre. Telle l'exploitation de voitures-taxi, ou d'établissements détenant un permis de la Commission de contrôle des permis du Québec, telles des fonctions comme celles d'agent de recouvrement ou agent d'investigation, etc. Ces restrictions ont été inspirées par l'expérience, la sagesse et une certaine exigence éthique. On a vu, par exemple dans le passé, des situations de conflit d'intérêts, et même certaines pratiques reliées à ce double emploi, qui minaient la crédibilité morale et sociale du policier.

Qu'à cela ne tienne, la Fraternité veut faire disparaître ces restrictions du code de déontologie en se servant de la charte des droits de la personne (art. 6 et 10).

On peut se demander, en l'occurrence, si le droit devient alors un subterfuge pour dissocier liberté et responsabilité, intérêt pour soi et service des autres. Le droit serait-il utilisé en pareille circonstance comme fausse conscience, comme paravent d'intégrité, de légitimité ? Le droit deviendrait-il l'outil d'affranchissement d'une morale à laquelle personne ne croit plus, y compris les policiers ? Le droit n'aurait-il plus d'autre fonction que celle de permettre à chacun de se faire justice ?

Le discours de la Fraternité permet de le penser. En effet, celle-ci ne cesse de proclamer publiquement qu'elle est un « organisme exclusivement voué et dévoué aux intérêts de ses membres ». Y a-t-il des comportements répréhensibles chez les policiers, par exemple, un taux inacceptable d'absentéisme, cela ne concerne pas la Fraternité, mais la direction de la police. À quoi sert alors le code de déontologie ? À quoi sert même la Charte des droits ? Pourtant, on utilise celle-ci pour s'auto-légitimer dans ses intérêts corporatistes sans référence au bien public, au service public.

Ériger son intérêt particulier maximal en droit absolu, c'est briser la relation de justice et d'intérêt général qui fonde le droit dans une société et dans une certaine mesure son éthique de base. C'est aussi faire fi de la dimension institutionnelle et de sa portée collective. Celui qui s'engage dans une institution doit s'attendre à y trouver des normes de fonctionnement qui ne seront jamais faites sur la mesure exacte des intérêts de chacun, ou d'un corps particulier de cette même institution.

Cela est particulièrement important dans les services publics. Or, il arrive que des administrateurs, des syndiqués, des professionnels, dans leurs luttes d'intérêts et de pouvoirs, s'asservissent ce bien collectif et public, comme s'ils en étaient les propriétaires, quitte à pratiquer certains compromis entre eux ; mais c'est toujours en visant le monopole du pouvoir pour son groupe particulier. Monopole qui sera légitimé soit par l'idéologie du droit de gérance, soit par celle du pouvoir aux syndiqués, soit par celle d'un professionnalisme, seule habilité pour définir le service (!) et le bien du public. On jouera le droit, mais en fait, ce seront le pouvoir et son intérêt qu'on cherchera sans trop le dire.

La Fraternité des policiers, elle, y va plus carrément en faisant de son intérêt, l'unique droit déterminant, fût-ce au mépris de la déontologie. Comment ne pas trouver cynique, sinon étrange, que des gens qui se meuvent quotidiennement dans l'univers des droits, qui constatent tout autant des abus et des injustices que des requêtes plus ou moins justes ou fondées dans le droit, confondent à leur tour ce qui relève de l'intérêt, de la pratique prudente, de la déontologie et du droit ?

Mais ne cherchons pas des boucs émissaires. Un tel problème est à la mesure de la population. *Bien des citoyens et des organismes utilisent les droits en faisant en sorte que ceux-ci permettent la liberté pour soi et le contrôle des autres. Le droit se prête à ce double registre, puisqu'il est à la fois de la liberté et de la loi.* Il y a ici des contradictions qu'on n'a pas su clarifier dans l'évolution récente, même chez les experts, les juristes et les moralistes.

Contradictions faites de chassés-croisés très contestables : amoralisme personnel fondé dans le droit, hypermoralisme social fondé dans la loi ; morale contraignante de la loi et droit de la liberté ; *self indulgence* et critique sévère des autres ; vie privée licencieuse et contrôle public sécurisant ou même autoritaire ; refus de toute censure et interdit sur tous ceux qui ne pensent pas comme soi ; autodétermination totale du citoyen et responsabilité gouvernementale aussi totale pour régler tous les problèmes.

On a dit que le moralisateur intolérant d'autrefois était l'homme qui s'efforçait d'éviter le conflit entre ses instincts et les normes, en s'identifiant avec le code de lois et en attribuant aux autres son propre désir

qu'il n'arrivait pas à assumer. La sexualité était le lieu révélateur, par excellence, d'une telle distorsion.

Le moralisateur d'aujourd'hui tente de surmonter ses contradictions en s'appuyant sur le droit pour confier aux autres la responsabilité de sa liberté. D'où un droit plutôt passif, auto-protecteur ; tout le contraire d'une responsabilité de libération et de justice assumée activement par celui ou ceux qui l'invoquent. Un droit qui n'est ni de l'éthique, ni de la politique.

On a beau jeu, puisque la société sur-normatisée par son légalisme bureaucratique crée elle-même la passivité des uns et l'anarchie des autres. Plus l'extérieur est « régulé », plus la liberté intérieure explose ; plus la contrainte se fait objective, plus la réaction devient subjective. Plus il y a de lois, plus il faut de droits. La logique inverse est aussi vraie en pratique. On devrait ajouter ici : moins il y a d'éthique personnelle, plus il faut de balises sociétales (lois et droits).

On se retrouve dans la situation paradoxale d'une société sur-normatisée dans son organisation et anémique (sans normes) dans ses pratiques courantes. La contradiction se reporte dans la vie des citoyens, jusqu'à créer de graves déséquilibres : schizophrénie, paranoïa, etc.

Faut-il conclure que le droit est de plus en plus piégé dans un tel contexte, qu'il masque cette situation schizoïde, qu'il est souvent fausse conscience pour oublier ou nier de telles contradictions ? Dans quelle mesure veut-on lui faire jouer un rôle de substitut à la morale ? Dans quelle mesure le droit ne remplacera-t-il jamais, pas plus que la loi d'ailleurs, ce qui relève de la maturité éthique et politique ? Voir notre chapitre sur droit et morale, qui aborde plus amplement et profondément cette question.

Retenons ici le problème clé déjà soulevé, à savoir : le droit comme médiateur entre liberté et loi. Du coup, c'est rappeler qu'un droit est avant tout un rapport qualifié, formalisé, mais aussi « situé » entre une éthique et une politique. C'est donc quelque chose de « relatif » qu'on ne peut jamais isoler comme un « en soi », une sorte d'absolu suspendu dans le vide. Un droit fait le pont entre une exigence éthique et un cadre légal et politique. Il faut donc constamment considérer ces deux appuis, accepter de les réévaluer dans l'expérience,

bien fonder à la fois l'éthique, la légalité et la médiation du droit entre les deux.

Par exemple, le droit à des soins médicaux adéquats ne saurait être conçu comme relevant exclusivement d'une responsabilité gouvernementale, sans les exigences éthiques de saines pratiques chez les citoyens eux-mêmes en matière de santé. L'affirmation inverse vaut tout autant. Comment préciser ce droit sans tenir compte de ces deux pôles avec leurs exigences propres, leurs rôles respectifs, leurs limites ? Sans cela, on retombe dans le droit magique, hors du réel, un peu comme le principe abstrait d'une morale disparue ou décrochée de la vie. Mais il y a plus. Poursuivons notre exemple du droit à la santé. Celle-ci n'est-elle pas le bien « démocratique » le plus évident ? Un des tests de vérité les plus révélateurs ? On peut subsister sans le travail, on peut « passer à côté » de l'éducation (il ne s'agit pas ici de justifier ces deux situations), mais on ne peut agir de même à l'égard de la santé. Comment accuser quelqu'un d'être responsable d'une tumeur maligne ? Du coup, le droit à des soins adéquats apparaît comme une exigence radicale, irréductible. Si ce droit est soumis à des manoeuvres d'exploitation, de chantage d'otage, il y a là un signe évident d'une philosophie éthique et d'une pratique politique qui portent un ferment de barbarie, sinon de déshumanisation grave.

En l'occurrence, il faut bien admettre, en deçà de la pauvreté de la conscience politique, une forte incidence éthique qu'experts et profanes, gouvernants et citoyens, administrateurs et militants laissent à la marge, même quand les questions aboutissent à une confrontation des droits respectifs. Cette confrontation est souvent sans issue à cause de l'absence d'une conscience et d'une pratique éthique « adultes ». Sans elles, même le droit radical à la santé sera toujours menacé. Les événements récents, chez nous, en témoignent. La population a saisi intuitivement cet enjeu comme un test majeur de vérité. Mais la désarticulation actuelle de la démarche éthique ne permettait pas des discours consistants. On a plutôt entendu des cris. Cris qui n'en étaient pas moins porteurs d'une dénonciation prophétique de ces nouvelles barbaries sophistiquées auxquelles se prêtent des stratégies « politiques » de tout poil, même au nom d'idéologies opposées.

D'où une « démoralisation », une « dépolitisation », une « déshumanisation » sourdes, explosives, plus ou moins insaisissables. Je tiens à dire clairement ici que miser sur les droits, après avoir constaté l'échec des solutions purement instrumentales (le bon mécanisme !),

c'est tout aussi illusoire, si l'instance éthique n'est pas réintroduite dans le champ des pratiques quotidiennes comme dans celui des grandes manoeuvres politiques de pouvoir et de structure.

Il n'y a pas de substitution à la maturité éthique. Celle-ci ne résout pas tous les problèmes. Mais on n'aboutira jamais à des solutions humaines sans elle.

Cette conviction est particulièrement battue en brèche par bien des scientifiques, des techniciens sociaux, des militants qui appartiennent à ce nouveau monde cynique de la « stratégie pure », du pouvoir seul repère important, du bon « système » garant de tout le reste, de l'état de guerre permanent et fatal, du moyen qui définit la finalité, etc. Le réflexe « populaire », soit dit sans démagogie, a davantage gardé une préoccupation morale qui l'amène même à flairer une certaine imposture chez les nouvelles élites comme chez les anciennes qui s'approprient et le discours et les priorités en matière de droits. Voyez qui crie le plus fort, qui utilise les media, qui s'impose à l'attention des législateurs et des intervenants comme à la Commission des droits de la personne. Les dossiers de celle-ci en font foi. Ah ! bien sûr, on invoque sans cesse l'intérêt de la collectivité, des « petits », mais c'est soi-même qu'on sert le premier, même dans des batailles pour des services dits « universels », dits « démocratiques ». On sait bien que tous les services souhaitables ne seront pas installés demain matin. Il faut faire des choix, établir des priorités. Les nouvelles élites tout autant que les anciennes s'en balancent. Leurs droits d'abord, et au maximum !

4. Substitut de la coutume

[Retour à la table des matières](#)

Il nous faut aller plus loin, plus creux, pour saisir la crise actuelle du droit dans ses pratiques. Est-il un domaine plus enraciné que celui des us et coutumes, des traditions ? Ne les a-t-on pas trop vite disqualifiés comme repères ? Eh oui, nous serions passés d'un monde défini par les traditions à un monde défini par des changements incessants. La tradition étant conçue ici comme un héritage figé, sédimentarisé et forcément conservateur.

Et s'il s'agissait aussi de racines vivantes nécessaires à la conscience historique, à l'identification de ce qu'on a en propre, à la maîtrise de l'expérience et même à une pédagogie pertinente de changement historique et qualitatif ? Cette dimension n'a pas été retenue, et nous voilà livrés à des conformismes artificiels, à des modes fluides, évanescents.

Certains esprits critiques disent que nous sommes passés de la tradition à la conformité, en télescopant ce qu'ils appellent une véritable dynamique d'autodétermination éthique et politique, personnelle et sociétale. Sans nier la part de vérité de cette affirmation, n'y a-t-il pas ici une autre disqualification de l'expérience historique souvent vécue, comprise par des us et coutumes ?

Jusqu'à tout récemment la coutume était une des sources d'inspiration du droit. Veut-on maintenant poser celui-ci sans elle ? Essayons d'y voir clair.

Certains grands témoins de l'histoire peuvent faire rire l'esprit moderne. Qui signerait aujourd'hui ces affirmations :

La coutume est reine du monde. (Pindare)

La coutume est plus sûre que la loi. (Euripide)

À quoi servent les lois sans les coutumes et les mœurs ? (Horace)

Chaque usage a sa raison. (Montaigne)

La sagesse de la vie, de la tradition est toujours plus large que la sagesse des hommes. (Gorki)

Les hommes font les lois, les femmes font les coutumes et les mœurs. (Prince de Ligne)

Seul Shakespeare peut trouver grâce à nos yeux : « Il est des coutumes qu'il est plus honorable d'enfreindre que de suivre. » Redécouvrir les lois de la nature, comme on le fait aujourd'hui, cela s'entend, mais de là à retrouver l'intelligence, l'importance, la pertinence de certaines traditions, de leur rôle possible, c'est se contredire puisqu'on les considère comme de pures conventions aussi fixistes qu'arbitraires.

Pourtant notre droit positif, surtout dans le sillage de l'influence anglo-saxonne, s'est façonné en puisant largement dans les us et coutumes, et par là, dans l'expérience historique. The common law. Certes ce droit coutumier n'a de statut juridique que dans la sanction de la législation et du tribunal. Mais il n'en a pas moins valeur de source, d'inspiration, de guide. Le rejeter, c'est peut-être déraciner le droit de ce substrat archi-important qu'est la culture. Car les us et coutumes sont plus que des balises et des conventions ; ils sont à la fois de l'héritage et du projet, des racines et des grands symboles d'identification ; ils sont partie prenante des rites les plus spécifiques de nos rapports quotidiens et de leurs mille et une transactions spontanées en deçà des structures formelles.

On n'invente pas l'histoire, sa société, sa culture, sa personnalité à tous les tours d'horloge. Le fait qu'on se sente obligé de multiplier les droits à l'infini ne témoigne-t-il pas d'une substitution artificielle de l'innervation sociale et culturelle qu'était le réseau de traditions, d'expériences et de coutumes, longuement tissé dans la trame d'une histoire originale ? Qu'est-ce que ces droits sans visages particuliers ? De purs êtres de raison ? Des concepts abstrus ? Des règles interchangeables, manipulables ?

Cette psychologie de rupture historique n'a pas que des aspects négatifs. L'amendement de notre charte des droits, quant à l'orientation sexuelle et aux discriminations qui l'accompagnent, n'aurait pas été possible sans une révision des normes reçues. Mais encore là, quelle place accorde-t-on aux nécessaires maturations de la conscience, à l'évolution des citoyens, du milieu et du législateur ? On ne saurait opérer un tel tournant en un tournemain, non pas seulement sans de rudes luttes, mais aussi sans composer avec la transformation souvent lente des mentalités. On se réserve de graves surprises quand on précipite des solutions juridiques qui court-circuitent l'économie proprement humaine de la conscience, de la société et de l'histoire.

Présentement, le balancier va d'un extrême à l'autre : de la régulation extrême à une nouvelle volonté radicale de dérégulation. Les arguments, de part et d'autre, s'appuient sur des rationalités opposées, et surtout superficielles en regard de la complexité de toute pratique sociale et de ses traits culturels propres. Je ne suis pas sûr qu'on n'ait plus rien à apprendre de ce riche patrimoine humain des us et coutumes. Ce sont des lits de l'histoire, des courants de vie, des formes très diversifiées d'expérience humaine sans commune mesure avec nos

rituels artificiels de conformité, nos processus froids et instrumentaux d'organisation, nos logiques idéologiques abstraites. Si c'est cela qu'on veut « déréguler », on a sans doute raison. Mais attention au vide qui va s'ensuivre.

Voyez avec quelle angoisse traumatisante et innommable tant de citoyens vivent ce style libertaire. Combien retournent aveuglément aux formes les plus primaires de sécurisme jusque dans leur expérience mentale : de l'astrologie à la publicité, qui vous disent qui vous êtes, ce que vous devez penser, ce que vous devez faire, ce qu'est votre interlocuteur, sans compter la définition de l'époque où vous vivez et l'avenir qui vous est réservé. Et cela, peu importe votre personnalité unique, votre culture particulière. Or les us et coutumes avaient au moins cette qualité de ne pas être interchangeables, d'être vraiment situés, acculturés. Le droit ne peut s'en passer, même s'il ne peut plus être pensé et défini uniquement à partir de ceux-ci.

Ces remarques, redisons-le, feront sourire les esprits superficiels. Comprendront-ils mieux notre point de vue si nous ajoutons un autre argument peut-être plus vérifiable ? Par exemple, la réduction de tous les rapports humains au modèle contractuel du libéralisme : donnant, donnant. L'échange de biens établi sur le modèle de la transaction financière est devenu le définitif des rapports humains.

Voyez la déshumanisation du travail qui est advenue, quand celui-ci a été considéré comme une marchandise semblable aux autres, une pure donnée contractuelle au même titre que celles du capital ou des produits matériels. Ajoutez à cela un taylorisme qui a fait du travailleur lui-même un simple rouage. On est loin ici de certains rituels décrits qui n'étaient pas moins chargés de valeurs personnelles, sociales, culturelles jusque dans l'activité laborieuse. Celle-ci n'est plus, en bien des cas, une véritable expérience humaine.

Or plusieurs, sans s'en rendre compte, pratiquent le droit selon ces deux modèles aussi asséchants : le contractuel (libéralisme), le mécanique (taylorisme). En disqualifiant aussi bêtement l'expérience culturelle et historique, on se prive d'une sagesse, à tout le moins utile, pour repenser le travail, le droit, les rapports sociaux avec cette touche humaine qui peut trouver certains accords très justes, certaines sensibilités plus pertinentes dans la trame culturelle de ce que le temps a éprouvé. *Si la culture première est jugée insignifiante pour des rapports aussi fondamentaux que le droit, on la condamne au musée et au*

folklore. Et toute résurrection politique inspirée de cette culture ne sera qu'une entreprise idéologique artificielle. Danger qui guette les néonationalismes contemporains.

Il n'y a d'us et coutumes que bien vivants, bien inscrits dans l'étoffe quotidienne des rapports sociaux. À moins qu'on veuille ici se limiter aux vieilles recettes de cuisine de nos grand'mères ! Mais même là, il y a des choses que les droits ne sauraient remplacer. Par exemple, il a fallu des millénaires avant que l'homme apprenne à utiliser une fourchette. Eh oui ! une certaine étiquette qu'on a balancée pourrait peut-être nous épargner le recours à bien des droits pour se faire respecter ou pour respecter les autres. J'écris ces lignes avec le goût de me marquer. Tant parler de dignité, de respect au nom du droit, et ne pas se rendre compte que les codes de politesse, de courtoisie avaient un fond de délicatesse, de prévention, de respect des autres, de dignité de soi, qui est devenu aussi rare que l'eau potable. Ah ! ces conneries d'aujourd'hui, saurons-nous les démystifier comme on a su moquer les exagérations d'hier ? Comment ne pas reconnaître dans les milieux populaires comme dans les milieux plus aisés de naguère une civilité, un savoir-vivre qui feraient rougir tant de beaux esprits vulgaires, instruits, dits libertaires qui emmerdent tout le monde et son père, et qui brandissent leur droit à la moindre égratignure de leur épiderme sensible ?

Trêve d'ironie. Retenons l'essentiel. Comment pouvons-nous bâtir des pratiques du droit sans un minimum de rapport vital avec le sol de notre propre identité historique, de notre culture première qui qualifie un mode original et fondamental d'être, de penser, de communiquer et d'agir. Qu'est-ce que le droit qui se substitue à cet appui ? Il faut bien avouer qu'une certaine rupture avec l'héritage s'est faite chez nous sans une véritable pédagogie du changement historique, sans grande sagesse. Il ne suffit pas d'accrocher son identité au droit, encore faut-il préciser de quelle identité, de quelle personnalité historique nous sommes. Quand les coutumes d'un peuple sont ramenées à un infâme ensemble d'interdits, de tabous, de mythes, on se demande sur quelles bases positives il définira sa dignité, sa place particulière dans l'histoire. Le langage du droit et du pouvoir apparaîtra bien artificiel.

5. Substitut de la religion

[Retour à la table des matières](#)

On a désacralisé la loi, et l'autorité qui se disait même parfois d'origine divine ; mais voici que maintenant on sacralise « son droit ». Droit absolu, transcendant, exclusif qui compense les opinions changeantes et les modes évanescents. Le noble procès kafkaesque de la loi répressive et de la justice impossible vire au cynisme pirandellien : « À chacun sa vérité. » Et voilà le droit-moi, idole de Narcisse qui adore son image, le droit qui projette le je dans une sphère de légitimité irrécusable. Toute la société, tous les autres doivent s'y soumettre totalement, tout de suite, un peu à la manière d'un sacrement qui opère son oeuvre sans la moindre implication et responsabilité du sujet.

Notons ici que la prison de la loi dans la dramatique de Kafka trouve son correspondant dans l'auto-emprisonnement, « l'emmurement » de soi, en soi, avec la même angoisse incontrôlable. Le culte du nombril, puisqu'il faut l'appeler par son nom, rapetisse tragiquement l'univers. C'est l'idolâtrie la plus destructrice. Voilà une première forme de substitution religieuse. Elle a des sources profondes qu'il nous faut identifier.

Les réponses religieuses aux angoisses de la vie ayant été démantelées par la sécularisation, il fallait trouver quelque part un substitut sûr, sécurisant, irréfutable, infaillible... eh oui ! le droit va s'y prêter à merveille avec son indéniable honnêteté, sa noblesse et sa pureté. Pouvoir affirmer son droit clairement en le dégageant le plus possible de tout ce qui pourrait le ternir, fût-ce une intention un peu douteuse, c'est accéder à la virginité sociale, à l'innocence spirituelle des parfaits. Droit sacré, inaliénable, inviolable. Cette épistémologie ne trompe pas ! Sauf celui qui en abuse. Sauf la société et le pouvoir qui l'utilisent. On peut regarder le phénomène à son revers. Par exemple, certaines pratiques du droit ont tout simplement déplacé les tabous et les interdits. Ici, le droit est encore moins critiquable que la Constitution ou la loi la plus impérative. On ne peut le discuter, le réévaluer, le situer par rapport aux autres droits. On se sert du droit comme d'un

interdit pour faire taire les autres. Avec lui, on peut justifier l'usage de la force pour mater ceux qui ne le reconnaissent pas ou ceux qui ne le comprennent pas, ou même ceux qui osent s'interroger sur son fondement, sa pertinence.

On a vu des marginalités qui ont pu démocratiquement gagner leur droit, exiger à leur tour des mesures autoritaires pour punir les citoyens dissidents en désaccord avec le nouveau statut inscrit dans le droit. La non-discrimination et la liberté démocratique obtenues pour soi ne devraient pas être reconnues chez les autres, fussent-ils dans le camp d'un large consensus majoritaire. Si vous en doutez, allez consulter les dossiers de la Commission des droits de la personne et vous verrez à quelles requêtes aboutissent certaines causes sacrées... consacrées par un droit divin monnayable en mille et une exigences toutes aussi fondamentales, peu important leurs rapports plus ou moins lointains avec le droit lui-même. Par exemple, la chasse au sexisme suit parfois un tel cheminement. Elle multiplie les nouveaux tabous et interdits. Y a-t-il quelque résistance, quelque faute ou impair, la critique dogmatique sera impitoyable pour condamner la moindre parole, le moindre mouvement de conscience qui enfreint l'interdit sacré... clérical. Ah ! cette histoire qui revient au galop !

Vous n'avez pas le droit de contester mon droit, d'en douter, de le relativiser par le vôtre, sinon le mien n'est plus un vrai droit. Cet argument peut paraître loufoque et indéfendable. Pourtant, il correspond à bien des comportements actuels. *Parfois l'imposture va jusqu'à revendiquer la liberté de nier le droit de l'autre au nom d'un droit que cet autre n'aurait pas la liberté de contester. On est contre la censure qui opprime la liberté de ne pas respecter le droit des autres, au nom d'un droit que les autres doivent respecter. Les contradictions d'aujourd'hui valent bien celles d'hier ! Trêve de cynisme.*

Le substrat religieux implicite de certaines pratiques du droit révèle une dramatique beaucoup plus profonde que ne le laissent entendre les travers que nous venons de signaler. je voudrais reprendre ici une idée chère à Fernand Dumont : « Nous sommes les sujets de deux mondes : celui du symbolique, celui de l'empirique ». Or, beaucoup d'hommes modernes ne se sont jamais accommodés de cette sécularisation qui fait se dérouler la vie sous un mode linéaire, aplati, banalisé, mécanisé. Cette logique de l'histoire immédiate manque de profondeur et d'altitude. Même les prévisions les plus prestigieuses appuyées sur de savantes rationalités sont loin des richesses de la sym-

bolique qui fédère le vécu, sa mémoire, ses rêves, sa vision complexe du monde tout autant que l'organisation du quotidien.

*Éliade, Fromm, Yinger, May, Berger et tant d'autres ont montré comment l'expérience humaine véhiculée par la religion n'a pas été vraiment remplacée par la politique, par l'idéologie ou par la science. L'occidental contemporain semble inconsolable devant la brisure de la symbolique centrale de son histoire, de sa civilisation ; symbolique d'inspiration judéo-chrétienne qui constituait une sorte de totalité d'identification et d'appartenance qui permettait aussi à l'individu d'avoir une *self image* de base.*

Une certaine critique s'est plu à ramener les symboles clés de cette tradition maîtresse aux ombres de la caverne de Platon. Que reste-t-il de cette vaste liquidation de significations qui pourtant faisaient vivre et s'inscrivaient dans des genres de vie, donc dans une expérience dont on ne peut nier la réalité ? Des ombres platoniciennes trompeuses, et un monde fabriqué comme une machine, y compris la culture, avec un imaginaire marginal comme seule issue pour les aspirations les plus profondes. Car, qu'on l'admette ou pas, même l'action humaine ne se ramène pas aux comportements, à leurs mécanismes biologiques, psychologiques et sociologiques, Freud lui-même l'a bien vu en situant dans les symboles la brèche du désir qui veut s'échapper de tels conditionnements et aussi des nouveaux refoulements. Les sens dispersés dans les rares interstices d'une cité taylorienne qui bouche les pores de la vie, selon une belle expression de Marx - ces sens dispersés deviennent vraiment les ombres de la caverne que l'homme s'est fabriquée.

Et c'est là qu'apparaît l'aspiration à retrouver « quelque réalité sous-jacente d'un poids certain », quelque référence irréductible qui, hier, était de l'ordre du mythe, mais dont on ne trouve aucun équivalent aujourd'hui. Mais cet irréductible jadis d'expression religieuse a des composantes propres, par exemple, la correspondance vitale entre l'aventure intérieure et la vie sociétale. Le droit porte cette possibilité de cheviller le subjectif et l'objectif, la culture et la nature (droit positif et droit naturel), l'individualité et la socialité, la valeur et le fait, la structure et la liberté, la loi et la conscience. Signalons ici que la loi ne peut atteindre cet objectif. Le droit pourrait donc prétendre à une pratique sociale totale avec son fondement d'irréductibilité, et aussi avec des composantes humaines spécifiques, telle la conjugaison du libre et du nécessaire.

Mais cette substitution par le droit remplace-t-elle vraiment ce qui était véhiculé comme expérience humaine dans la religion ? Je ne le crois pas, parce que le droit reste tributaire d'une régulation qui doit emprunter le canal d'une rationalité serrée. Le droit n'a pas l'ampleur et la profondeur du rite religieux, de sa symbolique, et encore moins de l'expérience qui dépasse celui-ci en ouvrant les frontières de la matière et de l'esprit. Parce qu'elle se doit d'être opérationnelle, immédiatement applicable, la pratique du droit tend à marginaliser ou à restreindre le foyer des valeurs ineffables qui spécifient les aspirations les plus profondes, les plus décisives de l'expérience humaine. N'est-ce pas ce qu'on peut constater dans les pratiques les plus courantes ? On passe vite aux comptabilités, aux contrôles, aux encadrements ; et souvent le contenu du droit est perdu de vue en cours de route. On s'en remet aux structures, aux mécanismes, aux statuts de soutien. Mais il y a plus grave.

Ces mille et un petits sens éclatés de la cité moderne qu'on veut consacrer en droits, n'ont à vrai dire aucune trame culturelle, philosophique ou religieuse, pas même sociale. Essayez aussi de trouver une telle trame dans les chartes comme dans les codes amendés. Il n'en existe pas même une d'ordre social qui pourrait qualifier un genre, un style de vie ensemble. On cherche vainement un noyau un peu ferme de valeurs ou de repères. C'est plutôt une addition ou une juxtaposition des droits sans figure d'ensemble. Voilà pourquoi le monde des droits comme substitut de religion, comme substitut de culture, comme substitut de philosophie et d'éthique aussi, ne peut que décevoir.

Ce qui n'empêche pas les nouvelles causes sacrées de se projeter dans un univers de droit transcendant, quasi mystique, au-dessus de l'histoire, du pays réel, du contexte démocratique, au point de vouloir redéfinir immédiatement, magiquement toute l'expérience humaine, et toute la société en fonction de l'orientation particulière d'une partie de ses membres. Faut-il préciser ? Les journaux sont pleins de ces revendications érigées en absolus, qui réclament une transformation instantanée et totale du système social, ajustée à tel statut de travail, de sexe, ou de quoi encore ; revendication qu'on a définie exclusivement avec ses pairs, souvent sans accepter un véritable débat démocratique, sans tenir compte des autres composantes, des autres expériences qui, elles aussi, ont une place légitime dans cette société. On voudrait ainsi que

tout le monde et son père s'ajuste à ce qu'on a soi-même établi comme son droit sacré et transcendant.

Cette mentalité crypto-religieuse est inhibitrice de l'action, dans la mesure où elle remet en cause la société à chacun de ses pas, dans la mesure où elle voit partout des manifestations du mal radical qui menace la pureté d'un droit particulier qu'on a voulu définitif de tout le reste. *Le citoyen devra désormais surveiller ses moindres paroles, ses moindres gestes susceptibles de mille et une discriminations. Et les institutions devront accentuer leur déjà lourde bureaucratie de règles, de contrôles, de paperasserie. Quant aux gouvernements, ils n'éviteront pas, même après les politiques les plus généreuses, le procès de ces purs qui n'en ont jamais assez pour eux, pour leur droit illimité, infini, mythifié.* On ne discute pas un mythe ; on lui obéit d'une façon encore plus totale que la soumission à la loi la plus impérieuse. Le droit mythifié d'une cause sacrée cherche à s'imposer non seulement à toute la société, mais aussi à toutes les consciences.

Ces causes sacrées empruntent à la religion ce qu'il y a de plus contestable en elle, à savoir : la tentation de la secte. Celle-ci fait de la religion un système étanche d'encadrement exclusif. Tout le contraire d'une croyance qui ouvre la vie, qui affirme une transcendance de l'homme, de sa conscience par rapport à tous les systèmes physiques, politiques, philosophiques ou même religieux. Un certain gauchisme rejoint par le droit ce que fait le fascisme par la loi, et le sectarisme par la religion.

6. Substitut de la politique

[Retour à la table des matières](#)

Les remarques précédentes introduisent bien cette autre forme de substitution. Il n'y a pas que la religion ou les causes sacrées qui connaissent la tentation d'encarcanner la vie dans un système étanche. Les hommes, et pas seulement ceux qu'on qualifie « de droite », développent facilement le complexe du système étanche qui englobe la réalité dans une totalité voulue sans faille, sans brèche. Ils peuvent le faire aussi bien par les droits que par les lois. C'est donc une inclination importante, tant des citoyens que des pouvoirs. Les juristes ne

sauraient être accusés ici comme l'âne de la fable. Car ce néo-légalisme du droit est fort répandu dans tous les milieux de la société. Légalisme qui défie une politique qu'on veut construire sur la maturité démocratique. Voilà ce qu'il nous faut voir de plus près.

Il y a d'abord des aspects positifs indéniables dans l'exercice des droits. Par exemple, une contestation légitime et souvent progressiste de l'univers politique actuel où personne ne rejoint plus personne, où les décisions se font attendre parce que le cheminement des problèmes et des solutions se perd dans d'innombrables paliers, dédales et filières. Entre le citoyen et l'État, la distance ne cesse de croître à cause de structures intermédiaires de plus en plus lourdes, complexes, et nombreuses.

Il ne reste plus alors que l'action directe, en marge des processus formels. On a connu une première phase sauvage bien compréhensible de l'action directe, par exemple, la mise en échec des centres de décision : occupation des lieux, sit-in, grippage de la machine bureaucratique, arrêts de travail, blocage d'un circuit vital de la vie collective. Mais bien de ces gestes posaient un problème de légitimité ou même de crédibilité parce qu'il s'agissait des revendications d'un groupe particulier, alors qu'un grand nombre de citoyens était pénalisé par une telle action.

L'instance des droits a permis de dépasser ce problème de l'action directe, mais sans pour cela résoudre d'autres difficultés aussi redoutables, si on garde en vue la perspective d'une vraie pratique politique démocratique, aussi judicieuse qu'efficace. En effet, les mille et une actions directes fondées dans tel ou tel droit restent isolées les unes des autres. Leur multiplication crée un véritable capharnaüm qui discrédite la pertinence démocratique, et rend impossible une politique efficace d'ensemble et des ensembles.

Voyons quelques pratiques du droit qui télescopent les exigences d'une maturité démocratique.

Un citoyen s'adresse à la Commission des droits de la personne pour contester la loi sur l'assurance-automobile. « Pourquoi tous les citoyens n'ont-ils pas un traitement égal dans le cas des indemnisations suite à un accident de voiture ? » N'est-ce pas un cas patent de discrimination ? N'y a-t-il pas là une requête évidente du droit égalitaire dans toute politique sociale, dans tout service public ?

Les choses sont moins simples. Il s'agit ici d'un champ d'expérience qui appelle une solution immédiate, ajustée à la situation de la victime. Le régime d'indemnisation n'est pas conçu comme un outil de politique sociale visant à diminuer les inégalités, mais comme une mesure permettant à l'accidenté de retrouver l'état où il était auparavant. L'énorme défi des inégalités relève de d'autres types d'action et d'intervention, telle la révision de la fiscalité, telle la lutte démocratique des citoyens, telle l'action des syndicats dans la libre négociation. Veut-on télescoper ici tous ces lieux démocratiques ? Veut-on ramener tous les champs d'expériences les plus divers à un seul repère, un peu comme si les services de santé, par exemple, devaient donner un même traitement médical à tout le monde, peu importe la diversité des maladies et des soins ?

Cette requête qui semble simplifier les choses, contribue plutôt à les mêler. À poser le droit en termes d'une égalité univoque, quantitative en tous domaines, on compromettra tout à l'heure gravement ces droits qui sont davantage reliés aux « différences », telles les diverses orientations sexuelles, par exemple. Mais il y a plus... une question de jugement. On sait par expérience qu'un outil ne peut faire n'importe quoi, qu'il a une fonction, une utilité spécifiques. Pourquoi, au plan politique, laisser entendre qu'un outil social peut atteindre n'importe quel objectif ou encore que tous les outils politiques n'ont qu'un seul et même objectif ?

La prochaine requête vient soulever un autre ordre de problèmes. Il s'agit de la contestation de la retraite obligatoire. Le requérant plaide pour le droit de garder son job au-delà de 65 ans et il demande à la Commission de forcer le gouvernement à changer cette législation au nom de ce droit. Or, il y a présentement un débat démocratique où s'exerce une autre pression, à savoir l'abaissement de l'âge de la retraite. Celle-ci fait donc l'objet d'une réflexion collective à peine amorcée. Elle charrie des questions très complexes, comme le vieillissement de la population, le déséquilibre démographique et leurs énormes conséquences sociales et politiques, sans compter les implications psychologiques et culturelles. Y gagne-t-on à précipiter les choses, à sauter tout de suite sur un droit qui fera foi de tout, ou à créer une autre législation prématurée qui favorisera les uns et frustrera les autres ?

Un groupe de citoyens se plaint à la Commission du bruit infernal d'un corps de clairon qui s'époumone dans un centre culturel du voisinage. Or, après enquête, on se rend compte que ces citoyens n'ont vraiment pas débattu cette question à leur propre conseil municipal qui a juridiction sur ce centre communautaire. Ils n'ont même pas rencontré les responsables du centre. En un tournemain, ils ont écrit une lettre à la Commission : « Réglez notre problème. » Et dire que tant de plaidoyers évoquent si souvent le spectre du pouvoir centralisateur, au nom d'une base sociale plus avertie de ses propres responsabilités et aspirations. Si entre citoyens immédiatement concernés, on n'arrive pas à s'entendre, ou même à se parler, comment l'État ou la Commission pourront-ils régler d'une façon juste et efficace des problèmes de consensus immédiatement reliés à la base sociale elle-même ?

Un autre requérant écrivait à la Commission au mois de juin, et exigeait, au nom d'un article de la Charte, que dès septembre tout le système public confessionnel soit aboli. Ainsi le droit viendrait magiquement, en un tour d'horloge, changer tout un système historique. On imagine les réactions dans la population. Une telle démarche engendrerait les effets contraires à ceux qu'on vise. On trouve ici, sur le terrain du droit, le mythe de la structure qui prétend changer automatiquement la vie et les hommes. Une chausse-trappe aussi contestable que celle du changement de mentalité conçu comme seule démarche valable. Comment expliquer de tels comportements ? Est-ce le prolongement d'une culture historique autoritaire ? Si c'est le cas, une telle requête obéit elle-même à la logique qu'elle conteste. À moins qu'il ne s'agisse de cette psychologie infantile des utilisateurs de la technologie automatisée, qui croient l'action instantanée possible en tous domaines, même là où l'intervention humaine dépend d'une réflexion mûrie, d'une confrontation démocratique sérieuse. Eh oui ! changer la vie, la société, l'histoire, comme on change d'auto, comme on consomme avec la rapidité de la carte de crédit traitée à l'informatique. Cet infantilisme politique vient de trouver dans le droit une machine automatique qui produit à volonté et au bouton pression les changements qu'on veut au rythme des désirs, des pulsions, des idées du moment ! Faut-il rappeler ici, à la suite de Freud, que le droit a besoin, pour fonder une règle, d'une continuité dans le temps, sans laquelle il n'y aurait pas de normes ?

Pratiques et requêtes en matière de droits révèlent très souvent la pauvreté de notre culture politique, et partant, l'énorme chemin à faire pour une éducation démocratique plus valable. On a trop présupposé

que la « politisation » des dernières décennies, que l'information plus largement diffusée par les media ont créé un jugement politique adulte chez la très grande majorité des citoyens. Or, à la Commission, on constate tous les jours que des gens même très instruits n'exercent pas un discernement minimal pour situer leurs démarches là où elles conviennent. Ainsi, plus de la moitié des requêtes ne sont pas du ressort de la Charte.

On soulève des questions qui relèvent soit de choix politiques, soit de choix sociaux, économiques ou culturels reliés au débat, à l'évaluation et aux décisions démocratiques dans un contexte de liberté qu'étoufferait une législation ou une règle du droit. Il faut rappeler sans cesse que le droit n'est pas une réponse à tout, comme une sorte de Providence panacée de tous les problèmes. On sait comment celle-ci, dans la chrétienté d'hier, a pu être utilisée comme un passe-partout, comme « le bouche-trou de nos insuffisances » pour fuir des tâches qui relevaient de la responsabilité des gens eux-mêmes. Évidemment, il est difficile de tirer des leçons de son histoire quand, un jour, on l'a rejetée d'un revers de main !

Le droit-providence ne saurait donc se substituer au jugement des citoyens et des gouvernements, aux exigences de « compétence » dans tous les sens du terme, aux responsabilités personnelles, sociales, économiques et politiques des uns et des autres, si l'on veut résoudre d'une façon judicieuse et efficace tel ou tel problème selon les démarches qui conviennent. Si l'action des gens concernés se résume à faire marcher à plein la machine des droits, il faudra se débattre avec un million de lois à réviser de jour en jour. Tout le contraire de citoyens capables de se prendre en mains, de faire leur propre politique, d'abord à partir de leur expérience, plutôt qu'en fonction de règles extérieures. Car, c'est le paradoxe des droits : ils peuvent tout autant engendrer une société des contrôles qu'une société des libertés, selon l'esprit qu'on y met.

Voilà, au bilan, six champs d'expérience humaine : social, culturel, psychologique, éthique, religieux et politique qui ont leur spécificité, leur dynamique propre ⁵. Nous avons vu comment une certaine prati-

⁵ Je n'ai pas abordé ici le champ économique, Là aussi, les droits jouent des rôles de substitution contestables, sinon ambigus. Combien de revendications ignorent les coûts qu'elles entraînent ? Les droits légitimes d'une juste distribution des biens ne sauraient mettre en veilleuse les dynamismes, les risques,

que du droit peut faussement tenter de s'y substituer. Cette critique a son envers positif. D'abord, le droit peut enrichir, soutenir ces champs d'expérience. Il peut aider à les évaluer, à les critiquer. Mais il ne saurait les remplacer dans leur dynamique propre. À chacune de nos critiques correspond une responsabilité constructive. L'obstacle ici peut se transformer en valeur, si on sait bien l'assumer et le vaincre. Par exemple, la pratique du droit pourrait tout aussi bien aider à la maturation de la conscience politique. Ce que nous contestons, c'est le fait qu'on en soit venu à croire que l'affirmation des droits crée automatiquement cette maturité. Or, les faits démentent très souvent ce postulat reçu. Nous allons le voir d'une façon plus évidente dans la prochaine étape. Rappelons que notre démarche critique ne cherche nullement à disqualifier les droits et leur rôle historique dans le tournant actuel. Bien au contraire. Nous voulons plutôt identifier les obstacles, et même les mettre à profit pour définir des pratiques sociales plus qualitatives et plus fécondes.

les investissements nécessaires à la création de richesses collectives. Une certaine critique justifiée du capitalisme, au nom des droits violés par la domination et l'exploitation, débouche trop souvent sur un rejet ou un mépris de l'activité économique comme telle. On laisse ainsi aux autres l'action et les réalisations. On se contente de réagir. D'où un étrange progressisme « sécuritaire » légitimé par une pratique correspondante des droits. Peut-on négliger à ce point les responsabilités économiques qui correspondent aux fortes exigences de mesures sociales toujours plus poussées ? L'expérience proprement économique, enfin assumée, permettrait de donner aux droits non seulement de solides assises matérielles, mais aussi des pratiques plus concrètes, plus réalistes, plus constructives. Il y a dans l'activité économique, une école de décision, d'initiative, *d'achievement* (individuels et collectifs) irremplaçables. Sans cette expérience, la pratique des droits n'a souvent pas de mains. Elle ne sait ni ses limites ni ses vraies possibilités.

De quel droit ?
Tome 2 : La pratique sociale
Première partie : Pratiques sociales des droits

Chapitre III.

Ornières et travers

Je voudrais signaler ici quelques cotes d'alerte sur les travers les plus fréquents. Comme nous venons de l'affirmer, ces matériaux critiques seront utilisés dans une perspective constructive par la suite. De même, certaines questions traitées d'une façon cursive seront reprises systématiquement dans le chapitre sur la philosophie de base. Pour le moment, nous nous en tenons à certaines pratiques courantes.

1. Confusion du privé et du public

[Retour à la table des matières](#)

Cette confusion est une des plus fréquentes, non seulement dans les requêtes adressées à la Commission, mais aussi dans les pratiques sociales actuelles du droit. Voyons quelques exemples.

Voici un groupe privé constitué de membres qui veulent adopter un enfant d'un pays étranger. Toute leur démarche juridique est bâtie sur leur droit légitime d'adoption. Avec leur avocat, ces gens se fixent

leurs propres règles du jeu et celles-ci deviennent bientôt, à leurs yeux, la norme à laquelle doivent se soumettre la société d'où vient l'enfant et la société d'ici, tout cela au nom du droit d'adoption qui fait foi de critère absolu. Fi du droit public des deux sociétés concernées.

La moindre contrainte légale est un affront à ce droit privé dit fondamental. Et le droit public est systématiquement considéré comme une chasse-gardée de bureaucrates, de technocrates, de politiciens et de juges qui ne comprennent rien, qui ne respectent pas ce droit privé dont on a défini toutes les modalités sans se préoccuper de l'ensemble des droits, des responsabilités et des règles du jeu que la société s'est données, précisément en vue d'assurer un consensus sociétair minimal. Cet enfant sera, bien sûr, sous la responsabilité première des parents adoptifs. Mais la société aura à assumer une foule de responsabilités et de services pour cet enfant et pour tous les autres. Comment peut-on alors fixer les règles du jeu uniquement à partir de soi, si on exige en même temps un réseau de supports complexes qui commandent une organisation correspondante, jamais totalement ajustable aux intérêts privés, sinon aux besoins spécifiques d'un groupe particulier. Certes, il peut se glisser des inefficacités, des injustices reliées au système social lui-même. Il ne faut pas hésiter à les corriger. Mais ce n'est pas le problème soulevé ici.

Il s'agit plutôt de l'affirmation d'un droit privé, qui est poussée jusqu'à la quasi-abolition du droit public, avec cette justification bien connue et abusive : tout ce qui est public tient du monstre bureaucratique, du fonctionnarisme malhonnête et même de l'État, policier. Les individus-citoyens ne veulent pas payer les factures ou assumer les conséquences de la multitude de services, et partant de la société complexe, qu'ils ont voulu eux-mêmes « pratiquement ». Croire que l'adoption internationale, par exemple, peut se réaliser dans un processus très simple selon la décision, le « timing », les conditions de chaque couple, c'est faire preuve d'un infantilisme politique navrant comme nous l'avons vu plus haut ⁶.

⁶ Dans l'esprit même de la déclaration universelle des droits de l'homme aux Nations unies, on ne peut poser un droit ou l'autre dans une logique unilatérale qui ignore l'ensemble des droits et des lois, des responsabilités et règles du jeu qui existent dans une société. Or, dans ce cas-ci, il y a deux sociétés impliquées, celle des parents et celle de l'enfant qu'on va adopter. Peut-on faire comme si l'une ou l'autre n'existait pas, comme si, par exemple, l'immigration ne devait avoir aucune régulation ?

On peut se demander si même dans des cas de générosité indéniable, on ne reproduit pas, plus ou moins inconsciemment, un certain libéralisme économique, et cela de plusieurs manières. Celui-ci, en établissant son droit privé au point de disqualifier le droit public, minimise l'importance de l'intérêt général et donne libre cours à la loi du plus fort. Une certaine philanthropie ne saurait masquer le vrai visage de cette idéologie. De plus, il y a des façons d'agir qui rappellent comment ont été pillées les ressources naturelles des autres à partir d'un droit privé fondé en définitive sur l'argent. J'ai vu au Maroc comment des agences privées d'adoption dites internationales s'y prenaient pour cueillir des enfants. Beaucoup de Marocains étaient profondément choqués par ce néo-colonialisme très subtil. Qu'on me comprenne bien, il ne s'agit pas de sous-estimer le geste d'adoption, mais plutôt d'illustrer jusqu'où peut aller un droit privé « allongé » unilatéralement. Certes, il existe des régimes de droit public, comme en pays totalitaires, qui en arrivent à abolir les droits et libertés privés. Nous n'en sommes pas là, bien au contraire. Combien de comportements asociaux rendent impossible toute politique d'intérêt général ? Or, en droit public, il faut dès le point de départ se situer dans une perspective d'ensemble. Bien des rationalisations chez les partisans à outrance du droit privé, tel leur procès de la bureaucratie, servent à camoufler un individualisme forcené anti-communautaire, anti-politique, anti-sociétaire. Et pourtant, ce que ces gens peuvent exiger de la collectivité !

Nos sociétés occidentales sont plus menacées par les comportements asociaux que par la bureaucratie. Qui ose le dire ? Il y a deux types de bureaucratie, l'une vient d'un pouvoir plus ou moins autocratique ; l'autre est le substitut artificiel d'une socialité, d'une solidarité, d'un sens collectif, d'une cohésion, d'une vie collective qui n'existent plus ; alors il faut multiplier règles, droits et lois pour faire tenir ensemble des individus, des groupes, des milieux, des institutions tous enroulés sur eux-mêmes.

On parle beaucoup, par exemple, du style bureaucratique des sociétés latines, mais peu du comportement anarchique de leurs concitoyens. On pourrait objecter ici que le droit privé est plus poussé dans le monde anglo-saxon. justement, celui-ci n'est pas obligé de « réguler » ce qui est vécu par les citoyens sous forme de civisme, de respect minimal du voisin, d'appartenance à leurs propres institutions. Rien ne

sert de râler comme on le fait ici contre la bureaucratie, si on en est les principaux responsables par une pratique asociale de droit privé.

Si on s'objecte au port obligatoire de la ceinture de sécurité, il ne faudrait pas exiger que l'État paie les frais des accidents. Un requérant se plaignait à la Commission de devoir passer un examen médical dans le cadre de la réglementation de l'assurance-automobile. Il avait décidé, lui, de se soigner lui-même et de vivre sans médecin. C'était son droit privé inviolable ! N'est-ce pas raisonner comme si on vivait sur son Île ? Tel autre requérant invoque la Charte pour justifier son droit de porter au bout de ses décibels le système de son de son appartement. Le voisin qui s'était plaint au propriétaire se trouvait au beau milieu de trois systèmes de son ouverts à toute force par les locataires des trois appartements contigus au sien. On imagine ici quelqu'un qui ouvrirait en même temps trois radios à des fréquences différentes dans son propre appartement. Cette aberration qui est évidente en pareil cas devient-elle justifiable au nom du droit privé quand les autres ont à en souffrir ? Et l'on est surpris de voir des citoyens ahuris, impuissants, réclamer le *law and order*. Un droit privé abusif fait naître un droit public du même ordre.

La cité pluraliste multiplie les situations particulières, exceptionnelles ou marginales qui se réclament du droit. Par exemple, que faire devant ceux qui, au nom de leur conviction religieuse, exigent le droit de quitter le travail le vendredi, jour qui correspond au dimanche pour l'ensemble des citoyens. La liberté de religion, n'est-ce pas un droit fondamental ?

La sociologie nous enseigne que les sectes sont des organismes privés qui se définissent, entre autres, par leur rupture avec la société. Comment peuvent-elles réclamer de cette même société services et droits, tout en se soustrayant à des règles qui régissent l'ensemble de cette société dans son fonctionnement de base ? N'importe quel groupe peut ainsi se constituer en religion et s'abstraire des obligations du droit public sans rendre compte à qui que ce soit de sa décision. Quand cette sectarisation devient une marginalisation totale, il peut arriver des drames comme celui de Jonestown où le droit public n'est intervenu qu'après l'hécatombe. Le problème des sectes n'est qu'un des excès extrêmes d'un droit privé, isolé, absolu, qui abolit non seulement les autres droits, mais à la limite, le droit public lui-même. Qu'est-ce qu'une législation comme celle de la protection de l'enfance peut faire, si le statut de certains groupes privés empêche toute évalua-

tion sérieuse, comme dans le cas de la secte des disciples de l'Amour infini au Québec ?

On a beau alléguer les travers du légalisme bureaucratique, il reste que le droit public est l'innervation de base d'une société pour sa cohésion minimale. Certains plaidoyers néo-capitalistes sur l'entreprise privée, sur le marché libre, sur la dérégulation sont du même ordre. La jungle économique n'a rien à envier au sectarisme. Mais aussi graves sont ces milliers de comportements quotidiens qui, au nom du droit privé, se dégagent de leurs propres responsabilités sociales, institutionnelles, publiques, créant ainsi une sorte de climat anarchique quotidien, une vie collective incohérente, une a-société.

Bien des experts juristes nagent dans la confusion en ce domaine. Voici une compagnie qui consulte ceux-ci quant à la portée discriminatoire (ou non) du refus d'embauche d'un gréviste d'une autre compagnie. Les experts répondent que ce serait discriminatoire à cause du droit fondamental au travail. Ont-ils mesuré les conséquences d'un raisonnement aussi simpliste ? Ainsi, des patrons seraient accusés de discrimination, parce qu'ils auraient obéi à une loi (la loi anti-scabs) qui a été conçue, sous l'inspiration syndicale, comme une protection contre un employeur qui ne respecterait pas les règles du jeu de la grève.

Ne vaut-il pas mieux accepter certaines contraintes individuelles qui accompagnent toute loi régissant l'ensemble d'une population, plutôt que de légitimer de graves contradictions sociales au nom d'un droit privé ? Contradictions qui sont en train de se multiplier dans notre régime libéral individualiste, dans la cité éclatée, dans une révolution culturelle narcissique où le self-interest devient l'unique loi. En dépit des apparences, jamais le droit public n'a été aussi fragile et impuissant.

Il faut reconnaître que les comportements d'une certaine gauche dite plus « sociale » mettent souvent en péril le droit public lui-même. Pour la bonne cause, on ne respecte pas les règles du jeu du droit public, du code du travail. On l'a vu récemment durant les grèves des secteurs publics où bien des syndicalistes n'ont pas assuré des services essentiels même selon les modalités juridiques qu'ils avaient obtenues eux-mêmes dans la redéfinition des règles du jeu de la négociation du secteur public.

Du côté patronal comme du côté syndical, le discours officiel parle du respect des règles du jeu, mais les pratiques sont tout autres. Le centre de gravité se loge dans des stratégies occultes, faites de tactiques qui n'ont rien à voir avec ces mêmes règles du jeu. Le droit public y est pratiquement aboli, et le corps démocratique n'y comprend rien, encore moins peut-il intervenir, même s'il est directement touché par ces arrêts de services essentiels.

Chacun tire soit la corde du droit privé, soit la corde du droit public, au gré de ses intérêts du moment. Notons ici l'ampleur des dommages, quand le droit public devient lettre morte. Un certain discours libéral dominant est d'une irresponsabilité navrante. Faut-il rappeler que le sens de la responsabilité dépend avant tout du sens des autres et non de l'intérêt personnel, contrairement à ce que laisse entendre ce libéralisme qu'une certaine psychologie à la mode prétend cautionner scientifiquement. Eh oui ! en vous faisant plaisir, vous êtes en mesure « naturellement » de rencontrer le plaisir des autres. Cet admirable jeu privé de la « main invisible » nous a valu l'a-société actuelle dans nos pays occidentaux. Pour se disculper, on évoque le spectre des pays totalitaires. Leur problème est d'un autre ordre. Le nôtre, l'assumons-nous vraiment ?

La question du privé et du public est au coeur de cette dramatique. Bien sûr, il y a des défis qui sont internes au droit public lui-même. Voyez, par exemple, comment on a peine à résoudre la question des crimes dits « politiques ». Il n'y a pas ici que le terrorisme. Pensons à ceux qui sont emprisonnés à cause de leurs idées politiques. On assiste à une escalade du chantage, du marchandage, qui utilise même les droits comme purs matériaux des rapports de force. L'Iran, au nom du droit d'exiger l'extradition du Shah jugé criminel, enfreint un droit international vital dans l'équilibre du monde, à savoir l'inviolabilité d'une ambassade. Des gouvernants eux-mêmes deviennent terroristes en utilisant des otages au nom d'un droit qui en abolit un autre. À l'inverse, le droit d'extradition de politiciens criminels connaît souvent le même sort.

2. L'imbroglia des droits individuels et collectifs

[Retour à la table des matières](#)

Les champions des libertés individuelles comme seul lieu du droit n'ont pas compris que même la responsabilité individuelle est elle aussi tributaire de la qualité des rapports sociaux, du sens des autres. il en va de même de tout droit, même le plus individualisé, puisque l'autre en face de soi porte le même droit. Or, il est étrange qu'on ramène cette dichotomie : droits individuels ou droits collectifs, au choix exclusif entre libéralisme et collectivisme, au choix caricatural entre le capitalisme de la liberté et le communisme du droit collectif. C'est séparer deux dimensions constitutives de l'être humain.

Certes, celui qui appartient à une classe riche et bien établie n'a qu'à affirmer son individualité, alors que le prolétaire n'a pas accès aux droits individuels effectivement sans passer par la libération de sa classe. Il y a donc ici des dessous idéologiques inavoués.

En deçà de notre propre contexte socio-économique et politique, bien des citoyens de tous milieux cultivent à leur avantage l'imbroglia de ces deux ordres de droits, et cela dans les deux sens. Voyons encore ici quelques exemples hélas encore aussi aberrants que ceux présentés plus haut.

Le syndicat des infirmières, au titre d'un droit acquis dans une épreuve de forces bien connue, exige qu'un certain nombre de tâches soient assumées, disons par sept infirmières. En deçà de ce nombre, elles peuvent débrayer, Or, souvent l'une ou l'autre d'entre elles téléphone quelques minutes avant le début des opérations pour signifier qu'elle ne viendra pas travailler, et cela pour quelque raison que ce soit, sérieuse ou pas. Résultat, on débraye au nom de la qualité des soins à donner ! Celles qui débrayaient en d'autres circonstances ont joué le même jeu. *Ainsi un droit collectif vient bafouer une responsabilité individuelle, comme en d'autres circonstances, un droit individuel sert à éviter une responsabilité sociale.*

Il faut bien admettre que les rapports entre individualité et socialité connaissent une profonde mutation reliée à des changements de tous ordres : psychologiques, sociaux, culturels, économiques, politiques, idéologiques. Pensons à la révolution de l'individualité qui est en train de se produire. Comme jamais peut-être auparavant, le projet de vie de chacun, l'autonomie personnelle, la liberté individuelle maximale et les sensibilités correspondantes n'ont été aussi poussés. Cet accent légitime s'accompagne hélas ! d'un appauvrissement peu reconnu de la socialité.

Tout se passe comme si la responsabilité de la socialité était renvoyée aux institutions et aux gouvernements. Le corollaire de cet état de chose, c'est la liberté pour soi et la responsabilité pour la société. Caricature ? Beaucoup de requêtes au nom du droit sont de cet ordre. Que l'État légifère en matière de recours collectif, de conditions de travail minimales et obligatoires, de revenu garanti, d'égalité en matière de santé, d'éducation, etc., cela est un important progrès de la justice distributive. Mais la justice commutative, qui ajoute ici l'équivalence des charges et des obligations, doit être de même qualité, si l'on veut éviter que la dimension collective soit le seul fait des appareils ou des structures sociales. Éthique du système, a-moralisme des individus, quel égarement !

Tantôt le droit individuel, tantôt le droit collectif semblent conférer automatiquement la vertu, l'honnêteté, la justice, la vérité et quoi encore, à celui et à ceux qui se servent de l'un ou de l'autre. Il y a, par exemple, des utilisations du droit collectif, qui sont des camouflages d'égoïsmes collectifs nourris des intérêts particuliers des membres d'un groupe. Un syndicat, une corporation, une chambre de commerce se disent d'intérêt public, même dans le cas de démarches exclusivement consacrées à l'intérêt particulier maximal de leurs membres.

Dans les sociétés traditionnelles qui étaient de tendance plus communautaire, une affirmation individuelle trop « indépendante » était reçue avec soupçon. Aujourd'hui, le balancier est à l'autre extrême : l'individu est automatiquement bon, c'est la société qui le corrompt. Sciences, thérapies et révolutions culturelles récentes en Occident ont fourni un arsenal fantastique de raisons, de motifs pour justifier l'individualisme et disqualifier la société. Il ne restait que l'instance du droit pour « légitimer » cette tendance.

On se retrouve donc dans un chassé-croisé d'intérêts privés et corporatistes de plus en plus inextricables où l'on tire à sa convenance, selon les circonstances, soit la corde du droit individuel, soit la corde du droit collectif. Pouvoirs établis, syndicats et individus rivalisent ici de subtilité et d'idéologie.

On légitime « socialement » ses intérêts particuliers par son organisme dit d'intérêt public. On rationalise, au nom de la nouvelle culture ou d'une théorie scientifique à la mode, son autonomie jalouse menacée par l'institution toujours vue comme oppressive.

Un syndicat, par exemple, de par sa vocation de solidarité, peut être utilisé avec tous les honneurs du désintéressement par des individus qui ne pourraient pas décemment cacher leur intérêt exclusif si leur démarche était purement privée et personnelle.

3. Confusion entre le droit positif et la charte

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne voulons pas entrer ici dans des subtilités juridiques, ni répéter ce que nous avons longuement traité dans le chapitre sur l'évolution historique des droits, qui a établi les différences entre les codes du droit positif et la charte des droits de l'homme. Nous nous en tenons aux pratiques courantes selon la démarche propre à ce chapitre.

Un premier constat : plusieurs requêtes adressées à la Commission des droits de la personne relèvent du droit positif, c.-à-d. de litiges qui doivent être soumis normalement aux tribunaux.

Un deuxième constat : il faut bien admettre qu'il y a eu précipitation pour inscrire formellement en termes de droits ce qui aurait exigé une plus longue maturation, ou du moins, un plus sérieux examen. Certains droits dits « acquis » de l'ordre d'aménagements très circonstanciés sont vite rattachés à des articles de la Charte formulés d'une façon abstraite, ambiguë, et susceptible d'extrapolation induite, d'interprétation et d'application abusives.

Un troisième constat : n'y a-t-il pas aussi précipitation pour passer immédiatement de nouveaux droits « généraux » à des législations précises qui, tantôt restreignent trop ces droits, tantôt les empêchent de se réaliser par des voies plus diversifiées et plus fécondes que la sanction par une loi particulière.

Un quatrième constat : le fait que tous les nouveaux projets de loi au parlement, dans bien des cas, soient soumis au jugement de la Commission des droits de la personne, donc à la Charte, marque un changement profond de perspective. Mais de multiples problèmes relatifs à ce changement n'ont pas été clarifiés. Suffit-il de dire ici que la Charte joue un rôle quasi constitutionnel ? Quelles différences précises y a-t-il entre le rapport à la Constitution et le rapport à la Charte ? Y a-t-il ici une ou des distinctions en relation avec les trois regroupements de droits dans la Charte : fondamentaux, juridiques, socio-économiques ? Qu'en est-il de notre tradition britannique qui veut qu'un nouveau gouvernement élu ne soit pas totalement lié par les législations du précédent ? Voilà bien des questions non résolues. Nous allons nous limiter à des points chauds plus reliés aux pratiques quotidiennes.

Au départ, nous signalons l'aspect le plus crucial, à savoir une utilisation des droits de l'homme qui ne s'embarrasse pas des impératifs que la longue pratique historique du droit positif s'est imposée. Voyez, par exemple, comment dans un procès devant le tribunal, on s'impose des règles du jeu très sévères pour l'établissement des faits, pour l'exposition des divers points de vue, pour le sérieux de la preuve, pour la pertinence du jugement bien situé dans l'ensemble du droit, pour la mise à profit de l'expérience acquise, telle la jurisprudence. On s'astreint à un mouvement bilatéral très serré qui va du fait au droit et du droit au fait, des valeurs impliquées aux normes définies et vice versa. Donc, un ensemble de démarches très exigeantes.

Or, bien des revendications et des pratiques reliées à tel ou tel droit de l'homme passent par-dessus ces précautions que l'expérience historique nous a pourtant enseignées. Les requérants ne font pas le dixième des efforts qu'ils auraient à entreprendre s'ils se présentaient devant le tribunal. On me dira qu'il s'agit précisément ici de mettre le droit à la portée de tous, juridiquement, financièrement, socialement. Je ne nie pas la valeur de cette démocratisation. Mais est-ce une raison

pour ne pas soigner sa qualité ? La facilité en ce domaine ne peut que discréditer l'importance et l'impact des droits de l'homme.

J'aurai à revenir sur cette question vitale. Mais dès maintenant, je veux faire remarquer le décalage énorme entre ces deux types de démarche. L'exercice de la justice n'est jamais une sinécure. Il en va, par exemple, de la charte un peu comme du code : on ne comprend ses composantes, tel ou tel aspect, que par l'intelligence de l'ensemble. J'ai l'impression qu'on a improvisé bien des choses dans le monde des droits de l'homme. Et que dire de leurs utilisations ! Beaucoup de requêtes ne résisteraient pas longtemps dans une procédure judiciaire minimale.

Or voici que des litiges de tous ordres s'enfourment de plus en plus dans ce canal apparemment plus rapide, plus facile. Un problème se pose et nous voilà à la Commission... un simple coup de téléphone bien entendu : « Occupez-vous de cela, intervenez tout de suite ». Ou bien, ce sera une courte lettre qui affirmera avec emphase tel article de la Charte, sans étayer la situation jugée injuste, comme si la Commission avait à établir elle-même les faits, bref à tout prendre en charge pendant que le requérant attendra l'heureux résultat... évident puisque le droit invoqué est bien dans la charte.

Étant donné le caractère très général des articles de la Charte, étant donné que celle-ci recouvre toutes les dimensions de la vie, est-il un seul litige qui peut échapper à une telle amplitude ? Il suffit d'évoquer quelques articles, de les sortir du circuit de l'ensemble, pour imaginer les revendications les plus contradictoires qu'on peut en tirer... et parfois les plus dénuées de sens.

« Nul ne peut, par discrimination, empêcher autrui d'avoir accès aux lieux publics... cinéma... » Une femme est au cinéma avec son bébé. Devant les hurlements de l'enfant les spectateurs protestent. Le propriétaire fait sortir la dame. Celle-ci exige une intervention immédiate de la Commission au nom de l'article 15.

« Chacun a droit au respect du secret professionnel. » Des journalistes réclament le droit de ne pas divulguer devant les tribunaux ce qu'ils ont appris dans leur tâche professionnelle. Mais en même temps, certains d'entre eux réclament le droit de connaître des secrets professionnels au nom de l'intérêt public. Ce sera un autre repère qui sera

invoqué ici : la liberté de presse. On absolutise son droit, on relativise celui des autres.

« Un niveau de vie décent », des « conditions de travail justes et raisonnables » (art. 45,46). Comment la Commission peut-elle gérer de tels droits, les rendre opérationnels, pertinents juridiquement ? Décidera-t-elle des priorités socio-économiques ? Définira-t-elle ce qui est possible ? Se substituera-t-elle aux décisions politiques, au débat démocratique, aux négociations et aux luttes ? À partir de quoi jugera-t-elle s'il y a dans tel ou tel cas des conditions justes, un niveau de vie décent ? Ces questions ne sont pas farfelues, qu'elles soient vues du côté des interventions de la Commission depuis ses débuts, qu'elles soient vues du côté des requêtes formulées. Les syndicats, par exemple, ont souligné le danger de soustraire à la libre négociation des conditions de travail désormais définies, encadrées par une législation ou par une extrapolation de droits de la Charte. Que d'incohérences sont en train de s'accumuler ? Qui s'en préoccupe ? Ne va-t-on pas aveuglément vers des culs-de-sac ?

Il semble même que le gouvernement québécois songe à entendre encore plus la juridiction et certains pouvoirs de la Commission. Et cela avant que les graves problèmes soulevés jusqu'ici n'aient été quelque peu éclairés et assumés. La Commission risque de devenir un super-appareil, une immense gare de triage impossible à gérer même par ordinateur !

Une meilleure clarification de ce qui relève des tribunaux et de ce qui relève de la Charte serait un premier test de vérité pour préciser davantage les rôles, les objectifs, les limites de celle-ci. Si la confusion existe chez les législateurs, chez les juristes et chez tous les professionnels du droit, à quel capharnaüm faut-il s'attendre dans la population elle-même ?

D'un autre côté, il faut bien admettre la complexité de certaines questions de fond que personne ne cherche à élucider vraiment.

Dans le grand débat autour des négociations du secteur public, les uns et les autres utilisent le droit pour se légitimer et pour confondre l'adversaire. Par exemple, les droits de l'homme sont de plus en plus invoqués par ceux qui contestent la grève. Ils affirment que celle-ci appartient au droit positif toujours plus circonstancié, relatif et susceptible d'être révoqué. Des esprits critiques dénoncent le fait qu'on en

arrive à défendre, comme un droit fondamental, n'importe quel avantage acquis parfois par la force, ou tel intérêt financier, corporatiste ou autre. Ne serait-ce pas compromettre le sens, la portée, la crédibilité des droits de l'homme comme repère décisif de jugement ? D'un autre côté, peut-on aussi facilement, comme le font certains, refuser de considérer le droit de grève comme aussi fondamental que le sont bien d'autres droits ?

Il y a ici une question cruciale qu'on ne saurait escamoter. Je voudrais signaler deux aspects qu'il faudra mieux élucider : la place du droit de grève dans l'univers complexe des droits, et le rôle politique du syndicalisme.

On me dira que dans le feu des combats actuels, il faut des solutions immédiates. Mais que diable ! le même scénario se répète. Ce ne sont pas les deux nouveaux mécanismes inspirés partiellement du rapport Martin-Bouchard qui vont nous sortir du cul-de-sac : conseil d'information, conseil des services essentiels. Voyez leur résultat. Comment envisager des solutions d'avenir, si certains malentendus de fond ne sont pas clarifiés ? Les lois spéciales ne sont que des expédients. Et ces deux questions relatives au débat autour des droits et au combat politique du syndicalisme ne se résoudront pas par des plaidoyers rapides et ponctuels. Notre maturité politique est en cause. C'est ce que je voudrais montrer dans le cadre de ce chapitre.

Plusieurs contestent le droit de grève dans le secteur public au nom des droits fondamentaux des citoyens qui doivent avoir un accès total à des nécessités aussi vitales que les services de santé, par exemple. Cet argument semble irréfutable, mais il en est un autre qui doit être considéré avec autant d'attention, relié lui aussi à l'ensemble de notre système social. Dans notre société libérale de transactions libres, contractuelles, compétitives et négociées, la grève est pratiquement, pour les travailleurs, en bien des circonstances, le seul instrument collectif qui a un poids véritable. Il pourrait en être autrement, bien sûr. Et ce constat ne bénit en rien les abus du droit de grève et certaines pratiques condamnables.

Il n'en reste pas moins que dans le contexte actuel, les travailleurs ne peuvent facilement envisager ou accepter des solutions de rechange qui tout en imposant des règles du jeu particulières aux syndicats, laisseraient intact le jeu libéral du patronat et des gouvernements. *Quand on songe au phénomène massif de concentrations financières, indus-*

trielles et étatiques, un tel droit collectif des travailleurs tient d'un impératif fondamental de justice. On a beau parler d'un nouveau contrat social à la mesure de l'ensemble du système, tout le monde sait bien que cela ne se fera pas demain matin. Voilà sans doute une tâche politique majeure.

Le syndicalisme lui-même n'a pas clarifié ses propres contradictions idéologiques, telle cette coexistence de deux références : d'une part, l'intérêt maximal des membres souvent conçu et vécu à la fois en termes capitalistes et corporatistes ; d'autre part, une lutte des classes d'inspiration socialiste souvent marquée par des problématiques européennes adoptées artificiellement.

Encore ici, il ne faut pas céder au procès facile, puisqu'un tel état de chose s'inscrit non seulement dans les contradictions de notre réalité économique et politique, mais aussi dans le régime libéral. La vocation politique du syndicalisme située dans notre conjoncture historique est tributaire de cette double appartenance : le régime libéral existant et la visée d'un autre type de société. Comment le syndicalisme pourrait-il éviter ou nier cette tension sans compromettre son rôle historique chez nous ? Par ailleurs, ne cherche-t-il pas à poursuivre à partir de lui-même certains objectifs qui devraient être le fait d'un parti politique ?

Quand on remet en cause l'ensemble du système sur des terrains qui concernent l'ensemble des citoyens, et cela dans des rapports de forces et de pouvoirs, ne faut-il pas utiliser des canaux politiques accessibles à tout le corps démocratique ? Un certain syndicalisme radical ne pourra repousser indéfiniment l'impératif d'un parti qui aura à répondre de ses positions devant toute la population. Est-ce très sain de laisser l'initiative à une extrême gauche encore aussi peu enracinée dans l'ensemble du monde ouvrier ? Mais voyons les choses de plus près.

Bien des revendications syndicales ne font pas le poids avec plusieurs droits fondamentaux des citoyens dans les services publics. Les avantages et intérêts des premières sont parfois gravement disproportionnés par rapport aux torts subits surtout par les classes défavorisées ou par des citoyens en situation radicale d'impuissance dans de tels conflits ou arrêts de travail. Mais on se saurait passer sous silence l'impuissance collective des travailleurs sans ce seul instrument décisif que le régime libéral lui-même leur a reconnu. On aura beau faire les

raisonnements qu'on voudra : le droit de grève sera aussi fondamental que bien d'autres droits aussi longtemps que le contrat social libéral restera prévalant, et devrais-je ajouter, dans n'importe quel autre régime vraiment démocratique. C'est ici que ressurgit la question du droit de grève dans le champ des droits de l'homme.

Les droits de l'homme ont été conçus originellement dans un contexte idéologique libéral. Certes, on a ajouté des droits sociaux, collectifs, aux droits individuels. Mais l'esprit premier est demeuré, de telle sorte que plusieurs contemporains refusent de penser les droits de l'homme dans leur dimension proprement collective, particulièrement au chapitre explosif des rapports de classes, des relations globales d'États, de nations, d'ethnies. il y a donc en dessous de bien des débats où on invoque les droits de l'homme, un affrontement, souvent peu explicité ou avoué, de conceptions politiques et d'idéologies opposées. Ne pas le reconnaître, c'est briser au départ toute possibilité d'élucidation non seulement de la situation de base, mais aussi des vrais enjeux et débats politiques à tenir.

Reste un fait important : la très grande majorité de la population, y compris le monde des travailleurs d'ici, adopte encore le régime libéral. À moins de nier la règle du jeu démocratique - seul consensus fondamental qui demeure - l'élite radicale du syndicalisme sera vite accusée de pratiques fascistes, sinon anti-démocratiques, si elle veut à travers des intérêts particuliers et une position de chantage et de violence, forcer des changements politiques globaux, contre le gré de la population et de ceux qu'elle a élus. Il est temps de démêler un peu mieux les choses, de discerner ce qui relève du syndicalisme et ce qui doit se faire par un parti.

Entre-temps, si on ne se préoccupe même pas, au moins au plan éthique, de discerner intérêts et droits, privilèges et besoins, égoïsmes collectifs et intérêt général minimal, chantage des plus organisés et impuissance des inorganisés, si on ne soumet pas au jugement du corps démocratique ou de l'opinion publique sa propre politique de priorités, si on refuse de calculer les coûts réels de ses revendications et de nommer ceux qui vont payer la note, il ne faudra pas être surpris de ces 80% de Québécois qui demeureront longtemps anti-syndicaux, au grand dam de changements historiques nécessaires.

Mais, au fait, ce procès du syndicalisme est peut-être un écran. Combien de citoyens sont prêts à prendre n'importe quel moyen pour satisfaire leurs intérêts particuliers ?

4. Confusion entre le droit et la morale

[Retour à la table des matières](#)

Avortement, euthanasie ou peine de mort font l'objet à la fois de débats moraux, médicaux, idéologiques et juridiques. Il n'est pas facile de tenir une pratique judicieuse de la loi et du droit dans le pluralisme éclaté des idéologies et des éthiques du contexte actuel. Certains voudraient une adéquation entre le droit et leur morale. Il s'agit tout autant des partisans des nouvelles morales que des tenants de la morale traditionnelle. Les législations actuelles sont des compromis reliés à l'évolution des mentalités et au débat démocratique. Elles ne reflètent parfaitement aucune des positions en présence. Elles nous font comprendre, peut-être mieux aujourd'hui qu'hier, l'inévitable décalage entre le droit et l'éthique et surtout la complexité des rapports entre la loi et la pratique sociale.

Par exemple, on dira qu'une législation sur l'avortement libre ne forcerait aucune femme à se faire avorter, si ce n'est pas là sa conviction. Mais il s'agit ici comme en tout autre domaine, d'une pratique sociale qui implique d'autres personnes. Ce n'est pas un geste exclusivement individuel quoiqu'on en dise dans certains plaidoyers, surtout quand on réclame qu'il soit aussi assumé financièrement et institutionnellement par le système public. Comment le soustraire à toute considération de cet ordre ? La question vaut pour les défenseurs de la morale traditionnelle qui s'en prennent à la législation existante.

Plusieurs voudraient télescoper l'inévitable débat éthique, démocratique, juridique et politique et précipiter une législation dans un sens ou dans l'autre. Toute la culture juridique historique dénonce un tel court-circuit qui pourrait ressembler à celui d'hier où le monarque absolu décrétrait la loi et le droit uniquement à partir de lui-même.

Ce néo-légalisme risque de compromettre les nouvelles exigences de jugement, de maturité éthique qui accompagnent cette tendance à la libéralisation. Car plus vous libéralisez la conduite de la vie, plus celle-ci dépend de la qualité adulte des citoyens, de leur jugement, de leur décision, de leur responsabilité. On peut télescoper ces exigences autant par le droit automatique que par la loi impérative.

Voilà une question vitale qui n'apparaît pas dans les débats actuels. *On s'en prend uniquement aux traditionalistes qui veulent imposer juridiquement leur morale, comme si les « progressistes » n'étaient pas menacés du travers inverse, à savoir un droit qui marginalise, ou ignore, remplace ou fonde mal ses bases éthiques. Rappelons ici que si le droit n'est pas un pur prolongement d'une position éthique, il ne peut se justifier sans une base éthique défendable.*

Or, il faut bien admettre que bien des pratiques actuelles autour des droits n'ont pas de cohérence éthique minimale et souvent peu de cohérence politique ; ce qui les rend vulnérables aux attaques du légalisme et des moralismes traditionnels. L'escalade récente de certaines revendications, tel le droit au suicide, souvent fondées sur des hypothèses scientifiques et philosophiques encore peu vérifiées et étayées, commence à créer un ressac du *law and order* dans la population.

Chez nous particulièrement, le passage encore récent de l'idéologie de l'ordre à l'idéologie de la liberté a été marqué par des transformations rapides et massives. Celles-ci ont créé une sorte d'usure psychique, une profonde perplexité morale, une angoisse indéfinissable et un traumatisme social qui n'ont rien de très sain pour assumer pareil tournant.

On peut comprendre une telle explosion d'aspirations longtemps retenues ; mais elle commande dans les circonstances un surcroît de discernement éthique, de sens politique et d'à-propos culturel. Je sais qu'on abuse de certaines mises en garde, telle la fréquente remarque : « Les gens ne sont pas prêts ». Mais il y a des abus, des illusions, des aveuglements inverses. Le caractère erratique et la fragilité psychique de bien des conduites individuelles et collectives en témoignent. Combien de ruptures avec la « normalité » ont débouché sur une solide maîtrise des valeurs et des comportements qu'on prétendait promouvoir ? Avec un peu d'ironie, je me demande si on a baptisé trop vite en droit, bien des idées et des expériences qui avaient été peu

éprouvées, je ne sache pas que la conscience actuelle soit supérieure à celle d'hier.

Voyez comment bien des solutions progressistes faites sur mesure pour la satisfaction des adultes s'accompagnent de drames chez les enfants. Suffit-il d'ajouter un chapitre sur les droits de l'enfant ? C'est ainsi que le jeu des droits vient camoufler des situations et des positions qui vues par une conscience éthique honnête, apparaissent contestables et parfois débilitantes. À la limite, on se retrouve devant une certaine pratique massive des droits qui compense les pots cassés, sans cette dynamique et cette qualité éthiques qui auraient fait éviter ces cassures et leurs droits compensateurs. Ah ! cette comédie humaine : on proclame les droits de l'enfant au moment où on n'en fait presque plus.

Ce serait céder à un nouvel aveuglement que de ramener superficiellement de telles remarques à des propos réactionnaires.

5. Confusion entre « différences » et égalité

[Retour à la table des matières](#)

Je viens de parler du droit-bonne conscience. Il y a aussi le droit-fausse conscience. Certains se servent des articles sur la discrimination dans la Charte pour éviter ou contester des contrôles appliqués à tout le monde. Ainsi on dira que la police s'en prend à soi à cause de sa race, de sa condition sociale, de son orientation sexuelle, alors qu'on a commis une effraction qui exige un contrôle auquel tous les citoyens sont soumis. Si l'on veut un traitement égal à tout le monde, on ne saurait invoquer son droit à la différence pour rejeter ce traitement.

Certes, cette égalité ne signifie pas forcément uniformité et homogénéité en tous domaines. Certains droits à la différence ont été défendus et promus légitimement au nom de l'égalité de tous. Une majorité qui contraindrait les minorités à adopter l'égalité qu'elle a définie, ne respecterait pas les différences, ni la démocratie, ni l'éthique, ni le droit. La vérité inverse est tout aussi vraie. Certaines différences peu-

vent imposer leur façon de voir l'égalité uniquement à partir d'elles-mêmes, de telle sorte que la majorité des citoyens ne s'y reconnait plus.

On n'a pas encore évalué l'accumulation de contradictions en train de se produire. D'aucuns se demandent si cette législation de plus en plus poussée des différences rend impossible un minimum de droit commun, un minimum de consensus et de cohésion sociétaire. Même l'égalité risque d'être perdue de vue, sinon de ne plus avoir sa priorité, son caractère fondamental. Dans l'ensemble des requêtes adressées à la Commission et des pressions exercées, les inégalités les plus graves sont parfois marginalisées par rapport aux « différences » les plus criardes. La Commission a dé pensé plusieurs milliers de dollars pour faire une expertise sur la capacité physique d'une jeune adolescente pour laquelle les parents réclamaient le droit de garder les buts dans une équipe de hockey. je me souviens des commentaires « furieux » d'un groupe de chômeurs.

Mais il y a plus. Quand la différence pousse son droit à l'extrême et de façon exclusive, elle devient à son tour discriminatoire. On devra embaucher quelqu'un d'abord parce qu'il est ceci ou cela, et non parce qu'il est le plus compétent. Une étrange égalité, en l'occurrence. Or répétons-le, souvent ce droit à la différence a été débattu au nom de l'égalité.

Les luttes légitimes contre toute forme de discrimination ne doivent pas virer à un procès quotidien et incessant qui empoisonne l'atmosphère de divers milieux et empêche toute sérénité minimale pour objectiver les situations et favoriser des échanges fructueux, des confrontations adultes et efficaces. Il arrive souvent que le jeu des préjugés s'inverse. À témoin, certaines guerres des sexes. Une conscience historique judicieuse invite à ne pas accuser la génération présente comme unique responsable de certaines situations tributaires d'une expérience tissée par des centaines de générations. je le redirai, tout au long de cet ouvrage, il n'y a rien pour remplacer ce que toutes les sagesse historiques ont appelé « le jugement ». Aucun droit ne saurait s'y substituer efficacement et « judicieusement » ! Il y a des fausses consciences autant dans la pratique des droits que dans celle des lois.

Reste un phénomène gigantesque relatif aux différences : celui que les démographes appellent la « dispoision » ; il s'agit d'une différenciation cosmopolite croissante sur un même territoire urbain. Les

grandes villes occidentales deviennent des volcans. « On n'est plus chez nous » disent des autochtones enracinés depuis longtemps dans leur ville. L'escalade des préjugés, des luttes, des injustices en ce domaine ne fait que commencer. Il y a des majorités écrasantes, des minorités paralysantes. Certains réclament des choses qui seraient impossibles dans n'importe quel régime. Mais on doit dire au bilan que la plupart des gens n'ont pas développé la nouvelle culture urbaine des « différences ». C'est là un problème majeur.

6. Conflits de droits réels

[Retour à la table des matières](#)

Bien des requêtes ignorent systématiquement le droit de l'autre. Le locataire n'a que des droits et le propriétaire n'a que des obligations ou vice versa. Le slogan de la Commission : « Vous avez des droits, les autres aussi » est peut-être le plus galvaudé. L'esprit legaliste fait de la loi une logique unilatérale d'autorité. Certaines pratiques des droits ont une démarche du même ordre quand elles échafaudent leur argumentation. Or, il y a très peu de situations où il n'existe pas de part et d'autre des droits légitimes. Aucun dialogue, comme d'ailleurs aucun conflit, en pareil cas, ne débouchent sur des solutions valables si une des parties n'est pas reconnue dans ses droits légitimes.

Il se cache là-dessous le même univers manichéen qu'on constate face à la loi. Celle-ci serait toujours soit oppressive, soit légitime et juste. J'ai noté dans bien des litiges que la partie qui ne reconnaissait aucun droit chez l'autre, souvent n'avait cure d'étayer, de prouver, de fonder son droit. J'aurai à y revenir dans le chapitre sur la pédagogie sociale à développer pour une pratique plus sensée et plus solide des droits. Retenons ici les travers d'une psychologie typique de guerre : on est soi-même tout blanc, et l'autre est tout noir.

Cette clarification peut paraître une lapalissade et pourtant... des gens instruits, dits « éduqués », extrêmement moralisateurs pour juger les autres, sont parfois incapables de la moindre autocritique, de la moindre exigence pour eux-mêmes. Ils semblent incapables de respecter les conditions minimales pour gérer leurs rapports humains. Je ne

parle pas ici de cas pathologiques, mais de situations où il n'y a aucune raison de se prêter à de tels travers.

Prendre conscience du conflit possible ou existant entre des droits réels de part et d'autre, c'est découvrir qu'il n'y a pas de combats d'absolus en matière de droits. Or nous l'avons vu, certaines attitudes psychologiques se sont développées à l'occasion de la poussée récente des droits. Tout s'est passé chez des citoyens comme s'ils découvraient tout d'un coup dans le droit une sorte de remplacement des absolus d'hier qui n'existent plus, une sorte de succédané pour combler ce vide, un terrain solide inviolable et indiscutable dans la fluidité de la culture urbaine et de ses changements incessants. Il y a ici un opaque substrat psycho-sociologique très peu prospecté.

Si, par exemple, on ne s'est même pas préoccupé de bien comprendre le sens, la portée, la place du droit qu'on défend, on traitera superficiellement le droit des autres. Encore moins comprendra-t-on l'ensemble des droits. Or il en va des droits comme des valeurs. Les uns et les autres ne peuvent se vivre d'une façon isolée dès qu'ils s'inscrivent dans un champ humain. J'ai le goût de citer ici des remarques de l'humaniste Albert Brie, au moins vraies dans le travers qu'il dénonce.

Le monde abstrait

L'un des malaises les plus vivaces de l'heure, et qui tend à s'aggraver, est bien celui du ressentiment, de l'animosité qu'on peut aussi désigner sous le nom d'envie, cette envie qui appelle une revanche, au nom de ce concept abstrait qui a nom « égalité ».

Il n'est pas besoin de citer les situations de crise que nous traversons et qui dressent les hommes, les partis, les classes, les sexes, les uns contre les autres.

Jamais n'a tant proliféré l'esprit d'abstraction, qu'un philosophe dont j'oublie le nom regardait comme une transposition de l'impérialisme dans le monde mental.

À partir du moment où nous accordons artificiellement la prééminence à une certaine catégorie isolée de toutes les autres, nous sommes victimes de l'esprit d'abstraction. Nous tombons dans le travers de la réduction qui déprécie, se fondant sur le ressentiment, c'est-à-dire la passion, et qui correspond à une sorte d'attentat dirigé contre l'intégrité du réel.

A cause justement de cet envers passionnel de l'esprit d'abstraction, il devient possible de le ranger parmi les facteurs d'antagonisme les plus terribles qui soient. À partir du moment où soit l'État, soit le mouvement ouvrier, ou encore la secte religieuse, prétend obtenir de moi que je m'engage dans un geste belliciste contre d'autres êtres que je dois par conséquent être prêt à abattre, il est de toute nécessité que je perde conscience de la réalité individuelle de l'être que je puis être amené à éliminer. Pour le transformer en tête de Turc, il est indispensable de le convertir en abstraction : ce sera Le communiste, Le fasciste, Le bourgeois, Le sexiste.

La masse est le plus significatif des exemples qui soit de l'abstraction « réalisée », parce que celle-ci devient force, puissance. Le concret est continuellement à conquérir. Ce qui existe préalablement, c'est une sorte de confusion innommable et innommée ou des abstractions non élaborées semblables à de la glu.

Il n'y a pas et il ne peut y avoir de fraternité dans l'abstraction. Ce fut l'erreur de bien des révolutions de s'être laissées prendre à l'utopie primaire d'une société égalitaire.

Il faut donc savoir reconnaître que l'égalité porte sur de l'abstrait, et que ce ne sont pas les hommes qui sont égaux, à moins qu'on ne réussissent à les identifier à des triangles ou à des trapèzes. Ce qui est égal, ce sont non des êtres, mais des droits et des devoirs que les êtres humains sont tenus de se reconnaître les uns aux autres, à défaut de quoi, c'est le chaos, c'est la tyrannie avec toutes ses répugnantes conséquences : la primauté du plus vit sur le plus noble.

Albert BRIE

7. Le droit univoque et réducteur

[Retour à la table des matières](#)

La médecine moderne en est venue à certaines pratiques dites de routine, telle l'épisiotomie, à savoir cette incision qu'on préfère à la déchirure possible lors d'un accouchement. Au nom du droit à l'intégrité physique, des requérantes ont demandé à la Commission de forcer les médecins à se soumettre unilatéralement et obligatoirement à la décision de la mère, ou même à arrêter cette pratique. Les requérantes

ont ramené l'épisiotomie à une forme pure et simple de mutilation. D'où leur conclusion immédiate et le recours au droit impératif.

Or, plusieurs médecins considèrent que le processus de l'épisiotomie est apparu lorsqu'on s'est rendu compte des conséquences graves des déchirures. Il semble qu'il est beaucoup plus difficile de maîtriser celles-ci que celle-là. Certes, il y a matière à discussion. Mais n'est-il pas dangereux et contestable de poser ici un droit univoque et réducteur qui fait fi de l'expertise médicale, et qui même prétend se passer de plus larges consultations chez les femmes elles-mêmes, par les organismes de promotion féminine, par exemple ?

Comment, aussi, dissocier le respect de la volonté de la patiente et les exigences d'une pratique médicale la plus qualitative possible ?

Comment entreprendre une démarche légale lorsque la pratique de l'épisiotomie ne fait partie d'aucun protocole dans aucun service d'obstétrique ? Pourquoi en faire une question légale, alors qu'il s'agit d'abord d'une pratique à réévaluer ? On crée possiblement des frustrations peut-être non fondées chez les uns, et des carcans arbitraires pour les autres, Le droit ne peut résoudre tous les problèmes, tous les litiges.

On est en train de discréditer le droit, de le rendre inopérant en lui faisant jouer, soit un rôle de pompier, soit un rôle de policier pour mille et une questions qui souvent pourraient se dénouer autrement. La Commission, par exemple, ne peut bousculer tout le système social, les gouvernements, les institutions et l'ensemble des citoyens sur cent questions à la fois.

Cette pratique du droit univoque défie toute évaluation de priorités, tout ordre de valeurs. Elle nous renvoie aussi dans un univers « magique » où une seule ficelle tirée devrait tout changer d'un coup. Il arrive que des réclamations relèvent de décisions personnelles qu'on a prises contre le consensus existant ou contre le système social. Décisions peut-être justifiables dans la liberté privée, mais qui deviennent irrecevables quand on exige qu'elles soient financées par l'État, au nom d'un droit qu'on a soi-même défini, décrété et chiffré !

Par exemple, un couple non marié n'est empêché de vivre ainsi par personne. Mais comment exiger que le conjoint qui reste à la maison soit considéré comme individu susceptible de recevoir l'aide de l'État,

alors que le conjoint marié en pareille situation n'a pas le droit de recevoir cette aide. Voici un cas, parmi mille, qui implique avant tout des décisions politiques, des choix socio-économiques de distribution où la population doit avoir un mot à dire dans le processus démocratique. Or il se trouve tant de gens qui passent par-dessus toutes ces médiations de notre société pour établir leur exigence à partir d'un droit univoque isolé des autres, du système social, du contexte démocratique et politique, des choix collectifs concernés.

8. Droit et liberté d'expression

[Retour à la table des matières](#)

Il se produit un autre phénomène étrange. Après avoir réussi à obtenir une reconnaissance publique de leurs droits à la différence et à l'égalité, précisément à travers le droit à la liberté d'expression, certains veulent faire taire toute parole publique qui manifeste un désaccord avec eux.

Évidemment, on peut se demander si la liberté d'expression permet de dire n'importe quoi publiquement. D'aucuns le croient, justement pour qu'il n'y ait pas matière à une quelconque censure par le biais de certaines restrictions qu'on aurait légalement imposées. Cette liberté serait entière ou elle ne serait pas. Une seule balise est acceptée ici : le propos diffamatoire relié à des personnes précises.

Mais ces derniers temps, on a franchi ce seuil. Certains groupes réclament au nom du droit que des journaux, des personnes soient forcés de se rétracter ou même soient punis par les tribunaux, parce qu'ils ont tenu un discours discriminatoire face à telle ou telle catégorie de gens. En revanche, ces mêmes groupes réclament totale liberté d'expression pour attaquer ceux qui ne pensent pas comme eux.

Il faut se demander si l'on peut vraiment invoquer le droit ici, étant donné la règle démocratique fondamentale de la liberté d'expression que nos régimes libéraux se sont donnée. Faut-il la remettre en cause ? Pourquoi ne pas faire confiance au jugement des citoyens ? Par ailleurs, la liberté totale d'expression ne joue-t-elle pas en faveur des plus

forts, de ceux qui ont le pouvoir sur les media ? Le pluralisme idéologique légitime en soi ne doit pas nous faire oublier que la démarche idéologique elle-même tend à disqualifier l'autre ou les autres idéologies.

Or, la démocratie est justement bâtie sur la confrontation des diverses lectures de la société (idéologies). C'est le risque à prendre pour que des libertés légitimes, mais non exercées, puissent devenir possibles. D'où l'importance ici d'un champ ouvert et le moins « régulé » possible. Il faut craindre que des censures subtiles au nom du droit remplacent celles d'hier qui se faisaient au nom de la loi.

Mais le problème, pour le moment, reste entier. On n'a pas encore réussi des aménagements satisfaisants entre droit et liberté d'expression. Mais ce seront toujours des solutions de compromis.

9. Le glissement vers la passivité : le droit assis

[Retour à la table des matières](#)

Il est un domaine très révélateur de ce glissement : l'information. Quand le droit à l'information est apparu au siècle dernier, il avait une forme active : informer et s'informer. Peu à peu, on en est venu au droit d'être informé. Notez le caractère passif de la dernière formulation. Je l'appelle le droit assis.

Il faut nous y arrêter parce qu'il y a là un fond d'attitudes qu'on retrouve en beaucoup d'autres secteurs du droit.

Un haut fonctionnaire de la ville de Montréal disait récemment que l'information de ses services ne passait vraiment que chez ceux qui contestaient l'administration. Les autres citoyens, de par leur passivité, ne semblaient pas avoir d'oreille pour les nouvelles officielles qui émanaient du conseil municipal.

Que se passe-t-il au juste ? On aurait cru que l'éveil des consciences aux droits déclencherait une plus grande vigilance de l'opinion

publique, un comportement plus actif chez les citoyens. D'aucuns opinent que l'omniprésence quotidienne des media crée une sur-information qui sature l'esprit, l'énerve, le rend méfiant et déclenche des mécanismes de défense. On n'écoute plus.

Ce magma indifférencié du flux d'informations de tous ordres, sans hiérarchie de valeurs, sans figure d'ensemble, sans distinction entre la camelote et la qualité, finit par engendrer la passivité, le va-comme-je-te-pousse. Or, il s'agit là d'une des fonctions de base de la démocratie. Sans doute s'y cache-t-il bien des fictions et des illusions, dans la mesure où on ramène souvent tous les problèmes à une question d'information, en ignorant plusieurs autres aspects. Par exemple, connaît-on vraiment soi-même sa propre situation, son propre milieu ou bien ne les connaît-on pas par media interposés ? Se pourrait-il que l'écran ait remplacé l'oeil, que le message se soit substitué à la réflexion, que les nouvelles pêle-mêle enterrent la fonction critique, que les faits bruts publicisés, répétés, empêchent le discernement de leur valeur ou non valeur ?

Dans les sciences sociales, on commence à mettre en doute l'importance artificielle accordée à une opinion publique aussi « massée », conditionnée et passive. Le processus superficiel des sondages exprime peut-être malgré lui une conscience épidermique qui n'a rien de convictions capables de changer la vie ou de faire l'histoire, sinon rien de comportements plus actifs et motivés.

Sait-on vraiment ce que l'on veut en définitive ? Veut-on ce que l'on peut ? Ces questions détonnent, tellement les idéologies en présence présupposent toutes que c'est là un acquis chez la plupart des citoyens et dans l'opinion publique. Poser de telles interrogations, c'est insulter cette prétendue conscience démocratique qui aurait fait des bonds de géant au cours des dernières décennies. Et pourtant...

Ces remarques ne nous éloignent pas des droits, bien au contraire. Quelqu'un me disait récemment : « Autrefois, il fallait que je sorte de la maison, que je me déplace pour m'informer, pour me sentir du milieu. Aujourd'hui, la télévision m'amène le monde entier dans mon salon. Alors pourquoi m'esquinter à participer... souvent à des choses insignifiantes en regard de ce que je vois à l'écran ». Un témoignage qu'on pourrait multiplier par milliers. Une certaine attitude de base en relation avec les droits ressemble à celle-ci.

On est assis sur son droit comme on l'est devant la télévision. Il suffit de l'affirmer pour qu'il devienne un parfait reflet de la réalité, pour qu'il soit efficace aussi, pour qu'il fasse avancer la justice, la démocratie. Si nous n'y prenons garde, l'évolution des pratiques du droit pourrait connaître celle des pratiques de l'information : une passivité croissante malgré les apparences ; un comportement magique ; un réflexe automatique ; une sur-consommation sans ordre de priorités, etc.

Or, il s'agit pourtant des enjeux les plus vitaux. Nous devons à tout prix requalifier ou du moins enrichir la conscience et la pratique des droits puisqu'elles sont actuellement les canaux privilégiés de la libération et des aspirations. Mais il faut démystifier les illusions, les fictions, les présupposés de cette nouvelle « noblesse » qui croit pouvoir se passer des efforts qui marquent toute conquête humaine de civilisation. Le procès qu'on a instruit sur les « idéaux » d'hier convient souvent à bien des projections du droit dans un monde idyllique. Projection d'une société utopique qui nous dispense de la faire par les humbles travaux quotidiens d'amélioration des choses qu'on a à portée de mains. Projection d'un monde idéal qui ne connaît pas les limites, les opacités, les résistances, les complexités du réel, sans compter les contradictions, les conflits, les chocs de libertés, les jeux de pouvoirs qui existent dans tout champ humain d'expérience.

Le droit-écran, c'est un peu le medium-message. Savons-nous distinguer le progrès authentique d'une régression de la conscience individuelle et collective ?

10. Les droits silencieux

[Retour à la table des matières](#)

Y a-t-il une commune mesure entre le droit au divorce ou à l'avortement et le droit de ceux qui n'ont pas ce qu'il faut pour réussir leur famille, pour faire un enfant ?

Comment interpréter l'énorme silence sur le droit des malades dans les conflits d'hôpitaux, sur la situation des classes défavorisées dans

les arrêts fréquents des services essentiels aux mains de la nouvelle classe des promus de la Révolution tranquille ?

Quels droits s'imposent ? Qui gagne les luttes de droits ? Anciens pouvoirs et nouveaux pouvoirs se disputent les droits sur un champ de mars où bien des citoyens n'ont pas leur place. Il y a de fait des intérêts qui écartent des droits vitaux. Il y a même des corporatismes qui s'en servent pour d'autres objectifs que la promotion des plus démunis.

Est-ce pensable d'établir ici des priorités ? N'est-ce pas cacher son intérêt que s'y refuser ? Laisser entendre que la garderie pour les professeurs des CEGEP fournira du travail aux chômeurs des environs, c'est taire le fait que tel choix d'investissement commande tel genre de main-d'œuvre. Or, il se fait que les promus promeuvent (!) leur monde à eux comme de bons capitalistes.

Trois adultes pauvres sur cinq sont des femmes. 54% des veuves ont des revenus inférieurs au seuil de la pauvreté. Dans quelle mesure les luttes concrètes qui s'engagent et les recours à la Commission des droits de la personne dans le sens de la promotion féminine reflètent-ils surtout des intérêts petits-bourgeois ? Tels la discrimination sur les terrains de golf, le changement de nom, la chasse aux sorcières sur la malheureuse expression sexiste qui s'est glissée dans un journal, les services à domicile pour dames du milieu huppé. Il s'en trouvera pour qualifier mes propos de démagogie réactionnaire, pour éviter ces questions de choix des priorités et des objectifs.

Il y a de nouveaux tabous et interdits, de nouveaux stéréotypes dans un certain langage dit progressiste. On dira par exemple : « la famille est le château fort des valeurs traditionnelles ». « La femme au foyer est toujours complice de son aliénation ». Le sort malheureux de bien des enfants viendrait tout entier des irresponsabilités de l'État, de ses mauvaises politiques. *Le biais des droits et des protections qui les accompagnent devient une voie royale pour porter tous les problèmes au gouvernement.* Il y a ici quelque chose de profondément faux en regard de la maturité démocratique et de la responsabilité tout court. Ces travers retentissent dans la mise à contribution de la Commission des droits de la personne et de bien d'autres organismes, y compris les media.

Se pose-t-on pareilles questions à la Commission des droits de la personne, aux gouvernements, dans les syndicats ?

Le monde patronal proclame son droit à la liberté totale de gestion et il exige en même temps des contrôles sévères des syndicats. Il s'en prend à la loi du salaire minimum en renvoyant le problème aux politiques sociales, tout en réclamant le minimum de taxe. Sur quelle cohérence éthique, juridique, sociale et politique se fonde son plaidoyer économique ? Doit-on conclure qu'en matière d'économie, il ne faut pas faire place à ce genre de préoccupations ?

Dans le contexte d'une inflation galopante, à peu près tout le monde peut justifier son droit à de plus hauts revenus ? Qui les obtient ? Qui est indexé à plein ?

Le décalage parfois énorme entre tant de travailleurs du secteur privé et ceux du secteur public en matière de protections et d'avantages de tous ordres, ce décalage pose-t-il un problème de droit ?

Que de questions aussi vitales sont marginalisées par le jeu des plus forts à la foire des droits !

11. Révolte de la normalité face aux marginalités

[Retour à la table des matières](#)

Je voudrais revenir sur un problème que j'ai abordé dans un chapitre précédent.

Un affrontement sourd, profond, souterrain est en train de faire surface. Il commence à se traduire dans le champ des droits qui a été mobilisé, ces dernières années, par les agents de changement, par les contestataires, par des militances minoritaires face aux lois de la société, aux conformités de la majorité, aux principes de la morale reçue.

Bien des citoyens, et pas seulement des traditionalistes, se sont tus pendant tout ce temps. Ils ne se reconnaissaient pas dans les nouveaux discours qui monopolisaient les ondes, sauf peut-être chez les éditoria-

listes. Plusieurs se sont sentis humiliés, méconnus, méprisés et surtout souvent caricaturés dans leurs convictions les plus profondes. Ils n'ont pas compris que certaines situations, certains types d'expérience humaine puissent acquérir un statut de droit. Quelques-uns ont caricaturé à leur tour en qualifiant les champions des droits d'irresponsables qui fuient leurs devoirs, qui ne respectent pas la morale.

D'où ce nouveau phénomène de la révolte de la « normalité », avec ses travers bien connus. Avant de les condamner une fois de plus, ne faudrait-il pas voir l'envers de la médaille, à savoir : les travers d'un certain progressisme, surtout celui qui sous le masque noble de la radicalité se fait tartuffe à son tour ?

Il y a des nouvelles intolérances, des nouveaux tabous et interdits qui musèlent, par exemple, tous ceux qui ne sont pas dans le vent des modes, des récents repères de légitimité, des dernières copies conformes. Tout ce qui touche de près ou de loin à l'idée de « normalité » est un tabou qui révèle automatiquement une attitude réactionnaire. Quel paradoxe : le droit qui est une expression de la « normalisation » devient parfois un lieu privilégié pour disqualifier les « normaux » dits aliénés. Comme s'ils étaient les seuls « conformistes ». Il arrive que le légalisme le plus étroit change de camp.

Un certain sens de l'histoire, de la psychologie humaine et de la politique devrait nous avertir. Les dernières décennies ont marqué la conquête de légitimité des marginalités. C'est un progrès indéniable. Car je ne donne pas un sens négatif à ce phénomène, bien au contraire. Mais si le monde des droits « à la différence » devient à son tour intolérant, on verra surgir « la révolte de la normalité » avec toutes les ambiguïtés que l'on sait. Le virage à droite, quoi ! N'est-ce pas déjà commencé ? Oh ! je sais que bien des conquêtes pour la reconnaissance des différences ne sont pas acquises, même dans le sens d'une égalité minimale. Ce n'est pas cela qui est en cause, mais plutôt des nouveaux travers qui n'ont rien à envier aux anciens !

On ne peut que souhaiter un meilleur discernement surtout en matière de droit, là où devraient s'exprimer d'une façon privilégiée une touche humaine de qualité, une pratique et un sens démocratique avertis, une conscience éthique adulte. On ne joue pas avec les droits. L'anthropologie nous a appris que les hommes et les sociétés s'accommodent plus facilement d'un ordre insatisfaisant que d'une anarchie insécurisante. Les pouvoirs l'ont compris depuis longtemps. Et

les agents de changement qui n'en tiennent pas compte se réservent des illusions pénibles, tels des refus aveugles, des réflexes sécuritaires, des inefficacités décourageantes, des replis et des décrochages inattendus. Que les droits soient devenus des outils de changement, de libération, il faut y voir un progrès indéniable. Mais on peut aussi bien abuser des droits que des lois. Certains ne semblent pas avoir compris cela !

Au premier regard, ce point de vue critique peut être perçu comme une disqualification de la pratique sociale actuelle des droits. Tel n'est pas le cas. Comme tout jeune mouvement historique, cette pratique est marquée de tâtonnements, d'essais et même d'excès. Un tel constat ne diminue en rien son importance. La nouvelle conscience des droits porte en creux une volonté de renouvellement à la mesure de toute la civilisation contemporaine.

J'en veux pour exemple, cette extraordinaire révolution féminine. Voilà un inédit dont on n'a pas mesuré la profondeur et l'ampleur historique. Elle remet en cause radicale ment des orientations psychologiques, culturelles, politiques et religieuses qui se sont imposées depuis des millénaires. Elle bouleverse, bouscule tout autant les structures de la société que les rapports quotidiens les plus familiers. Et bien sûr, elle provoque des insécurités, des tensions, des fuites, des mécanismes de défense chez les femmes comme chez les hommes. En certains milieux, on constate une sorte de guerre des sexes où parfois les préjugés et les vieux réflexes les plus éculés refont surface. Du coup, c'est poser la gigantesque question d'une pédagogie du changement historique. Un changement qui, en l'occurrence, porte des requêtes sans équivalent dans l'histoire. Raison de plus pour le fonder et l'orienter le plus judicieusement possible afin de lui assurer la longue foulée civilisatrice qu'il mérite.

Redisons-le, pouvons-nous mettre sur les épaules de la génération présente une responsabilité qui est tributaire des faits et gestes d'une histoire multimillénaire de domination masculine ? Ce moralisme risque de décourager les « bonnes volontés » les plus disponibles et ouvertes. Faut-il pour cela appliquer les freins ? Sûrement pas.

Mais ici comme en bien d'autres domaines, nous nous devons de mieux discerner ce qui fait avancer les choses et ce qui les arrête ou les fait reculer ; discerner aussi ce qui exige soit un minimum de continuité, soit une rupture plus ou moins radicale, soit un dépasse-

ment audacieux et constructif ; discerner enfin le « faisable » à court terme, le « prévisible » à moyen terme, le « possible » à long terme. La pratique des droits n'échappe pas aux composantes de base de toute pratique sociale. Et quand on songe aux enjeux véhiculés par l'affirmation des droits fondamentaux - la révolution féminine en témoigne - il faut veiller particulièrement à la qualité des démarches pour donner à ces enjeux tout leur poids historique légitime et nécessaire.

Comment ne pas reconnaître qu'en matière de pratique sociale des droits, bien des luttes sont vécues sur le tas, d'une façon « spontanéiste », improvisée et souvent précipitée ? D'aucuns voudraient qu'on s'arrête un moment pour consolider les acquis, pour les digérer socialement, politiquement, avant d'entreprendre une autre foulée. Tel n'est pas notre sentiment et notre conviction. On n'arrête pas, fût-ce un moment, un mouvement de fond aussi crucial pour l'avenir de l'humanité entière. D'un autre côté, il faut bien admettre que l'univers des droits peut devenir un écheveau inextricable, si au fur et à mesure de son évolution, on ne cherche pas à mieux démêler ce qui dans la pratique des droits relève des moyens et des fins, du psychologique et du sociologique, de la culture et de l'éthique, de l'économique et du politique, etc. On ne peut tout résoudre par la démarche juridique. Il est des spécificités à respecter, des dimensions à distinguer, des mécanismes de substitution ou de transfert à éviter. Mais redisons-le, notre démarche critique n'était que l'envers de tâches positives et constructives à entreprendre pour faire des droits une des forces historiques majeures de l'avenir. Voilà ce qui va inspirer la prochaine étape.

Deuxième partie

Pour une pédagogie sociale du droit

- I. Le cadre critique
- II. Un témoin à la barre
- III. Une problématique
- IV. Neuf composantes pédagogiques

[Retour à la table des matières](#)

De quel droit ?
Tome 2 : La pratique sociale
Deuxième partie : Pour une pédagogie sociale du droit

Chapitre I.

Le cadre critique

[Retour à la table des matières](#)

Tout le cheminement précédent met en lumière l'urgence de développer une ou des pédagogies sociales du droit et des droits. Certes, on peut comprendre que les nombreux changements de tous ordres soient accompagnés de pratiques tâtonnantes, plus ou moins erratiques. Valeurs anciennes et nouvelles, sensibilités d'hier et d'aujourd'hui, attitudes inédites et vieux réflexes font l'objet de heurts, non seulement entre groupes idéologiques, mais aussi dans la conscience individuelle elle-même.

Pour le moment, nous retenons l'aspect collectif et sociétaire, parce que le droit naît d'abord et avant tout de la nécessité - de « réguler » les rapports entre les hommes. - Robinson sur son île ne pouvait ignorer le droit qui était sans signification pour lui. Cet exemple nous aide à comprendre la distinction entre les fonctions du droit et ses fondements. Les premières sont directement reliées à la régulation sociétaire, alors que les seconds renvoient immédiatement à l'individu-sujet, à la personne humaine libre et responsable, à sa dignité et à ses exigences de base. Certes, il ne faut pas voir dans cette distinction un

cadre critique exhaustif, car il y a aussi un fondement sociétair du droit, et des fonctions « personnalisées » du droit. C'est plutôt une question d'accent qui permet de voir où se logent le caractère irréductible de la personne, et le caractère relatif des régulations sociétares du droit.

Une telle vision des choses a beaucoup à voir avec l'histoire, la culture et la philosophie occidentales. Nous y reviendrons dans le dernier chapitre sur la philosophie sociale du droit où nous tenons de revaloriser les dimensions sociales et politiques comme éléments constitutifs de la personne face à un libéralisme dominant qui restreint celle-ci à son individualité. Comment peut-on, par exemple, exalter la responsabilité individuelle et minimiser en même temps l'importance de la sociabilité ? Bien des irresponsabilités viennent précisément de la pauvreté de la conscience sociale, du rapport à autrui, de la pratique démocratique et du comportement politique.

Ce n'est pas surtout le collectivisme qui menace les sociétés occidentales libérales, mais un individualisme forcené prêt à prendre tous les moyens pour atteindre son seul objectif décisif, à savoir : son intérêt privé, et cela même en détournant les institutions à vocation de justice sociale comme les « services publics », le syndicalisme, l'État lui-même. Les grands pouvoirs capitalistes ne sont donc pas les seuls à agir de la sorte. Combien de citoyens, par exemple, utilisent les droits selon une logique unilatérale d'intérêt privé ? Voyez comment certaines pratiques de la liberté individuelle ignorent les exigences les plus minimales du civisme quotidien. Voyez l'érosion de la responsabilité institutionnelle dans la plupart des milieux. il est trop facile de ramener ce problème aux méfaits de la bureaucratisation. Ce progrès peut servir d'écran pour masquer un comportement de base largement répandu qui rendrait non viable n'importe quelle structure sociale même la plus décentralisée et la plus autogestionnaire. Que diable ! il faut se demander pourquoi on n'arrive plus à faire tenir ensemble tout ce qui est d'ordre collectif, même la petite école de quartier, comme si l'État était l'unique responsable d'un tel éclatement social et institutionnel. Il faut insister à temps et à contretemps sur cet aveuglement qui dans la poussée récente de l'affirmation des droits a pris un caractère tragique, dans la mesure où cette pratique repose sur une conscience sociale étriquée, et parfois totalement absente.

La recherche pédagogique de la prochaine étape a l'avantage de faire ressortir les fonctions sociales du droit, le contexte sociétaire, et cela dans une perspective dynamique.

Mais quel défi ! Il est moins difficile de bâtir une cohérence minimale dans le champ très circonscrit d'une individualité que dans la cité, surtout quand cette cité se veut ouverte, pluraliste, démocratique, conflictuelle. La tâche devient encore plus complexe dans une situation historique tiraillée par tant de forces parallèles ou contradictoires, par des orientations qui éclatent dans toutes les directions, par de profondes divergences sur les finalités à poursuivre au-delà des inévitables conflits d'intérêt. À cela, s'ajoute une enfilade de perplexités morales, culturelles et politiques, sans compter les insécurités de la crise économique.

Dans les conjonctures présentes, il semble que l'univers des droits, plus que celui de la politique (du moins, dans les sociétés occidentales), apparaisse comme le seul dénominateur commun possible pour établir un consensus tout simplement viable. En effet, sans celui-ci, il n'y a plus de société au sens le plus minimaliste du terme. Mais voilà, on ne sait pas par quel bout commencer. Même les pratiques en matière de droits connaissent les mêmes éclatements qu'on trouve dans les autres domaines, les mêmes conflits et clivages sociaux, idéologiques, corporatistes ou politiques.

Or, c'est précisément le rôle d'une pédagogie sociale que d'assurer des cheminements critiques et constructifs plus cohérents, fût-ce dans un contexte de conflits radicalisés. Malgré nos technologies sophistiquées d'organisation, de participation, de discussion, nous semblons de plus en plus démunis, impuissants, déroutés, et surtout scandalisés par la stérilité de cette lourde machinerie sociale. Un maximum de discussion sur un minimum de réalisation.

Voyez ces processus interminables d'enquête, d'évaluation, de confrontation, de programmation où l'on s'épuise en cours de route. Il ne reste plus grand temps et énergie pour l'étape décisive de mise en oeuvre. Je me demande si tout cet appareillage ne sert pas trop souvent à repousser les échéances de la décision à prendre et de l'action à entreprendre. Seule l'activité économique ne peut se permettre un tel luxe de comportement collectif qui ressemble hélas ! aux discussions de salon. Quand on sait les graves requêtes historiques de notre petite

société, un pareil travers prend une ampleur grave que bien des leaders tout autant que de nombreux citoyens ne savent pas voir.

Dans ce contexte, le droit devient une impatience en quête de moyens courts, simples et rapides, ou au pire, un cri de désespoir chez les laissés pour compte, une baguette magique chez les promus qui, comme les enfants gâtés des riches, ignorent les coûts de leurs revendications. Ici, le droit doit livrer la marchandise : liberté et confort sur un plateau d'argent. Tout et tout de suite. Fi des droits des autres, fi du jugement nécessaire, fi du débat démocratique à tenir, fi des contraintes et des limites, fi de cette idée éculée du bien commun, sans compter l'hyper-bureaucratisme et l'étatisme que ce néo-légalisme entraîne.

La charte des droits risque de devenir l'unique grammaire sociale, ultra simplifiée qui devrait permettre de décliner tous les cas, de se faire justice en toutes circonstances, de résoudre tous les litiges quotidiens transmués en enjeux apocalyptiques, d'évoquer à sa faveur une quelconque discrimination là où l'on a fait preuve d'irresponsabilité, d'incompétence ou même d'injustice, enfin de forcer la société, l'État et son père à s'ajuster à la situation qu'on a soi-même définie sans aucune autre considération que celle de son intérêt particulier, de son « désir », et en certaines circonstances de son caprice.

À cela s'ajoute une juridisation croissante de toutes les activités. La normatisation s'alimente à plusieurs sources : administratives, syndicales, professionnelles et autres ; ce qui amène des encadrements juridiques de plus en plus complexes, et un recours incessant aux avocats. Cette nouvelle dépendance s'ajoute aux autres. Elle les culmine d'une façon toujours plus abstraite, asséchante et stérilisante. Tout le contraire d'une maturité capable de se prendre en mains, d'une société adulte où les gens concernés demeurent les premiers responsables des solutions de leurs problèmes, de leurs conflits, de leurs projets. Les plaidoyers récents sur la « dé-régulation » restent une bien faible voix en regard de l'hyper-juridisation de la vie collective. Qu'on me comprenne bien, je ne veux pas chercher ici des boucs émissaires, par exemple, les avocats. C'est plutôt cette pratique sociale des droits et du droit qui est à revoir, surtout en relation avec un regard critique sur le libéralisme dominant qui inspire les attitudes et les comportements de base des uns et des autres.

À ce chapitre, je demeure perplexe devant le texte officiel de présentation de la Charte québécoise des droits de la personne au parlement :

« Parmi les raisons qui rendent nécessaire l'adoption d'une charte, il y a la complexité croissante des relations dans lesquelles sont impliqués les individus, l'intervention accrue de l'État dans la vie quotidienne des citoyens, la multiplication des lois et des situations où les droits et libertés de chacun risquent d'entrer en conflit, l'utilisation accrue de l'ordinateur et ses effets sur la vie privée, le développement du caractère cosmopolite de nos centres urbains... ⁷ ».

Voilà des problèmes réels, indéniables qui justifient, entre autres raisons, une Charte. Ma perplexité n'est pas là. Elle tient à cette attitude négative face à la dimension sociale, collective, publique. À la limite, c'est l'idée même de société qui apparaît menaçante, par-delà les travers de l'État, des lois et de l'usage informatique. Cela m'inquiète surtout dans un contexte de libéralisme socio-économique où l'on pourra utiliser les droits pour des objectifs a-sociaux et parfois anti-politiques, anti-démocratiques. Même les références de ce texte au « bien-être général » seront vite ramenées à des intérêts privés si on ne valorise pas plus le sens de la société comme telle, sa place dans l'expérience humaine. Sans une haute idée de la cité solidaire, la plupart des citoyens ne découvriront jamais qu'ils doivent cent fois plus à la société que ce qu'ils lui apportent. Il s'agit ici de la société bien concrète avec ses services de base : éducation, santé, travail, habitat, loisirs, transport, etc. Un certain libéralisme socio-économique prolongé dans les modes culturelles actuelles : libertaires, narcissiques, est en train de tuer l'idée même de société.

Voyez ce qui se passe dans nos sociétés occidentales. On ne sait plus très bien ce qui pourrait fonder un consensus un peu viable, ou

⁷ Les silences sont aussi révélateurs que les paroles. Pourquoi avoir omis de rappeler avec clarté l'autre volet du droit, pourtant bien affirmé dans la Déclaration universelle de l'O.N.U. : « L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seul le libre et plein développement de la personnalité est possible ».

Il y a tout un monde entre se percer un trou au plafond, et soulever celui-ci ensemble. L'individu des classes infériorisées sait bien que les libertés et droits individuels lui sont peu accessibles sans cette dynamique collective... et cette responsabilité.

même recomposer un univers collectif aussi éclaté, tiraillé en tous sens. Alors, il ne reste plus que l'État pour incarner l'unité, pour assumer la responsabilité de la société comme telle. Une certaine critique superficielle de l'État prend l'effet pour la cause. L'a-société, je devrais dire : *l'a-sociabilité des uns et des autres a précipité ce monopole artificiel de l'État. Ce qui s'est fait ailleurs par des voies totalitaires et collectivistes s'accomplit chez nous par le chemin opposé : l'absence de société, la pauvreté de la sociabilité, l'irresponsabilité libertaire, la destruction des étoffes sociales de base.*

Quelle ironie que ce virage à droite dans des sociétés dites progressistes, libérales, démocratiques ! On peut paver le chemin du *law and order* tout autant par des libertés folles et irresponsables que par une absolutisation du pouvoir ; tout autant par l'individualisme que par le collectivisme ; tout autant par le droit pour soi que par la loi pour les autres. Mais il y a une différence de taille : le libertaire ne sait pas la violence, l'insécurité et l'autoritarisme qu'il provoque, même en lui.

L'expérience historique est accablante à ce chapitre. Les fameuses « années folles », par exemple, n'ont pas su voir venir le fascisme, comme les jeunes bourgeois libertaires de 1789 n'ont jamais imaginé l'arrivée rapide de Napoléon. Là où la démocratie est vivace, il y a toujours des collectivités et des individus qui ont un sens élevé de la société, des institutions, du pays, du peuple... et aussi du civisme. Un mot qui n'existe plus dans notre vocabulaire courant. C'est un signe des temps. Il ne « figure » même pas dans les chartes de droits.

Il est peut-être temps de regarder les choses à partir des exigences de base de toute vie en société, en deçà de telle ou telle qualification de régime politique démocratique. Encore ici, les pratiques des droits charrient le meilleur et le pire. Elles peuvent s'asservir à des comportements a-sociaux, anti-institutionnels, anti-politiques, comme elles peuvent enrichir des solidarités et des individualités responsables. Je le répète : la disqualification de l'idée même d'institution à partir d'une critique unilatérale du travers bureaucratique est en porte-à-faux. Une certaine mode idéologique considère que toute institution est en soi une structure inhumaine, oppressive, potestative, ou bien que toute institution est automatiquement un produit d'un passé à liquider.

Du coup, on enlève au droit sa force instituante pour un renouvellement plus juste des structures existantes, et de la vie collective qui y circule. On s'installe ainsi dans une dichotomie fautive et pernicieuse, à

savoir : une opposition de nature entre individu et société, entre vécu et structure, entre liberté et pouvoir, entre droit et toi, entre fonction critique et responsabilité politique.

Ce schéma manichéen est très fréquent en divers milieux. il fonde une méfiance paralysante qui génère des combats sans solution, et à la limite, un système d'autoreproduction de monologues de sourds, de « Causes » qui s'excluent et s'ignorent. Bref, il reste une seule institution permanente, celle du conflit à demeure qui bloque l'efficacité minimale même des services les plus essentiels, Tout le monde « s'écoeure », et finit par décrocher de toute appartenance institutionnelle dynamique. Chacun cherchera à se faire justice en utilisant l'institution, sa corporation professionnelle, son syndicat comme une vache laitière, comme un pur instrument de gratification pour soi. Il n'y a pas pire comportement bureaucratique et anti-démocratique, fût-il au nom du droit !

Si vraiment les pratiques sociales du droit visent une autonomie et surtout un autodéveloppement solidaire, elles doivent re-solidariser, re-communautariser les institutions. Sinon, elles contribuent à les ritualiser davantage. Voyez nos conventions collectives. Certes, nos appartenances institutionnelles sont plus critiques. La recherche d'un nouvel art de vivre commence à s'exprimer au-delà de la vie privée dans les institutions. Ce faisant, elle conteste les structures lourdes, abstraites, asséchantes d'un monde administratif, syndical et professionnel de plus en plus taylorisé (division mécanique et parcellisation des tâches, des postes, des statuts).

Ici, la nouvelle conscience des droits devient le lieu d'expression non seulement d'une autonomie légitime mais aussi de l'unité de l'être humain, de son expérience. En effet l'ensemble des droits est une façon, parmi d'autres, de reconstituer la totalité de la personne, de re-membrer ses diverses dimensions, de recomposer la vie collective et sa base sociale quotidienne. Ce que les institutions actuelles sont loin de favoriser. Mais ce n'est pas une raison pour les disqualifier, en en faisant une sorte d'ennemies naturelles face à l'aspiration d'autonomie.

Au contraire, une institution qui devient un lieu organique d'expérience humaine, une sorte de personnalité sociale, sera un appui cardinal pour cette autonomie traduite collectivement en autodéveloppement. Il est donc très grave de considérer l'institution comme un moyen, un pur instrument, un contenant, car on en viendra à ne plus

savoir comment incarner une solidarité dans une organisation correspondante. Et tout à l'heure, on traitera le droit de la même façon... comme un contenant sans contenu humain identifiable, comme un rite qui n'embraye plus la vie, comme une règle rigide et froide sans la justice et l'amour. Nous avons vu, dans le premier tome de cet ouvrage, comment le droit est une médiation privilégiée entre l'éthique et le politique. Encore faut-il inscrire les riches rapports dialectiques entre ces trois composantes dans la pratique sociale du droit et des droits. Pour ce faire, nous avons besoin d'une pédagogie capable d'assumer le pays réel du contexte sociologique actuel.

Par exemple, il faut bien voir comment les apprentissages à la vie sociale sont devenus confus, et parfois inexistants. Beaucoup de violences et de délinquances sont tributaires de cet état de choses. On aura beau multiplier les droits individuels comme garantie de protection pour toutes les catégories de citoyens, ce problème restera entier, particulièrement celui de la socialisation des nouvelles sensibilités culturelles, celui de l'expression sociale d'une liberté dégagée du ritualisme d'hier, et enfin celui de l'apprentissage à une vie sociale qui intègre les nouvelles façons d'être et de vivre ensemble.

Préjugés, interdits et tabous jouaient des rôles cachés dans la société traditionnelle. A-t-on mesuré la mutation gigantesque que représente l'initiation à un comportement non discriminatoire, tolérant, pluraliste, à l'aise face à une « différence » ? Pensons à l'énorme chemin à faire pour vaincre le sexisme. Y développe-t-on des démarches pédagogiques et politiques judicieuses et efficaces ? je n'en suis pas sûr. Certains types d'intervention provoquent parfois l'effet contraire, et renforcent les préjugés, par exemple, chez ceux qui sont « insécures » et incertains dans leur identité masculine ou féminine.

Et que dire de la complexité des changements institutionnels réclamés par la multiplication soudaine de nouveaux droits ! Il n'y a pas de solutions faciles et rapides en pareil domaine. Une certaine précipitation dans l'instauration de mille et une règles et mesures est en train de créer un fouillis incroyable et frustrant pour tout le monde, particulièrement dans les milieux de travail ; pas seulement au plan des structures, mais aussi à celui de l'ensemble de la vie institutionnelle. Comment a-t-on pu croire que toutes ces mesures nouvelles allaient s'articuler les unes aux autres sans contradictions, sans conflits d'intérêt (même entre pairs), sans redéfinition parfois radicale de l'institution elle-même, de l'administration, du syndicat, des chasses gardées pro-

fessionnelles, et encore plus des mentalités de tout le monde sans exception ?

Un énorme défi qui ne souffre pas des raccourcis superficiels, des courts-circuits irresponsables, des réponses artificielles et simplistes. Le droit est trop riche, trop exigeant pour se prêter à un légalisme magique, sinon mécanique. Nous allons nous en rendre compte dans la prochaine étape.

Retenons ici la question cruciale : allons-nous vers une société de plus en plus legaliste où les problèmes de tous ordres seront de plus en plus réglés à coups de droits et de procédures correspondantes ? Est-ce là un pur prolongement logique de la bureaucratisation et de sa ritualisation poussée, de sa normatisation tatillonne ? D'aucuns craignent ici un cercle vicieux très grave. En effet, on multiplie les instances de protection, de vigilance pour que les citoyens lésés puissent se défendre particulièrement face à l'État et à ses divers organismes : Ombudsman, Commission des droits de la personne, Aide juridique, nombreux comités de révision aux affaires sociales, à la Régie des loyers, à la Commission des accidents du travail, aux tribunaux du travail, à la protection de la jeunesse, au conseil du statut de la femme, à l'office de protection du consommateur, etc. Il ne s'agit pas de boudier pareilles mesures de protection, mais il faut voir comment on accroît par là la bureaucratisation en voulant la corriger.

Un malin disait : « nous voilà pris dans un écheveau inextricable où des nouveaux fonctionnaires-protecteurs se disputent avec d'autres fonctionnaires dans des processus interminables et coûteux de résolution de conflits, mais c'est toujours la même logique bureaucratique, legaliste et corporatiste qui domine de part en part. Cela amène une judiciarisation époustouflante. On parle beaucoup de déjudiciarisation, mais on ne sait pas trop quoi y mettre. Combien d'initiatives conçues dans ce sens ont vite pris tous les travers de la bureaucratisation après la mise en place des structures. Un nouveau corporatisme professionnel apparaissait. Pensons au règne croissant des avocats en pareil contexte. Les citoyens, les commettants, les usagers, les bénéficiaires - appelons-les comme on voudra - sont rapidement marginalisés, déclassés par un univers organisationnel de plus en plus compliqué où les divers experts et professionnels ne se comprennent pas eux-mêmes. Ceux-ci ne règlent pas les problèmes, ils les déplacent, ils les renvoient à d'autres filières. Les requérants se promènent d'un bureau à l'autre. On ne prend pas la peine de les écouter. On a tôt fait de trou-

ver la bonne raison pour signifier que ce « problème » ne concerne pas son service. J'ai l'impression que si on mettait la clef dans bien des boîtes, ça ne changerait pas grand-chose. Certes, on verrait des pancartes brandies, non pas au bout des bras des citoyens, mais au bout des bras de ces nouveaux fonctionnaires qui invoqueraient le bien du public pour défendre leur sécurité absolue d'emploi, peu importe leur utilité, leur qualité, leur productivité. N'est-ce pas ce qui se passe actuellement dans combien de services centrés presque exclusivement sur leur propre légitimation, avec la complicité non avouée de leurs administrateurs, de leurs professionnels et de leurs syndiqués. Un monde bureaucratique enroulé sur lui-même. Voilà le véritable enjeu marqué par les batailles internes entre ces trois catégories d'une même boîte. »

Que de fois, j'ai entendu pareil langage, et cela en bien des secteurs. Certains continuent à lutter pour changer cet état de chose. Beaucoup démissionnent. Les meilleurs se concentrent sur leurs tâches immédiates. Quelques-uns préfèrent investir socialement ou politiquement en dehors de ces circuits institutionnels. Mais tous ne se retrouvent pas moins quotidiennement dans le même milieu de travail. Cette morosité, et même ce découragement durent depuis un bon moment. Plusieurs commencèrent à réagir, à dépasser le procès des boucs émissaires, à chercher des pistes d'action plus positives. Certaines expériences intéressantes prennent forme. Sur une base plus large, on peut même constater que les « esprits sont mûrs pour un renouveau qualitatif ».

Bien sûr, on se sent démuni pour repenser les structures et les pratiques, par-delà des micro-expériences valables. On développe une pédagogie sociale de « noyaux dynamiques », mais on désespère de l'« ensemble et des ensembles ». Peut-être faut-il passer par là d'abord ? N'anticipons pas.

Ma petite expérience de pédagogue social m'a appris comment il est difficile, dans les circonstances, d'amener les gens concernés à aller vraiment au bout de leurs problèmes, de leurs diagnostics. Ils deviennent vite « insécures » ; ils sentent qu'ils devront bouleverser bien des habitudes acquises durant la Révolution facile des dernières décennies. Il y a ici une barrière psychologique énorme à franchir, même pour accepter d'investir dans une compréhension profonde et réaliste de ce qui nous arrive. Mais cette démarche, quand elle est acceptée et bien assumée, débouche souvent sur un nouvel élan et sur une relance

féconde. Bien sûr, comme nous allons le voir dans cette seconde partie consacrée à la pédagogie sociale, il ne suffit pas de bien comprendre la situation. Mais, c'est quand même une condition de base.

Dans cette perspective, je voudrais convier des témoins à la barre, qui ont tenté de faire le bilan de leur expérience à l'Aide juridique, tout en cherchant des voies de relance. Le premier témoin est un avocat qui est à l'Aide juridique depuis ses débuts à St-Jérôme (1973). De plus, il est impliqué dans plusieurs mouvements sociaux du milieu, dans des organismes comme le Conseil régional des services sociaux et de santé (C.R.S.S.S., C.S.S., etc.). Son diagnostic sur l'Aide juridique déborde ce champ. Ce peut être une lecture de bien des services publics actuels. Le cheminement de ce témoin est déjà révélateur d'une tentative de renouvellement de la pratique et de la pédagogie sociale. Il nous fournit des matériaux qui seront utiles pour le cadre de compréhension et d'action que nous présenterons par la suite.

De quel droit ?
Tome 2 : La pratique sociale
Deuxième partie : Pour une pédagogie sociale du droit

Chapitre II.

Un témoin à la barre

[Retour à la table des matières](#)

• - *Denis Charette, vous travaillez au service de l'Aide juridique depuis sa création en 1973. Votre bureau est passé de trois avocats à vingt-trois, de trois employés à trente-quatre. Dans un rapport récent vous disiez : « Comme administrateurs publics, notre devoir est donc, après cette longue phase de rodage, de vérifier d'abord si les investissements massifs de l'État dans nos institutions sont bien utilisés, si les services rendus à la population correspondent à la mission dévolue au système d'aide juridique. Un budget de trente millions de dollars, entre autres raisons, incite à une vérification la plus qualitative possible, avant de s'interroger sur le spectre des restrictions budgétaires à l'horizon. Bien sûr, il est question de volonté politique, de choix collectifs dans tout cela, mais il nous faut voir plus clair à l'intérieur de notre propre boutique si nous voulons participer d'une façon responsable à ce réajustement des politiques sociales. Notre propre auto-critique est nécessaire. » Voilà un point de vue courageux... et rarement entendu dans le tournant actuel. Il serait peut-être utile de voir d'abord le cheminement historique de l'expérience de l'Aide juridique.*

D.C. - Voyons d'abord de quelle façon la loi d'aide juridique est arrivée sur le parquet de l'Assemblée nationale et ensuite plus précisément, ce qui a donné naissance à notre système actuel.

Avant 1972, soit la date d'entrée en vigueur de la loi, il y avait depuis plusieurs années à Montréal et à Québec, un système d'assistance judiciaire administré par le Barreau, mais subventionné à peu près en totalité par le gouvernement du Québec. Ce système qui avait un budget limité, dispensait d'abord des services juridiques de droit criminel et pénal par un certain nombre d'avocats salariés payés par l'assistance judiciaire du Barreau. Quant aux causes civiles, dans ces deux régions, elles étaient référées par l'assistance judiciaire aux différents avocats de pratique privée, qui devait accepter de défendre ces gens gratuitement, sans être rémunérés et en procédant « *in forma pauperis* », c'est-à-dire en étant exemptés des déboursés judiciaires. Ailleurs au Québec, le Barreau n'avait pas mis sur pied d'organisme d'assistance judiciaire, sauf dans les tout derniers temps, en quelques autres villes. Quelques avocats généreux acceptaient de représenter certains clients défavorisés en procédant « *in forma pauperis* » et ce, tant dans les causes criminelles que civiles.

D'autre part, quelques années avant l'adoption de la loi d'aide juridique, ont commencé à naître des cliniques juridiques, c'est-à-dire des corporations sans but lucratif administrées par les gens du milieu, qui engageaient un nombre restreint d'avocats salariés et d'organismes communautaires, et qui se donnaient comme mission non seulement de faire des représentations devant les tribunaux pour des citoyens défavorisés de leur quartier, mais aussi de regrouper, de défendre et d'informer collectivement ces citoyens. Ces cliniques étaient subventionnées en partie par le gouvernement et en partie par des fondations privées. La clinique la plus célèbre et celle qui constitua en quelque sorte le fer de lance de l'aide juridique, était celle de Pointe St-Charles.

Après des représentations de groupes sociaux économiques et en particulier de syndicats, et comme il s'agissait d'une recommandation importante de la Commission Prevost sur l'administration de la justice, le gouvernement québécois, et en particulier, le Ministre de la Justice du temps, Me Jérôme Choquette, décidait, au début des années 1970, de créer un système gouvernemental d'aide juridique. Pour préparer ce projet, le Ministre Choquette s'embauchait alors comme prin-

cipal conseiller, Me Robert Cooper, qui était le directeur de la clinique de Pointe St-Charles.

Un premier projet de loi fut élaboré, lequel prévoyait comme structure devant dispenser les services d'aide juridique : des corporations locales ayant à leur emploi des avocats salariés. Il n'était pas question, dans ce premier projet de loi, de services dispensés par des avocats de pratique privée, sauf de façon générale, dans les cas de conflits d'intérêt.

Évidemment, ce projet de loi éperonna le Barreau qui fourbit ses armes et fit des recommandations en commission parlementaire (et probablement ailleurs aussi), prônant le « judicare », soit un système équivalent au « medicare » ; le système du « judicare » correspondait à celui qui existait alors en Ontario.

Lorsque le projet de loi d'aide juridique revint devant l'assemblée nationale, il était considérablement modifié et l'on tentait par là de satisfaire les partisans des cliniques avec leurs avocats permanents, et le Barreau qui préconisait uniquement des services dispensés par les avocats de pratique privée, payés à l'acte. Le système adopté par l'Assemblée nationale fut celui que nous connaissons actuellement.

• - *Quels en étaient les principaux objectifs ?*

D.C. - Il est rare que la mission conférée par l'État à un organisme gouvernemental se retrouve dans le texte de loi constitutive. Elle découle plutôt des objectifs déterminés par l'État lorsqu'il crée un organisme ou un programme. Aussi, dans le cas de l'aide juridique, je crois que la mission qui avait été conférée à cet organisme à l'origine, était d'abord de permettre aux personnes démunies financièrement d'obtenir les services gratuits d'avocats et de notaires. Mais aussi cet organisme avait reçu la mission de donner de l'information juridique collective, c'est-à-dire d'informer les citoyens défavorisés en général de leurs droits par le truchement des media d'information, de brochures, de conférences, etc. je crois enfin que l'aide juridique avait aussi pour mission de représenter collectivement les groupes de défavorisés, que ce soit devant les tribunaux, devant le législateur ou même devant l'opinion publique.

• - *De quelle façon l'aide juridique s'est-elle acquittée de sa tâche et quels en ont été pratiquement les résultats ?*

D.C. - On sait que l'aide juridique est un système où les services peuvent être rendus tant par des avocats de pratique privée, qui ont une pratique non limitée à l'aide juridique, que par des avocats permanents, salariés et ayant une pratique exclusivement consacrée à l'aide juridique. Je crois pouvoir dire que ce sont les problèmes juridiques de nature criminelle et de nature matrimoniale qui, de façon générale, occupent le plus, tant les avocats de pratique privée qui agissent en vertu d'un mandat d'aide juridique que les avocats permanents. Cependant, je constate que les avocats permanents, et les avocats de pratique privée aussi, mais à un degré moindre, vont de plus en plus dans le champ du droit administratif. Enfin, l'autre partie du temps des avocats est consacrée aux différents problèmes civils, que ce soit des problèmes de voisinage, des problèmes de consommation, etc.

Contrairement aux attentes et aux prévisions lors de la création du système d'aide juridique, la forme des services dispensés par les avocats de l'aide juridique ne diffère pas sensiblement de celle des services donnés par les avocats de pratique privée. En effet, les avocats permanents, dans les affaires criminelles et matrimoniales, traitent ces dossiers de façon individuelle et exclusivement juridique, de la même façon que les avocats de pratique privée. Ils dispensent donc un service de nature purement curative sans qu'on ait vraiment amorcé tant collectivement pour la clientèle, qu'individuellement pour chacun des clients, des processus de prévention. Évidemment, je généralise ici, on trouve d'admirables exceptions : quelques avocats exercent leur profession en ayant sans cesse le souci de prévention, et en axant leurs actes professionnels sur des actions de nature préventive.

On pourrait ajouter que des avocats permanents encore maintenant, mais moins qu'au début, donnent un peu d'information collective, et entreprennent à l'occasion des actions collectives. Mais je constate que certains avocats de pratique privée commencent à entrer dans le domaine de l'action collective et ils sont déjà installés dans les journaux et dans les postes de radio, pour donner de l'information juridique collective.

• - *Mais en regard de la situation passée, n'y a-t-il pas un certain progrès ?*

D.C. - L'aide juridique a produit et produit encore des effets bénéfiques immédiats. D'abord, elle a facilité l'accès aux tribunaux pour

les démunis. Elle a aussi procuré aux personnes défavorisées des avocats qui peuvent les conseiller et les représenter, comme les riches peuvent en avoir. Ces personnes peuvent ainsi voir leurs droits reconnus. Il est clair que ceux qui demandent l'aide juridique ont un problème qui, de façon générale, a une incidence juridique ; et il est nécessaire de les conseiller et souvent de les représenter devant les tribunaux, du moins dans l'immédiat. L'aide juridique, dans ce sens, était un instrument indispensable pour les défavorisés.

L'aide juridique a eu aussi comme effet d'éviter des abus de l'administration publique. Mais est-ce que ces abus étaient plus graves que les désavantages causés par la judiciarisation ? On serait porté à croire qu'il se fait autant d'abus de la part de la bureaucratie administrative même avec la judiciarisation, mais que ces abus sont beaucoup plus subtils et raffinés.

D'autre part, l'aide juridique a permis à des citoyens d'obtenir certains services qui ne sont pas strictement juridiques, mais qu'ils n'obtiendraient pas ailleurs. Ainsi, l'aide juridique sert quelquefois à remplir des formules pour les réclamations à l'État, à négocier des comptes, à tenter d'éviter des interruptions d'électricité, de gaz, de téléphone, etc.

Enfin, et c'est un aspect très important, l'aide juridique a sans doute permis d'éviter que des innocents soient condamnés par les cours criminelles.

• - *Alors, qu'est-ce qui vous inquiète le plus dans ce que vous appelez l'excessive judiciarisation ?*

D.C. -Même si on ne peut en mesurer le coût exact, il est indéniable que l'accès à des services juridiques rendus gratuits pour une partie importante de la population, a eu des incidences sur l'administration de la justice. Il est sûr que l'arrivée d'avocats d'aide juridique devant les tribunaux criminels a amené plus de plaidoyers de non culpabilité et en conséquence, a nécessité plus de personnel pour la cour. Il en est de même à la division de la famille de la cour supérieure, au tribunal de la jeunesse et devant les différents tribunaux administratifs puisque ces cours ont vu leur clientèle croître, augmentant du fait même les coûts d'opération.

D'autre part, l'on s'aperçoit dans les communications avec les fonctionnaires des différents services gouvernementaux, que ces derniers se retranchent de plus en plus derrière la loi dans leurs décisions. L'administration publique se judiciaire. C'est ainsi que les différents comités de révision, la Commission des Affaires Sociales, la Régie des loyers et les conseils arbitraux se judiciaient. Cela veut dire que ces organismes ou tribunaux administratifs adoptent de plus en plus des règles de pratique qui accordent peu de place aux gens qui ne sont pas des avocats. De plus, l'approche formaliste de ces organismes ou tribunaux peut empêcher l'expression de la vérité et en conséquence, la justice d'être rendue.

Mais il y a aussi des problèmes du côté des commettants, par exemple, sans qu'on puisse l'affirmer d'une façon certaine, il m'apparaît que le délinquant qui a à son service, gratuitement, un avocat qui le représente, soit devant le tribunal de la jeunesse, soit devant les différentes cours criminelles pour adultes, se sent plus sécurisé et peut ainsi être tenté de récidiver. Maintenant qu'il a son avocat pour lui obtenir une sentence suspendue, une libération conditionnelle et même le faire acquitter, il y a moins de risque à récidiver.

• - *Si je comprends bien, les uns et les autres ont peu développé l'esprit, les attitudes, les comportements correspondants à la pratique sociale exigée par des institutions publiques qui appartiennent à tout le monde.*

D.C. - La gratuité des services juridiques peut encourager l'irresponsabilité chez la clientèle. En effet, l'on constate que le client d'aide juridique peut se permettre le risque de plaider une cause puisque le fait qu'il perde ou qu'il gagne, a plus ou moins d'incidence réelle chez lui vu qu'il est insolvable. L'insolvabilité d'une partie des clients de l'aide juridique leur permet de prendre des mesures dilatoires, comme de contester des actions sur compte, de contester des demandes d'expulsion d'un logement, d'essayer d'avoir l'autre partie à l'usure dans les causes matrimoniales, etc. Nous n'avons pas réussi à surmonter la dépendance. Nous l'avons même accrue, et c'est ce qui m'inquiète.

J'ai un client régulier, un bon client, qui vient me voir souvent avec des procédures qu'il reçoit pour des comptes qu'il n'a pas payés. Je fais une comparution, ce qui donne du délai. D'autre part, quand il me demande ce qui peut lui arriver, je lui réponds : « Rien, car tu n'as rien de saisissable et ce sera probablement toujours ainsi. » Ce même

client vient aussi souvent me voir parce qu'il n'aime pas son logement et il veut casser son bail et déménager. Ses deux fils ont aussi chacun un logement, et eux aussi sont difficiles ; ils veulent souvent déménager à leur guise. De fait, le père a déménagé deux ou trois fois depuis un an et les fils trois ou quatre fois chacun. Je leur réponds à chaque fois, en bon avocat, que s'ils cassent leur bail, ils s'exposent à être poursuivis en dommages, mais comme ils n'ont pas de biens, que voulez-vous qu'on leur fasse ? Ils me considèrent comme un excellent avocat.

Ce cas est véridique. Bien sûr, c'est un exemple extrême. Il n'en reste pas moins que beaucoup de clients d'aide juridique requièrent des services pour des cas semblables.

• - *Mais y a-t-il des expériences positives qui portent une pédagogie sociale plus constructive ?*

D.C. - L'aide juridique a aussi contribué à judiciariser certains problèmes qui devaient recevoir prioritairement un traitement social. Après la judiciarisation des problèmes, il apparaît beaucoup plus difficile d'aborder le traitement sous ses autres angles, et d'amener les gens à se prévaloir des autres ressources mises à leur disposition. Prenons comme exemple le problème matrimonial. Lorsque les personnes ont vu un avocat, il est très difficile de les amener à recourir à une autre ressource. D'autre part, les avocats, de façon générale, ne voient le problème que sous son aspect juridique. Par sa formation professionnelle, l'avocat qui voit des motifs à une séparation, va souvent encourager son client ou sa cliente à entreprendre des procédures alors que, si la personne avait d'abord vu un thérapeute conjugal, elle n'aurait peut-être pas abouti chez l'avocat pour prendre des procédures.

Une expérience tentée au bureau de St-Jérôme tend à démontrer cette thèse. Pendant quelques semaines un travailleur social était prêté un après-midi par semaine au bureau d'aide juridique. Aux personnes qui appelaient pour obtenir un rendez-vous et qui identifiaient leur problème dans le sens d'une séparation ou d'une consultation matrimoniale, la téléphoniste, lorsqu'elle en avait le temps, proposait à la personne de voir un travailleur social. Si la personne acceptait, elle rencontrait le travailleur social en arrivant à l'aide juridique, avant de voir l'avocat. Puis elle voyait l'avocat immédiatement après, à moins qu'elle n'en manifeste plus le désir.

Le travailleur social, lors de son entrevue, aidait la personne à identifier son problème, l'aidait à faire le point, et la dirigeait vers d'autres ressources, si nécessaire.

Environ 25 entrevues furent ainsi faites par le travailleur social. Sur ce nombre, seulement la moitié des requérants ont manifesté le désir de voir un avocat après ; les autres déclarent avoir eu la réponse désirée. Seulement deux ou trois entreprirent par la suite des procédures.

Que serait-il arrivé des douze personnes qui n'ont pas vu d'avocat ? Peut-être y en aurait-il parmi elles qui seraient aujourd'hui séparées ou divorcées !

le me rappelle avoir déjà vu une cliente qui me racontait l'histoire suivante. Il y a environ dix ans, elle s'est chicanée avec son mari relativement à la saleté du nouveau logement qu'ils venaient d'occuper. Sur le fait de cette chicane, elle a quitté le domicile conjugal avec son enfant pour aller coucher chez sa mère, en espérant que son mari irait la chercher, et qu'il ferait le ménage dans le logement. Or son mari offusqué parce que son épouse avait découché, au lieu d'aller la retrouver chez sa mère, s'en est allé chez un avocat qui l'incita fortement à prendre des procédures en lui faisant part que cette attitude de son épouse était intolérable.

L'épouse qui n'avait pas reçu de nouvelles de son mari, reçut comme première visite celle d'un huissier. Elle se durcit à son tour ; ce qui entraîna un plus grand durcissement de son mari. Durant ces dix années, ils se sont retrouvés à plusieurs reprises devant la cour pour débattre la garde de l'enfant, les droits de visite, l'augmentation ou la diminution de la pension alimentaire.

Cette dame me disait : « aujourd'hui, je suis remariée et je ne suis pas heureuse ; il s'est remarié et il n'est pas heureux ; je sais que mon enfant a beaucoup souffert de notre séparation et je sais qu'il en souffre encore. Si on avait eu des ressources adéquates pour nous aider au moment de la petite crise, ce ne serait pas arrivé. »

• - *Qu'en est-il de la prévention dont on parle tant dans les politiques sociales récentes ?*

D.C. - On a souvent parlé de prévention à l'aide juridique. L'ancien président de la Commission des services juridiques, le juge Robert Sauvé, en avait fait un des objectifs lors de la création de l'aide juridique. Or, la notion de prévention était loin d'être clairement définie. C'est ainsi que certains pouvaient appeler prévention : le droit administratif, c'est-à-dire, la représentation devant les tribunaux administratifs.

On reliait aussi l'information juridique à la prévention, de même que l'action collective revendicatrice, et aussi la représentation auprès du législateur, que ce soit en commission parlementaire, par mémoires ou autrement.

Cependant, même si on parlait beaucoup de prévention, l'on n'était pas prêt à y allouer bien des ressources. Mis à part l'aspect du droit administratif, le temps alloué à des activités que l'on appelait alors préventives, était mince par rapport au temps total de travail des avocats d'aide juridique. D'autre part, le budget ne reflétait pas un souci de faire de la prévention. Et lorsqu'on plaçait le problème en terme de choix, à savoir : doit-on restreindre des services curatifs pour faire de la prévention, la réponse presque unanime était non.

Si l'on analyse chacune de ces formes d'intervention que l'on considérait alors de nature préventive, l'on constate que même si certaines interventions avaient du bon, elles n'étaient vraiment pas de nature préventive.

• - *En va-t-il de même pour les recours des citoyens lésés ?*

D.C. - Au début, on a fait un effort particulier pour pénétrer le monde des tribunaux administratifs. Nous avons fait des efforts spéciaux d'abord pour prendre notre place devant la commission d'appel de l'aide sociale devenue par la suite : Commission des affaires sociales ; puis devant le conseil arbitral de l'assurance-chômage et puis la Commission des accidents du travail. Il est quand même aberrant que les défavorisés, qui obtiennent un service gratuit de l'État, ou plus directement reçoivent de l'argent de l'État, doivent se faire représenter par des avocats fonctionnaires pour faire valoir leurs prétentions devant des fonctionnaires qui font mal leur travail. Si l'on pousse cette logique jusqu'au bout, faudra-t-il un jour, lorsque le système d'aide juridique sera complètement fonctionnarisé, lorsqu'il faudra deux mois pour avoir un rendez-vous, lorsque les services seront inadéquats, que

les défavorisés puissent avoir recours à d'autres formes d'intervention pour les représenter devant l'aide juridique ? Certes, cette forme d'intervention est peut-être nécessaire à court terme, mais ce n'est certes pas de la prévention.

• - *On accorde une importance majeure à l'information. Qu'en est-il en pratique ?*

D.C. - Depuis que les ministères du gouvernement québécois et les organismes gouvernementaux se sont dotés d'agents d'information, on s'est mis à écrire à Québec. Il y a un nombre incroyable de brochures, dépliants et paperasses de toutes sortes, qui émanent d'à peu près tous les ministères et organismes gouvernementaux pour expliquer la nature et le genre de services offerts par ce ministère ou cet organisme. Il n'y a qu'à aller faire un tour dans les salles d'attente des bureaux provinciaux pour voir jusqu'à quel point les présentoirs sont remplis de documentation. Évidemment, il fallait que les agents d'information s'occupent à quelque chose et quoi de mieux qu'une belle petite brochure ?

L'aide juridique n'a pas échappé à cette tentation, et périodiquement une petite brochure sort pour expliquer ce qu'est l'aide juridique. On a fait des « Minutes juridiques » à la radio et des émissions d'information à la télévision. À chaque nouvelle brochure, à chaque nouvelle « Minute juridique », on en frétille comme si on étrennait une robe neuve. Voyez, on travaille fort puisqu'on est sur la carte. Veut-on d'abord et avant tout renforcer son propre statut ?

Quel objectif recherche-t-on en lançant sur la population une telle marée d'information sur les services gouvernementaux ? S'il est difficile de saisir l'objectif visé, nous pouvons en voir les effets. Il m'apparaît clair au départ que l'information sur les services gouvernementaux a d'abord comme effet de faire de la publicité au gouvernement ; le message étant en quelque sorte le suivant : regardez comme le gouvernement prend soin de vous, il met tel service à votre disposition.

D'autre part, en passant des messages publicitaires à la radio, à la télévision, dans les journaux, et en publiant des brochures pour inciter les gens à se prévaloir de services gratuits, on utilise la même stratégie que les compagnies de savon pour vendre leur produit. Et pourtant, les annonces publiées par l'Office de la protection du consommateur ne dénoncent-elles pas cette forme de publicité ? Il me semble que l'on ne

doit pas vendre un service gouvernemental gratuit comme on vend du savon. On incite ainsi les citoyens à se comporter comme des clients, des consommateurs, d'une part et d'autre part, les intervenants comme des marchands devant leur clientèle. Vous allez me dire que c'est peut-être un peu mieux que le fonctionnarisme... ! Il m'apparaît clair que le fait d'inciter le public, de cette façon-là, à se prévaloir de services gouvernementaux gratuits comme l'aide juridique, a aussi pour effet d'amener les gens à aller porter leurs problèmes chez un fonctionnaire de l'État, plutôt que de les inciter à tenter de se débrouiller eux-mêmes à partir de leurs propres moyens, individuellement et collectivement.

Ce qu'il y a de plus aberrant dans cette publicité, c'est qu'on incite les gens à se prévaloir des services, alors que dans beaucoup de cas, sinon la plupart des cas, on n'est même pas en mesure d'offrir un service adéquat à la clientèle existante puisqu'on se dit débordé.

• - *Mais au-delà des travers que vous signalez, l'information elle-même est-elle efficace ?*

D.C. - En ce qui concerne l'aide juridique, on a publié des brochures, on a fait des émissions de télévision sur vidéo, et on a fait des « Minutes juridiques » à la radio pour informer la clientèle et aussi la population sur leurs droits. C'est ainsi qu'il y a eu de l'information sur les problèmes de locataires-locataires, sur les droits en relation avec l'aide sociale, avec l'assurance-chômage, avec la Commission des accidents du travail, avec les voitures usagées, les maisons mobiles, etc.

On ne peut pas dire que cette information a des effets seulement négatifs puisqu'elle peut alerter les gens qui sont aux prises avec un problème et qui peuvent trouver dans une brochure ou dans un message à la radio, une certaine forme de réponse à leur problème. Mais il faudrait d'abord qu'ils soient en mesure de comprendre ce qui est écrit dans la brochure ou ce qui est dit à la radio ; force est de constater que très souvent l'information est mal reçue ; la clientèle l'interprète mal ; et il eût mieux valu que la personne n'ait pas du tout d'information plutôt que de l'interpréter de cette façon. Souvent, il faut que cette information soit appuyée d'une entrevue avec un avocat, et à ce moment-là, nous ne sommes pas plus avancés.

Pour les autres personnes qui ne sont pas aux prises avec un problème précis, l'information ainsi diffusée n'a à peu près pas d'effet puisqu'elle est une goutte qui se noie dans un verre d'eau. En effet, il y

a tellement d'informations diffusées par tous les media possibles, que l'esprit humain, l'imagination et même le subconscient ne peuvent les digérer, de sorte qu'il n'en reste à peu près rien.

D'autre part, il me semble que dans cette forme d'information, le principal message qui ressort est à peu près le suivant pour une personne qui aurait des problèmes avec la Commission d'assurance-chômage par exemple : « Si vous avez un problème avec la Commission d'assurance-chômage, allez au bureau d'aide juridique le plus près de chez vous où il y a un avocat tout prêt à vous aider ». Il s'agit donc d'une publicité déguisée plus qu'une information sur les droits qui ressort comme message.

•- *À vos yeux, ce genre d'information semble trop dissocier les droits et les responsabilités correspondantes ?*

D.C. - On a assisté, depuis au moins une décennie au Québec, à une conscientisation croissante des droits des individus, mais qu'en est-il de la notion de responsabilité ? Il me semble qu'aujourd'hui la plupart des gens savent qu'ils ont des droits et même beaucoup de gens croient qu'ils ont plus de droits qu'ils n'en ont en réalité. Ce que les gens ne savent pas, ou ce qu'ils oublient, c'est qu'ils ont aussi des obligations. Il me semble donc que l'on devrait balancer l'information sur les droits avec de l'information sur les obligations.

Enfin, et c'est là le principal, il m'apparaît que l'information sur les droits ne rend pas un citoyen défavorisé plus autonome.

Par exemple, la personne qui vient de se faire vendre une encyclopédie par un vendeur itinérant et qui entend à la radio un message qui lui dit qu'elle peut annuler son contrat dans les cinq jours, si elle a bien compris le message, elle pourra le faire ; mais cela ne veut pas dire que la prochaine fois qu'un vendeur de balayeuses se présentera à la maison, elle ne signera pas un contrat pour s'en débarrasser en sachant maintenant qu'elle pourra l'annuler par la suite. Ce qui aurait été important chez cette personne, c'est d'en faire un consommateur averti, qui est capable de dire non et le fait de savoir qu'on peut annuler un contrat ne change rien au comportement du consommateur. Seules les A.C.E.F. (Association coopérative d'économie familiale) font un boulot en ce sens.

•-*Justement, vous avez parlé très peu, jusqu'ici, de l'intervention communautaire.*

D.C. - Il faut discerner le bon grain et l'ivraie des expériences de ce genre. Vers la fin des années 1960 et le début des années 1970, la grande mode dans les milieux progressistes était le regroupement afin de revendiquer à peu près n'importe quoi. C'est ainsi que l'on a vu naître un peu partout des animateurs sociaux, par la suite appelés organisateurs communautaires (et il semble qu'on cherche un troisième nom présentement), qui avaient pour mission de regrouper les gens. Évidemment, à l'aide juridique, comme nous voulions être à la mode, c'était un habit qui nous faisait sur mesure. Mais regrouper les gens pour quoi ? Il m'apparaît aujourd'hui que le regroupement était trop souvent un objectif, alors qu'il aurait dû être un moyen. Trop souvent, on décidait d'abord de regrouper les gens sans savoir exactement ce que l'on avait comme but si ce n'est de revendiquer plus de droits, plus d'argent etc. Et après ? Après la dénonciation, la revendication, que reste-t-il pour ces gens ? Qu'est-il resté des regroupements autour des poursuites contre le Cercle d'économie de la Future Ménagère, contre Holiday Magic ? On peut dire que les actions prises ont arrêté en quelque sorte les opérations de ces deux compagnies. Mais il y a eu quantité d'autres compagnies pour remplacer ces dernières dans l'exploitation des consommateurs. Et tant qu'il y aura des consommateurs qui sont prêts à embarquer dans n'importe quoi, il y aura des compagnies pour les exploiter.

Très souvent, les actions dans lesquelles se sont impliqués des avocats d'aide juridique, étaient des revendications à l'endroit de l'État. Les avocats aidaient ainsi les citoyens défavorisés à défendre collectivement leurs dossiers face à l'État payeur. L'État, c'est-à-dire, l'instrument représentant l'ensemble de la population, est souvent traité comme une multinationale.

Il existe un comité national sur l'orientation communautaire de l'aide juridique pour développer des méthodes et des objectifs de libération et de promotion collectives, qui surmontent les problèmes de dépendance, de pure revendication face à l'État qui risque d'être perçu comme une vache-à-lait. Bien sûr, il faut une action efficace pour contrer collectivement le lobbying adverse de certains pouvoirs économiques. Mais la constitution d'assises communautaires plus dynamiques doit rester la première priorité. En ce domaine, on ne saurait se contenter d'actions isolées, parcellaires et trop souvent échevelées. La

Commission des services juridiques doit signifier clairement sa volonté d'agir en ce sens, et cela à tous les niveaux. Le comité signalé plus haut affirme qu'une telle orientation est le meilleur antidote au virus de la bureaucratisation. Ce qui présuppose que l'activité communautaire fasse partie intégrante du mandat des agents du réseau, cela dans le sens d'un apport « cohérent, efficace et suivi ». Bien sûr, les idées sont partagées quant au rôle politique de l'Aide juridique. Celle-ci doit-elle se faire agent revendicateur comme tel ou bien aider les groupes dans leur démarche ? On s'accorde pour dire que les gens doivent être aidés à maîtriser leurs problèmes juridiques et le genre d'action que ceux-ci commandent, en s'inspirant d'objectifs qu'ils ont eux-mêmes définis. Cela exige qu'on soit mieux au fait de la situation d'ensemble de ces quelque deux millions de défavorisés chez nous, qu'on ait aussi de meilleures prises sur la particularité de chacun des milieux locaux et régionaux, pour une action concertée à tous les niveaux. Le comité insiste sur la formation ad hoc des avocats, sur la communication interne au réseau, sur la qualité des outils d'intervention communautaire, sur les soutiens structurels, sur la politique des conseils d'administration.

• - *Y a-t-il des blocages à prévoir ?*

D.C. - De tels objectifs à long terme ne peuvent se réaliser sans résistance et sans difficulté.

La première difficulté à laquelle l'organisme d'aide juridique a à faire face est celle d'embarquer le personnel, et plus particulièrement les avocats dans de telles démarches. Et là, il faut comprendre la résistance des avocats puisque lorsqu'on leur parle de prévention, ils réfèrent à des expériences passées plus ou moins heureuses. D'autre part, les avocats d'aide juridique ont été formés professionnellement à la même faculté de droit que les avocats qui pratiquent le droit commercial, le droit municipal, le droit des assurances, le droit immobilier, etc. De plus, ils sont de façon générale, issus de la classe moyenne ou de milieux favorisés. Il est clair que leur formation, leur expérience et leur milieu de vie ne sont pas des éléments qui les incitent à embarquer spontanément dans de telles démarches. Enfin, il y a la crainte de ne plus être des avocats à partir du moment où l'on apporte à son travail de technicien juridique une autre dimension que la dimension juridique.

Une autre difficulté que nous aurions à rencontrer est le fait qu'il serait difficile d'appliquer un tel cheminement aux requérants d'aide juridique qui font le choix particulier d'un avocat de pratique privée. Il faudrait trouver une façon pratique d'amener quand même cette clientèle à se prévaloir des instruments préventifs.

Il faut penser aussi que l'affectation de ressources humaines à des activités de nature préventive, et les nouveaux instruments préventifs qui seraient créés, nécessiteraient des ressources financières accrues. La marge de manoeuvre de l'État dans sa mission sociale est réduite et il faudrait sans doute couper dans les services curatifs afin d'affecter ces budgets aux activités de nature préventive.

Enfin, la poursuite de tels objectifs nécessite de façon absolue, la concertation chez les différents intervenants sociaux du milieu, et cette concertation est difficile puisque de façon générale, les organismes sont jaloux de leurs pouvoirs, de leur autonomie et de leurs prérogatives et n'aiment pas les partager avec d'autres. Il faut à tout prix sortir du corporatisme actuel.

Pour ce faire, outre la mission conférée à l'aide juridique, qui, à mon point de vue, devrait être révisée en profondeur, il y aurait lieu d'envisager des changements dans le fonctionnement actuel du système d'aide juridique.

- - *On commence par quoi ?*

D.C. - Pour poursuivre ces objectifs, il faudrait des transformations au niveau de la structure de l'aide juridique. J'ai donc examiné différentes hypothèses.

Le statu quo.

Cela signifie : garder la structure actuelle et disperser le même type de services, soit des services presque exclusivement curatifs. Si l'on veut atteindre les objectifs d'autonomie chez la clientèle et contrer la dépendance, il faut dépasser les services exclusivement curatifs, et pour ce faire, il faut changer la structure. Donc, il faut rejeter le statu quo ; il est même dangereux... et sera de plus en plus dispendieux.

Tenter de dispenser des services préventifs à l'intérieur de la structure actuelle

Il s'agirait d'amener les avocats à collaborer avec d'autres praticiens sociaux, et avec eux, de créer et maintenir des instruments permettant de résoudre les problèmes sociaux à incidence juridique dans leur globalité et à leur source même. Je crois qu'il y aurait lieu de rejeter encore une fois la structure actuelle même dans cette optique : d'une part parce que c'est ce que certains essaient de faire depuis le début de l'aide juridique et qu'il y a de grandes résistances, et d'autre part parce qu'on ne peut transformer assez profondément les avocats du réseau alors que depuis trois, quatre, cinq et six ans, ils sont habitués à fonctionner d'une certaine façon. Tenter de leur imposer un nouveau mode d'intervention pourrait les insécuriser et amener des refus.

Les cliniques

Il s'agirait de transformer les bureaux actuels d'aide juridique en cliniques juridiques, qui poursuivraient un objectif tant de services curatifs que de services préventifs, en prenant comme modèle les cliniques existantes ou qui ont existé à l'intérieur du réseau d'aide juridique. D'une part, je ne crois pas que cela soit possible parce qu'il y aurait de la résistance encore une fois concernant le rôle de l'avocat. D'autre part, le modèle que l'on connaît de clinique juridique n'a pas produit jusqu'à maintenant de résultats prometteurs. Enfin, une telle approche amènerait encore une fois les praticiens à traiter les problèmes avec une approche sectorielle puisque la dispersion des ressources serait un handicap sérieux pour travailler à la solution globale des problèmes.

Intégrer certains avocats aux C.L.S.C.

Lorsqu'on parle des activités des C.L.S.C., on fait sourire beaucoup de monde, les avocats les premiers.

Il est évident qu'une intégration dans les C.L.S.C. nécessiterait une transformation sérieuse au moins dans certains C.L.S.C., pour que ces derniers remplissent réellement la mission qui leur a été conférée. D'autre part, il est évident que c'est une minorité d'avocats d'aide juridique parmi le personnel actuel qui pourrait être intégrée dans les C.L.S.C. et travailler avec le personnel de ces établissements à établir des programmes de prévention.

Cependant, je vois plusieurs avantages à une telle intégration. Le but ultime des C.L.S.C. est le même que celui que devrait poursuivre l'aide juridique, à savoir : favoriser l'autonomie de la clientèle. D'autre part, la clientèle est à peu près la même. De plus, le type de problèmes présentés dans les C.L.S.C. est semblable aux problèmes présentés à l'aide juridique, à l'exception des problèmes de santé. Enfin, il est beaucoup plus facile de travailler en collégialité lorsqu'on est dans le même édifice, et en conséquence, de développer des instruments permettant de traiter les problèmes dans leur globalité. Bien entendu, les avocats d'aide juridique ainsi intégrés aux C.L.S.C. ne feraient pas que du droit préventif, mais plutôt intégreraient la dimension préventive à leur pratique curative,

C'est pourquoi je crois que c'est la première partie de la modification à la structure de l'aide juridique qui devrait se faire, à savoir : intégrer progressivement les avocats qui ont le potentiel pour le faire dans les C.L.S.C., en vue de poursuivre avec le personnel de ces établissements les objectifs de prévention dont j'ai parlé.

Il resterait cependant les avocats salariés qui ne veulent rien faire d'autre que du cas à cas, et les avocats de pratique privée à qui des mandats sont confiés. Je ne vois pas pourquoi à long terme l'on maintiendrait ce système à deux groupes d'avocats qui s'adressent à la même clientèle, lui procurent le même type de services dispensés de la même façon, mais avec une forme de rémunération différente.

Il faudrait, durant une certaine période, faire une étude comparative de la qualité des services rendus par les deux groupes d'avocats, puis du coût des services dispensés par l'un et l'autre, et établir un rapport comparatif coût/ qualité.

Si ce sont les avocats de pratique privée qui sont les moins productifs, pourquoi maintenir le système de mandats ? Seulement pour calmer les oppositions de l'entreprise privée ? Si ce sont les avocats salariés qui se révèlent ainsi les moins productifs, pourquoi maintenir le salariat ? Parce que le concept de fonctionnaires de l'État est plus pur que celui d'entrepreneurs privés ? Je ne vois pas pourquoi ils ne s'intégreraient pas alors à la pratique privée. Car l'aide juridique, ça existe pour une population et non pour les avocats, n'est-ce pas ?

Je ne fais que lancer des pistes de solutions. Il n'y a rien d'absolu dans ce que j'avance. Mais déjà je vois la levée de boucliers qui suivra

cette déclaration. Car le corporatisme professionnel, la protection du statut, de l'acquis, c'est fort dans le monde des avocats.

Je ne m'attarderai pas ici à détailler les réaménagements structurels parce que l'objet de cette entrevue vise davantage la pratique sociale du droit et des droits. Nous sommes encore à l'abc de celle-ci. Il faut briser à tout prix les cercles vicieux de la dépendance, qui s'étendent progressivement à un nombre grandissant de citoyens. Ce n'est pas le lot seulement des milieux défavorisés. Plus qu'un réaménagement structurel, plus qu'une concertation des agents d'intervention, il faut une meilleure synergie des pratiques sociales qui permettent aux gens eux-mêmes de mieux assumer l'ensemble de leur vie, de leurs problèmes, de leurs responsabilités. Sinon, l'extension indéfinie des droits va multiplier les facteurs de dépendance, au lieu de devenir un moyen de libération personnelle et de promotion collective.

• - *Les droits rejoignent à la fois la vie privée et la vie publique. Ils peuvent accentuer les attitudes de consommateurs au privé et les attitudes de dépendance au public, si on n'arrive pas à des pratiques sociales plus dynamiques dans l'exercice du droit ?*

D.C. - C'est ça. Il ne s'agit pas de disqualifier les spécialistes, les structures ad hoc. Encore pourrait-on souhaiter entre eux et entre elles une meilleure concertation. Mais l'enjeu est plus profond, tel cet accroissement concurrent de la judiciarisation et de la dépendance dans le contexte bureaucratique et corporatiste actuel. Une judiciarisation qui envahit tous les domaines. Ça, c'est la bureaucratie au cube. Nous arrivons peut-être à une limite critique. Je sens dans mon milieu une sorte d'urgence d'y voir clair. Les esprits sont mûrs pour une révision courageuse et une réorientation lucide des politiques sociales. Qu'on le fasse à partir de la question des droits, se comprend facilement. Il y a là des raisons de fait et de conscience. De fait : tout le système se bureaucratise en se judiciarisant toujours davantage. Et au plan de la conscience, les esprits pensent de plus en plus en termes de droits. Le droit est au centre de ce double état de chose et d'âme ! Autant y mettre le paquet pour transformer l'obstacle en tremplin de dépassement. Mais pour ce faire, il faudra aller au fond de la question comme de la situation.

NOTE ⁸

Alors qu'apporte donc l'aide juridique ?

Certains ont beaucoup espéré de l'Aide juridique, c'est ce que laisse entendre Laurent Laplante, dans un article du Digeste Social ⁹, « L'aide juridique et la réforme de la société » :

... « Un tel titre pose dès le départ une question fondamentale : existe-t-il un lien entre l'aide juridique et un quelconque projet de réforme de la société ? Le but de l'aide juridique est-il, oui ou non, de modifier substantiellement et radicalement la société ? » ...

Plus loin, monsieur Laplante ajoute :

... « Je ne fais pas ici d'hérésie. je note que l'avocat payé par une compagnie de finance ou le marchand d'automobiles cherche, non pas à faire progresser les sciences juridiques, mais à obtenir le maximum pour son client et je note que l'avocat de l'aide juridique n'établit pas tout à fait la même hiérarchie des priorités. Il veut étendre aux pauvres les avantages classiques du droit au lieu de forcer le droit à satisfaire vraiment ses clients »...

Nous espérons que monsieur Laplante ne nous en voudra pas de le citer en sortant ces quelques lignes de leur contexte... Mais ces quelques lignes soulèvent toujours la vieille querelle :... droit traditionnel c. droit social... De la même façon, plusieurs reprochent à la médecine de... soigner au lieu de prévenir... Pour la médecine, le bon sens est là pour trancher et rappeler qu'il faut bien sûr s'orienter vers la médecine industrielle et vers la santé mais en même temps, il faut quand même aussi soigner les blessés et les malades...

Pour la pratique du droit, les choses sont moins simples. Il y a aussi un côté « curatif » qui est habituellement occupé par ce que l'on ap-

⁸ Cette note est tirée d'un travail de recherche de Camille Messier : L'aide juridique du Québec et ses clients, Commission des services juridiques 1978.

⁹ Laurent Laplante, journaliste, « L'Aide juridique et la réforme de la société » in Digeste Social, hiver 1975-1976, Conseil canadien du Développement social.

pelle le « droit traditionnel » : problèmes familiaux, défense au criminel, questions économiques et de consommation, etc. D'autres associent le « droit social » à une nouvelle pratique du droit dirigée vers l'application et la réorientation en fonction des droits des usagers des lois dites sociales comme l'Assurance-chômage, l'Aide sociale, la loi des Accidents du travail, etc. Les usagers de ces lois étant presque toujours des bénéficiaires de l'Aide juridique, ses avocats salariés y voient se développer une nouvelle forme de droit. Dans cette optique, le « droit social » est alors compris également dans un sens « préventif », associé ici à une diffusion très large d'information. Mais il y a plus, et cela crée une ambiguïté presque toujours sous-jacente à la querelle « droit traditionnel versus droit social » puisque le droit comprend aussi la fonction législative et débouche alors sur celle du pouvoir. C'est pourquoi, plusieurs, comme monsieur Laplante, peuvent rêver d'associer l'Aide juridique avec le projet global de réforme fondamentale d'une société. Très souvent, nous a-t-il semblé, ceux qui parlent de « droit social » dans un sens plus pratique d'application des lois dites sociales, rêvent aussi de ce projet global de réforme de la société. D'où l'ambiguïté dont nous parlions.

Quant à l'Aide juridique du Québec, elle est une très jeune institution - et cela, il faut bien le rappeler - Comme elle est un appareil de l'État, elle n'a pas - du moins pas à elle seule - à faire la réforme de la société ; mais à l'intérieur d'un plan de réforme que se donnerait toute une société, elle a sa place et son mot à dire dans la définition et dans l'orientation de ce plan, comme d'ailleurs toutes les institutions et l'ensemble des citoyens de cette société.

En attendant, la querelle *droit traditionnel contre droit social* est à la fois stérile et nécessaire. Stérile, parce que comme les pauvres ont aussi des problèmes juridiques, il faut nécessairement des avocats pour s'en occuper... Cette querelle nous apparaît cependant absolument nécessaire : elle reste « notre conscience » permanente...

... « Certains des problèmes d'ordre juridique auxquels les pauvres doivent faire face sont aussi, au moins dans leur essence, ceux qu'ont à régler d'autres membres de la société : ils commettent des crimes, ont des problèmes de famille, achètent des produits de consommation, meurent et requièrent des testaments, sont blessés et méritent des dommages-intérêts. Mais il existe toutefois toute une gamme de problèmes qui accablent plus lourdement les pauvres que les autres et qui pourraient être décrits comme étant l'essence d'une loi du bien-être social : des locaux loués qui ne se confor-

ment pas aux normes municipales de logement, des prestations d'assistance accordées seulement à des conditions autorisées de façon non spécifique par la loi, des normes d'admissibilité aux logements publics injurieusement vagues, des règlements embrouillants en ce qui a trait aux accidents du travail et à l'assurance-chômage, une vulnérabilité particulière dans les questions relatives à des contrats financiers sans scrupules, etc. Nous savons tous, d'après notre propre expérience, que tous ces domaines relèvent de la loi et sont donc, au moins en partie, des « problèmes d'ordre juridique ». Et malgré tout, il est presque trop banal de même faire remarquer que ce sont là des domaines où les avocats ont très peu travaillé ¹⁰.

Conclusion d'étape

Les recherches et les expérimentations sociales en matière de droit sont d'une minceur incroyable dans l'épais dossier de la production juridique, et cela même dans les institutions juridiques qui ont une vocation sociale plus poussée. Par exemple, on ne trouve pratiquement aucune réflexion qualitative dans les rapports officiels de la Commission des services juridiques. Disons tout de suite que l'ensemble du monde juridique s'intéresse peu à cette dimension pourtant majeure du droit lui-même. Il est trop facile de s'en tirer en renvoyant cette tâche à d'autres intervenants sociaux.

Qu'est-ce qu'une pensée et une pratique du droit bâties sur une conscience sociale étriquée, sur une connaissance primaire des problèmes sociaux et des dynamismes collectifs existants ou possibles ? Combien d'avocats, par exemple, ont étudié sérieusement les lois sociales des dernières années ? Combien ont une problématique sociale bien fondée, pour situer leur pratique professionnelle ? Combien s'interrogent, fût-ce un moment, sur le fait que le droit soit resté fondamentalement l'outil d'une société « individualiste » qui est en train de perdre de vue les conditions minimales de cohésion, de solidarité, d'appartenance, de cohérence institutionnelle, de maturité démocratique, de justice sociale ?

¹⁰ Larry Taman, La controverse au sujet des services juridiques : examinons les preuves. Étude préparée pour le Conseil national du Bien-être social, Ottawa, 1971, p. 17. Tel que cité dans Les Mains de la Loi, pp. 20 et 21.

N'est-ce pas un problème aussi important que celui de la bureaucratisation ? Bien des choses ne changeront pas dans le monde juridique, si celui-ci persiste à marginaliser la dimension sociale interne à la réalité du droit lui-même. C'est faire fausse route que de se limiter à l'ajout de droits sociaux confiés à des agents juridiques spécialisés pour cette filière professionnelle de la bonne conscience corporatiste. Il se produit, actuellement, un écart grave entre ce qu'on considère un système de lois sociales parmi les plus progressistes des sociétés occidentales, d'une part et d'autre part, un monde juridique massivement identifié au statu quo dans ce qu'il a de plus traditionnel. Cet écart est malsain. Certains progressistes, y compris au gouvernement, croient pouvoir changer toute la société en un tournemain par une avalanche de législations sociales avant-gardistes, sans se rendre compte des longues et dures démarches nécessaires au façonnement des pratiques sociales correspondantes, sans distinguer ce qui est possible à court terme, à moyen terme, à long terme. Amener une population, un milieu à se prendre en charge dans une perspective d'auto-développement, ce n'est pas un objectif à court terme. Combien disqualifient des initiatives de ce type parce qu'au bout de deux ou trois ans, elles n'ont pas encore remué ciel et terre ? Face à cet idéalisme dépité, se dressent des pseudo-réalistes qui sont en train de retourner aux schèmes traditionnels parfois les plus éculés d'un droit libéraliste purement individualiste et contractuel, comme si l'accroissement des interdépendances et de la conscience collective, développées au cours des dernières décennies, n'avaient rien à faire avec la pratique contemporaine du droit. Faut-il être un idéologue collectiviste pour s'interroger sur des situations de plus en plus désastreuses, à savoir des individus, des groupes, des classes de plus en plus démunis face à un capitalisme de plus en plus astucieux, manipulateur qui réduit les collectivités à une masse anonyme de consommateurs ? Ceux qui ont une mission de justice peuvent-ils ignorer les problèmes les plus cruciaux de cet ordre, ou renvoyer pareilles questions aux gouvernements comme s'ils n'étaient eux-mêmes concernés d'aucune façon ?

Les agents juridiques du droit social n'ont donc pas beaucoup de soutien. Il faut comprendre aussi qu'ils ont dû, au cours de ces premières années, investir davantage dans la construction et dans l'expansion des nouvelles structures. Mais ils ne sauraient tarder à mieux cerner les problèmes d'orientation de fond qui ont vite fait surface dans le champ concret des nouvelles pratiques visées par cette démocratisa-

tion de la justice. Qu'en est-il de cette interpellation formulée récemment par L. Laplante dans un dossier déjà cité :

"S'agit-il de toujours résoudre les problèmes à l'intérieur du cadre légal actuel ? S'agit-il de résoudre les problèmes découlant du régime matrimonial, de la route, des toxicomanies dans le cadre rigide de l'antagonisme légal auquel nous sommes habitués ? Persisterons-nous à toujours régler les problèmes par le face à face de deux avocats payés pour différer d'opinion ? Demanderons-nous toujours à l'aide juridique de se conformer aux pratiques et à la philosophie de nos gens de robe ? Le jeu des oppositions naturelles et des oppositions factices est-il à ce point inévitable et à ce point fécond qu'on doive l'accepter tel quel ? L'aide juridique a-t-elle, au contraire, la mission de bousculer ce cadre juridique, de dépenaliser une infinité d'infractions et d'inventer de nouveaux modes de conciliation, d'arbitrage et de réhabilitation ? »

J'ai le goût d'ajouter ici la même question soulevée plus haut. Y a-t-il des recherches et des expérimentations en ce sens ? Une poignée d'avocats s'y intéressent. Et les autres ?

On se retrouve aujourd'hui devant certains culs-de-sac pour assumer un tournant on ne peut plus compliqué. La nouvelle tuyauterie a pu rendre des services indéniables, mais ce qui fait de plus en plus difficulté, c'est ce qui y circule, c'est la source même ; c'est aussi ce qui en sort au bout.

Ne soyons pas injuste, car cette mise en place des structures se prêtait très peu à pareille démarche. Tout indique que bien des esprits sont mûrs pour une révision lucide de l'expérience et pour un second souffle. Mais je m'inquiète de certaines résistances souvent reliées à un néo-corporatisme soit administratif, soit professionnel, soit syndical. Je m'inquiète encore davantage de la pauvreté de la pensée et de la pédagogie sociales pour aborder cette reproblématisation du droit et des droits dans notre évolution socio-culturelle et politique qui véhicule des questions qualitatives de plus en plus profondes.

Ce constat ne s'applique pas seulement à la Commission des services juridiques. Par exemple, les rapports annuels de la Commission des droits de la personne sont tout aussi secs. Et je pourrais allonger la liste des exemples de cet ordre pour la plupart des organismes du droit, y compris le Barreau lui-même. En matière de renouvellement de la problématique sociale, toujours dans la perspective du droit, on

fait vite le tour de la pensée et des oeuvres juridiques à ce chapitre. Redisons-le, même dans les facultés de droit, seuls quelques juristes avec une poignée d'étudiants s'intéressent à ce genre de question pourtant au centre de la situation éclatée de nos sociétés occidentales. Je sais que de telles considérations soulèvent beaucoup de résistance et d'insécurité. Après tout, les intervenants dans les autres secteurs de la société ne sont-ils pas aussi démunis pour dépasser, par exemple, ce défi des nouvelles dépendances créées par les politiques sociales, pour susciter une dynamique d'autodéveloppement ?

Il faut mettre à profit une meilleure ventilation des expériences intéressantes en divers domaines ; c'est ce que je tente de faire dans cet ouvrage. On ne peut plus s'enfermer dans le canton étriqué de sa spécialité au moment où la plupart des gens essaient précisément de recomposer les diverses dimensions de leur vie, au moment où la société éclatée cherche à rassembler ses morceaux et à mieux articuler les composantes de son évolution interne. Si de fait, comme nous le pensons, la pratique sociale des droits et du droit est une des plus importantes clés de voûte, les juristes y gagneraient à ne pas se réfugier dans leur univers, hélas, souvent trop ritualisé.

Mais je ne suis pas pessimiste. Contrairement à ce qu'on dit, le monde du droit et des droits peut avoir une grande plasticité d'adaptation dont témoigne sa longue et riche expérience historique. Ce monde connaît un paradoxe semblable à celui de l'école.

L'école est de la société comme système, mais elle en est aussi l'horizon ; elle exerce par là une fonction de transcendance. « On a beau la contester, et personne n'y manque aujourd'hui, on ne voit guère comment la remplacer. Sa mise en retrait, qui lui est reprochée, est justement la condition première de sa constitution comme pratique spécifique. ¹¹ »

Une école qui est à la fois de la culture faite et de la culture en construction, du patrimoine humain en son entier, des besoins d'aujourd'hui et des aspirations qui portent demain. Tel doit être, à mon sens, l'univers du droit et des droits. Conservateur et audacieux, un peu comme ce couple de valeurs : sécurité et liberté. On ne voit pas comment les hommes pourraient les séparer dans deux mondes étanches, ou encore en valoriser un sur le dos de l'autre. Une telle remar-

¹¹ F. Dumont, *Les idéologies*, Paris, P.U.F., 1974, p. 86.

que soulève à peine le voile de la reproblématisation nécessaire de ces références majeures qui sont sans cesse à reprendre à même une intelligence profonde de son époque, de son contexte historique et culturel particulier. Ce n'est pas là une tâche exclusive des philosophes et des pédagogues sociaux. L'avocat, le médecin, le professeur, les parents dans leurs responsabilités quotidiennes rencontrent ces défis qualitatifs.

Mais l'importance énorme qu'a prise l'univers des droits, incite particulièrement à interpeller la pensée et la pratique juridiques, quant à sa pertinence sociale.

De quel droit ?
Tome 2 : La pratique sociale
Deuxième partie : Pour une pédagogie sociale du droit

Chapitre III.

Une problématique

[Retour à la table des matières](#)

Nous venons de voir comment experts et profanes ne savent plus par quel bout commencer quand il s'agit d'inscrire une règle du droit dans une pratique sociale, dans un changement de mentalité, dans un contexte institutionnel (qui est plus qu'un appareil, rappelons-le), bref dans un champ humain concret d'expérience.

Pourtant le Droit avait développé ce génie au cours des âges. Serait-ce que les changements récents de tous ordres ont rendu toute forme de régulation extrêmement complexe et difficile ? D'aucuns déplorent ici l'érosion de valeurs comme celles de l'Ordre, de la continuité, de l'intégration, de la cohésion. D'autres y voient plutôt un déplacement et même un conflit de rôles, à savoir : le passage chaotique du primat de la fonction de régulation à celle de la libération. D'où une extrémisation des conceptions de la loi et des droits. Celle-là étant vue comme répressive, et ceux-ci comme libérateurs. Quelques esprits plus critiques soutiennent que lois et droits hypertrophient une technobureaucratie de moins en moins « gérable », renforcent la dépendance, la passivité et l'immaturité des citoyens, et les rendent de moins en

moins capables de régler leurs propres problèmes. Tout le contraire d'une dynamique de libération et d'autodéveloppement. Les droits seraient devenus des biens de consommation, des « services » prêts-à-porter pour usagers en quête de réponses immédiates, toutes faites. Ce qui est loin de l'exercice difficile et exigeant d'une pratique responsable et judicieuse de la justice.

Ce point de vue critique suffit-il ? Ne faudrait-il pas explorer davantage des voies constructives, bien sûr, sans perdre de vue ces cotes d'alertes. Tout se passe comme si on n'avait pas de problématique pédagogique, c.-à-d. des façons plus « pertinentes » de situer la démarche du droit par rapport aux autres démarches : psychologiques, sociales, culturelles, éthiques, économiques et politiques.

Le génie moderne de l'hyper-rationalité appliquée au droit, est souvent décroché de ce qui permet de le comprendre, de l'expliquer, de le situer, de le transmettre dans l'exercice quotidien des rapports sociaux. C'est un peu comme un moteur conçu génialement par les ingénieurs, mais « irréparable » par le mécanicien, et non « maîtrisable » par l'utilisateur. C'est un peu aussi comme un professeur « compétent » incapable de transmettre son savoir. Certains croient qu'il s'agit ici d'une simple question de vulgarisation. C'est faux, surtout dans des domaines où les comportements et les attitudes jouent un rôle prépondérant. La cohérence scientifique et technique ne suffit pas. On a pu le croire illusoirement lorsqu'on a réduit la pédagogie à la maîtrise des moyens, après avoir établi les fins (le rationnel) sans elle. La crise du droit et des droits n'est pas étrangère à cette fausse problématique pédagogique. Voyons d'abord comment l'interdépendance des rôles et finalités du droit fournit une première clé de compréhension.

Rôles et finalités du droit et des droits

Que d'embrouillements viennent d'une piètre compréhension de l'évolution historique des rôles et finalités du droit ! Nous n'allons pas reprendre ici ce que nous avons longuement analysé dans le premier tome. Contentons-nous d'un bref rappel systématisé autour de quatre rôles qui ont un énorme impact sur la pédagogie sociale du droit, sur une conjugaison pertinente des fins et des moyens.

Le rôle de stabilisation

Le juge Louis-Philippe Pigeon définit le droit comme « l'expression de la société en ce qu'elle a de plus stable ¹². » Il faut éviter ici de passer tout de suite au soupçon idéologique d'une logique de *law and order*. Certes, on sait que la loi ramenée à cet unique rôle de stabilisation devient la caution légitimatrice d'un ordre établi intouchable. Mais tel n'est pas le cas, si nous ne perdons pas de vue les autres rôles, tel celui d'être un outil de changement ou de libération finalisés. Dans une société qui valorise le changement, on est porté à sous-estimer les expériences et les cohérences acquises, les facteurs de stabilité, de continuité, de permanence.

Chez l'homme, sécurité et liberté sont des besoins aussi profonds l'un que l'autre. Dissociés, ils s'affolent en sécurisme aveugle chez les uns, en anarchisme stérile chez les autres ; parfois ils créent une sorte de dédoublement de la personnalité écartelée entre des comportements sécuritaires et des attitudes libertaires opposées. Le libertaire ne sait plus nommer ses insécurités, ni fonder sa liberté sur une base solide. N'est-ce pas ce qui se passe présentement ?

Il y a ici d'énormes contradictions à lever. on dévalorise « idéologiquement » les valeurs de stabilité pour ensuite leur donner « pratiquement » un rôle disproportionné et même abusif. Mieux vaut admettre leur place légitime dans une saine philosophie du droit et dans son rôle social pédagogique.

L'histoire nous a appris les conséquences explosives et désastreuses, chez les individus comme chez les peuples, d'une peur du chaos non assumée, refoulée dans l'inconscient. Beaucoup de violences dans nos sociétés occidentales viennent d'insécurités qu'on n'arrive même pas à nommer, d'une incapacité à se situer dans la durée, dans une expérience de vie conséquente avec elle-même. Violence, mais aussi démission de sa propre liberté. Ainsi, on voudra un système de protection tellement détaillé et sophistiqué que plus personne n'arrivera à le contrôler. « Notre erreur naïve a été de croire que nous pouvions faire naître un projet social d'un système qui nous garantirait la justice et le bonheur une fois pour toutes. Dans un tel contexte les obstacles à la

¹² L. P. Pigeon, Rédaction et interprétation des lois, Éditeur officiel du Québec, 1978, p. 2.

qualité des rapports sociaux ne peuvent venir que d'attaques et de sabotages extérieurs, car un système aussi parfait devrait normalement donner des résultats aussi parfaits... On a tout attendu de l'application technique d'un système d'organisation, pensant qu'on pouvait se passer d'une éthique, de la volonté humaine, d'une solidarité choisie. Or, les systèmes qu'on s'est donnés traduisent dans les lois et les règlements un lien social qui n'existe plus dans les esprits et les comportements ». Peter Berger, dans son ouvrage *Affrontés à la modernité*¹³, se défend bien de sacraliser le statu quo, mais il ne rappelle pas moins quelques faits fondamentaux de la condition humaine souvent méconnus aujourd'hui. « Il y a des limites très étroites à la tolérance du désordre dans une société humaine. La gauche, à tout prendre, comprend que tout ordre social est précaire. Mais généralement elle ne comprend pas que, précisément à cause de cette précarité, les sociétés réagiront avec une violence presque instinctive à toute menace fondamentale ou durable contre leur ordre. L'idée de « révolution permanente » est un rêve anthropologiquement absurde. En effet, les mouvements révolutionnaires ne peuvent réussir que s'ils arrivent très rapidement à établir de nouvelles structures d'ordre sur lesquelles les hommes puissent se reposer avec quelque semblant de sécurité sociale et psychique. » (p. 15)

il ne faut pas interpréter ces remarques comme un refus du changement, mais comme un repère de base dont il faut tenir compte dans une pédagogie sociale de l'expérience humaine. Non seulement, on doit savoir discerner ce qui mérite continuité, ou rupture, ou dépassement, mais aussi ce besoin profond de cohérence mentale et politique, de cohésion sociale. Le droit joue, en ce domaine, un rôle d'une extrême importance. Certes, dans la mesure où la réalité sociétale est vécue davantage comme une histoire à faire dans une perspective d'autodéveloppement, et non pas comme une donnée toute faite « de nature », cette tâche de cohérence juridique n'empruntera pas les chemins pédagogiques d'hier.

Qu'est-ce à dire ? Une liberté responsable capable de s'instituer dans des formes stables mais ouvertes de droit, plutôt qu'un pur système légal de protection qui crée une dépendance passive au détriment d'une initiative libérante et constructive. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les progressistes n'ont pas développé la pédagogie politique de leurs objectifs. Quelle aubaine pour les partisans du statu quo.

¹³ P. Berger, *Affrontés à la modernité*, Paris, Le Seuil, 1980.

Ceux-ci peuvent facilement moquer une telle volonté de libération toute mobilisée par des mesures maximales de protection. Le droit se fait conservateur à gauche comme à droite, au lieu d'être la base solide et cohérente de solidarités plus suivies, plus articulées. Au contraire, celles-ci sont faites d'à-coups, de luttes sur le tas, de combats éphémères, de multiples « causes » sans lien entre elles.

À trop mépriser les facteurs de continuité et de cohérence, à les loger uniquement dans une logique de système, on aboutit à la loi sans le droit. Si vous jouez constamment dans les droits en leur donnant toutes sortes de sens et d'implications au gré des modes et des « causes » de l'heure, vous perdez toute crédibilité quand arrive le moment de codifications plus décisives. La majorité des gens préféreront en rester aux cohérences d'hier plus sûres, plus éprouvées. Il y a des moments pédagogiques où il vaut mieux une stabilisation moins parfaite des nouveaux acquis qu'une entreprise de déstabilisation permanente au nom d'une pureté idéologique sans mains. Certains extrémistes du genre ont bloqué ainsi des mouvements libérateurs, parce qu'ils ont été soupçonnés de ne pas croire vraiment à la démocratie et de vouloir exercer un pouvoir autocratique à leur tour. La population insécurisée, plus que les pouvoirs en place, pratique alors une fin de non recevoir. Le présent, tout autant que le passé, en témoignent.

On comprendra ici le sens que nous donnons au rôle de stabilisation, à savoir une période de consolidation pour mieux asseoir les acquis de liberté avant de mettre le cap sur d'autres objectifs. Nous avons connu une poussée extraordinaire de nouveaux droits au cours des trois dernières décennies. Nous entrons dans une phase de consolidation qui nécessite un autre type d'investissement, de démarche et d'objectif, fût-ce pour digérer tous ces changements. Des raccords sont à établir entre les droits d'obtenir et les droits de faire pour éviter les contradictions signalées plus haut. Des patiences pédagogiques sont aussi nécessaires pour une maturité politique qui n'entre pas dans l'histoire à reculons, d'une manière obligée, à coups de contrôles, et de contrainte artificielle.

On ne viendra pas me faire croire que la charte des droits est un chef-d'oeuvre de cohérence. Il suffit de lire attentivement les dossiers de la Commission des droits de la personne pour s'en convaincre, et que dire des requêtes. Tantôt on tire la corde du droit à la différence, tantôt celle du droit à l'égalité. A-t-on évalué l'insécurité d'un grand

nombre d'hommes et de femmes lorsqu'ils entendent des plaidoyers simplistes qui nient toutes leurs différences d'un bloc ?

Plutôt que d'aider les jeunes à détecter dans la vie les préjugés existants, les expressions sexistes, certains utilisent les anciennes méthodes autocratiques de la pureté protectrice, un peu comme nos maîtres qui nous servaient des versions expurgées de tel ou tel auteur. Quel retour d'histoire dans ce qu'elle a de plus haïssable. Nous voilà avec un nouveau complexe de pureté, de manichéisme où tout est en noir ou blanc. La psychologie sociale nous a appris que c'est le meilleur moyen de renforcer les préjugés et de rendre les gens incapables d'affronter la vie réelle. Le mythe de l'âge d'or est aussi néfaste en avant qu'en arrière. Il s'abstrait de l'histoire, de la riche complexité du réel, de l'espace des questions, des libertés, des « possibles », des doutes féconds !

Le sociologue Peter Berger montre bien ce paradoxe passionnant de l'économie humaine, cette dialectique entre les réponses de la nature et les questions de l'aventure, entre la stabilité du droit et l'audace de la liberté. Hier, la première sacrifiait la seconde ; aujourd'hui, c'est l'inverse. Certes , nous applaudissons au primat donné à la liberté ; mais en même temps, nous affirmons qu'il est aussi difficile de fonder la cohérence d'une liberté que d'ouvrir un ordre à la libération. Bien des contemporains méconnaissent ce défi de la dernière crue d'un courant noble qui hélas ! vire vers un comportement libertaire superficiel, inconsistant, toujours accompagné de réflexes sécuritaires inavoués. Un progressisme sécuriste le dispute à un conservatisme qui sacralise le statu quo au nom de la liberté ! Bien des citoyens ahuris ne supportent plus de tels écartèlements. Ils écoutent ces discours idéologiques d'une oreille de plus en plus distraite ou même agacée. Ils veulent qu'on les laisse « vivre ». Point.

Mais le problème reste entier. Ces contradictions sont profondément inscrites dans la réalité contemporaine, et l'univers des droits devient un des lieux de collision entre de tels extrêmes. Plus de droits, plus de lois... plus de contrôles, plus de droits pour se protéger.

Eh oui ! il est temps de s'arrêter un moment face à l'évolution chaotique des droits. Même les instances officielles risquent de se coïncider elles-mêmes dans des contradictions grandissantes en cautionnant certaines causes, en censurant d'autres, en gardant le silence sur des droits criants, en se substituant au débat démocratique et à la confron-

tation idéologique, en gérant parfois les tribunes d'opinion, en jouant les pompiers pour des litiges plus que douteux, et les policiers pour résoudre des querelles qui n'ont pas grand-chose à voir avec le droit, enfin en proposant des solutions qui devraient plutôt venir d'ententes entre les parties concernées. J'ai donné plusieurs exemples de cet état de chose dans les chapitres précédents et j'y reviendrai dans les prochains chapitres.

Je signale, au passage, les énormes ambiguïtés d'ordre idéologique rarement clarifiées tout autant par les experts que par les profanes du droit. Je renvoie le lecteur au long chapitre consacré à cette question dans le premier tome. Mes recherches subséquentes sur les pratiques actuelles confirment mes premières cotes d'alerte. Comment, par exemple, la Commission des droits de la personne peut-elle censurer un discours qui attaque telle catégorie de citoyens au nom du droit à la non discrimination, et d'autre part, cautionner au nom de la liberté d'expression un discours qui attaque telle autre catégorie de citoyens d'une façon aussi discriminatoire ? Au moment où j'écris ces lignes, je n'ai trouvé aucun dossier public où la Commission explique pareille attitude.

Il serait plus cohérent de laisser le débat idéologique libre, selon l'intention même de la démocratie, dans la mesure où l'on sait discerner la différence entre une démarche proprement idéologique et une démarche où les gens sont privés effectivement d'un emploi, par exemple, à cause de leurs idées politiques ou de leur orientation sexuelle. Quant à l'accès aux tribunes d'expression, il relève plus du combat politique et démocratique que de la gérance sinon de la surveillance juridique qui aurait ici une amère saveur policière. Si l'on veut loger dans les instances du droit l'évaluation critique des discours et le contrôle des tribunes, on n'aide pas à la maturité politique de la population. De plus, il faudrait une armée d'experts de tous ordres pour juger des pertinences factuelles, scientifiques, éthiques ou quoi encore, de tout ce qui se dit dans la société. Certains rétorqueront ici que la liberté d'expression, ce n'est pas la licence de dire n'importe quoi. Il existe déjà certaines règles juridiques en relation avec le propos diffamatoire. Mais vouloir gérer le débat idéologique à partir de la charte des droits, c'est non seulement illusoire, mais se prêter à un jeu dangereux comme nous venons de le voir.

Voilà un exemple entre cent, qui nous invite à la prudence, car on est loin d'avoir clarifié, dans le monde juridique, ces multiples conflits

susceptibles de naître à partir d'une opposition entre tel article de la charte et tel autre, entre les interprétations contradictoires d'un même article, et leurs idéologies sous-jacentes, entre la charte elle-même et les autres codes. On arrive parfois à des situations cocasses. Telle cette compagnie qui demande à la Commission si elle pose un geste discriminatoire quand elle refuse d'embaucher un gréviste d'une autre compagnie, étant donné qu'elle doit respecter l'esprit et la lettre de la loi anti-scabs inspirée par le syndicalisme lui-même. Il est temps de mettre un peu d'ordre dans le capharnaüm des mille et une nouvelles mesures juridiques ; et la fonction de stabilisation, à ce chapitre, n'est pas un luxe ; c'est même une requête très importante du tournant actuel. Voilà pourquoi nous nous y sommes attardé davantage.

Le rôle d'adaptation

À l'occasion du centième anniversaire de la faculté de droit de l'Université de Montréal (1978), un débat des plus intéressants a eu lieu. Les « Grands » de la chose juridique ont été accusés, une fois encore, d'un conservatisme impénitent. « Quand donc le droit va-t-il se mettre à l'heure de l'histoire, au lieu de la figer comme le fait, par exemple, le vieux carcan institutionnel ? » Le plaidoyer réformiste, on le sentait, tout au long du débat, baignait dans le climat de « nouveauté » qui a marqué la décennie '70-'80 : nouveaux économistes, nouveaux historiens, philosophes et sociologues, nouvelles gauches et droites. Seuls les juristes demeureraient imperturbables alors que tout change autour d'eux, y compris les nouveaux droits à l'assaut des codes. Les timides amendements de ceux-ci ne résistent pas au renouvellement radical de la problématique sociale, de la culture, de la science, de l'éthique. Face à ce discours des jeunes avocats, certains aînés rétorquent : « Justement, il faut quelque part un lieu d'équilibre, de sagesse, de continuité. »

- « Le droit, c'est le roc dur pour soutenir d'audacieuses fondations. Sans cette solidité on n'ira pas très haut ni très loin. La société y perdrait toute consistance. *Quand les institutions s'affaissent, les hommes deviennent imprévisibles* ; de même les comportements privés et politiques se font erratiques lorsque le droit n'a plus de cohérence. »

- « Nous sommes la mémoire vivante de l'expérience historique, et peut-être la seule, si on en juge par l'amnésie généralisée des hommes d'aujourd'hui. Tout a éclaté, y compris la culture, la morale, et même

les idéologies les plus récentes. *Il ne reste que le droit comme base ferme pour reconstruire.* »

- « Le droit n'est pas le levier de l'histoire, mais son point d'appui. Ne confondons pas les rôles. Quand la politique elle-même se fait aussi fluide et instable, il faut un droit qui soit une sorte de vis-à-vis critique plus consistant, un miroir limpide et non un kaléidoscope aux mille reflets. Sans cela, il n'y aura jamais de magistrature vraiment indépendante face aux pressions des pouvoirs politiques, aux jeux idéologiques des militances, aux courants contradictoires de l'opinion publique. Quand le droit se liquéfie, tout le reste devient arbitraire, même les gouvernements. À trop relativiser le droit, on lui enlève sa force de justice ».

Ces arguments ne manquent pas de vérité, mais ils restent aussi partiaux que les premiers. Le droit, pour être un appui solide de l'histoire, ne doit pas la figer, l'enkyster. De plus, combien de pouvoirs s'en servent pour maintenir le statu quo ? *Combien de luttes Pour faire reconnaître des droits fondamentaux ont dû se déployer dans la désobéissance civile, contre les hommes de loi à la cour comme au parlement ?* Le monde juridique se donne vite un diplôme de neutralité et d'objectivité, comme s'il était prémuni automatiquement contre l'interférence idéologique, comme s'il n'était pas lui-même un pouvoir, comme s'il n'était pas lui aussi conditionné culturellement, comme s'il ne portait pas des orientations morales particulières. Les victimes de viol en savent quelque chose !

Si le sous-sol historique a profondément changé, on ne voit pas comment certains juristes peuvent tant médire du rôle d'adaptation, alors qu'ils conçoivent l'expérience historique comme le terreau nourricier du droit. Et s'ils veulent parler du droit comme fondation, il faut leur rappeler que celle-ci doit s'adapter et convenir « au terrain choisi comme à l'édifice projeté ».

Comme dans le cas du rôle de stabilisation, il est nécessaire de préciser ici que le rôle d'adaptation est vu à partir des requêtes actuelles de pédagogie sociale.

Nous résistons d'abord à certaines attitudes superficielles qui voudraient modifier le droit à tous les tours d'horloge, ou l'amener à cautionner des causes ou des hypothèses peu éprouvées. Faut-il rappeler comment l'expérience juridique s'est imposé au cours de l'histoire un

ensemble d'exigences très poussées pour l'exercice de la justice. Le procès est un bel exemple de rigueur dans la cueillette des faits, dans l'établissement des preuves, dans la confrontation des interprétations, dans la mise à profit de l'expérience historique (la jurisprudence) et dans le jugement de droit. Celui-ci n'est pas conçu comme une application automatique d'une règle générale. La démarche est autrement plus complexe comme nous venons de le voir. Voilà un bel exemple de pédagogie sociale qui devrait nous alerter sur le caractère superficiel et simpliste de bien des luttes de droits qui empruntent souvent des raccourcis dangereux.

Raccourci d'une problématique sociale livrée à une « cause » unique, exclusive, absolue, ou à une logique unidimensionnelle : pouvoir, classe, production, communication, etc.

Raccourci de la dramatique humaine dans le sillage d'une seule valeur : la justice égalitaire, la liberté individuelle, le savoir, le « désir » ou l'auto-gratification.

Raccourci de la philosophie politique dans un étroit corridor idéologique, dans l'économisme ou dans la culture, dans l'autogestion, dans l'écologie, etc.

De là, un droit sur mesure qui devrait s'ajuster au besoin de la « cause », comme un simple contenant. Parfois la dérive va jusqu'au « droit de situation ». Celle-ci devient l'unique repère, le seul critère de jugement ou même de vérité. Situation de fait érigée en droit acquis, en autojustification. On reconnaît ici l'idéologie à la mode : « le vécu » qui fait foi de tout, s'impose de lui-même, et commande satisfaction immédiate. Le « vécu » contient tout : le besoin, la valeur, le droit, la logique, l'humain, bref la totalité du réel. Il se révèle tout entier dans la situation donnée. Le droit de décider s'y enferme sans aucune autre considération. C'est l'autorisation de soi par soi selon la situation. On ne saurait mieux abolir l'histoire, la société, l'éthique, la politique et le droit lui-même tout autant que la loi, car tout ce qui déborde ma situation donnée et mon droit de décider, y compris le rapport à l'autre, à la communauté, vient obscurcir ma vérité profonde, empiéter sur ma réalité. Tout au plus, y verrai-je un soutien si cet apport « extérieur » s'adapte à mon vécu et à mon droit absolu d'en faire ce que je veux. Bien peu de critiques ont su voir ici un prolongement, pourtant évident, du libéralisme économique de l'intérêt privé comme seul critère de comportement et de droit.

Le citoyen qui, au nom de la charte, s'insurge contre le port obligatoire de la ceinture de sécurité n'en réclame pas moins de la société des soins gratuits s'il lui arrive un accident. Comment peut-il refuser logiquement que cette même société ait un certain droit de regard sur son comportement tout en lui imposant des règles conséquentes ? Or l'idéologie libéraliste dans ses prolongements récents en est venue à penser que la société, la communauté comme telle n'est qu'un cadre extérieur de soutien pour les droits et libertés individuels et privés.

On a beau jeu puisque le procès de l'État bureaucratique permet d'identifier la réalité sociétaire à une structure artificielle, sclérosée, inadaptée. Cette critique superficielle cache mal l'aplatissement de l'idée de société, de la pratique de la socialité. Un certain psychologisme à la mode vient accentuer un tel travers : la société entière doit s'adapter au désir de chacun, et à sa gratification instantanée. Cette remarque nous rappelle qu'un progrès indéniable peut s'accompagner d'une régression ; par exemple, il est faux de laisser entendre qu'une individualité plus qualitative amène automatiquement une socialité de même niveau, ou vice-versa. L'expérience humaine est plus complexe que ne le laissent entendre ces théories unilatérales. D'où l'importance de bien préciser et d'évaluer les divers sens qu'on donne au rôle d'adaptation.

Ce serait déjà beaucoup si on savait distinguer les normes sociales qui tiennent d'une culture donnée, d'une éthique particulière, d'une idéologie, ou d'un cadre juridique. Dans une société où tous ces niveaux ne sont plus confondus dans un ensemble monolithique et univoque, ce discernement est plus que nécessaire. Nous l'avons vu dans le chapitre sur le droit comme substitut culturel, éthique et politique. Vouloir, par exemple, normatiser tout le quotidien par des droits multipliés à l'infini, c'est refaire à la base sociale le carcan juridique de la bureaucratie d'en haut ; c'est doubler le coefficient de ritualisation des rapports humains. Tout le contraire d'une adaptation souple à l'évolution des conditions de vie et des mentalités ; tout le contraire aussi d'une gratuité humaine propice à la liberté, à l'équité, à la différence, à la tolérance, à la créativité.

Le droit peut tuer le droit, et cela de mille et une façons : des droits privés qui étouffent le Droit public, et vice versa des droits reconnus aux uns et refusé aux autres pour des raisons idéologiques jamais reconnues comme telles ; des droits opposés qui sont soumis à l'unique

logique du plus fort ; des droits parallèles qui s'ignorent ; des droits divergents affirmés sans aucune considération de l'intérêt général ou d'un consensus minimum nécessaire.

Et la question de l'adaptation resurgit ici, mais cette fois avec une complexité insoupçonnée. La nature elle-même nous y invite. Darwin nous a montré comment le milieu sélectionne les organismes les mieux adaptés. Lamarck insiste au contraire sur l'action de l'organisme pour s'adapter. Le développement scientifique ultérieur nous a révélé que les processus en interaction étaient beaucoup plus nombreux et complexes. Et que dire de l'économie humaine ! Pensons aux travaux de Selye, de Lorenz, de Wiener, de Lévi-Strauss, de Laborit, pour nommer des spécialistes de disciplines différentes qui nous alertent sur des conceptions simplistes de l'adaptation.

Le droit n'y échappe pas. À quoi veut-on l'adapter ? S'agit-il d'un simple ajustement fonctionnel à ce qui existe déjà, d'une accommodation à des conditions nouvelles, d'une acculturation plus radicale à une autre manière de penser et de vivre, ou d'une assimilation intégrale, ou encore d'un équilibre entre ces divers processus comme le suggère Piaget ? Une judicieuse pédagogie sociale des droits ne saurait ignorer cette complexité du réel.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que la division croissante du travail amène une interdépendance toujours plus poussée qui appelle à son tour une grande souplesse d'adaptation. Des sociologues soulignent ici qu'une société est plus avancée dans la mesure où son organisation sociale manifeste une capacité d'adaptation généralisée plus grande (Parsons, Merton, à la suite de Spencer et Durkheim).

Mais ce point de vue laisse entier le problème du sens de cette adaptation. On s'en rend compte dans l'organisation du travail, par exemple. S'agit-il d'adapter les travailleurs à une nouvelle technologie ? Ce schéma tayloriste, apparemment neutre, a légitimé une intégration des travailleurs à une machinerie économique qui occultait les pouvoirs en amont et les intérêts en aval, tout en écartant les travailleurs de toute décision importante, de toute influence politique déterminante sur le terrain même de leur activité quotidienne. Sans poids politique véritable dans les circuits décisifs du pouvoir, du savoir et de l'avoir, le monde du travail sera de plus en plus forcé de combattre dans la rue. N'est-ce pas déjà commencé ? Les grèves sauvages, les arrêts de travail illégaux, les stratégies occultes, les actions parallèles,

sans compter l'absentéisme et le désintérêt croissant, sont tributaires de cette situation.

Mais il y a plus qu'une question politique. En effet, une révolution culturelle profonde commence à renverser radicalement le processus d'adaptation. Ainsi, les travailleurs vont exiger que la nouvelle technologie soit adaptée à l'expérience humaine, aux sensibilités culturelles, à la conscience politique, à des valeurs qu'ils privilégient dans la foulée de cette révolution culturelle, telle une plus grande autonomie personnelle et sociale ; tel un exercice plus riche de leur liberté, de leur responsabilité, de leur solidarité ; tel un droit de participation à la gestion. Chez certains, ce renversement de perspective va jusqu'à l'auto-gestion, jusqu'à la lutte pour un tout autre système socio-économique. On ne saurait réduire pareil tournant à un pur affrontement idéologique ; il a trop de profondeur culturelle dans les mentalités actuelles pour y voir un jeu politique de surface, sinon une utopie.

Or, il se passe quelque chose de semblable dans le domaine du droit et des droits. Les codes éclatent de toutes parts, mais surtout à partir de ces changements culturels profonds. il ne s'agit plus de se contenter d'adaptations conçues comme de simples ajustements, arrangements ou accommodations. Les longs débats autour du projet de loi sur « *La santé et la sécurité au travail* » (n° 17) en témoignent. On ne peut plus légiférer et codifier comme auparavant. De nombreuses aspirations nouvelles, légitimées par bien des articles de la Charte, ont pris à rebours tout autant les législateurs que la juridicité reçue. Les travailleurs refusaient d'être des objets de sécurité pour s'affirmer comme sujets individuels et collectifs, principaux définisseurs de leur situation. Le droit à de bonnes conditions de santé, très marquant dans les sensibilités actuelles, débordait sur l'ensemble de l'organisation du travail au point de la remettre en cause plus ou moins radicalement et cela jusque dans ses codifications les plus assurées. À ce droit fondamental s'en greffaient beaucoup d'autres, tels le caractère confidentiel des dossiers médicaux, le choix du médecin, et plus largement, la gestion de la sécurité et de la santé. N'est-ce pas une brèche qui s'étendra à beaucoup d'autres domaines ? On est donc en face d'une démarche d'adaptation très différente qui va s'étendre progressivement à l'ensemble des régulations de la société.

La maîtrise de ces nouveaux cheminements critiques sera beaucoup plus difficile et complexe. Passer des droits au Droit, ou définir des droits à partir du Droit ne relèvent pas d'une même pédagogie so-

ciale. L'adaptation n'a pas le même sens. Pour le moment, se pose le problème gigantesque de la cohérence juridique de ces multiples requêtes de droits qui contestent le Droit existant. Voyez les nombreux culs-de-sac, les contradictions cumulatives et explosives, et en même temps la tentation de revenir à un légalisme autoritaire avec la complicité de citoyens de plus en plus insécurisés par tant de situations éclatées. Une autre pédagogie sociale est à ré-inventer.

On a à peine exploré les conditions nouvelles de ce tournant majeur. Les droits connaissent un défi semblable à celui des valeurs : « Dans une société simple, les valeurs peuvent être directement explicites pour chaque situation ou événement ; dans une société complexe et différenciée, les valeurs doivent s'exprimer d'une façon plus générale, de manière à être applicables à une pluralité de situations et d'événements » (G. Rocher). Les droits connaissent une semblable mutation. Mais les esprits n'ont pas encore démêlé ces deux registres. On veut un droit sur mesure qui soit en même temps applicable à la diversité des situations. L'adaptation n'est pas la même dans le premier cas et dans le second.

Voilà pourquoi nous tentons de cerner ici un ensemble de rôles complémentaires du Droit et des droits pour fonder une pédagogie sociale plus pertinente. Cette intelligence des divers rôles est antécédente au débat des diverses idéologies qui interfèrent dans la pratique sociale du droit, même si nous ne pouvons les ignorer, comme en témoigne le prochain rôle.

Le rôle de libération

Nous avons appris à associer de plus en plus droits et libertés. C'est un signe du temps. il suffirait de se rappeler cette majorité de régimes totalitaires qui peuplent notre petite planète. Mais il y a plus.

L'oeuvre de justice a été au centre des progrès de civilisation, même si on l'a tant de fois défigurée. Ramener toute l'expérience historique du droit à l'idéologie de l'Ordre nous rendrait incapables d'expliquer les nombreux sauts qualitatifs que les luttes de droits ont provoqués. Nous ne referons pas ici le cheminement suivi dans notre chapitre sur l'histoire du droit et des droits. Nous essaierons plutôt de mieux cerner leur rôle pédagogique de libération.

Les légistes, à la fin du Moyen-Âge, ont opposé le droit à l'Ordre reçu, intouchable, naturel et divin à la fois, univoque, potestatif, indiscutable. Retenons ce dernier qualificatif, parce qu'il pointe l'âge « critique » que le droit a libéré. Un âge critique qui nous vaudra tour à tour les révolutions scientifiques, politiques, industrielles et culturelles. Galilée devenait possible. De même le parlement. La liberté commençait à avoir un poids politique déterminant dans quelques pays. Oh bien sûr ! la percée était timide en regard de certains pouvoirs séculiers qui avaient relayé l'absolutisme religieux. Mais un tournant majeur venait d'être pris en partie grâce au rôle libérateur du droit.

On a trop souvent minimisé cette source importante des mouvements de libérations modernes. Une telle amnésie explique le peu de crédit que bien des contemporains accordent aux droits de l'homme, comme nouveau saut qualitatif de la civilisation. Une culture historique plus juste et plus profonde les amènerait à voir les choses différemment, et peut-être à compter davantage sur le droit comme force pédagogique et politique du changement historique et d'une véritable libération.

Une critique idéologique simpliste ne saura jamais discerner ce qui fait avancer les choses et ce qui maintient le statu quo. Par exemple, une condamnation apodictique du droit libéral et bourgeois ignore comment il a été une étape de libération. Au siècle dernier, Henry Summer Maine ¹⁴ dans son étude sur l'évolution du droit montrait le passage bénéfique d'un droit établissant le statut des personnes à un droit régissant le contrat entre des personnes. Au premier regard, on croirait à un appauvrissement des soutiens structurels de la personnalité, alors qu'au contraire, il s'agit d'un dégagement de la dépendance obligée, statutaire qui aliénait ou expropriait la liberté individuelle et collective des citoyens. Le droit libéral permettait ainsi une première distance critique, et plus encore, l'initiative. Le droit de faire, quoi !

Ceux qui perdent de vue pareille étape pédagogique de l'histoire des droits, ramènent ceux-ci au droit d'obtenir et engendrent ainsi une nouvelle dépendance aussi aliénante que l'ancienne. Voilà ce qu'une certaine gauche n'a pas compris, lorsqu'elle s'investit dans des objectifs quasi exclusifs de sécurité, au nom d'une idéologie de libération toute en verbe. Dans cette foulée, les citoyens n'accepteront jamais des

¹⁴ H.S. Maine, *Ancient Law*, New York, Holt, 1885.

initiatives collectives, des risques historiques qui menacent leur sécurité maximale. Voilà donc une belle leçon de pédagogie politique inspirée de l'expérience historique du droit.

Faut-il nous expliquer davantage ? Durkheim va nous y aider. Celui-ci nous enseigne comment ce droit de statut tient d'une solidarité mécanique, et devient vite répressif, parce qu'il légitime le pouvoir d'assigner une place à chacun en se basant sur la nécessité statutaire qui exige que chacun reste à sa place. La cohésion sociétale dépend de la mécanique rigide de statuts intouchables, celui du souverain et celui des sujets. Rappelons que la Révolution française s'est attaquée précisément aux ordres statutaires (noblesse, clergé et tiers état) avec leurs privilèges séculaires intouchables. Donc une structure hiérarchique fixe, d'ordre naturel et divin, légitimée par un droit mécanique, apparemment neutre, mais de fait « répressif » face à tout ce qui pourrait changer les règles du jeu et même le réaménagement des statuts.

À ce droit répressif, *Durkheim* oppose le droit restitutif qui doit beaucoup à l'idée libérale de « contrat » soutenue par la législation parlementaire et démocratique. L'interdépendance horizontale grâce à la division du travail commence à prendre le pas sur le rapport vertical de domination-dépendance. De plus, on voit émerger la dynamique de l'individualité et de la liberté dans la mesure où se distend la cohésion mécanique des statuts.

Voilà une autre leçon de pédagogie sociale du droit, qui doit inspirer les forces politiques de libération. Celles-ci se condamnent à la stérilité si elles persistent à ritualiser, à mécaniser, à bureaucratiser les droits dans des conventions collectives normatisées au détail, dans des chartes de même gabarit. On y étouffe le droit de faire, de penser par soi-même, de prendre des initiatives, d'explorer d'autres possibles. Et voilà des états-majors qui se reconstituent, tous mobilisés à gauche ou à droite par leurs statuts, par leurs pouvoirs à demeure, au-dessus des troupes impuissantes. Parfois, cet état de chose se transpose dans des domaines qui ne s'y prêtent guère. Voyez certains combats récents entre états-majors patronaux et syndicaux sur le « pouvoir » pédagogique à l'école. Quelle réduction de l'enjeu, de la crise actuelle de l'éducation ! Le fameux slogan : « le s'éduquant » devient vide et inutile en regard de cette bataille d'en haut entre les pouvoirs statutaires des états-majors.

Ce droit mécanique de statuts a aussi d'énormes répercussions sur ceux qui n'ont pas de statuts inscrits dans les conventions collectives. J'ai vu des vieillards d'un centre d'accueil se voir refuser toute responsabilité active, gratifiante, dans leur institution parce que cela menaçait le statut de certains employés. La convention collective empêchait l'exercice du droit de faire, chez ceux qui sont la raison d'être première et dernière de l'institution. Des problèmes aussi vitaux que ceux-là ne semblent pas intéresser même la Commission des droits de la personne. On l'a vu dans les grèves récentes. Il n'y a place « juridique », même dans un sens de libération, que pour ceux qui ont un « statut ». Quelle ironie ! Voici des forces dites progressistes qui font leurs batailles d'intérêt au nom des sans voix et sans pouvoir, et qui se donnent par le droit de statut un pouvoir parfois répressif sur ceux-ci. Triste comédie humaine : on emprunte à la fois au vieux droit « statutaire » et au droit « contractuel » moderne ce qu'ils ont de plus haïssable.

Ce qui nous amène à une autre source historique du droit comme lieu de libération et comme pédagogie du changement qualitatif. Marx, principal définisseur du socialisme, a bien su discerner le progrès apporté par le droit contractuel, et aussi les vices fondamentaux de celui-ci. Le droit libéral laisse entendre que le contrat se fait entre égaux, selon les règles de la justice, alors que le droit de statut ne peut évidemment pas réclamer ce trait d'humanité.

« C'est un leurre à plusieurs titres », dira Marx. L'objet, le sujet et le matériau du contrat, c'est le capital et la marchandise. L'homme comme tel y est asservi, « réifié ». L'homme individuel, social, culturel, politique n'entre pas dans ce contrat. Le capital devient pouvoir, d'une part et d'autre part, le travail, marchandise. Ce contrat abolit l'humanité, la société. Sur cette base, la classe dominante organise et maintient l'édifice juridique et politique qui répond à ses intérêts.

Il faudra donc que la lutte entre la capital et le travail se traduise en termes d'hommes, tout en assumant la matérialité (forces de production) qui est à la base du droit contractuel libéral. Marx va donc définir les « classes » et leurs luttes à partir de ces deux pôles. Le droit à libérer chez Marx, c'est celui d'une histoire et d'une politique faites par les hommes et pour les hommes, et non par le capital et ses contrats qui chosifient tout autant l'élite dominante que les travail leurs-citoyens.

Cette perspective est autrement plus large et plus profonde que la propriété des moyens de production, ou le remplacement d'une classe par une autre au pouvoir. Car en contexte capitaliste ou socialiste, ces deux derniers objectifs resteront sous l'empire de l'avoir et de la marchandise. Il faut bien reconnaître que les deux systèmes qui dominent le monde contemporain ne sont pas sortis de l'idéologie de l'homme producteur et produit, du moins dans leur pratique historique. En cela, ils vont tous les deux contre la pensée profonde de Marx qui instaure un tout autre rapport homme-droit comme nous venons de le voir.

Nous sommes encore engoncés dans cette ornière dénoncée par Marx. Pensons à l'industrialisation de la culture, de l'éducation, de la santé et du droit lui-même. Mais voici qu'un autre courant relance le droit comme force de libération et de dépassement qualitatif : on n'a peut-être pas encore bien compris le rapport entre la révolution culturelle récente et la poussée des droits de l'homme. Toutes les deux ont en commun une affirmation peut-être inédite de l'autonomie personnelle et sociale, de l'homme gratuit qui vaut pour lui-même, de la communauté humaine planétaire qui transcende, sans les nier, les statuts politiques, les patrimoines historiques et culturels. Les révolutions démocratiques, les luttes autour des droits de l'homme aux quatre coins de la planète, les mouvements de femmes, de groupes infériorisés, de jeunes, de minorités culturelles, ethniques, régionales et même éthiques portent ces nouveaux traits qualitatifs d'un humanisme qui a de profondes racines historiques dans le droit.

Ici la fonction critique se radicalise comme le laisse clairement entendre Castoriadis :

« Si le faire des individus est essentiellement orienté vers la maximisation antagonique de la consommation, du pouvoir, du statut et du prestige (seuls objets d'investissement socialement pertinents aujourd'hui) ; si le fonctionnement social est asservi à la signification imaginaire de l'expansion illimitée de la maîtrise « rationnelle » (technique, science, production, organisation comme fins en soi) ; si cette expansion est à la fois vaine, vide et intrinsèquement contradictoire, comme elle l'est manifestement, et si les humains ne sont astreints à la servir que moyennement la mise en oeuvre, la cultivation et l'utilisation socialement efficace de mobiles essentiellement égoïstes, dans un mode de socialisation où coopération et communauté ne sont considérées et n'existent que sous le point de vue instrumental et utilitaire ; bref, si la seule raison pour laquelle nous ne nous tuons pas les uns les autres

lorsque cela nous arrangerait est la peur de la sanction pénale - alors, non seulement il ne peut être question de dire qu'une nouvelle société pourrait mieux réaliser des valeurs déjà établies, incontestables, acceptées par tous, mais il faut bien voir que son instauration présupposerait la destruction radicale des valeurs contemporaines, et une création culturelle nouvelle concomitante à une transformation immense des structures psychiques et mentales des individus socialisés. ¹⁵ »

Ne trahissons pas l'auteur. Ces dites valeurs contemporaines auxquelles il s'en prend violemment, sont : consommation, pouvoir, statut, prestige et utilitarisme qui instrumentalisent même la communauté et la culture, partant l'homme lui-même. Tout le contraire de cette dynamique d'autonomie personnelle et sociale. Il est inutile, à ses yeux, d'ajouter des droits de cet ordre sur un fond de valeurs frelatées, qui de fait n'en est pas un, parce qu'il n'a aucune épaisseur historique, culturelle et humaine. Les droits les plus qualitatifs se videront ainsi de leur sens libérateur et promoteur pour rejoindre l'opinion moyenne de l'homme moyen conditionné par la statistique des sondages et les stéréotypes de la publicité.

Castoriadis ne veut pas qu'on se méprenne sur l'autonomie personnelle et sociale. Il prendra à rebours une tendance à la mode qui lamine le droit et dégrade son élan de dépassement, en le réduisant à l'auto-gratification immédiate, à l'auto-justification au plus bas niveau éthique. « Nous ne devenons vraiment des individus que par la dédication à autre chose que notre existence individuelle »... « peut-il exister création d'œuvres dans une société qui ne croit en rien, qui ne valorise inconditionnellement rien ? » (pp. 39 et 45).

On ne travaille pas à faire des égaux, à libérer la liberté, à créer un avenir autre et meilleur, au nom du droit, en ravalant celui-ci à des satisfactions complices toutes définies par les pseudo-valeurs dont il a été question plus haut. C'est une haute idée du droit avec les convictions correspondantes, qui donne un sens, une profondeur, une altitude à l'autonomie personnelle ou sociale. Sinon celle-ci sera ravalée à des besoins artificiels de consommation, de statut social, de « paraître », de confort, etc. Trop de batailles faites au nom du droit portent des objectifs inavoués de cet ordre. La critique sociale par les droits s'arrête vite en chemin quand ses tenants ont obtenu satisfaction pour

¹⁵ C. Castoriadis, « Transformation sociale et création culturelle », dans *Sociologie et Société* (1979), p. 36.

eux-mêmes. Le néo-corporatisme des nouvelles classes de promus en témoigne une fois de plus.

Voilà autant de défis redoutables pour une authentique pédagogie de libération par le droit et les droits.

Le rôle de consensus

Il peut paraître étrange de faire intervenir ici le rôle de consensus. Est-il terme plus piégé ? S'agit-il de ce consensus dénoncé plus haut par Castoriadis, à savoir cette nouvelle unanimité consommatoire où tout le monde aspire aux mêmes biens frelatés ? S'agit-il d'une « mission impossible » dans la société pluraliste à tous points de vue, sauf dans ses besoins stéréotypés de consommation au rendez-vous de centres commerciaux tous pareils ? Peut-être pourrions-nous penser que la Charte des droits, par exemple, est un rare lieu de consensus qualitatif. Voyons les choses de plus près.

Un drame très profond, plutôt inattendu, est en train de se produire. Depuis deux ou trois décennies, une certaine prospérité a su se faire généreuse dans l'instauration de politiques sociales visant une plus juste distribution des biens. Certes, les écarts n'ont pas diminué malgré les efforts tentés, mais l'intention était au moins là. Arrive une crise économique que nous n'avions pas prévue. La générosité d'hier se mue en agressivité contre les « assistés ». De nombreux citoyens, encore bien lotis en dépit de la crise, cherchent à maintenir leur confort à n'importe quel prix. Comme en Californie, ils voudront couper les services aux pauvres en diminuant le pouvoir de taxation.

Le processus est à peine amorcé. Il est plus profond qu'on ne le pense, parce qu'il déborde de beaucoup les politiques sociales. En effet, depuis vingt ans, la sensibilité nouvelle aux droits a permis de reconnaître, d'aider les minorités, les marginalités, les « différences », les laissés pour compte, etc. C'était en quelque sorte la pointe du mouvement de libération et d'autonomie personnelle et sociale, instauré par les droits de l'homme. Bien sûr, ceux-ci concernent tout le monde. Mais on avait vu dans la promotion des minorités et des marginalités, un test de vérité de cette touche humaine de base, d'un consensus pour une société plus juste. À ceux qui ne pouvaient se défendre par la Charte, telles les classes infériorisées qui n'entraient pas dans les critères de discrimination (race, couleur, sexe, état civil, religion, langue,

origine ethnique, etc.), on accordait des services juridiques gratuits. Tous les autres devaient se défendre devant les tribunaux à leurs frais. Cet état de chose qui se reproduit en beaucoup de domaines amène une réaction de plus en plus forte de la majorité, au nom de la « normalité ». Cette majorité va dresser le *law and order* devant les droits des minorités, des marginalités.

Nous avons déjà évoqué cette dramatique du tournant actuel ; nous la rappelons uniquement pour montrer qu'ici le consensus n'est plus le même :

- la majorité-normalité au nom de la loi
- les minorités « différentes » au nom des droits

Voilà un autre défi redoutable pour la pédagogie sociale du droit. D'énormes conflits latents, plus subtils que ce schéma dichotomique un peu trop simple, commencent à s'exprimer même chez les intervenants dans les instances de promotion des droits. Nouvelle agressivité contre les revendications dites exagérées des féministes, des minorités ethniques, des homosexuels, etc. Rétroaction aussi agressive chez ceux qui ont épousé la cause des « différences », des nouveaux types de comportement contre la « normalité » de la majorité. Or il semble que celle-ci soit loin d'avoir digéré tous ces changements. Qu'à cela ne tienne, elle doit se ranger de force. Le droit se passe ici du mûrissement des mentalités, du débat démocratique et de ses lenteurs. On comprend alors le boomerang du *law and order*, du virage politique à droite, du retour à la loi d'airain du consensus majoritaire, et d'une autorité forte qui met les « différents » à leur place : « Bientôt la majorité n'aura plus de droits ; elle devra se mettre au service des minorités ». « Tu peux attaquer les convictions de la majorité au nom de la liberté d'expression et la forcer d'accepter les tiennes au nom de ton droit... c'est une contradiction incroyable ».

Des attitudes profondes s'opposent dans ce débat ; attitudes qui rendent de plus en plus difficile le rôle de consensus dévolu à la mission du droit, d'un même droit pour tous. Disons-le sans ambiguïté, les droits des minorités, des laissés pour compte, des « différences » sont pour nous le test de base de la justice, d'une société juste. Mais, il se peut que les cheminements suivis jusqu'ici aient été peu propices à une maturation des mentalités. On a cru pouvoir faire vite pour réclamer le championnat du progressisme. Notre charte québécoise des

droits est la plus avancée, la plus détaillée en Amérique. Est-ce la garantie automatique d'une justice supérieure ?

Il faut envisager aussi l'hypothèse d'un clash plus fort, chez nous, entre la majorité-normalité et les minorités différentes, si nous n'y prenons garde. Hypothèse aussi de combats aveugles, embroussaillés, sans issue comme nous en connaissons en certains domaines. Hypothèse encore de refus rigides et obtus face au nécessaire renouvellement de la morale. Hypothèse enfin d'un état de chose qui rend tout consensus démocratique ou autre impossible. Les tenants des grandes « causes » à la mode ne semblent même pas vouloir les considérer un moment, sans compter le refus de s'arrêter aux contradictions entre les droits, qui sont en train de s'accumuler.

Nous voulons les alerter à partir justement du rôle de consensus que le droit doit jouer s'il veut avoir une base sociétale efficace. Je ne suis pas sûr que nous ayons compris l'importance de ce rôle capital.

Du constat de la société pluraliste et conflictuelle, plusieurs passent à une survalorisation du conflit des différences et à une dévalorisation aussi poussée de toute forme de consensus. Cette attitude superficielle nous vaut bien des culs-de-sac insurmontables. Le rejet de l'idée même de consensus dérive rapidement vers le non-intérêt pour les fonctions de cohérence, de suivi, d'unité, de solidarité constructive. On se nourrit de conflits ; on ne pense et on n'agit que dans des situations conflictuelles ; on se solidarise pour faire dérailler le train, mais on ne sait pas en faire un ensemble.

C'est peut-être l'expérience la plus dure de ma vie que ces projets collectifs d'auto-organisation qui ont viré à des conflits internes d'une stérilité navrante, parfois suicidaire. On était trop souvent incapables de s'entendre sur des règles du jeu minimales. La pratique démocratique débouchait rarement sur une démarche positive, suivie, féconde. Plutôt des débats interminables, incohérents, nourris de méfiance, d'auto-défense, de procès d'intention. J'ai appris que le conflit suit une pente quasi naturelle ; il n'a pas besoin d'être valorisé. Ce sont les démarches de consensus qui sont difficiles, exigeantes, plus complexes. Elles commandent une éthique individuelle, et surtout collective, supérieure. *Un droit revendicateur maximaliste bâti sur une éthique minimaliste produit un individualisme forcené, une incapacité de penser et d'agir en termes d'intérêt général, et une irresponsabilité qui se drape d'une conscience de faux juste toujours dans « son droit ».*

Bien sûr, on peut se demander : de quel consensus s'agit-il ? Au profit de qui ? Sur quelle base ? En vue de quoi ? J'ai voulu pointer une autre question antécédente et plus fondamentale. Pourquoi un consensus, sa nécessité, son rôle ? Cette question est d'autant plus importante que le droit devient peut-être le seul lieu possible de consensus, la seule base de cohérence des conflits, la seule matrice de gestation d'une éthique collective et d'une maturité démocratique qui font tant défaut présentement.

On pourrait s'inspirer de l'expérience historique ou même contemporaine de ce que j'appellerais : les peuples à consensus.

Ceux-ci ont su d'abord assurer leur solidarité de base, et protéger cette assise d'identité commune et d'appartenance permanente même dans le cas de conflits internes parfois très profonds. Il s'agit ici d'une solidarité positive, constructive, soutenue, et non d'une solidarité épisodique, conditionnée par les menaces extérieures. Cela vaut pour n'importe quel groupe humain. Combien de militants hypercritiques n'ont pas compris que la solidarité « pour » est cent fois plus complexe que la solidarité « contre » ? On pourrait évoquer l'aphorisme : « la critique est aisée, l'art est difficile », et le transposer en d'autres domaines avec la même évidence : « il est plus facile de démolir que de construire ». Aucun projet collectif n'est possible sans une valorisation du consensus comme tel, et cela avant la nécessaire considération critique des qualitatifs qu'on veut lui donner.

Voyons bien l'enjeu : il n'y a pas de société, ni de communauté sans un consensus. Le drame de la disparition des étoffes sociales les plus fondamentales tissées par l'histoire, la culture, les traditions n'est plus à démontrer. On ne saurait refaire ou plutôt inventer une nouvelle base sociale en un tournemain. Il ne reste à vrai dire que la volonté de consensus comme seule possibilité pour le moment. J'insiste. Les conflits sont de tous ordres ; ils s'entrechoquent même parfois au point de briser toute forme de projet collectif. Certes, ils peuvent jouer un rôle historique de dépassement, mais ils ne créent jamais d'eux-mêmes des chantiers. Ceux-ci commandent un autre type de démarche qui est justement de l'ordre du consensus.

Si nous voulons, par exemple, que les droits et la nouvelle conscience qu'ils portent, nous amènent à une société autre, cela exige

qu'ils ne soient pas seulement un outil de lutte, mais aussi un outil de consensus, et par là, de réalisations collectives anticipatrices.

Est-ce bien le cas ? Il m'arrive de penser que le drame est encore plus primaire, comme je l'ai déjà souligné : dans quelle mesure vivons-nous dans une société ? Dans quelle mesure avons-nous perdu le sens de ce qu'est une société, ou même une communauté restreinte ? Ce sont deux mots de plus en plus vides. Quand les gens parlent de société, ils font référence à des structures, à des appareils, à l'État, au gouvernement ; d'où une conception de la société extérieure à soi, à son vécu. Comment alors changer, même radicalement, un champ humain dont on s'est retiré ?

Encore ici, la pédagogie du droit et des droits devrait nous alerter. Leur interdépendance ne se comprend qu'avec l'intelligence de ce qu'est une société, une institution, une communauté, une solidarité de base, au sens le plus fondamental, à savoir ce qui est viable pour des hommes qui ont à vivre ensemble. Prenons un exemple extrême : la prison. Un détenu peut invoquer son droit au respect de son intégrité, de sa vie privée et intime pour refuser les fouilles épisodiques des gardiens. Il peut, à partir de celles-ci, juger la démarche oppressive. Mais ces fouilles ont un autre sens : la protection des autres prisonniers, car rien n'est plus dangereux que les mutineries dans un groupe en situation de violence. En l'occurrence, il faut en arriver à un consensus minimal bâti sur des complémentarités et aussi sur des compromis entre des droits authentiques. Bien sûr, il ne s'agit pas ici de la communauté rêvée, mais de ce qui est tout simplement vivable collectivement. L'évaluation des droits des uns et des autres peut avoir en pareil cas une portée éducative énorme quant à la maturité personnelle et sociale, éthique et politique.

Il en va de même dans tous les autres domaines. L'interdépendance des droits et les consensus de base qu'elle appelle peut faire renaître un sens plus juste de ce qu'est la société. Avouons que le contexte pluraliste et conflictuel s'accompagne d'une pédagogie plus difficile, parce que le consensus effectif ne s'obtiendra qu'après un long cheminement. L'évaluation « collective » des divers droits en est à la fois le déclencheur, le guide et l'aboutissement. D'où son importance. Tout intervenant social, et pas seulement les juristes, se doivent de mieux connaître et de mieux maîtriser cette pédagogie du droit et des droits. La conscience actuelle passe par là, de même que la plupart des problèmes et des solutions. Les besoins et les aspirations se définissent de

plus en plus en termes de droits, au quotidien comme au politique. Or, c'est précisément le droit, plus que toute autre valeur, qui implique immédiatement la dimension sociétaire. On peut penser l'amour, le courage en termes personnels et interpersonnels sans faire intervenir l'idée de société. Le droit, lui, l'inclut au départ, tout en la situant dans le citoyen lui-même. La loi comme telle peut être ou paraître extérieure à celui-ci, alors que le droit, c'est le « sociétaire » interne à la personne, le sociétaire qu'il peut exprimer, comprendre, partager, agir, le sociétaire qu'il peut critiquer et changer, le sociétaire qu'il peut imaginer ou viser.

Dès le début de ce chapitre, nous avons donc résolu de regarder les choses à partir de ce « sociétaire » propre au droit ; ce qui nous a permis de préciser quatre rôles pédagogiques inséparables pour une pratique sociale du droit et des droits. Est-ce suffisant ? Nous ne le croyons pas. Il faut qualifier et maîtriser la démarche inverse, c.-à-d., celle qui va des droits à la société et à son renouvellement (non pas sa reproduction), celle qui précise les démarches et les étapes du façonnement interne de la pratique sociale du droit à partir d'une situation donnée.

De quel droit ?
Tome 2 : La pratique sociale
Deuxième partie : Pour une pédagogie sociale du droit

Chapitre IV.

Neuf composantes pédagogiques

L'idée de justice n'existe que chez les humbles. Elle y prend parfois une forme abrupte, mais elle reste vive et réveillée par l'existence quotidienne. Chez les puissants, au contraire, qui ont dû toute leur vie louvoyer, transiger, se compromettre, demeurer à l'affût des passe-droits ou des passe-justice pour assurer leur profit, l'idée de justice n'est plus qu'un symbole, un alibi, un moyen de pression...

Casamayor

Un renversement de perspective

[Retour à la table des matières](#)

Rappelons d'abord le renversement de perspective qui s'est amorcé dans l'affirmation des droits de l'homme.

Montesquieu disait jadis que « la liberté est le droit de faire tout ce que les lois permettent. » N'était-ce pas restreindre abusivement l'ampleur et la profondeur de la liberté, du droit et de la justice ? Certes, des lois votées dans le cadre d'un régime démocratique reflètent davantage la volonté des citoyens, contrairement aux dictats d'un pouvoir absolu, au bon plaisir du Prince, à l'arbitraire d'une autorité dite

de droit divin. Mais cet aphorisme du démocrate libéral qu'était Montesquieu maintenait pratiquement la même règle du jeu fondamentale : un droit et une liberté définis d'en haut, fussent-ils inspirés par certaines requêtes d'en bas.

J'ai le goût d'évoquer ici une longue conversation avec un ministre libéral au soir de sa vie. Après cinquante ans de politique active, trente ans d'exercice du pouvoir à Ottawa, il était en mesure de bien qualifier les orientations de base de la pratique libérale chez nous. J'ai noté le plus fidèlement possible son propos qui n'avait rien d'une confidence :

« Nous des libéraux, nous avons toujours su doser notre politique, surtout dans le domaine social. Nous en avons donné assez pour éviter des injustices trop criantes, des révoltes dangereuses, et aussi pour signifier que nous étions progressistes non seulement au plan économique mais aussi au plan social. Le peuple disait : « Voyez, ils sont généreux : les pensions de vieillesse, les allocations familiales. Ce n'est qu'un début ». Mais en même temps nous prenions garde d'en donner trop, encore là, pour contenir des aspirations populaires que les radicaux pouvaient exploiter contre le système, et en dehors de notre contrôle. Ce n'était pas si bête puisque nous avons gardé le pouvoir sans coup férir. Nous sommes devenus indélogeables. Nous pouvons toujours compter sur une majorité qui vote pour nous les yeux fermés. D'ailleurs, qu'est-ce que le peuple peut bien comprendre des législations modernes sophistiquées, hautement techniques et scientifiques ? Nous avons su utiliser les meilleurs cerveaux, les meilleurs juristes pour définir nos législations, nos stratégies, tout en tenant un discours populaire, à la fois progressiste et sécurisant ; ce que nos adversaires, y compris les syndicats, n'ont jamais su faire ».

Voilà ce qui est advenu du beau principe libéral de Montesquieu. La logique fière et arrogante de cet ex-ministre libéral (fédéral) de mon comté qualifie la pratique sociale de base du droit libéral. Avons-nous développé une pédagogie politique capable de créer une autre pratique sociale ? J'en doute. Nous en sommes encore à une fonction critique purement défensive, abstraite, globaliste, froide. Nous ignorons les composantes de base d'une pratique sociale constructive qui change l'ordre des choses, et cela d'une façon aussi efficace que démocratique. Je suis convaincu que la pratique sociale correspondant à une authentique démarche démocratique est encore à inventer. Les contestataires n'ont pas totalement tort quand ils affirment : « Les nouveaux processus de consultation ou même de participation ont

laissé presque intact l'exercice autocratique de la décision ». Ce point de vue de bien des militants sociaux est confirmé par certains critiques scientifiques. « Cet État, disent-ils, restructure nos aspirations en fonction d'un système de décisions qui nous échappent. Ce qui a pour effet l'apathie généralisée et le repli de chacun sur ses propres dispositifs de sécurité et de survie (qu'on appelle abusivement un virage à droite ¹⁶). » Pour faire autorité, le Pouvoir libéral s'interpose entre la critique sociale qui s'exprime librement et les transformations qu'elle appelle dans le réel. Même les énoncés de la science, du droit, de la pensée sociale sont ainsi détournés, et que dire de l'interprétation que les citoyens donnent à leur situation, à leur expérience. Je me demande si la crise spirituelle d'un Occident libéral qui ne croit plus en rien, n'est pas le résultat à long terme de cette pratique sociale décrite plus haut. Ne parlons pas ici des régimes totalitaires qui posent des problèmes d'un autre ordre, autrement mieux identifiables. Mais la dépolitisation semble être aussi profonde à l'Ouest qu'à l'Est.

Je parlais plus haut d'un début de renversement de perspective qui pourrait se reformuler ainsi : la nouvelle conscience des droits privilégie le mouvement qui va des droits aux lois, plutôt que la démarche inverse du libéralisme si bien exprimée par Montesquieu, et si fidèlement appliquée par nos maîtres libéraux.

Par-delà la question du Pouvoir, le défi d'une nouvelle pédagogie sociale et politique qui passe par les droits, apparaît d'une façon plus crue qu'en tout autre domaine, car le cadre juridique demeure un définiteur clé de la vie collective et de la société. C'est le définiteur le plus concret, le plus simple (même si on l'a raffiné à souhait), le mieux qualifiable. Pour s'en rendre compte, on n'a qu'à le comparer à la fluidité des idéologies, à l'éclatement de la culture, à l'inconsistance actuelle des éthiques.

Comme nous l'avons vu plus haut, une pure logique de pouvoir ne peut jamais faire naître une pratique démocratique. Il en va tout autrement dans une vraie pratique sociale du droit et des droits, à la condition qu'on ne fasse pas de ceux-ci un simple prolongement de l'exercice du pouvoir.

¹⁶ René Major, *L'agonie du jour*, Paris, Aubier, 1980. L'auteur, psychanalyste québécois, fait une analyse du Pouvoir, de l'État, en s'inspirant de Freud.

Faut-il noter ici au passage que la magistrature, dans sa pratique courante, juge à partir d'un ensemble de lois que le pouvoir a définies. Et si ce pouvoir se maintient pendant une longue période, il aura tout l'espace nécessaire pour se créer un Droit à son image, un Droit garant de sa reproduction. Ainsi, les élites libérales économiques, politiques, juridiques partagent tellement d'intérêts communs qu'on peut se demander ce que signifie pratiquement la séparation des pouvoirs dans la démocratie libérale, y compris ladite indépendance des juges. On l'a vu récemment chez nous au Québec, ou ailleurs au Canada, quand des partis socio-démocrates ont pris le pouvoir pendant un certain temps. Des magistrats libéraux se sont mis tout à coup à parier de leur indépendance, et même à vilipender ou à mettre en échec le nouveau pouvoir en utilisant à fond certaines références juridiques, y compris la jurisprudence, de l'ancien contexte libéral. Ce zèle soudain pour vilipender des gouvernements qui n'étaient pas de leur propre orientation idéologique et politique frisait l'indécence. La population n'a jamais eu tellement confiance en cette justice de classe et de parti, si bien nouée à une idéologie qui s'impose depuis déjà assez longtemps et qui en est venue à se prendre pour la Vérité.

C'est ici que surgit l'intérêt d'une pratique sociale des droits qui peut interroger, contester la pseudo-neutralité juste, objective et raisonnable de bien des lois définies par le pouvoir libéral et légitimées par sa magistrature ; l'intérêt aussi d'une pratique sociale des droits, capable d'une démarche politique efficace, et autre que celle du bon vieux libéralisme toujours dominant.

Encore faut-il comprendre comment le droit peut être un lieu privilégié du façonnement de cette pratique sociale démocratique où les citoyens eux-mêmes deviennent l'agent décisif. Voyons cela de plus près.

Un droit authentique qui devient pratique sociale, c'est d'abord une valeur clairement exprimée, logiquement pensée, structurellement partagée et efficacement agie. Tout droit qui a atteint cette maturité peut être une des pratiques sociales les plus fermes en contenu comme en forme, en quotidien comme en politique, en pratique comme en théorie, en expérience comme en structure, en conscience comme en pouvoir, en moyen comme en fin. Cette façon de concevoir le droit et sa pratique rencontre deux aspirations du tournant historique actuel : d'une part, un vécu en quête de cohérence, et d'autre part, une politique en quête de pertinence. Deux aspirations qui cherchent à se che-

viller l'une à l'autre dans des valeurs privilégiées comme l'autonomie personnelle et sociale. D'où l'intérêt de nous mettre à la tâche pour en faire un lieu pédagogique important de pratiques sociales nouvelles et de pédagogies politiques peut-être inédites.

Nous avons dégagé neuf composantes qui marquent le façonnement progressif d'une pratique sociale du droit et des droits.

1. Le façonnement d'un langage original capable d'exprimer clairement non plus seulement des opinions, mais des orientations et des convictions profondes en relation avec les droits fondamentaux.

C'est une erreur de trop miser sur les formulations de la Charte. Celles-ci risquent d'être traitées soit, comme des slogans publicitaires, soit comme des outils réservés aux experts. On peut noter déjà ces fréquents raccourcis qui vont rapidement d'une situation litigieuse à peine exprimée à l'article de la charte susceptible de réponse immédiate. L'expression « juridique » est autrement plus exigeante.

La très grande majorité des requêtes adressées à la Commission des droits de la personne se font par téléphone. Verra-t-on bientôt le droit informatisé à son tour ? Trêve d'ironie. Les responsables du service d'accueil ont marqué des points lorsqu'ils ont invité les requérants à écrire leur demande, à préciser le problème en cause, à bien fonder leur droit et celui des autres, en allant au bout de leur examen de la situation et de leur interprétation. C'était là une démarche pédagogique plus importante qu'elle ne paraît au premier regard. On ne traite pas le droit comme une commande d'épicerie.

Certes, il existe des situations limites où l'angoisse ne peut que crier sa blessure au nom du droit. On doit y accorder tout le respect et l'attention nécessaires. Il en va de même pour les difficultés d'expression. Ce que nous voulons mettre en relief ici, c'est l'utilisation superficielle et précipitée des moyens de communication, sans réflexion, à la moindre pulsion du moment. Le droit véhicule des réalités humaines trop profondes pour se prêter à de tels comportements. On ne voit pas pourquoi il échapperait aux exigences de pédagogie sociale qui s'imposent à tous les autres champs d'expérience. Mais il y a plus.

Le droit se présente dans des formulations simples et précises, un peu comme une pensée achevée, toute faite, immédiatement utilisable. Le pas est vite franchi pour laisser croire qu'il suffit de l'exprimer tel

quel pour affirmer automatiquement son sens, sa vérité, sa pertinence. On oublie tout le cheminement critique qui a été suivi pour en arriver à sa formulation. Le juriste lui-même doit revenir à ce cheminement quand il veut interpréter le droit, et non pas seulement s'en tenir au jugement de son « applicabilité » à la situation évoquée. Le champ d'expérience humaine qui a inspiré un droit est autrement plus large et complexe que celui de son application ponctuelle. Ces remarques sont capitales pour comprendre nos réticences sur certaines pratiques actuelles, particulièrement dans le domaine de la communication.

Il faut s'arrêter à ce phénomène social de la communication électronique « instantanée », non pas pour boudier une aussi merveilleuse technique, mais pour évaluer les pratiques qui l'accompagnent. Ce qu'on gagne en temps et en espace, on le perd souvent en profondeur, sans compter le fait que bien des citoyens désapprennent ainsi les expériences qui exigent une maturation dans la durée et l'étendue. Le téléphone à portée de main permet la multiplication des échanges, l'accès à tous les services. On peut rejoindre n'importe qui, n'importe quand, n'importe où, et cela à la moindre pulsion du désir, de l'intérêt ou de la frustration. Plus que le médium-message, c'est la parole, la pensée, la communication « vulgarisées ». Une autre forme de pollution, diraient les pessimistes. De l'or viré en plomb.

Notre insistance ici n'a rien de farfelu ou d'exagéré. Ce monde superficiel de communications immédiates faciles et multiples, d'opinions sur tout et sur le tas, n'encourage pas beaucoup le mûrissement de la réflexion, du jugement, de la conviction. Qu'arrive-t-il alors du fameux droit à la liberté d'expression ? Comment sera-t-il exercé ? Quelle sera la qualité de cette « opinion publique » qu'on dit la reine de la démocratie ? Et quand la majorité des questions de droit, dans plus de 90% des cas, font l'objet d'un coup de fil souvent impulsif, il est temps de s'interroger. La libération de la parole, chez nous, risque de tourner en babillage permanent sur toutes les ondes et fréquences. Et voilà le « droit au téléphone ». C'en est trop.

Qu'on ne semble même pas s'inquiéter d'une telle dérive, marque une grave cote d'alerte. Plus grave que celle de l'engorgement actuel des communications multipliées. C'est moins l'outil qui fait problème que son usage. Il ne s'agit pas ici d'entrer dans le procès bien connu qui oppose les apologètes et les dénonciateurs de la société informatisée. Le médium-message ne doit pas empêcher une évaluation plus judicieuse des pratiques sociales qui constituent la démarche propre-

ment humaine dans cette technologie de communication. D'aucuns s'inquiètent, avec raison, du dossier sur chacun des citoyens, « computerisé » à l'informatique. Dossier susceptible de toutes sortes d'abus quant au droit au respect des individus, de leur vie privée ; quant au droit au respect du secret professionnel, etc. Mais combien s'interrogent sur leurs propres pratiques de communication, sur l'utilisation des moyens pratiques de communication, sur l'utilisation des moyens qu'ils ont en main, sur la qualité de leur liberté d'expression (non seulement sur ce qui la bloque ou la restreint, mais aussi sur ce qui la dévalorise, la ravale de par leur propre irresponsabilité) ?

On le voit : les démarches en matière de droits seront tributaires de la qualité de leur « expression » au départ. C'est là la première composante de la pratique sociale. L'enjeu devient d'autant plus important que l'expression elle-même est objet de droit dans la société démocratique. Mais on peut concevoir et pratiquer ce droit d'une façon superficielle, magique, plus ou moins responsable. On peut aussi le traiter comme on utilise le médium, sans égard au contenu, aux finalités, aux exigences éthiques. Celle dimension éthique apparaît dès que ma liberté d'opinion rencontre celle de l'autre. Comment faire un droit fondamental de la liberté d'expression et s'accommoder de la qualité douteuse et superficielle de son contenu et de son exercice ? J'ai déjà signalé tant de contradictions en ce domaine qui est pourtant à la base de la démocratie. Ainsi, je réclame la liberté d'attaquer l'opinion de l'autre, et le droit qu'on force l'autre à me respecter, à ne pas attaquer mon opinion, et cela au gré de la cause que je défends et de celle que je pourfends.

On m'objectera ici que le droit à la liberté de conscience, d'opinion, d'expression ne préjuge d'aucun contenu. C'est une erreur grave et fréquente. En effet, comment, à partir d'une conception aussi stupide de ce droit, va-t-on condamner un discours diffamatoire ou discriminatoire ? Pareille conception empêche toute autocritique, tout exercice du jugement sur la qualité, le sens, la portée de ce qu'on exprime. La liberté dès qu'elle s'exerce, charrie toujours un contenu, comme la parole d'ailleurs. Le droit ici n'est pas un simple contenant, encore moins un recours magique pour justifier n'importe quoi. Déjà l'expression superficielle, irréfléchie, incohérente ou inconsistante marque la pauvreté du contenu.

J'entends cette autre objection : « Donc, vous réservez le droit à une élite capable de bien s'exprimer. Par exemple, bien des citoyens

n'ont pas la capacité d'écrire leur requête ». Mais le problème que je soulève ici se retrouve autant chez les instruits que chez les non instruits. L'expression elle-même du droit, sa formulation, son intelligence sont tout autant improvisées, galvaudées, comme si désormais on pouvait se passer de l'expérience et de la tradition juridiques, comme si le langage propre aux droits de l'homme était déjà arrivé, constitué : immédiatement utilisable comme une carte de crédit. Et puis, à quoi bon plaider la démocratisation de l'école, si on juge inutiles les apprentissages d'une expression plus qualitative de ce qu'on pense, dit et vit.

Le droit ne sera jamais un lieu de cohérence et de pertinence dans de telles conditions. Or sa force d'impact dépend beaucoup de ces deux qualités. Voyons bien l'enjeu : la libération d'une parole qualitative capable d'exprimer des convictions profondes et non pas seulement des opinions changeantes, est la première étape d'une véritable pratique sociale. La pédagogie du droit et des droits, de par ses exigences propres, est une des meilleures écoles en ce domaine vital de la démocratie, de la maturité individuelle et collective. Bien d'autres enjeux sont engagés dans ce défi.

Par exemple, on pourrait bien se retrouver bientôt dans un autre ritualisme aussi vide que le légalisme et le moralisme d'un certain héritage. Un pur système de règles quoi !

Des lois savantes et sophistiquées, d'une part et d'autre part, des opinions érigées en droits.

Des contrôles multiples, d'une part et d'autre part, une liberté sans contenu, sans structure, sans finalité (une folle permissivité fait tout autant le jeu des pouvoirs que le dogmatisme ; une liberté informe débouche souvent sur un sécurisme qui la nie).

- Un droit exprimé d'une façon inconsistante, crée une opinion publique sans profondeur politique et éthique. Dans cette parole formulée en public, la conviction devient opinion vite noyée dans un magma indifférencié et énorme d'informations. Entre la charte des droits et une opinion publique aussi superficialisée, il y a place pour des expressions plus qualitatives du droit.

- On se repliera sur le privé ou dans la marginalité pour vivre les questions profondes de l'aventure humaine, parce que les styles ac-

tuels de politique, d'éducation, de media ne s'y prêtent pas, parce que des lieux cruciaux comme le droit auront perdu tout sérieux, toute crédibilité.

2. Dans la mesure où un droit exprime des réalités cruciales, il sera l'objet de débats profonds, de conflits d'interprétation qui exigeront un solide jugement critique et une éthique du dialogue.

Une pratique sociale des droits doit savoir bâtir son propre discours, et aussi bien fonder son interprétation du réel. Autrement, on opine, on adhère, on attaque, on juge sans trop se préoccuper d'apporter des fondements sérieux à l'examen ou à l'explication de la situation concernée et du droit qu'on y défend. N'en déplaise à Descartes, le jugement ne court pas les rues. De plus, celui-ci a perdu bien de ses appuis qui servaient jusqu'ici à sa maturité - tels l'appauvrissement de la conscience historique, la marginalisation ou le rejet des grandes sagesse collectives du patrimoine humain, le peu d'intérêt pour une démarche philosophique qui apprend à penser rigoureusement. Plutôt un empirisme qui résout les problèmes à la pièce. Cette question ne concerne pas seulement les citoyens. En effet, certains juristes de qualité s'inquiètent de l'affadissement de la culture juridique elle-même.

Mais le droit doit-il, pour cela, revenir au contrôle exclusif des professionnels et des experts de la juridicité ? Ce serait aliéner la population d'un autre instrument démocratique de la société contemporaine. Je sais que cela est vite dit. Il faut se rappeler les seuils critiques douloureux des tentatives récentes de participation, bien résumés ici par P. Gillingham : « Des gens dépourvus de toute caution professionnelle ou universitaire furent investis d'un pouvoir réel de décision, ils découvrirent avec colère et frustration que leur action était inefficace parce qu'ils ne possédaient pas l'expérience qui leur aurait permis de maîtriser et d'utiliser le savoir organisé qui fait tourner les rouages des grandes organisations complexes, et assure leur fonctionnement parmi les innombrables subdivisions de l'autorité et de la responsabilité. Le pouvoir réel ne cessait de revenir entre les mains des administrateurs professionnels, des universitaires, des planificateurs, des gestionnaires et des fonctionnaires. Et ce n'était pas toujours le résultat d'une volonté secrète des gens de savoir ; certains d'entre eux se plaignaient même amèrement, se désolant de l'incapacité des « profanes » à justifier la foi que les spécialistes avaient placée en eux. ¹⁷ »

¹⁷ E.F. Schumacher, Good Work, Paris, Seuil, 1979, p. 171.

Cette remarque s'applique au monde du droit de plus en plus omniprésent dans tous les secteurs d'activités régies par une juridicité compliquée à souhait. Il faut bien avouer le retard de la pédagogie juridique par rapport au mouvement de démocratisation intensive des règles du jeu. Le néo-corporatisme déjà signalé n'explique pas tout. Combien d'avocats bien intentionnés se sentent démunis pour aider les individus ou les groupes à maîtriser les processus modernes de normatisation, de régulation ? Les facultés de droit s'en préoccupent très peu, à ma connaissance. Compétence et pédagogie sont inséparables particulièrement dans des professions qui interviennent directement dans l'activité humaine, dans les rapports sociaux, dans la pratique démocratique. Tout outil social a une dimension pédagogique que ni la rationalité, ni la technicité la plus savante et même la plus pratique, ne peuvent remplacer. Or, il est difficile de promouvoir cette tâche dans les milieux juridiques qui souvent la récusent avec mille et une raisons tout étrangères au problème que je viens de soulever. À ces professionnels, j'ai le goût de dire : « ne vous plaignez pas des préjugés qu'entretient la population à votre égard ». Un peu plus de sens pédagogique pour aider celle-ci à comprendre la démarche juridique contribuerait à faire tomber certains préjugés, par-delà les questions de « pouvoir professionnel » qui sont d'un autre ordre.

Mais il existe d'autres difficultés aussi redoutables. Pensons à la maîtrise de la fonction et de la critique idéologiques. Que de chemin à faire ! Nous avons vu comment les diverses idéologies interfèrent dans les discours sur le droit et les droits. Un phénomène normal dans la mesure où il existe plusieurs lectures de la société. Mais c'est aussi un phénomène récent. En effet, nous n'avons pas l'habitude du débat idéologique, ayant longtemps vécu dans une monoculture érigée en vérité unique. Le naturel revient vite au galop. C'est ainsi que le plaidoyer idéologique s'identifie vite à la Vérité. Plus il est radical, plus il se fait dogmatique, sans laisser place à quelque autre interprétation de la situation. Étrange paradoxe en regard d'une pensée et d'une conduite éthiques souvent livrées à l'arbitraire, à l'opinion, à la permissivité, aux nouveaux lieux communs.

Ce divorce entre une critique idéologique rigoriste de la vie publique et un laxisme moral de la vie privée, crée de graves contradictions et distorsions dans la pratique sociale, sans compter les énormes insécurités provoquées par cette absence de cohérence minimale. D'où les courts-circuits dangereux dans l'utilisation du droit auquel on deman-

dera à la fois la plus grande liberté privée et le contrôle public le plus poussé pour se protéger des libertés des autres. Un véritable cercle vicieux qui engendre angoisse, méfiance et impuissance. On voudra régler toute situation à coups de droits, sans se rendre compte que ceux-ci n'ont plus de sens, quand ils sont utilisés dans des comportements incohérents et contradictoires. Si l'on exige un contrôle total à partir du droit, il faudra bien qu'on accepte une limitation de sa propre liberté. D'un autre côté, si l'on veut une société moins contrôlée par la loi, on devra accepter de ne pas tout régler par le droit.

Ce qui nous amène à une autre cote d'alerte, à savoir : l'hyper-juridisation des débats et des combats de tous ordres. Quand tout est matière à droits, ceux-ci deviennent des objets de marchandage aussi obsolètes que les biens de consommation ; des objets « vulgarisés » sans profondeur humaine, sans évaluation qualitative. Lorsque tout devient juridique, il n'y a plus rien de juridique. De plus, il faut craindre ici la remontée d'une vieille mentalité qui emprunte ce qu'il y a de plus haïssable dans notre histoire : l'esprit de procès alimenté par cette méfiance qui est un des traits de la culture latine. Certains de nos ancêtres ont vécu toute leur vie dans un climat de procès avec leurs voisins. Il ne restait alors pas tellement d'énergie sociale pour d'authentiques combats de justice.

Pour toutes ces raisons, la Charte peut devenir une aubaine piégée, un recours sécuritaire superficiel, un substitut de maturité personnelle et politique. Eh oui ! une aubaine que ces formulations générales, simples, impératives qui légitiment et ennoblissent automatiquement n'importe quelle revendication habilement logée dans un créneau de ce haut lieu d'intérêt public et de respectabilité personnelle. C'est aussi une position balistique très commode pour accuser les autres de malhonnêteté, pour tirer à boulets rouges sur tous ceux qui ne pensent pas comme soi. On s'est approprié la justice à partir d'un article de la Charte, peu importe si ailleurs, un autre article fonde le droit réel de son opposant.

Alors que la pratique juridique historique du droit a appris ses énormes limites dans le champ des pratiques sociales, celle des droits a suivi le chemin inverse. *L'amplitude de la Charte embrasse toute la condition humaine au point de laisser entendre, en pratique, que des champs aussi complexes que la culture, l'éthique, la politique, la religion, la sexualité, etc., peuvent tous être pensés, jugés, gérés, par les droits.*

Qu'on ne s'y trompe pas, combien de débats abolissent souvent la spécificité de ces champs humains et leurs démarches propres. Comment peut émerger, par exemple, des orientations éthiques plus justes, si on fige le débat des orientations profondes par un droit qui consacre une tendance et disqualifie l'autre d'une façon irrémédiable, alors qu'on en est encore à des positions non suffisamment éprouvées de part et d'autre. Quand des intervenants en position d'autorité sont enfermés dans leur parti pris idéologique, dans leur adhésion inconditionnelle à une cause particulière, ils brisent eux-mêmes au départ l'éthique du dialogue ; ils s'affirment comme les nouveaux clercs. Ce dernier terme est très juste, parce que le droit atteint souvent des questions de conscience.

Par exemple, face à de nouvelles orientations sexuelles, il se peut que tout une partie de la population soit en désaccord, et se sente profondément insécurisée. On ne fera que renforcer l'insécurité et le phénomène de rejet, si on la musèle à son tour par des ukases juridiques, si on ne la respecte pas, si on l'accuse d'être arriérée, ou même fasciste. Il est des façons d'agir qui reproduisent exactement ce qu'on dénonce. On ne promeut pas la tolérance par l'intolérance. On n'engage pas une pratique du cheminement, de la confrontation, du dialogue, en se faisant le vendeur d'une cause et le pourfendeur de ses opposants, en mettant systématiquement les siens sur un pied de guerre à outrance.

Un responsable de la Commission des droits de la personne par exemple, ne peut se comporter comme un militant, et prétendre en même temps jouer un rôle d'éducateur auprès de la population. C'est le droit lui-même, à la longue, qui sera objet de défiance, parce qu'on en aura fait une tribune idéologique qui rassemble un même monde dressé contre tous ceux qui manifestent le moindre désaccord avec de nouvelles orthodoxies juridisées bêtement.

Dans une phase historique de remise en question profonde sur tous terrains, suite à des transformations de tous ordres, il faut assurer à tout prix l'espace de liberté nécessaire à la compréhension de ce qui arrive, à la maturation des positions des uns et des autres, à l'exercice d'un jugement plus serein, plus réfléchi. Est-ce bien le cas ?

Il y a bien des incertitudes que le droit ne peut résoudre par lui-même, comme il y a bien des tâches qu'il ne peut assumer, ou même

qu'il risque de bloquer par des contrôles abusifs. Déjà, nous pouvons noter l'énorme difficulté de gérer démocratiquement ces mille et un contrôles dans les institutions actuelles. Tout le monde y perd. Voyez ce qui se passe dans tant de milieux de travail où ce légalisme à outrance, cette auto-justification par le droit empoisonnent même les relations entre pairs. Quel paradoxe que cette interdépendance croissante, d'une part et d'autre part, cette dégradation des solidarités quotidiennes ! jamais la pratique sociale n'a exigé autant de souplesse, de compromis entre les « différences », de discernement.

Il y a tant de choses à réévaluer dans ce mouvement précipité des droits. Comment concilier des plaidoyers pour le respect des « différences » avec d'autres plaidoyers qui les abolissent ? L'article 10 sur la discrimination est loin d'avoir la logique qu'on lui prête.

3. L'expression, la compréhension et la confrontation des droits doivent se nourrir de l'expérience, s'y inspirer, y retourner sans cesse, pour éviter le dogmatisme, suivre le mouvement de la vie, et vérifier la pertinence des règles, aussi bien les nouvelles que les anciennes.

Le droit appartient à une démarche qui se prête assez facilement à une ritualisation rigide. De plus, il est « idéaliste » presque par nature. Tout le monde se réclame du droit. Le droit est un gros billet de banque qui ignore souvent la menue monnaie de l'échange quotidien. Il est aussi une réalité de structure, une logique de système, un monde de mécanismes, de statuts, de règles. Bien sûr, il est plus que cela. Mais sa pente naturelle l'éloigne facilement du vécu, de l'expérience humaine avec ses impondérables, ses gratuités, et aussi ses irrationalités. Pensons, par exemple, à tout cet univers de l'affectivité.

L'opacité du vécu n'est que le versant ombré de ses richesses souvent peu explorées. Ma petite expérience de pédagogue social m'a appris l'énorme défi que représente l'examen de toutes les dimensions d'une situation. Comme disait T.S. Eliot : « Les hommes ne supportent qu'une partie de leur réel. » Ils s'ingénient à fuir ce qui les insécurise. Ils ne se posent souvent que les problèmes qu'ils peuvent résoudre (K. Marx).

La fameuse idéologie du « vécu » quitte vite son terrain pour se loger dans l'abstraction de la grille qui va tout expliquer. On raisonne comme si la base sociale était bien constituée, consciente, sûre de ce qu'elle est et de ce qu'elle veut, vierge de tout défaut, prête à s'assu-

mer, à risquer, à entreprendre une longue foulée de libération ou de construction. Voyez la difficulté d'enclencher le moindre projet éducatif dans l'institution scolaire locale. Un problème bureaucratique ? C'est trop facile comme explication. Bien d'autres que les bureaucrates ramènent tout à la défense et à la promotion de leur statut juridique.

Le moindre changement doit passer par une enfilade de normes juridiques, administratives, syndicales, professionnelles. Et pourtant tous et chacun se réclament des exigences du vécu, de l'expérience. Faut-il abandonner ce repère commun trop piégé parce qu'il est souvent utilisé comme un paravent qui cache des intérêts particuliers sous le couvert de l'intérêt général, du réalisme, du bien-être des commettants. Or, effectivement, dans les jeux de pouvoirs et de statuts, les droits de ceux qui sont la raison d'être des institutions sont vite oubliés, et parfois même agressés.

Resituer un droit, un statut dans son champ humain concret, avec pertinence, c'est là une des démarches les plus difficiles. Démarche qui ne peut se vivre en laboratoire. La pédagogie des « comités », des sessions hors des circuits quotidiens reste très limitée. Et pourtant, on ne compte souvent que sur elle pour rejoindre, évaluer et assumer l'évolution du « vécu ». Dans mon université, il y a 144 comités qui entourent les instances principales, déjà lourdes et compliquées. On y dépense beaucoup de salive, de temps, d'énergie. Or cette sur-socialisation externe est souvent un écran qui occulte la sous-socialisation interne et quotidienne où chacun fait comme bon lui semble. Les pratiques réelles demeurent les mêmes. On n'a pas appris à agir collectivement à l'intérieur des situations. On aborde les problèmes en se créant un cadre plus ou moins artificiel à côté, mais on est démunis dès qu'on se retrouve dans le milieu quotidien permanent.

Les outils sophistiqués de ces laboratoires sociaux ne semblent pas convenir au « *problem solving* » de tous les jours, entre interlocuteurs immédiatement concernés. Il faut alors des intermédiaires externes : comités parallèles, consultants, animateurs, négociateurs professionnels, avocats, sans compter le fameux processus d'enquête si fréquent. Voyez comment ce genre de dispositif s'est hypertrophié un peu partout. L'obsession de l'encadrement, de la normatisation, est du même ordre. Et si vous ajoutez une idéologisation du moindre geste, du moindre regard de l'autre, vous arrivez à un climat de morosité, de stérilité et de stratégie occulte ; au grand plaisir des esprits « petits politiciens ».

Voilà un contexte très peu propice à une saine utilisation des droits. Au contraire, ceux-ci serviront à bien des batailles artificielles, et plus ou moins responsables. On sera loin d'une expérience capable de penser les droits à partir d'elle-même. Si la science se repense en revenant sans cesse à son champ d'expérience propre, il en va de même du droit. « C'est un truisme » me direz-vous. je n'en suis pas si sûr, à en juger par la facilité avec laquelle on pose tel ou tel droit comme définitif d'une situation qui aurait besoin de bien d'autres éclairages. Accepter patiemment et lucidement de faire le chemin inverse, c'est respecter la complexité du réel, reconnaître ses diverses dimensions, distinguer ce qui est de l'ordre des moyens et ce qui est de l'ordre des fins, et surtout discerner la différence entre les démarches techniques, administratives, professionnelles, juridiques, éthiques et politiques. Malgré nos savants outillages d'organisation et d'évaluation, ces démarches s'emmêlent souvent dans des écheveaux inextricables. Et la juridisation de tout devient l'ultime recours, avec les résultats qu'on connaît : l'hypercontrôle dans l'encadrement, et l'anarchie dans les comportements. L'autogestion n'est pas pour demain !

On retrouve des phénomènes semblables dans l'itinéraire des individus. À la Commission des droits de la personne, par exemple, il arrive souvent qu'un plaignant avoue n'avoir même pas parlé avec ceux qu'il accuse d'avoir lésé son droit. Il faudrait un énorme contingent d'animateurs pour médier, négocier, organiser ce genre de rencontres. Ce qui est impensable. Il y a bien d'autres démarches possibles avant d'en arriver à ce recours qui devrait être exceptionnel. Voyons un exemple.

Un étudiant étranger se plaint de ses camarades bruyants qui l'empêchent d'étudier le soir dans la résidence de l'université. Il s'adresse à l'autorité du lieu comme il le ferait dans son pays d'origine et selon sa propre culture. Les étudiants rétorquent par des propos insultants et discriminatoires écrits sur la porte de sa chambre et au babillard. Blessée à juste raison, la victime téléphone à la Commission des droits de la personne et demande une intervention immédiate. On comprend très bien un tel geste. Son interlocuteur à la Commission lui suggère de tenter un dialogue avec ses voisins à la résidence, dans un premier temps. L'étudiant accepte. Son témoignage vaut la peine d'être entendu :

« Il m'a fallu donner un sacré coup de coeur pour rencontrer ceux qui m'avaient aussi profondément offensé. J'ai dû d'abord me distancer sur l'événement et clarifier tout autant ma situation que les propos à tenir avec mes interlocuteurs. Peut-être avais-je mal procédé ? Ma solitude et mon insécurité comme étranger avait accentué mon repli sur moi-même, et aussi ma sensibilité à fleur de peau. Je n'avais pris jusque-là aucune initiative pour m'associer à des activités collectives dans la résidence. J'avais refusé les premières invitations. Comme mécanisme de compensation, sans doute, je me suis consacré presque exclusivement à mes études. C'était devenu une sorte d'obsession. Cet incident m'a donc amené à faire le point, à me dire des choses que je refoulais au fond de moi, sans me rendre compte qu'elles faisaient grandir une insécurité que j'arrivais de moins en moins à nommer, à clarifier. Et je me rendais compte tout à coup que j'avais à briser ma propre glace, comme vous dites ici au Québec. Je tiens à dire que cette révision de ma situation n'avait rien de masochiste, et que je ne blairais pas plus l'attitude offensante de mes voisins. je n'allais pas jouer le mendiant de pitié. Je devais leur dire franchement mon scandale tout en expliquant ma situation d'étudiant étranger, ce qui m'a amené à réagir, et pourquoi je l'ai fait de cette façon-là. Voilà ce que j'ai fait. J'ai été accueilli et compris au-delà de toute attente. Nos rapports, par la suite, ont changé du tout au tout. Non seulement, je suis devenu l'un des leurs de ma propre initiative, mais aussi ils m'ont fait l'un des leurs. je me demande aujourd'hui ce qui serait arrivé si la Commission était intervenue d'autorité. Elle aurait peut-être renforcé leur préjugé et leur agressivité, sans compter un renforcement de ma solitude ulcérée et désespérée. J'ai défendu et affirmé ma dignité en misant d'abord sur moi-même, plutôt que sur une autorité extérieure. le faisais d'une pierre deux coups : j'avais retrouvé ma confiance en moi-même et je m'étais fait des amitiés que... En même temps, j'ai l'impression d'avoir contribué à changer quelque chose d'important dans le milieu. »

Voilà un bel exemple d'une pédagogie du droit bien située dans l'expérience des commettants avec leurs ressources propres. Le droit y acquiert une dynamique sociale qui déborde le rôle trop réducteur d'une simple régulation impersonnelle et obligée des rapports humains. La prochaine étape va nous en convaincre davantage.

4. La loi est au système social ce que les droits sont à la communauté. Ces derniers développent leur dynamique originale dans des solidarités quotidiennes, dans des relations directes qualitatives. Ils doivent être le courant chaud de la justice.

La loi est verticale, le droit est horizontal. Vaine géométrie ? je sais la comparaison un peu trop simplifiée. Mais elle n'est pas moins précieuse pour éclairer la spécificité respective des deux pratiques sociales, et aussi leur complémentarité. À trop loger les droits dans la ligne verticale de législations très définies et impératives, on y gagne en structure, mais on y perd en qualité. Le droit a plus d'ampleur et de profondeur que la loi. Et l'inévitable rigidité de celle-ci peut restreindre les riches virtualités des droits de l'homme et de leur pratique sociale où l'on apprend à conjuguer d'une façon concrète et quasi organique la justice, la liberté, l'amour ; la co-responsabilité et le partage équitable des charges et des rémunérations ; le respect et l'aide des moins forts ; les luttes de libération et de promotion collectives, etc.

Les droits ne sauraient jouer leur rôle historique sans de forts appuis communautaires, sans des milieux et des styles de vie qui les incarnent, sans des pratiques qui leur donnent des mains. On se souviendra qu'un milieu humain ou une institution vivante sont socialement beaucoup plus que ce qui les structure. Il y existe plusieurs réseaux de relations plus ou moins informels, souvent très intenses qui ne tiennent pas de l'organisation elle-même. La psycho-sociologie nous enseigne que ces « nous quotidiens » ont une influence capitale sur les comportements. Leur gratuité permet justement ce courant chaud que nous avons évoqué plus haut. Elle offre un espace qualitatif pour des rapports plus humains, plus directs. Face à la bureaucratisation croissante, ces réseaux ont pris une ampleur insoupçonnée.

Combien d'initiatives intéressantes sont apparues ces derniers temps, et combien d'institutions sont nées dans ces noyaux quotidiens où l'on s'embarrasse peu des statuts et du formalisme structurel, où l'on tente de vivre et de faire ensemble des expériences épanouissantes, fécondes, où l'on se centre sur les intérêts communs, sur une même tâche, sur le projet collectif comme tel ! On y développe un dynamisme et une compétence de groupe, qui ne demeure pas moins attentive aux talents et aux aspirations de chacun. C'est là où s'élaborent de nouveaux modèles de base sociale, de solidarité, d'éthique collective. Ce peut être un terrain nourricier très fécond pour l'élaboration d'une pratique sociale des droits. Ceux-ci ne sont plus, en pareil cas, des références abstraites, des mesures purement défensives, protectrices, sécuritaires. Ils deviennent le fil conducteur des rapports interpersonnels, communautaires et politiques, ils rétablissent des rapports entre le privé et le public, entre le spontané et l'organisé, entre l'indi-

vidualité et la socialité entre le quotidien et le politique. Ce n'est pas un mince avantage quand on songe au divorce croissant entre les projets de vie et les structures bureaucratiques vides d'humanité. Il y manque de fortes et vivantes médiations communautaires.

L'évolution récente marque un fossé de plus en plus large qu'il nous faut bien identifier. D'une part, un État de plus en plus investi de mille et un rôles et services exigés par les citoyens eux-mêmes, et d'autre part, un style de vie de plus en plus privatisé, et individualiste où l'on agit à l'opposé de ce qu'on attend de l'État. Celui-ci doit assumer toutes les contraintes, alors que l'individu s'attache exclusivement à des choix, à des libertés, à des droits qui vont dans le sens de son intérêt immédiat. Le régime libéral arrive à des limites critiques, non pas seulement chez les gros capitalistes, mais chez les citoyens eux-mêmes. Cette contradiction croissante entre le contrôle social anonyme de l'État et une vie privée libertaire, pour ne pas dire licencieuse, tue la responsabilité démocratique, et toute velléité d'éthique collective, mais encore plus les rapports sociaux les plus vitaux. Tout se passe comme si nous étions structurellement de plus en plus interdépendants les uns et des autres, et socialement, de moins en moins solidaires. L'univers des droits est tributaire de ce divorce désastreux.

Ce qui incite à dépasser une pratique des droits trop exclusivement rattachée à la protection de la personne face aux structures, comme c'est souvent le cas. Notons ici le peu d'impact politique de cette conception des droits, qui fait le jeu d'un libéralisme asocial. Il faut voir le droit davantage comme qualification du rapport entre les hommes, comme lieu cardinal d'une justice solidaire. En mettant en veilleuse cette dimension essentielle, on enlève au droit sa force originale et décisive. Toutes les initiatives de démocratisation des institutions, de décentralisation, de dérégulation bureaucratique sont vouées à l'échec, s'il n'y a pas de solides pratiques sociales à la base. C'est d'abord à ce niveau que l'ensemble des droits fondamentaux peuvent devenir un lieu de cohérence éthique, politique et juridique.

Mais rappelons-le : les solidarités horizontales constructives sont autrement plus difficiles que les solidarités verticales défensives qui ne font que réagir aux initiatives des autres, par à-coups. La pédagogie sociale nous enseigne que sans la dynamique interne et permanente des solidarités horizontales, on finit par reproduire le même rapport vertical entre pairs, le même type d'autorité, et parfois, de domination et de manipulation. On ne peut faire respecter des droits qu'on ne sait

pas vivre avec ses proches, dans son champ quotidien d'expérience. Sans cette dynamique, la critique sociale sera abstraite, négativiste et peu engageante.

Si la pratique des droits porte une nouvelle conscience politique, peut-être inédite, elle doit être plus attentive à ce qui peut même la qualifier et la dynamiser, tels de solides appuis communautaires. Voyons un exemple.

Des ouvrières d'une usine étaient l'objet de sarcasmes quotidiens et parfois d'agressions sexuelles de la part de certains compagnons de travail. Individuellement, de temps à autres, elles s'en étaient plaintes lors des assemblées syndicales. Un moment, elles ont fait front commun, mais peine perdue, puisqu'elles étaient minoritaires. L'exécutif du syndicat avait rejeté leur requête. Elles s'adressèrent à la Commission des droits de la personne. Avec beaucoup de doigté des responsables de celles-ci leur ont fait comprendre qu'une enquête purement légale ne changerait pas grand-chose aux attitudes de leurs compagnons de travail. On les a plutôt aidées à se regrouper, à mieux connaître leur convention collective et les rouages de leur syndicat. Elles ont appris que dans leur centrale syndicale il y avait un service à la condition féminine. Elles ont vite décroché de la Commission des droits de la personne pour emprunter leurs propres canaux institutionnels, et surtout pour miser davantage sur leur propre solidarité. Cet ensemble de démarches allait changer bien des choses tant dans le milieu de travail quotidien que dans le syndicat local. On n'en était plus à ce petit moyen initial qui s'était marginalisé, et même enfermé dans son sentiment de frustration, et de révolte très légitime, mais impuissante. À travers ce problème qualitatif, pour la première fois, l'ensemble des travailleurs et des travailleuses se faisait « communauté » et découvrait l'importance de la dynamique interne d'une solidarité horizontale quotidienne. Sans s'en rendre compte, les travailleurs avaient reproduit dans leurs rapports avec leurs compagnes le même schéma vertical et dominateur qu'ils reprochaient à la direction, et cela dans leurs comportements quotidiens comme dans leur gestion syndicale. Ce qui compromettait gravement non seulement le sens de leurs luttes, mais aussi les assises mêmes de leur solidarité. Une solidarité trop définie jusque là en fonction de l'autre à combattre. Une solidarité décrite idéologiquement acquise, alors qu'elle était à faire. Une solidarité qui devait d'abord se vivre et se penser à même les rapports quotidiens entre pairs. Une solidarité qui vit en elle-même les droits avant de les utiliser comme une arme contre les autres, sinon les droits à leur

tour démasqueront sa fausseté. En effet, les droits ne tardent pas à rétroagir sur ceux qui en abusent. Leur vérité est moins attaquable que ne le sont les comportements, les attitudes et les pratiques.

La communauté des droits et les droits de la communauté sont une des dialectiques de base d'une authentique pratique sociale. Un certain néo-libéralisme veut nous faire choisir l'individu contre l'État au nom des droits de la personne. Il n'a pas compris que l'interdépendance des droits ne peut s'entendre et surtout se vivre sans un sens Profond de la socialité, de la communauté, de la cité, qui porte non seulement le respect de l'autre différent de soi, mais aussi un vouloir vivre ensemble juste et solidaire qui a son économie propre jusque dans le tissu sociétair des droits.

5. Les droits deviendront des symboles d'impuissance et d'échec politique, sinon de purs idéaux moraux, s'ils ne se traduisent pas dans des projets, dans des actions et dans des chantiers collectifs. Il y a tout un monde entre le droit revendicateur et le droit entrepreneur, entre le droit de recevoir et le droit de faire.

Comme le jeu politique qui dérive présentement de l'acte au spectacle, la pratique des droits risque de rester une symbolique de la bonne conscience qui tout en pointant les vrais enjeux, se limite à des discours généreux inaudibles sur la scène criarde des amuseurs publics. je ne veux pas céder ici au mépris, ou au cynisme. Mais mon inquiétude se veut un peu plus mordante pour secouer une passivité désarmante. En effet, l'évolution récente va davantage vers le droit de recevoir que vers le droit de faire. Même les luttes les plus agressives des derniers temps sont toute accrochées à l'État pourvoyeur et protecteur. On se retrouve tous au gouvernement pour avoir la plus grande part du gâteau possible, le maximum de sécurité.

- Le droit d'informer, de s'informer fait place au droit d'être informé.

- Le droit de faire des égaux se mue en corporatisme professionnel et syndical sur-protégé, en atelier fermé aux autres... aux jeunes particulièrement.

- Le droit à la santé se ramène au droit de recevoir les meilleurs soins en cas de maladie ou d'accident, ou au mieux, à des appuis struc-

turels et à des mécanismes de prévention qui font office de « vertu » sanitaire !

- Le droit à l'égalité de chances, en éducation comme ailleurs, a un je ne sais quoi qui fait penser au populisme de la loterie plutôt qu'à une stratégie des talents. L'autodéveloppement dont on parle beaucoup, est autrement plus exigeant ; il ne va jamais très haut quand il est bâti sur l'égalité du plus médiocre dénominateur commun et non sur une dynamique de dépassement solidaire.

Cette dernière remarque nous montre tout le poids des mots dans la formulation des droits. L'expression passive, défensive, sécuritaire est presque toujours privilégiée. Nous ne saurions trop insister. Pourquoi serait-on mal à l'aise de voir apparaître tout à coup dans la Charte quelque chose comme le droit à l'excellence. On me dira que ce n'est pas un droit, mais une qualification qu'on se donne librement, volontairement. Alors n'y a-t-il de droit que ce qui est accordé à tous au départ, sans discrimination ? Ce maximum de sécurité invite au minimum d'action. Il arrive, par exemple, que les conditions de travail, soient l'objet de revendication en ce sens. Voyez comment le renouvellement de la compétence, la mise en oeuvre des talents s'estompent devant la sécurité totale d'emploi et de revenu. On en vient à ne plus vouloir qualifier, dynamiser son travail, individuellement et collectivement. Du coup, celui-ci perd son sens créateur, sa portée économique et politique face au capital et aux pouvoirs qui l'investissent et le gèrent. Ainsi le profil général des droits s'ajuste à la condition de salariés exécutants, de consommateurs, de locataires, d'usagers de services, d'enseignés, d'assistés, de citoyens protégés par l'État. Pour les plus nantis particulièrement, on garantit par le droit : « la jouissance paisible et la libre disposition des biens » ; « le respect de la vie privée ». Pour les autres : « un niveau de vie décent ». Aux riches, le droit de faire ; aux pauvres, le droit d'obtenir le minimum.

Et nous voilà très loin d'une dynamique personnelle et collective, sociale et politique des droits qui portent pourtant dans leur visée profonde cet objectif d'individus et de collectivités capables de faire leur histoire, leur politique, leurs institutions. Qu'il s'agisse des attitudes ou des pratiques, on doit reconnaître que les droits de recevoir ont pris presque toute la place au point que l'expression elle-même : « droit de faire » paraît étrange, comme si ces deux termes n'allaient pas ensemble. Même certains promoteurs de coopération comptent avant tout sur l'aide de l'État.

Il y a ici des cercles vicieux rarement reconnus comme tels. J'ai dépouillé pendant deux ans les articles de journaux et de revues qui traitaient d'une façon ou l'autre des droits. Plus de 90% des plaidoyers relevaient du droit d'obtenir, de recevoir. Au bilan, un profil social et politique des plus sécuritaires, qui contraste avec le verbe révolutionnaire des réclamants dits « progressistes ». Et l'on est surpris de voir une population voter massivement pour le statu quo ! À s'obséder sur les « droits acquis », on en vient à ne vouloir que protéger l'acquis. Rien de bien dynamique dans des conjonctures historiques qui appellent de forts risques et investissements, des politiques plus audacieuses et fécondes, des solidarités plus constructives.

Je ne parle pas ici de situations où il ne reste que la résistance du droit face à une tyrannie qui empêche toute forme d'action libératrice. L'affirmation des droits en pareil contexte est déjà un courage agissant, une conscience active, un geste politique souvent révolutionnaire. Mais est-ce bien notre cas ? J'ai plutôt l'impression que les droits chez nous sont trop souvent mobilisés par une pure fonction critique inhibitrice de l'action, par un style de revendication qui tient davantage de la dépendance que du chantier. Même quand il s'agit du fameux droit de disposer de soi en regard du droit à l'autodétermination. Les chartes officielles ont choisi le premier... et pour cause ! Il n'est pas vain de signaler cette dérive vers des formulations plus passives, moins dynamiques. Le modèle de consommation s'impose jusque dans l'univers du droit. Pourtant, nous savons très bien que la justice n'est pas un « donné », mais un agir constamment à renouveler, à parfaire. À ne chercher qu'à être mieux servi, on finit par accepter d'être asservi, sans compter qu'une telle attitude passive laisse aux dominateurs et aux exploiters tout le champ des initiatives.

C'est en matière de droit que se révèle un travers latin souvent peu avoué. En effet, dans cet univers culturel, on codifie rigoureusement la pensée et on livre l'action aux expédients de la ficelle. Et si vous y ajoutez l'obsession cléricale du texte et de sa lettre, vous obtenez une forte tendance légaliste, pour ne pas dire dogmatique. Je sais que de tels propos peuvent choquer. Le souci de clarté n'est-il pas une qualité précieuse ? Bien sûr. Mais ce qu'il faut comprendre ici, c'est que l'action située dans un champ humain toujours marqué par tant d'impondérables et de libertés, ne saurait être le décalque parfait d'un système rationnel, encore moins d'une logique mécanique. Après s'être enfermé dans sa logique irréfutable, le latin n'aura d'autres recours que la

ficelle pour agir lorsqu'il fera face à des facteurs de réalité étrangers à son système ; ou bien il ignorera ces mêmes facteurs pour se retrouver bientôt dans des contradictions paralysantes ; ou encore, il tentera d'introduire dans sa codification des impondérables qui ne s'y prêtent pas ; ou enfin, il jouera la bonne conscience idéologique qui fait de son interprétation du réel : la Vérité, ou la justice la plus absolue. Alors, on comprend que le droit chez les latins se prête facilement à l'une ou l'autre de ces démarches contestables. Démarches qui inclinent à l'esprit de procès, à d'éternelles querelles de mots, à des joutes de logique au-dessus du réel.

Redisons-le, la réalité humaine, culturelle et historique, a rarement la logique qu'on lui donne ou qu'on veut lui imposer. Et le droit ne saurait la définir totalement, ou en être le reflet intégral, surtout le droit de conception latine qui a peu intégré les contrepoids de la jurisprudence, du droit coutumier, de la transaction quotidienne libre. Comparez, par exemple, nos conventions collectives québécoises avec celles de l'Ontario, et cela dans une foule de domaines. Nous retardons à reconnaître ici de graves déficits qui ont beaucoup à voir avec l'inefficacité, l'action peu soutenue, la difficulté de concertation même entre pairs, la mise en échec de nos propres institutions, etc. En termes d'action, cet étrange mélange de légalisme et d'anarchie est désastreux. Il y a des choses que l'on comprend uniquement dans l'expérience d'actions réussies, de chantiers parvenus à maturité. Notre droit y gagnerait en qualité, en pertinence et en réalisme. Il serait moins, en tout cas, un lieu de querelles byzantines sans fin. Il serait moins puriste et plus constructif, moins auto-défensif et plus créateur. Il ne serait pas que critique.

6. La pratique des droits doit assumer d'une façon plus judicieuse les nouvelles sensibilités culturelles tout en leur laissant l'espace et le temps nécessaires pour leur maturation selon leur dynamique et leur niveau propres d'expression ; ce qui invite à ne pas les enfermer dans des codifications trop précipitées ou trop rigides.

Les études récentes sur notre évolution culturelle, tel le rapport Rioux, pointent le passage de l'homme « normal », adapté, ajusté ou soumis à l'homme normatif, créateur, autodéterminé et inventif. C'est un gigantesque tournant historique à peine amorcé, peu éprouvé, encore tâtonnant. Il s'accompagne d'énormes insécurités dont témoigne l'angoisse actuelle des Occidentaux face à cette liberté fort exigeante. On n'invente pas son chemin constamment sans connaître une usure

psychique rapide devant cet état permanent de mise au choix. Les perplexités s'accumulent et le sentiment d'impuissance grandit quand il faut non seulement réorienter sa route, mais aussi créer ses propres balises à tout bout de champ ! Et que dire du chassé-croisé de multiples changements sociaux, d'itinéraires plus individualisés, et de choix plus diversifiés.

Bien des citadins ne tiennent pas le coup. « On ne sait pas où on va, mais on y va très vite », disait un humoriste. *John Brown going from no where, to nowhere, in less than no time, for nothing*. On est partout, sauf là où l'on est. Et bientôt apparaît ce que Freud appelle une « angoisse flottante » innommable, et Durkheim, une « anomie » (absence de repères). Perplexe, indécis, le citoyen se laisse prendre en charge de toute part, même pour la planification de ses vacances par les agences de voyage. L'État s'occupe de ses besoins essentiels, la banque de son budget, la publicité de ses choix de consommation, la centrale syndicale de ses conditions de travail, le comptable de son « rapport d'impôt » et quoi encore. On est bien loin de l'homme normateur évoqué plus haut.

Mais cet urbain de plus en plus sécuritaire se veut aussi libertaire. Vivre au bout. Ne rien faire qui ne soit signifiant. Choisir consciemment la moindre de ses activités. Cette sensibilité nouvelle exprimée d'abord dans l'expérience individuelle et privée commence à déborder en divers domaines de la vie collective. Il est bon de rappeler ici un avertissement de P. Berger : « La vie sociale serait psychologiquement intolérable si chacun de ses moments exigeait de nous une pleine attention, une décision délibérée et une forte participation émotive... Il est sociologiquement, peut-être anthropologiquement, voir biologiquement nécessaire qu'une grande partie de la vie sociale se déroule dans une conscience atténuée. La société protège notre santé mentale en se réservant un grand nombre de choix, non seulement pour l'action, mais aussi pour la pensée... Il y a des limites, non seulement au désordre et à la discontinuité, mais aussi à la fréquence des « événements significatifs... c'est une des grâces de la nature humaine que tous les « participants » et tous les « discutants » doivent finalement succomber au sommeil. ¹⁸ »

Par-delà ce trait d'humour, un tel propos détonne dans le mouvement accéléré de l'histoire contemporaine, et plus particulièrement la

¹⁸ P. Berger, op. cit., p. 17.

nôtre. Mais comment ne pas y voir une explication, parmi d'autres, de notre fatigue psychique individuelle et collective ? Les comportements politiques récents marquaient une saturation des esprits. « Assez, assez », disaient ou même criaient beaucoup de citoyens. Après avoir vécu dans une société trop résignée et trop conservatrice, nous sommes passés, en un rien de temps, à de multiples et gigantesques changements structurels souvent précipités et improvisés. Bien sûr, il y avait là une volonté indéniable de libération, de créativité, qui a permis de réaliser en peu de temps des oeuvres collectives parfois remarquables. Mais cette démarche s'est accompagnée d'une diversité idéologique conflictuelle que la plupart des citoyens n'ont pas digérée dans un laps de temps aussi court.

D'un automne à l'autre, les crises se sont succédées en remettant tout en cause, sans que nous prenions conscience des limites psychiques d'assimilation des événements significatifs, des ruptures profondes et des changements de tous ordres. D'aucuns semblent surpris du boomerang actuel. Pourtant il fallait s'y attendre, surtout quand on songe au fait faut-il encore le rappeler que tout au long de notre histoire depuis la Conquête nous n'avions pas tellement forcé notre destin. Cette résignation s'est tout à coup « déclusée » et nous avons assez mal harnaché le torrent prometteur. D'où ce sentiment, chez plusieurs, d'être « charriés », inondés, emportés par des vagues qu'ils ne maîtrisent pas. Des vagues de fond qui se sont succédées à un rythme endiablé. Au même moment, de nouveaux courants et contre-courants mondiaux venaient s'ajouter à ces secousses du dedans déjà très fortes. Une sorte d'effet cumulatif traumatisant s'est produit dans les consciences qui n'arrivaient pas à surnager.

Qu'à cela ne tienne ! Nous étions déjà tellement en retard. Il fallait faire vite. Ce sentiment habite encore aujourd'hui tous les agents de changement chez nous, et cela sur tous les fronts à la fois, peu important les goulots d'étranglement, les culs-de-sac, les refus, les décrochages qu'on peut constater en divers milieux et secteurs sociaux. On risque de se retrouver coincés entre deux aveuglements : celui d'un progressisme sans pédagogie et celui d'un conservatisme anti-politique.

Voilà un fond de scène qui appelle une attention particulière aux fonctions de cohérence, de pertinence, de « suivi », de consensus démocratique, et cela dans un contexte inévitable de conflits nombreux et profonds.

Nous retrouvons ici la fonction sociale du droit qui offre un code de route nécessaire pour cette marche plus complexe, plus difficile de la société et de la collectivité elle-même, pour cette dynamique de confrontation et de consensus démocratiques, qui doit trouver quelque part une base de cohérence. Le droit peut être ce lieu fondamental, non seulement comme contenant, mais aussi comme contenu. Ne cherche-t-il pas à articuler des valeurs que les différentes idéologies tendent à dissocier ? Aurions-nous oublié ce rôle historique du droit dans ce qu'il a de meilleur ? Par exemple, on ne saurait ramener le droit au point de vue machiavélique d'une sécurité toujours préférée à la liberté, tant par les individus que par les peuples. À l'autre extrême du spectrum, l'extrapolation trop rapide et simpliste de cette nouvelle sensibilité culturelle de l'individu normateur s'est traduite récemment par une anomie plus poussée des conduites collectives. Anomie qui s'est accompagnée de conflits sans issue, et même d'une incapacité à voir ce qui pourrait bien faire tenir ensemble tant de préférences et de références qui éclatent en tous sens, fût-ce la cohésion minimale des pratiques quotidiennes individuelles les plus vitales, des services collectifs les plus essentiels.

Faut-il pour cela reculer devant un tel défi de renouvellement de la problématique sociale que commande un changement culturel aussi profond ? Il y va peut-être d'une conception radicalement nouvelle du droit, d'une pratique des droits capable d'assumer ces orientations culturelles inédites, par-delà les contradictions mentionnées plus haut. La révolution féminine en est un exemple on ne peut plus probant. Elle va d'une réinterprétation de l'ordre dit naturel à des bouleversements politiques et structurels très importants, en passant par un changement culturel très profond. Le passage des normes reçues aux normes à créer est inévitable ; mais il faut bien voir sa complexité.

Certains débats à la mode télescopent ce passage difficile, quand ils se réduisent à l'opposition primaire entre autorité et liberté, institution et vie, loi et droit, bureaucratie et auto-développement, centralisation et décentralisation. Depuis plus de vingt ans de pratique sociale, j'ai appris la complexité et la lenteur d'un tel passage. Et je crains, au plus haut point, le décalage entre les mentalités et le droit. Ce qui vaut pour les retards du droit vaut tout aussi bien pour ses avancées précipitées. On me dira qu'à ce dernier chapitre, l'erreur est moins fréquente. Mais ce qu'on ignore ici, c'est la gravité particulière de cette erreur. Le droit a un rôle de cohérence sociétaire qui ne peut absorber

des changements culturels encore inconsistants et peu traduits dans des pratiques sociales quotidiennes assez fermes. Bien des aspirations nouvelles sont loin des comportements effectifs qui leur correspondent surtout au plan social.

Voyez certaines expériences de décentralisation où l'on a vu bien des gens dits de la base se défilier devant les nouvelles responsabilités et surtout les décisions difficiles à prendre. Libérés des normes d'en haut, ils n'ont pas su se créer leurs propres règles du jeu. Ce nouvel état de chose est source de frustrations et de conflits plus paralysants que ne l'était la situation d'hier. Et les droits qui avaient servi à briser l'ancien Droit, perdaient du coup leur crédibilité, leur sens, leur force de dépassement. Avec un certain cynisme cachant mal son désespoir, on renvoie ainsi la portée politique et sociétaire des nouveaux droits au pays de l'utopie... et on s'arrange vaille que vaille sans eux, alors qu'ils étaient un « qualitatif » précieux pour la motivation comme pour l'action, et surtout pour une base qu'on voulait plus autonome, plus responsable, plus solidaire. Je disais, plus haut, que cette réappropriation démocratique du « normatif » ne se fera pas en un tournemain. Les processus sociaux qui l'accompagnent, sont plus compliqués que les dictats d'une autorité unifiée, restreinte et incontestée. Mais n'y a-t-il pas des points marqués dans cette direction ?

D'aucuns s'inquiètent du fait que les nouvelles sensibilités culturelles soient trop confinées à l'aire privée, au champ d'expérience individuelle, à des lieux et milieux hors des grands circuits. Mais n'était-ce pas une étape nécessaire qui va justement dans le sens de leur orientation privilégiée ? Qu'est-ce qu'une recherche de plus grande authenticité qui n'a pas été éprouvée dans les pratiques quotidiennes les plus à la portée de soi ? Un nouveau goût de « vivre ensemble », se vit d'abord en soi-même, dans son propre milieu. À l'inverse, on projette dans le droit et les droits des contradictions et des conflits intérieurs qu'on n'aura pas résolus, fût-ce entre les valeurs anciennes et les nouvelles. En positif, il faut reconnaître le long cheminement nécessaire pour exprimer dans des nouvelles pratiques de travail, d'éducation, de santé, d'habitat, ce qui est à l'état natif dans une sensibilité particulière ou dans une aspiration. Et que dire de la traduction institutionnelle et juridique ! L'ordre visé ici revêt des modalités que n'avait pas celui d'hier ; il sera à la fois plus intérieur et plus ouvert, plus critique et plus créateur, plus diversifié et plus riche, plus relationnel que fonctionnel, plus historique. Tous ces qualitatifs s'appliquent aux droits face au Droit reçu, mais ils sont encore vécus d'une façon éclatée et

souvent erratique, sans de solides processus sociaux bien articulés les uns aux autres.

Tour à tour, on évoque la « différence », l'égalité, l'autonomie personnelle, la morale publique, la liberté individuelle, au gré des intérêts et des sensibilités du moment. La cohérence minimale sera de plus en plus difficile à bâtir, tellement de nouveaux « intrants » de tous ordres s'imposent à la problématique sociale. On n'a qu'à penser à la redéfinition des rapports avec la nature, qui n'est pas sans conséquences sur les droits fondamentaux, dits naturels. De quelle nature s'agit-il ? Celle des biologistes qui la disent totalement régulée, programmée ? Alors, qu'advient-il d'une émancipation féminine qui veut se dégager d'un statut trop tributaire des fonctions biologiques ? Voilà un exemple entre mille.

Les nouvelles sensibilités ne sont pas concordantes, loin de là ! Veut-on passer de « l'organisation » mécanique au « milieu » plus organique, la pratique de la liberté n'en sera pas moins facile, et toute aussi souvent menacée. De même, certaines théories à la mode laissent entendre que l'autonomie personnelle assurée, on établira de soi des rapports sains et féconds avec les autres. Les pratiques actuelles en matière de droits démentent cette prétention. Si c'était si vrai, on n'aurait pas ce mai fou à faire comprendre que les autres aussi ont des droits, que la société est une entité spécifique irréductible à la somme de ses individus, que l'aire publique n'est pas une pure extension de l'aire privée et vice versa, que le rigorisme moral d'une certaine critique sociale n'a aucun sens dans la bouche d'un individu a-social, libertaire, self-indulgent pour ne pas dire narcissique.

La pédagogie sociale des droits aura donc à assumer aussi les contradictions des sensibilités nouvelles. Mais elle ne saurait le faire sans reconnaître leurs orientations positives. Par exemple, je ne vois pas comment on peut penser aujourd'hui la socialisation sans tenir compte de cette dynamique de l'individualité qui a pris une force inédite dans la révolution culturelle récente. L'Occidental, moins que jamais, n'est de culture collectiviste. Mais il faut ajouter tout de suite que la socialité s'est appauvrie en même temps. Un renouvellement de la problématique des droits devra prendre en considération tous ces aspects.

J'ai déjà souligné comment la pratique juridique s'est imposé des garanties d'objectivité et de pertinence dans l'exercice de la justice. J'ai

aussi noté, en contre partie, que l'affirmation récente des droits a souvent télescopé une telle prudence. Ici, une autre pièce s'ajoute au dossier. En effet, la diversité et la complexité des changements culturels véhiculés par les droits appellent des pratiques sociales encore plus exigeantes que celles du Droit reçu. En a-t-on vraiment pris conscience ? Agit-on en conséquence ?

Une pratique sociale à la fois plus libre et plus organique, ascendante et expérientielle, est plus difficile que la pratique sociale très ritualisée, déductiviste, descendante (la moderne « bureaucratique », comme l'ancienne guidée par une tradition stable). Eh oui ! il faut plus de qualités éthiques et politiques pour jouer la carte d'une liberté intelligente et féconde, d'une recherche et d'un développement marqués d'essais et de révisions lucides. La radicalité des conflits, inévitable quand on vise une libération toujours plus poussée, commande un sens tout aussi profond de la responsabilité. Est-ce bien le cas ?

Qu'on nous comprenne bien, il ne s'agit pas de boudier une époque aussi passionnante que la nôtre, et encore moins ses sensibilités culturelles qui, à nos yeux, sont les signes avant-coureurs d'un nouvel âge. Nous cherchons surtout à préciser les conditions pour mieux fonder un tel dépassement. La pertinence et la cohérence des droits et de leurs pratiques nous apparaissent comme une des assises principales. Mais il faut bien admettre que le droit, l'éthique et la politique de ces aspirations qui ont d'abord mûri dans l'univers privé et individuel, est à bâtir. Mais cela ne se fera pas par une extrapolation simpliste. La société « ouverte » par les droits n'est pas le fruit automatique des libertés individuelles accumulées les unes sur les autres. L'incohérence politique de celles-ci déclenche souvent des réflexes d'insécurité qui referment la société par le *law and order*, réinstauré avec la complicité des citoyens même les plus libertaires. Cette leçon de l'histoire refait surface dans le tournant actuel. Voyez les comportements politiques chez nous !

7. La profonde transition historique que nous vivons, invite à une EXPLORATION DES POSSIBLES, qui ne s'enferme pas trop rapidement dans des définitions juridiques rigides. Il vaut mieux tenter des expériences pilotes plus propices à la vérification et au mûrissement des mentalités.

Prenons d'abord un exemple éclairant. On s'en est pris récemment, avec de fort bonnes raisons, au caractère punitif, et aussi inefficace,

d'un système carcéral en décalage croissant avec les sensibilités de notre époque. Certes, il y a eu progrès en matière de réhabilitation, de libération conditionnelle, de conditions de détention, etc. Mais les droits civiques et sociaux incitent à des réformes plus profondes. Une des plus belles expériences en ce domaine a été de substituer les travaux communautaires à l'emprisonnement ou aux peines privatives de liberté. Chez nous, la direction de la Probation, en accord avec le ministère de la justice, a choisi quelques régions pilotes pour mettre en place les dispositifs nécessaires à cette expérimentation.

Celle-ci vise explicitement : « le développement du sens des responsabilités et de la maturité, la découverte de nouvelles relations humaines, l'implication dans la communauté, le respect des engagements personnels, la valorisation, etc. » Le justiciable a ainsi la possibilité de purger une sentence hors du contexte carcéral par l'accomplissement d'un travail bénévole durant ses heures de loisir au sein d'organismes communautaires à but non lucratif. « Ce nouveau programme s'adresse à tout adulte reconnu coupable d'une infraction criminelle ou pénale, et pour laquelle le code criminel ne prévoit pas une peine minimale... et dans des cas où l'intérêt public n'est pas mis en danger ». Toute une série de mesures prudentielles qu'il serait trop long de préciser ici, ont été établies. Retenons plutôt les aspects intéressants de cette pédagogie sociale « exploratoire ».

Le justiciable peut « continuer d'assumer ses responsabilités familiales et sociales, conserver ou se trouver un emploi, se valoriser en se sentant utile à la communauté, développer de nouvelles aptitudes de travail tout en établissant de nouvelles relations humaines ». La communauté elle-même est associée à cette solution plus humaine et plus dynamique. Et du coup, on peut escompter des changements de perception et d'attitude face au délinquant. Celui-ci, à son tour, connaît un type d'expérience humaine qui est tout le contraire des violences qu'il a vécues, subies ou exercées. D'autres rapports humains sont donc possibles. Cela ne s'apprend pas dans les livres, à la Cour, encore moins en prison. Certains délinquants ont pu ainsi changer non seulement leur façon de voir les choses, mais aussi leurs manières de vivre et d'agir. On peut se demander pourquoi de telles initiatives ont mis tant de temps à percer. D'aucuns les voudraient plus étendues et plus fréquentes. Encore ici, une certaine sagesse incite à ne pas précipiter des changements qu'on ne saurait gérer à court terme. Mais ce sont précisément des expériences pilotes de ce genre qui permettent

d'amorcer avec toutes les précautions nécessaires des progrès plus larges et plus décisifs.

Nous n'écartons pas pour autant certains coups de barre audacieux où le droit prend les devants. Tel le Recours collectif. Il s'agit ici d'une procédure qui permet à une personne de faire valoir devant les tribunaux non seulement ses propres droits, mais également ceux d'un ensemble d'individus, lorsque leurs réclamations se ressemblent suffisamment pour justifier leur regroupement dans une même affaire. Il n'est pas nécessaire d'identifier chaque personne, de savoir le nombre d'individus touchés ou même les montants individuels ou collectifs qui sont en jeu.

« L'objet du litige peut porter sur une foule de choses : de l'achat d'un bien défectueux à des dommages causés à l'environnement, en passant par la violation des droits de la personne. En fait, il n'y a pas, en principe, de matières où l'on ne puisse exercer le recours collectif si l'on remplit les conditions imposées par la loi. De plus, une municipalité ou une moyenne entreprise peuvent aussi bien être poursuivies que le gouvernement provincial ou une firme multinationale. » (Ministère de la Justice, Gouvernement du Québec).

Le recours collectif n'est pas seulement possible pour les individus, mais aussi pour des organismes sans but lucratif, telle une association de consommateurs. Cette audace juridique est bien justifiée quand on songe à la situation précaire du consommateur lésé, ou du citoyen anonyme dans nos vastes appareils démocratiques. Encore ici, on trouvera dans le déroulement de la procédure une pédagogie sociale qui n'a rien à voir avec un certain va-de-soi superficiel hélas ! trop fréquent dans l'utilisation actuelle des droits pour se faire justice. Celle-ci devrait s'inspirer davantage des initiatives récentes qui ont su traduire dans le droit les progrès de la conscience sociale. Mentionnons au passage les lois sur la sécurité et la santé au travail, sur les conditions minimales de travail, sur les petites créances, en n'oubliant pas le travail des Services de l'Aide juridique.

Il faut poursuivre cette exploration des possibles avec une pédagogie sociale qui évite de faire, par exemple, de la Charte des droits un tohu-bohu bien peu propice à une justice saine et efficace, ou encore une foire d'empoigne pour des batailles d'absolus. Explorer les possibles, c'est se distancer de son corridor idéologique ; c'est accueillir les « différences », les inédits ; c'est aussi relire avec des yeux neufs les

sagesses historiques du riche patrimoine humain ; c'est savoir l'avenir « multiple » dans ses virtualités ; c'est s'assurer une liberté critique face aux moeurs, aux cultures, aux idéologies, aux systèmes sociaux souvent vécus comme des « en soi » indiscutables ; c'est apprendre à évaluer diversement les problèmes et les solutions ; c'est refuser les nouveaux conformismes comme les anciens (les majorités silencieuses ne sont pas plus vertueuses que les minorités bruyantes, et vice versa).

Dans une situation aussi éclatée que la nôtre, plusieurs cherchent La Solution, Le Remède ou La Réponse qui explique tout. Mieux vaut dégager un espace généreux, ouvert à diverses expériences, à différents possibles. Les droits s'y sentiront plus à l'aise, et encore plus les hommes. D'ailleurs, n'est-ce pas une requête de la cité moderne pluraliste culturellement, socialement et idéologiquement ? Il est des façons de vivre son droit qui empêchent l'individu de se situer dans le pays réel où rien n'est tout blanc ou tout noir.

8. Au moment où la pratique sociale tente de remembrer les apprentissages en éducation, les tâches au travail, les fonctions sociales du quartier, les institutions de la cité, les nouvelles valeurs de la culture, il est urgent d'établir des raccords judicieux entre les droits pour qu'ils s'inscrivent efficacement dans cette dynamique organique et libératrice.

L'exploration des possibles ne nous épargne pas la tâche de trouver dès maintenant certains aménagements viables de ce qui existe déjà, en petit comme en gros, dans notre milieu de vie comme dans les ensembles de la société. Plusieurs ont déjà commencé à établir d'humblés raccords entre les diverses dimensions de leur vie, entre leurs valeurs, entre leurs diverses appartenances institutionnelles ou autres. Étape sans doute nécessaire avant d'en arriver à une nouvelle philosophie de la vie, à une autre pratique sociale. Le monde des droits ne peut ignorer un tel cheminement suivi par tant de citoyens. Mais attention ! les choses sont moins claires que ne le laisse entendre ce diagnostic. il faut retracer la genèse de cette pratique sociale encore en gestation pour mieux la comprendre et l'orienter. Une juste intelligence de celle-ci sera précieuse pour pousser plus loin notre réflexion sur la pédagogie sociale des droits.

Nous nagions en pleine confusion, à la fois mentale, sociale et morale. Quel contraste avec la logique rigoureuse de la société program-

mée ! D'une part des structures informatisées, et d'autre part, une vie émiettée, des tâches parcellisées, une conscience éclatée. Les experts eux-mêmes persistaient à ignorer cet écartèlement croissant entre l'uniformité de l'outil et du langage standard, commune à toutes les institutions, et un pluralisme idéologique souvent superficiel qui masque l'incohérence de ladite nouvelle culture et des esprits eux-mêmes.

Face à la société « bloquée », « cassée », des globalismes se sont disputés pendant un certain temps leur Système respectif, comme réponse unique et totale à un tel défi. Mais ces discours parurent vite « dogmatiques », tellement ils étaient loin des pratiques réelles et des styles de vie. Leur plus grand travers était précisément de trop ressembler à cette même machinerie sociale qu'ils dénonçaient. Tout demeurerait en définitive une question de mécanisme, même les libertés d'initiative, les choix d'objectifs, les finalités politiques, la hiérarchisation des valeurs. Militants, idéologues et technocrates n'ont pas compris que la privatisation et une certaine anarchie des comportements exprimaient d'abord et avant tout un refus de se définir et de vivre en fonction de quelque machinerie sociale que ce soit. « On en a marre de tous vos systèmes et mécanismes, même les stratégies syndicales sont devenues des technologies sociales sophistiquées que la plupart des membres ne comprennent pas ».

Combien se sont simplement retirés de toute implication institutionnelle pour essayer de vivre leur vie dans l'aire privée, dans des expériences à la marge de tout ce qui est public ? Fichtre des assemblées syndicales, de la politique, des combats idéologiques ! Plusieurs en sont encore à cette étape. Ils vont utiliser les droits comme légitimation, caution et protection légales de ce qu'ils ont jugé juste, profitable, épanouissant, bon et nécessaire pour eux-mêmes, sans aucune autre considération. Le procès des machineries sociales, économiques, politiques, syndicales, idéologiques justifiera non seulement cette recherche du bonheur à la marge, mais aussi cette réduction des droits brandis comme une arme contre la société et les autres. Chez cette catégorie de citoyens, le droit se fait exclusivement privé. Il devient un lieu d'anti-société, sous prétexte d'État diabolique, de bureaucratisme administratif, de syndicalisme dogmatique, d'institution dite répressive, etc.

D'autres citoyens n'ont pas voulu en rester à cette étape qui était sans doute nécessaire pour se reprendre en main, mais qui risquait aussi de rapetisser leurs horizons de vie comme une peau de chagrin.

Comme nous l'avons dit plus haut, leur nouveau goût de bien vivre dans leur peau a commencé à s'élargir dans le réaménagement de leurs milieux de vie, dans la requalification de leurs cadres d'existence immédiats, dans la poursuite de projets collectifs circonscrits. De nouveaux raccords se nouèrent entre leur intériorité, leur projet de vie, leur travail, leurs diverses appartenances institutionnelles, leurs options politiques, éthiques et spirituelles. Oh bien sûr ! Il s'agissait de raccords timides, plus ou moins réussis.

Au même moment, les intervenants sociaux en tous domaines commencèrent à remembrer ce que le taylorisme avait mécanisé et fragmenté d'abord dans l'organisation du travail, puis dans toutes les institutions de la cité. Ce remembrement se voulait non seulement organique, mais aussi inspiré par les nouvelles sensibilités culturelles déjà évoquées dans l'étape précédente.

Mais bientôt on arriva à un seuil critique. En effet, cette recomposition de la vie et de ses diverses dimensions commandait la capacité de définir une philosophie de base. C'est peut-être à ce niveau que le retard était le plus évident, tout autant que la confusion mentale et la dispersion sociale. On a souvent fui le problème en alléguant le pluralisme, l'inévitable conflit de valeurs. Mais comment remembrer la vie et l'action sans le faire au plan de la pensée ? Nous en sommes là, et cet état de chose a d'énormes conséquences dans la pratique des droits. Encore ici, la réflexion sur les valeurs nous servira de guide, précisément à cause des rapports étroits entre celles-ci et les droits.

Par exemple, les libertés individuelles et collectives entrent en rapport selon des processus sociaux très complexes d'autonomie, d'interdépendance, de dépendance, de conflit, de compromis, de révision, de réajustement, qui exigent une aptitude très poussée à l'évaluation critique. Tout le contraire de tant de démarches simplistes. Il est étrange qu'on reconnaisse sans peine la complexité biologique tout en réclamant du même souffle un exercice primaire de l'esprit, de la conscience. Nous retrouvons ici le paradoxe entre une technologie savante et une pensée sociale abusivement simplifiée, une pratique quotidienne livrée à des opinions superficielles, à des comportements improvisés. Le droit prêt-à-penser, prêt-à-porter en sera une des conséquences.

Nous aurons à clarifier cette question vitale dans notre chapitre sur la philosophie de base. Limitons-nous à certains repères qui indiquent déjà tout le chemin à parcourir.

Une pratique des droits centrée trop exclusivement sur les besoins manquera de distance critique, d'ouverture, de dépassement, d'élan libérateur et prospectif. À l'inverse, une pratique des droits consacrée uniquement à la promotion des aspirations versera dans l'utopie et fera bon marché de la sécurité, de la stabilité, du réalisme des moyens. Certains comportements de classes viendront renforcer cet écart. Ainsi les citoyens qui n'ont pas à se préoccuper des besoins primaires parce que ceux-ci sont satisfaits de par leurs conditions sociales, développent une pratique du droit-aspiration et mobilisent la société et ses instances sur ce genre d'objectif. D'autre part, ceux qui en sont aux requêtes du pain, s'épuiseront à lutter pour des droits-besoins, tout en se résignant à ne pas espérer pour eux la réalisation de droits-aspirations.

Lorsqu'on commence à situer les droits les uns par rapport aux autres, on est amené à des jugements de valeur et de réalité. Quels rapports établit-on entre ces deux affirmations de la Charte :

- Tous les êtres humains sont égaux en valeur et en dignité.
- Toute personne a droit à la jouissance possible et à la libre disposition de ses biens.

Faut-il conclure que cette égalité est un vœu pieux alors que la propriété privée et sa jouissance maximale ont force de droit. Que veut dire le qualificatif « fondamental » dans les deux cas ? S'agit-il d'un besoin ou d'une aspiration ? Où va-t-on situer ceux qui sont propriétaires d'à peu près rien, après avoir affirmé abstraitement leur égalité en valeur et en dignité ? Cette apparente cohérence de la Charte éclate dans l'exercice minimal d'une philosophie sociale critique. Certaines comparaisons comme celles-là ont un sens politique explosif qu'on se garde bien d'explicitier. Marx appelle cela : la fausse conscience idéologique. « Toute personne a droit à un niveau de vie décent » dit-on au chapitre des droits sociaux et économiques ; ce qui implique une philosophie sociale qui considère comme fondamentale la destination universelle des ressources, tout en reposant sur une haute conception de la solidarité, de la communauté. On abuse tout autant la logique que la réalité en mettant sur le même pied le droit maximal de liberté de propriété chez les uns et le droit minimal de sé-

curité chez les autres (niveau de vie décent). On s'en tire allègrement dans chaque cas en ajoutant la distinction facile : « dans la mesure prévue par la loi ». Le libéralisme se refuse à valoriser la « communauté » comme telle, d'où le caractère quasi résiduel des droits sociaux et économiques, et la pauvreté de la socialité pourtant si nécessaire aux rapports effectifs entre les droits et les libertés, fussent-ils conçus dans un sens uniquement individuel et interindividuel.

Une pratique sociale qui commence à établir des raccords entre les réalités, entre les valeurs, entre les droits débouche donc sur une démarche critique inévitable, en plus de mieux fonder sa cohésion de base.

9. Les révolutions scientifiques, économiques, politiques et culturelles nous ont amenés à un seuil critique de civilisation. Nous cherchons des nouvelles cohérences, des paradigmes inédits pour articuler ces changements de tous ordres, sans perdre de vue les structures de la nature. Le droit est une des seules plates-formes sociétares solides, susceptibles de soutenir les débats de fond et les combats radicaux qui accompagnent ce saut qualitatif. Nous n'éviterons pas ici les requêtes d'une démarche philosophique qui conjugue, sans les confondre, une science, une technique, un art et une sagesse du droit. Toute attitude anti-intellectuelle face à ce défi serait désastreuse.

Se peut-il que l'humble cheminement d'une pédagogie sociale du droit qui se veut « monnayable » dans le quotidien des hommes et de la cité, débouche sur une telle responsabilité historique, à la quasi-démésure d'un nouvel âge de la civilisation. Il y a de quoi décourager les esprits les plus généreux et les plus lucides. Pourtant, j'ai appris en fréquentant des gens très humbles, dans des projets plus que modestes, ce besoin quasi incoercible d'une vision du monde que ressent tout homme. À ce niveau de profondeur, l'expérience religieuse n'a pas été remplacée par les sciences ou par les idéologies. La totalité humaine est trop riche pour être contenue dans quelque système que ce soit. L'homme qui réfléchit sur son aventure, sent qu'il échappe à lui-même, surtout au lit de sa rivière comme à la logique de ses raisons. Mais, il n'en cherche pas moins un cadre de référence et d'existence qui fédère les diverses dimensions de sa vie. Ce qui vaut ici pour l'individu, vaut aussi pour la cité.

Des plus lointaines origines de ce que nous appelons la civilisation, ou encore l'histoire, le droit a été le principal cadre sociétaire de la vie

sociale, économique, culturelle, politique et religieuse. Même les révolutions les plus radicales ont cherché un nouvel ordre exprimé juridiquement. Le droit est donc tout autant un instituant qu'un institué. Il conserve, stabilise, mais aussi renouvelle. L'histoire des civilisations connues en témoigne. Le droit a puisé, sélectionné, organisé des repères à partir de tous ces champs humains d'expérience que nous venons d'évoquer. Il n'a cessé d'être en dialectique avec leur évolution historique, et cela jusque dans leurs projections imaginaires, utopiques, mythiques. Il a été à la fois de l'économique le plus concret au religieux le plus mystériel, même aux temps du triomphalisme rationaliste. Il s'est voulu à la fois une science, une technique, une politique, un art, une sagesse et une mystique de la justice, et cela malgré les défigurations historiques de son visage humain idéalisé. Certes, il a été souvent manipulé, dévié, ou ravalé, tantôt par le pouvoir, tantôt par les clercs, tantôt par les possédants. Mais il ne serait pas aujourd'hui le haut lieu d'une conscience nouvelle dans l'humanité, s'il n'avait été qu'une caricature infâme de la justice.

Ces rappels marquent bien la nécessité d'une pédagogie sociale capable d'assumer cette expérience historique, et de dégager les horizons les plus humains du droit et des droits ; une pédagogie sociale capable d'une vision d'ensemble, d'une philosophie de base. La tâche est gigantesque, avouons-le, de par cette complexité même du réel que nous révèle le stock inouï des connaissances accumulées jusqu'ici. On ne peut plus bâtir des systèmes unidimensionnels, même si cette tentation ne cesse de renaître, tout autant aujourd'hui qu'hier. Certains savants cherchent le système unique qui peut tout expliquer, tout organiser, soit sous forme d'une synthèse des sciences, soit à partir d'une structure de base qui régit dans sa mécanique des réalités aussi différentes que l'atome, l'A.D.N., la conscience et la société. Ce rêve est peut-être aussi farfelu que le mythe de l'âge d'or, la carte du ciel des astrologues. Mais il y a là une aspiration de totalité humaine que le pragmatisme n'a pas réussi à étouffer.

Nous ne cherchons pas ici un tel système impérial, exhaustif, universel dans le temps et dans l'espace. L'expérience historique du droit, tout en se voulant une synthèse sociale sans cesse revue et corrigée, sait mieux les limites de ses particularismes et de ses enracinements. Certaines vues dogmatiques ou métaphysiques de la charte des droits de l'homme ignorent trop souvent sa relativité historique, sa particularité culturelle, son contexte social toujours « située ». Bien sûr, il s'agit d'une synthèse sociale plus large, plus profonde, plus ouverte

que les autres codes juridiques. Le droit déborde la loi tant par ses principes généraux que par ses prises sur le riche terreau culturel, social et moral d'où il tire ses sucs originaux.

La jeune pratique des droits de l'homme devra donc mieux préciser quelle synthèse sociale critique et constructive elle vise, quels prélèvements elle fait de son sous-sol nourricier, quel noyau hiérarchisé de valeurs elle promeut, quelles orientations de fond elle veut inscrire dans des lois plus opérationnelles. Si le système légal dans son sens formel peut se définir par une science, une technologie et une politique juridiques, la pratique du droit et des droits doit y ajouter un art, une sagesse, et surtout une philosophie plus explicite de son cadre de références, de ses finalités. Cette remarque revêt une importance majeure dans la situation actuelle comme nous allons le voir.

Nous vivons dans une société cassée où il y a d'une part : sur-détermination des structures, des techniques, des moyens rationnels, et d'autre part : sous-détermination des conduites personnelles, des rapports humains, des finalités sociales. Ce divorce s'exprime de bien des façons et en bien des domaines. Le génie de l'ordinateur (qu'il ne faut pas boudier, loin de là) laisse entier le problème de citoyens sans la moindre boussole pour orienter leur vie quotidienne et leurs options les plus décisives. Voyez aussi le fossé grandissant entre l'expérience privée et la chose publique, entre les pragmatiques et les utopistes, entre les minorités militantes et la majorité « silencieuse ». Combien de citoyens, se sentant incapables même de comprendre leur géographie humaine la plus familière, cherchent quelque part une cohérence, qui dans la carte du ciel, qui dans la religion orientale, qui dans un cosmos sans visage particulier, bien loin de la cité réelle ? À côté, mille et une théories et thérapies prolifèrent un peu comme les médecines pharmaceutiques. Un bobo, un remède. On ne sait plus ni la santé, ni la philosophie de la vie. Dans un tel contexte éclaté, la Charte des droits, pas plus que les codes juridiques, ne saurait être une panacée pour tous les maux, besoins et aspirations. Non pas que nous récusions le rôle de cohérence sociale promu par une judicieuse pratique du droit et des droits. Mais il faut bien évaluer le défi que représente la construction de synthèses sociales normatives dans une quotidienneté anomique sans véritable texture communautaire, dans une culture déstructurée, dans une société non finalisée.

Certes, nous avons vu comment les nouvelles tentatives de raccords entre les diverses dimensions de la vie passent de plus en plus

par l'univers des droits. Cette dernière étape pointe la nécessité d'une solide démarche philosophique pour donner à la pratique sociale des droits et à sa pédagogie une capacité de synthèse vitale des fins et des moyens, du quotidien et du politique, du privé et du public. L'homme et la société adultes qui veulent créer leur propre destin ne peuvent faire l'économie d'une philosophie de base qui précise et fonde le contenu des règles du jeu qu'ils veulent se donner pour atteindre leurs objectifs librement choisis. Cette philosophie est nécessaire pour donner valeur de synthèse sociale normative au noyau de droits qui sustentent ces règles du jeu et ces objectifs.

Voilà une exigence fondamentale qu'on ne peut écarter sous prétexte de pluralisme. La charte des droits, par exemple, n'est pas un pur contenant indifférent aux divers contenus. Elle porte des orientations de fond qui commandent un consensus minimal, une certaine compréhension collective commune, une certaine philosophie de base ; sinon elle perd son sens sociétaire, son impact de changement historique ; et partant, elle sera l'objet d'utilisations aveugles, contradictoires. Bien sûr, on n'évitera pas des débats idéologiques, des combats politiques, des conflits d'interprétation autour de la Charte. Ils sont même nécessaires, et ils peuvent être féconds. Mais au point où en sont les choses, j'ai plutôt l'impression que cette clarification de la philosophie de base de la Charte ne semble pas préoccuper grand monde. Des questions de fond non résolues s'accumulent. On tente de résoudre l'une ou l'autre à la pièce, mais l'intelligence de l'ensemble reste pauvre, inculte, informe chez la plupart de ceux qui utilisent la charte ou la promeuvent. On se prépare de sérieux culs-de-sac. Il en va de même de la révision du code civil, et des nouvelles lois.

Des débats de fond commencent à peine à s'amorcer. Ils ont beaucoup à voir avec les philosophies des uns et des autres. Des philosophies, hélas ! souvent peu articulées, peu habituées à de solides confrontations critiques, par-delà les monologues idéologiques, les causes sacrées indiscutables, les chapelles dogmatiques, sinon les parties pris politiques, ou encore les querelles d'école. Ce serait déjà beaucoup si chacun commençait à mieux qualifier sa propre philosophie de base. C'est ce que j'ai voulu faire moi-même dans cet ouvrage.

Note I

On comprendra que ces neuf étapes pédagogiques sont autant de dimensions de la pratique sociale du droit et des droits. La séquence suivie n'est pas la seule possible, bien au contraire, on peut aussi bien commencer par la troisième ou la septième. Il y a une foule de combinaisons possibles, non pas seulement en théorie, mais aussi en pratique. La diversité des situations, des sensibilités, des objectifs exige une telle souplesse. Les uns peuvent exprimer au départ un besoin ou une priorité d'ordre communautaire, alors qu'en un autre milieu ou contexte, on voudra d'abord préciser une philosophie de base, tandis que d'autres, ailleurs, débiteront par une action qui promeut un sens, une solidarité, un projet. Dans un même groupe, on pourra trouver ces différentes orientations chez les membres qui au départ n'ont pas automatiquement les mêmes besoins et aspirations, ni les mêmes façons de penser et d'agir. Bien sûr, se pose alors le défi d'un consensus, mais il ne devra pas être résolu au détriment de la richesse des diverses orientations, des talents et des leaderships à l'intérieur du groupe lui-même. Il y a moyen, avec une pédagogie souple, de permettre un jeu fécond d'interactions entre les « expressifs », les « penseurs », les « communautaires », les « militants », les « organisateurs », les « politiques », etc. Dans le cadre pédagogique que nous proposons, chacun peut trouver sa place, sa dynamique propre, ses orientations profondes.

Note II

On trouvera dans un de mes ouvrages récents, *Une société en quête d'éthique* (Fides) *, une autre approche pédagogique inspirée davantage de la pratique démocratique. Voir le chapitre « Les six tribunaux de notre démocratie » c.-à-d. les media, l'opinion publique, la commission d'experts enquêteurs, la magistrature, le parlement et enfin le tribunal entre pairs. Une véritable pratique démocratique est déjà grosse d'une pédagogie sociale non seulement constructive, mais aussi capable de donner cohérence politique même aux conflits les plus radicaux. Mais il en est de la démocratie comme du droit, l'une et l'autre sont tributaires de bien d'autres choses que ce qu'ils sont eux-mêmes, comme nous allons le voir dans la prochaine étape.

* [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

Troisième partie

Une philosophie de base

Ubi societas, ibi jus

Un jour viendra où le droit sera le souverain du monde.
Montesquieu

Le droit est ce qui rend les hommes méchants.
Alain

Les droits de l'homme sont la nouvelle conscience qui
se heurte aux deux grands systèmes dominants.
Cosmao

Ombres et lumières

[Retour à la table des matières](#)

Notre analyse des fondements critiques du droit dans la première partie de cet ouvrage était déjà inspirée par une philosophie de base. Bien sûr, nous avons fait état de d'autres philosophies, et cela le plus honnêtement possible. Mais nous n'avons jamais caché nos enseignes. Même la science dite la plus objective n'échappe pas aux interférences idéologiques dès qu'elle s'inscrit dans son champ humain d'exercice. Pourquoi choisit-on tel objet de recherche plutôt que tel autre ? En

amont et en aval, n'y a-t-il pas des intérêts, des pouvoirs, des orientations psychologiques, culturelles, sociales, politiques, etc... et aussi une certaine hiérarchie des valeurs plus ou moins explicite ou avouée ?

Depuis les maîtres du soupçon : Marx, Nietzsche et Freud, nous sommes entrés dans une culture critique qui ne cesse de démystifier toute prétention à la neutralité. Le droit est peut-être la dernière forteresse d'une telle légitimation. Haut lieu de la justice impartiale et désintéressée, on y voit facilement l'ultime garantie du juste, du vrai, du bon, de l'honnête, du pur, de l'intègre. Or, il n'y a jamais de droit tout à fait vierge. On aurait le goût d'ajouter, face à ceux qui partent de là pour disqualifier le droit : « Les Justes de la critique, eux aussi, ne sont pas innocents ¹⁹ » Ils savent mieux que jamais décoder, dépecer et exhiber la fausse conscience idéologique des autres, sans être aussi lucides sur la leur.

Il y a, en tout homme, un écart entre le discours et la pratique. Qui n'a pas à se débattre avec ses propres contradictions, et cela jusqu'au cœur de sa pensée, de sa philosophie ? Personne ne peut s'installer au-dessus de la condition commune toujours marquée par des conditionnements historiques et culturels, par des désirs et des intérêts qui sont loin de concorder, par des choix et des partis pris toujours limités, par des impondérables de tous ordres. Les « purs » sont les moins humains de nous tous. Leur prétention d'embrasser tout le réel, le vrai et le juste a conduit aux pires aberrations historiques. Nous avons appris à dénoncer le pouvoir bâti sur une telle base. Mais nous sommes encore séduits devant un savoir du même gabarit, oubliant que plus la science avance, plus la zone d'inconnu s'élargit, un peu comme un cercle à rayon croissant. « Au rythme de cette croissance s'étire la circonférence qui sépare le connu de l'inconnu, et donc grandissent conjointement et l'espace de lumière et la frontière d'ombre qui l'entoure. ²⁰ »

¹⁹ J. Freund, *L'essence du Politique*, Paris, Éd. Sirey, 1965, p. 203.

²⁰ J. Delumeau, *Le prescrit et le vécu*, Leçon d'inauguration au Collège de France, 13 février 1975.

Le choc du meilleur et du pire

Après avoir relativisé successivement le mythe, le dogme, le pouvoir, la science, faudra-t-il maintenant attaquer cette conscience de juste qu'on se donne au nom du droit ? Un droit souvent absolutisé, dogmatisé, sacralisé. Un droit intouchable, inviolable, indiscutable, intransigeant, péremptoire, irrévocable, et quoi encore ! Il pourrait bien y avoir ici un déplacement historique des absolus, de l'Absolu. Certains diront qu'il vaut mieux que ce soit le droit plutôt que le pouvoir ou la force. Je me demande si nous n'aboutissons pas à la même chausse-trappe dans un cas comme dans l'autre, à en juger par ces nouvelles causes sacrées promues au nom du droit, et menées d'une façon intolérante, dominatrice, violente et parfois despotique. Le chantage du maximum tout de suite, peu importent le réel et le possible, peu importe le coût payé par les autres, se légitime désormais dans la virginité inattaquable du droit. Cette suprême légitimation permet même toutes les violences et les irresponsabilités. Il y a bien des formes de terrorisme et de fascisme, ces deux compères inséparables.

D'aucuns trouveront peut-être que cet avertissement est exagéré. D'autres diront qu'il faut opposer un contrepoids aussi fort devant un pouvoir dominant de plus en plus raffiné et concentré. Dans un tel contexte, les vertus sont des scrupules stériles et inhibiteurs, et les luttes de libération ne doivent faire aucun quartier. On ne pourrait s'arrêter, fût-ce un moment, pour discerner les moyens justes ou injustes, l'innocent ou le coupable. Il faut répondre à la violence par la violence, au pouvoir par le pouvoir.

Mais comment sortira-t-on de ce cercle vicieux infernal ? L'histoire nous a appris que les combats qui ont fait bon marché de l'éthique la plus minimale dans les moyens employés, n'ont jamais abouti à la justice et au droit ; ils ont maintenu ou changé les tenants de pouvoir au grand dam de la libération promise. La philosophie des fins honnêtes doit être présente à la stratégie des moyens efficaces. Et le droit en est le principal médiateur. Ce n'est pas là vaine rhétorique. Voyons les faits. Oui, les humbles faits des situations ordinaires, où se forment des attitudes de base qui resteront déterminantes dans des expériences limites. On finit toujours par avoir la politique de son quotidien.

Durant plus de vingt années de luttes, j'ai appris que même nos batailles de droit les plus justifiées ont été trop souvent à l'image du pouvoir qui les dirigeait. Ce qui ne me rend pas moins critique devant les pouvoirs établis, ni moins convaincu de l'importance des droits comme lieux privilégiés de libération et de changements historiques qualitatifs. J'ai donc eu mes propres complicités. Voilà pourquoi j'ai senti le besoin de faire un bilan critique et constructif dans cet ouvrage. Un bilan critique plus conscient de la complexité du réel, du droit en particulier. Le droit et les droits sont devenus le rendez-vous cardinal des débats et combats. Ce n'est plus une sphère à part, mais une sorte de phénomène social total qui éclate en tous sens, charriant le meilleur et aussi le pire.

Le droit a quelque chose des ambivalences de l'amour qui peut atteindre le sublime, et aussi jeter dans l'abîme. Bien sûr, il porte un des plus profonds sentiments, une des dynamiques les plus décisives de la conscience humaine. « Le bien dans ses rapports avec autrui porte le nom de justice et de droit »²¹. Montesquieu établissait un rapport étroit « entre le droit d'un peuple et la civilisation qu'il incarne ». Aristote, Cicéron, Thomas d'Aquin, et tant d'autres avaient dit la même chose. Le corpus *juris civilis* a été, après la Bible, le livre le plus marquant de l'histoire occidentale. Et aujourd'hui les droits de l'homme sont le nouveau *jus gentium* de l'humanité. Le *Ubi societas, ibi jus* est toujours aussi vrai, de même le *Ars aequi et boni* de Celse. Encore faudrait-il nous rappeler certains avertissements historiques que nous avons la tentation d'oublier tel le *summum jus, summa injuria* de Cicéron (comble de droit, comble d'injustice). De même, les rapprochements très justes qu'établit Aristote entre le droit et le civisme, entre sens de la cité (POLIS) et la politique.

Exaltation politique du droit, mépris quotidien du civisme

Qu'est-ce que cette charte sublime des droits si le civisme quotidien est moqué par mille et une petites irresponsabilités, par une banalisation parfois triviale, vulgaire des rapports humains, par un irrespect (hélas ! très fréquent) de la propriété publique et de l'environnement. En devenant monnaie courante, le droit ne doit pas perdre ses

²¹ L. Lachance, *Le droit et les droits de l'homme*, Paris, P.U.F., 1959, p. 8.

exigences poussées de civilité, ses requêtes d'humanité, ses appels au dépassement. Le vieil aphorisme : la corruption du meilleur est souvent la pire, vaut particulièrement dans le domaine du droit. Et on ne promeut pas, ni par les droits ni par les lois, une justice qu'on ne respecte pas soi-même dans sa propre vie. Qu'on le reconnaisse ou pas, le droit est tributaire de bien d'autres choses que lui-même : tel l'usage que nous faisons de notre liberté dans nos rapports avec autrui, telles nos orientations de fond face à la vie, nos conceptions de l'homme, notre philosophie de base, sans compter nos intérêts, nos partis pris. L'éminent juriste L. Duguit disait que « le droit ne saurait être conçu à part d'une philosophie sociale ». Un certain libéralisme nous a fait oublier que la socialité qualitative est autrement plus difficile, complexe et exigeante que l'intérêt individuel. Voyez nos sociétés dites libérales qui ont perdu la cohésion la plus minimale, tellement chacun tire la couverture de son côté. Nous n'avons ni une haute idée, ni une véritable pratique du bien commun. Encore ici Aristote aurait bien des choses à nous enseigner sur le lien étroit entre droit et bien commun. Notre principal défi en régime libéral n'est pas le collectivisme. La loi du plus fort s'exprime différemment dans un régime capitaliste et dans un régime totalitaire. Faut-il nous résigner avec Pascal à essayer de rendre le fort... juste puisque le juste n'arrive pas à être assez fort. Le primat de la justice sur la force est l'utopie des droits de l'homme. Nous le préférons à toute forme de machiavélisme.

Comme un volcan longtemps retenu

Une nouvelle conscience historique est en train de rétroagir sur les deux grands systèmes dominants du monde. On ne saurait prophétiser son avenir. Mais elle n'en porte pas moins un élan qualitatif d'une ampleur inédite ; elle s'enracine dans une longue histoire de libération, en passant par le meilleur des révolutions ; elle agit de plus en plus comme un volcan longtemps retenu. Partout dans le monde, des hommes, des femmes, des enfants affirment avec dignité qu'ils valent pour eux-mêmes, et non pour les multinationales, pour le régime, pour le parti. Oui, une nouvelle conscience qui interpelle la barbarie aux mille visages de la civilisation la plus prestigieuse de l'histoire. Une nouvelle foi en l'homme surgit au plus creux de nos crises contemporaines, planétaires et locales de tous ordres. Les droits de l'homme expriment cette foi nouvelle, cette conscience qualitative qu'on ne saurait ramener aux comptabilités du bien-être, aux slogans vides comme

la « qualité de la vie ». Ils sont un test de vérité du sort des « exclus », des discriminés, des marginaux, des minoritaires, des « différents », de tous ceux qui n'ont que leur humanité nue sans statut, sans passeport, sans argent, sans voix ni pouvoir. Oui, un test de vérité qui oblige à des combats idéologiques et politiques plus vrais, et révèle les vrais enjeux sous les jeux de force et d'intérêt.

Douze mille personnes meurent de faim chaque jour. Trois adultes sur 10 sont analphabètes. Plus de 50 millions d'enfants sont déjà au travail, souvent dans des conditions inhumaines. 750 millions d'êtres humains ont un revenu annuel inférieur à \$50. Près de 20 millions de réfugiés sont parqués dans des réserves qui en font des citoyens de nulle part, des êtres apatrides. Prisons, travaux forcés et dits camps de rééducation sont autant d'enfers pour plus de 50 millions d'êtres humains. Et l'on pourrait allonger la liste de ces infamies désormais bien connues. Nous y sommes même habitués au point d'y voir une fatalité. La comédie humaine sait inventer mille et un chemins de rationalisation pour étouffer sa conscience malheureuse. Aux mythes fatalistes de la *moïra* grecque, du *fatum* romain, ont succédé les doctrines de l'ombre sur l'inégalité héréditaire, la supériorité raciale, la loi sélective des plus forts. Un certain discours de gauche et ses pratiques toutes justifiées par la vertu des conflits violents aboutissent au même résultat. Ces barbaries s'additionnent, se multiplient de par leurs chocs entre elles.

Crise et sursaut d'une espérance

Devant une telle aberration, les droits humains risquent d'apparaître un autre vœu pieux, moralisateur, mystificateur. Nous résistons de toutes nos forces à cette tentation de désespoir. Le droit demeure la seule figure d'humanité et de société à la mesure de la planète et de la conscience, le seul lieu humain de consensus possible, de civilisation, de dépassement. Il est tout autant du pain que de l'âme, de la matière que de l'esprit, de l'individualité que de la socialité, du quotidien que de la politique.

Il y a quelque chose d'architectonique dans le droit. Il est présent à toutes les formes constitutives de la vie sociale. Il est devenu aussi, dans la foulée des droits de l'homme, un définiteur des éléments constitutifs de la personne. Mais n'y a-t-il pas un danger de l'idéaliser ?

Pascal disait que la justice est sujette à dispute. Alain, plus pessimiste encore, soutient que « Le droit, est ce qui rend les hommes méchants ²² ». Les grandes révolutions des droits (anglaise, américaine, française et socialiste) ne l'entendent pas ainsi. Elles y ont vu l'instance par excellence d'une société nouvelle plus juste.

On a dit que souvent les révolutions amenaient au bout de ses conséquences une orientation historique jusque-là marginalisée. En l'occurrence, n'y avait-il pas dans la philosophie grecque, dans le droit romain, dans la pensée judéo-chrétienne et dans le droit civil européen, le matériau de base pour fonder les révolutions récentes ? Montesquieu a projeté cette longue foulée de civilisation dans une prophétie politique qui rejoint le tournant historique actuel au moins au plan de la conscience, mais hélas ! bien peu dans les faits : « Un jour, viendra, disait-il, où le droit sera le souverain du monde. » Utopie ? Pari ? Projet déjà en marche ? Cette fin du XXe siècle apparaît plus près de l'affirmation de Rousseau : « L'homme est né libre, et partout il est dans les fers. » (exergue du premier chapitre du Contrat social). jamais le Pouvoir n'a disposé de moyens aussi puissants et raffinés pour enliser les masses humaines dans la servitude. « Une servitude douce ou cruelle, franche ou insidieuse, mutilant le corps ou le bridant de mille façons, infléchissant les consciences jusqu'à les anéantir, et déterminant les existences jusque dans leurs moindres replis. ²³ »

Une profonde « incroyance politique » qui vire tantôt au cynisme, tantôt à l'apathie, tantôt au désespoir serait l'état d'âme qui prévaut aujourd'hui. Sans nier la part de vérité de ce constat, nous préférons la vision historique plus juste de Jean Delumeau : « je dirais volontiers que le bien et le mal ont cheminé conjointement et que chaque siècle (au moins en Occident depuis l'an mil) a été plus capable que le précédent d'être bon et d'être méchant. En ce qui concerne la méchanceté, il est clair que notre XXe siècle a dépassé en crimes, quantitativement et qualitativement, toutes les époques antérieures et que jamais l'humanité n'a été aussi consciente du caractère monstrueux des guerres, des tortures et des injustices qu'elle commet. Mais en contrepartie n'y a-t-il jamais eu dans le monde autant de dévouement, de générosité, de souci des autres et de bonne volonté ? » (op. cit. p. 127).

²² Alain, Politique, Paris, Gonthier, 1960, p. 104.

²³ J. Mourgeon, Les droits de l'homme, Paris, P.U.F., 1978, p. 3.

Menace du phénix et du léviathan

Les droits humains ne sont pas une pure sublimation de révoltes désespérées. Ils agissent comme un profond mouvement souterrain qui fait surface un peu partout. Dans leurs versions récentes, ils conjuguent le plus matériel du pain de la justice et le plus spirituel de la dignité de la conscience. Malgré les échecs retentissants d'Helsinki ou de Belgrade, pour ne parler que des plus récents, les droits humains inspirent l'appel de plus en plus pressant à un nouvel ordre économique et politique mondial, qui est au cœur du combat le plus décisif : Nord-Sud. T. Woodrow Wilson disait au début du siècle : « Le droit est plus précieux que la paix ». Faut-il choisir la guerre plutôt que la paix sans le droit ? N'y a-t-il que cette logique possible ? Elle n'a cessé de s'imposer sous diverses formes. Une philosophie la sous-tend : il n'y a de société possible que dirigée autocratiquement par les plus forts, les plus intelligents, les plus riches. Pouvoir unique et ordre stable seraient inséparables pour les radicaux de droite et de gauche : « Mieux vaut une injustice que le désordre ». Le Phénix renaît sans cesse de ses cendres, chez les révolutionnaires parvenus au Pouvoir comme chez les colonels de droite. Dans un cas comme dans l'autre, il faut la contrainte du fusil, et un contrôle omniprésent, omnipotent jusque dans le dernier repli de la conscience. Les Goulags et les camps de rééducation en témoignent tout autant que les tortures des fascistes. N'insistons pas, ces faits sont tellement bien connus maintenant.

Un drame spirituel inavoué

Il est d'autres défis, plus près de nous, hélas moins perceptibles, plus sournois. Je pense au désenchantement profond de l'homme occidental, à sa « démoralisation » dans tous les sens du terme, qui risque de miner souterrainement sa nouvelle conscience qualitative exprimée par les droits. Cette dramatique où le meilleur se heurte au pire, ne saurait être surmontée par des logistiques techniques ou idéologiques superficielles. Le désarroi intérieur dispute ici au prestige quasi magique de la bonne mécanique à trouver. On refoule le drame spirituel à la périphérie des batailles de structures et de statuts. Tout le monde se défile devant les enjeux de cet ordre ' particulièrement les experts de

toutes disciplines ou professions. Ils vous diront, comme je l'ai entendu tant de fois : « Le normatif, ça ne me concerne pas ». Pourtant, ils n'hésitent pas à proposer ou à imposer des choix qui tiennent d'une philosophie sociale ou politique, d'une éthique, jamais élucidées comme telles. J'en ai tant vu qui partaient en guerre, moquaient, disqualifiaient tout ce qui est d'ordre philosophique ou même normatif, et qui nous resservaient par la suite les jugements de valeurs les plus primaires, les plus éculés, les plus mai venus. Des nains spirituels avec des moyens gigantesques dans les mains.

Combien d'expertises ont connu la faillite moins à cause des erreurs scientifiques ou techniques, qu'à cause d'une philosophie inculte, incapable d'évaluer judicieusement les finalités humaines de l'entreprise ? On n'a pas encore mesuré l'effet cumulatif de cet appauvrissement spirituel. Voyez certaines réductions récentes de l'aventure humaine, ennoblies par un scientisme prétentieux : l'homme réduit à la biologie, l'intelligence à l'hérédité, la société à l'ordinateur. Le bonheur informatisé ! Qu'on me comprenne bien, il ne s'agit pas de disqualifier le génie technique ou le rôle éminent de la science dans nos sociétés modernes. Le problème souligné ici est d'un autre ordre. Montaigne le soulignait jadis avec un à-propos toujours d'actualité : « science sans conscience est ruine de l'âme ».

L'avenir des droits humains, leur impact historique ne sauraient se déployer dans un tel vide spirituel, et sur des conditions de l'homme aussi étriquées et simplistes. Je le répète avec insistance : cette science qui nous a appris la merveilleuse complexité physique de l'oeil, du coeur, du cerveau, sera-t-elle ignare de la richesse encore plus complexe de la conscience, de la liberté, de la justice, de la spécificité humaine, de l'histoire, de la philosophie ? Darwin, Einstein, Russell nous ont avertis, lorsqu'ils sont parvenus au sommet de leur itinéraire, au soir de leur vie : « Ne maquignonnez pas le mystère de l'homme, cette plénitude indicible qui déborde toutes les logiques » (voir la correspondance de Einstein). Nous traitons les droits avec le même primarisme superficiel des technologues de la chose humaine, de la chose publique.

Réouvrir les logiques closes

Cette dernière étape veut réouvrir ces logiques closes et unilatérales qui enferment les guerres de droits dans des monologues de sourds, parfois très violents. Une démarche philosophique se méfie de toute pensée univoque. Les droits de la raison pure sont aussi pièges que les droits du sang. Ces illusions du siècle des Lumières ont eu la vie dure. La Raison qui a cru se débarrasser de tous les mythes, s'est faite mythe à son tour dans un scientisme qui a prétendu tout mesurer, tout expliquer, tout gérer. Ce même scientisme n'a cessé de calquer les sciences humaines sur celles de la matière. Voyez comment on répète en cette fin du XXe siècle le même scénario fondamental du XIXe siècle, par exemple, dans la sociobiologie. Certes, il faut sans cesse se rappeler que l'homme est partie prenante de la nature physique, et ces sciences nous amènent à mieux respecter les structures de nécessité. De là à vouloir expliquer les cathédrales par l'analyse chimique du mortier, ou encore par une loi du matérialisme historique conçue d'une façon aussi déterministe, c'est une toute autre affaire. Si toute spécificité humaine est niée, ou renvoyée à une « méta » physique dite irrationnelle, inqualifiable, inutile, futile, ou même imaginaire, on en viendra, comme c'est souvent le cas, à ne reconnaître aucune réalité à l'esprit comme tel, à la conscience, à la liberté, bref, à abolir tout autant la personne que la politique, tout autant la conscience que l'histoire.

Or, nous pensons que la philosophie est la démarche de l'esprit qui porte précisément sur la spécificité humaine. Par exemple, la science ne peut que travailler sur les structures de la nécessité. Seule, la démarche philosophique peut dégager les économies proprement humaines de la liberté. Bien sûr, elle ne peut le faire sans un respect des structures de nécessité que lui révèlent les diverses disciplines scientifiques. On ne philosophe pas aujourd'hui comme au temps où on connaissait à peine les structures de la nature, de la matière. Une certaine méta-physique marginalisait la physique elle-même ; maintenant le scientisme fait l'inverse en écartant tout ce qui est d'ordre philosophique.

Disqualification du normatif

À un colloque d'une faculté de droit, j'entendais un sociologue éminent qui croyait avoir tout dit après avoir décrété que le droit ne se prouve pas, « comme la morale », alors que la loi de la gravité, on peut la prouver. De même, certaines lois de l'économie. Son discours revenait à laisser entendre que toute référence au droit, à l'éthique sont des abstractions, tout au plus des légitimations, des justifications superflues. Il n'y avait à ses yeux qu'une mécanique qui faisait foi de tout, à savoir le conflit. Le droit assume, prévient, régule, et parfois provoque le conflit. Voilà le réel, tout le réel. Tout le reste du droit est un discours à vide sur l'harmonie. Ce long exposé qui devait aborder la question du droit « normatif » se résumait à une telle considération, illustrée par de multiples exemples. Peut-on appauvrir le droit, sa richesse humaine, spirituelle, politique, culturelle, civilisatrice à ce point ?

Je voyais ce millier de jeunes pantois devant pareil discours ; je les voyais incapables d'en redire quoi que ce soit. Et pourtant plusieurs d'entre eux portaient, comme une force vive, la volonté de servir la justice, de vaincre les injustices, non seulement par l'action conflictuelle, mais aussi par le droit, par des valeurs d'honnêteté, de liberté, de dignité aussi réelles que le pain sur la table. Si la liberté ne se prouve pas comme la loi de gravité, elle n'en demeure pas moins une expérience vérifiable, une motivation qualifiable, une force réelle, un fait politique, une dynamique de conscience, un sentiment créateur qui prennent une figure concrète et trouvent des mains dans tel ou tel droit libérateur. Renvoyer le droit à l'abstraction pour ne retenir du réel que des mécaniques de conflit, c'est rendre insignifiant ce qui est à l'amont et à l'aval, comme au cœur de ces conflits ; c'est enlever toute portée à ce au nom de quoi on se réfère pour se battre, pour vaincre l'injustice, pour changer un état de chose. La tuyauterie sans la source quoi ! Pire encore, la source niée comme réalité, la source devenue fictive. Or, il se trouve que cette source, en l'occurrence, relève de la spécificité humaine.

Abolition du jugement

Dans le contexte de ce colloque où il était question de droit normatif, on n'a pas pensé un moment inviter quelqu'un qui présente une philosophie du droit et des droits, ou des philosophies existantes ou possibles, fussent-elles conflictuelles comme dans la plupart des cas. Je parle de ce cas type avec d'autant plus d'aise que je suis moi-même de formation sociologique. Ma petite expérience de praticien social et de théoricien sociologique m'a amené à ce seuil critique à la fois des pratiques sociales et des sciences dites humaines (sociologiques, juridiques, économiques, etc.) qui ont perdu la trace de toute spécificité humaine. Dès qu'il est question de qualitatifs proprement humains comme la conscience, la liberté, l'honnêteté, l'amour, la dignité, le mal ou le bien, le discours devient tout à coup vague, fuyant et même cynique. On dira : « tout le monde est pour la vertu, ça n'arrange rien, ça ne règle rien ». Mais, on ne s'arrête pas un moment sur ce nouveau lieu commun, sur cette logistique vide démentie à la fois par les injustices réelles, par la profonde perplexité morale actuelle, et par le caractère désarticulé et primaire de cet acte humain par excellence qu'est le jugement. Et Dieu sait si dans le domaine du droit, en théorie comme en pratique, il faut une qualité éminente de jugement. Du coup, surgit brutalement le tragique d'une pauvreté philosophique navrante.

Au bilan, nous nous retrouvons en face d'une démarche qui, tout en ayant le halo prestigieux d'une description scientifique, abolit le rôle de l'intelligence, le jugement de la conscience et la spécificité humaine. Il n'y aurait que des conflits plus ou moins aveugles, encadrés par une mécanique du Droit, elle-même soumise à un jeu arbitraire de pouvoirs. Le normatif n'a aucune réalité ; tout au plus, est-il une logique à vide. Comment peut-on prétendre encore que des hommes libres et responsables peuvent faire leur histoire, leur politique, leur cité ? N'est-ce pas disqualifier l'acquis précieux des grandes révolutions modernes et de la longue histoire qui les a rendues possibles ?

On nous ressert présentement, à gauche comme à droite, sous de nouveaux visages, le vieux déterminisme fataliste. Hier des mythologies ritualisées et enfermantes s'imposaient d'en haut à toute velléité de liberté. Aujourd'hui, le néo-rationalisme scientifique agit semblable-

ment, mais cette fois d'en bas. À l'intelligence, à la conscience et à la pratique humaine, on ne concède qu'une spécificité : le conflit irrationnel, le jeu arbitraire du pouvoir, de l'intérêt, comme une brèche du hasard dans les structures physiques, biologiques déjà toutes programmées. Liberté et conscience, éthique et droit n'y ont aucun poids. je me demande parfois si ce n'est pas là une façon de fuir le gigantesque seuil critique d'une humanité qui pour la première fois tient dans ses mains le sort de la planète entière menacée de destruction. L'angoisse de cette responsabilité incite à disqualifier la liberté et le droit, mais c'est pour nous livrer à la peur et au désespoir. Le cynisme des esprits forts est du même ordre.

Cohérence et pertinence des problématiques

Or, qu'on le reconnaisse ou pas, faut-il encore insister-la plupart des enjeux du droit et des conflits qu'ils véhiculent, nous conduisent à des confrontations de conceptions de la vie, de la société, de l'homme, qui débordent les rationalités biologiques, psychologiques, sociologiques ou juridiques. Cette dimension souvent décisive est renvoyée à nulle part ; elle ne trouve sa place, sauf exceptions, ni à la faculté de droit, ni au parlement législateur, ni au tribunal, ni dans le bureau de l'avocat, ni même dans les lieux de militance idéologique. Et même la philosophie institutionnalisée n'a guère d'intérêt pour ce genre de questions. Pendant ce temps, comme nous l'avons vu, des milliers d'hommes et de femmes se cherchent désespérément une philosophie de la vie autre que celle sérinée par des slogans publicitaires et par des causes idéologiques sacrées. Ne parlons pas d'un débat politique souvent réduit à des calculs électoralistes.

Oh ! je sais que la démarche philosophique ne saurait plus surplomber, dans un ciel d'idées pures, cette complexité de la réalité empirique que les sciences positives nous révèlent génialement, que les techniques et les pratiques tentent de gérer plus sérieusement qu'autrefois. Sans compter ici la difficulté de cerner le moindre problème important dans un tournant historique où tant de changements précipités viennent s'entrechoquer dans un écheveau de conflits de plus en plus inextricables. Est-ce une raison pour démissionner devant tout effort de problématisation pertinente des enjeux, appuyée sur une philosophie de base solide, ouverte, perfectible ? Sommes-nous capables de confronter des « cohérences », des philosophies de base ? En avons-

nous « une », nous-mêmes ? J'essaie ici de déployer la mienne. C'est là un cheminement parmi d'autres possibles. Comme on le verra, celui-ci n'a rien d'une réflexion abstraite ; au contraire, il s'alimente à des itinéraires identifiables de l'expérience contemporaine, et aussi à des pratiques sociales pertinentes à notre propre contexte.

La personne face au pouvoir

La révolution socialiste oppose le caractère social du droit et des droits à l'individualisme du contrat libéral centré effectivement sur la propriété. Ainsi, le droit se définit d'abord et avant tout par un rapport social de solidarité juste, aux yeux des uns ; et aux yeux des autres, il est en pratique un fondement de la propriété privée et de tout ce qui l'accompagne.

C'était là un débat de fond à la fin du XIX^e siècle. Presque cent ans plus tard, le débat des droits de l'homme s'est déplacé, dans les régimes socialistes comme dans les régimes capitalistes, vers une autre polarisation, à savoir la Personne face au Pouvoir. Voilà une problématique bien différente ; elle mérite qu'on s'y arrête.

Il y a d'abord un procès de plus en plus radical du Pouvoir comme tel, qui malgré les idéaux démocratiques des derniers siècles ' est devenu non seulement la logique dominante (comme c'était le cas dans les sociétés autoritaires d'hier), mais aussi une force multipliée par des moyens inconnus jusqu'ici. Le totalitarisme de droite et de gauche tient dans ses fers la majorité des habitants de la planète. Mais, il y a plus. Même dans les régimes libéraux définis par la multiplicité des pouvoirs, on voit poindre une logique dominante semblable. Nous avons déjà évoqué l'exemple très révélateur de la fameuse Commission Trilatérale des pays capitalistes, du club des riches. Montesquieu est démenti dans son affirmation libérale célèbre : « Le pouvoir doit arrêter le pouvoir. » Eh non ! Le pouvoir livré à sa seule logique tend à se faire total, absolu, sacré. Le premier cran d'arrêt de cette logique, c'est la conscience. Beaucoup d'esprits contemporains ont compris que la conscience est l'affirmation d'une transcendance, d'une autre réalité plus fondamentale, à savoir : la personne, seul lieu sacré inviolable face au Pouvoir. Il ne s'agit pas ici de l'individu « propriétaire » du libéralisme, ni de l'être narcissique de ses fils, ni de l'existence privée, intimiste érigée en réserve de la liberté pour compenser les aliénations

de la bureaucratie publique envahissante, mais bien de la personne. Celle-ci tient non seulement du caractère irréductible, unique, non interchangeable de chaque être humain, mais aussi de sa signification politique décisive dans l'aménagement de la société, dans sa législation, dans ses choix, dans ses finalités.

Une des valeurs clés de cette conception de la personne est l'autonomie qui a ici une signification aussi bien individuelle que sociale, aussi bien politique que quotidienne, aussi bien publique que privée. On ne doit pas confondre cette conception de la personne avec l'idéologie personnaliste, l'existentialiste ou la communautariste qui avaient trop ignoré pratiquement la dimension politique, soit de la personne, soit de la communauté. Il y a donc quelque chose d'inédit qui est en train de se produire à travers l'affirmation des droits de la personne. Ceux-ci relient étroitement les éléments constitutifs fondamentaux de la personne et ceux de la société jusque dans sa structuration politique.

Cette conjugaison, dans un contexte capitaliste comme dans un contexte communiste, commence à peine à révéler son caractère explosif. Elle conteste radicalement la propriété prédatrice de l'un et le Pouvoir totalitaire de l'autre. Ni la propriété, ni le pouvoir ne sont des éléments constitutifs de la personne. Ils ne sont que des moyens. Ils n'ont aucune transcendance, aucune sacralité. L'acceptation inconditionnelle de toutes les personnes sans discrimination, le refus de réduire la personne à l'état d'instrument, de rouage sous une forme ou l'autre (par l'argent, les faveurs du parti, etc.) ont une portée politique et civilisatrice encore insoupçonnée.

Ainsi les droits de l'homme constituent un barrage face à l'extension illimitée de la puissance totalitaire de l'argent ou du pouvoir. La liberté ici trouve dans la personne et ses droits la figure humaine la plus décisive.

Bien sûr, l'histoire de la civilisation a longuement préparé ce qui pourrait être la prochaine révolution. Pensons au Protagoras de Platon, à Antigone de Sophocle. Même la tradition médiévale tant décriée affirmait que le droit positif ne pouvait venir exclusivement de la puissance publique, et cela au nom même du caractère inaliénable de la personne humaine, finalité décisive de toute politique. Notons ici, en passant, que les médiévaux avaient en même temps une haute conception de la dimension sociale de la personne, du bien commun, de la cité humaine comme telle. Ce que nous avons tragiquement séparé.

On se prend à sourire quand on voit des spécialistes des sciences sociales, qui après avoir adopté l'économisme de l'un ou l'autre des deux grands systèmes dominants, recherchent désormais la « spécificité humaine » à travers l'irréductibilité de certains phénomènes culturels contemporains face aux sacro-saints canons de l'idéologie de production. Même Marx, dans *Critique de l'économie politique* *, avait pourtant manifesté un soupçon sur sa propre conception de *l'homo faber*. Ces spécialistes interprètent la nouvelle culture comme un projet de vie et de société qui « vise à la retotalisation et à la reglobalisation de ce qui a été séparé » dans la société industrielle capitaliste ou marxiste. Ils se mettent tout à coup à parler du « sujet social », de la « spécificité de l'homme dans ses facultés uniques d'autocréation de son devenir », d'un « social historique non entièrement théorisable », et même d'un « imaginaire émancipatoire ». Ainsi, à trop réduire la société à un système ou à une structure, on en est venu à perdre de vue l'homme comme acteur. Tout à coup apparaissent des affirmations aussi étonnantes que celles-ci : « Les mouvements sociaux sont de plus en plus la réappropriation de leur identité personnelle et nationale par les agents sociaux »... « leur dépolitisation se fait au profit d'une autonomie accrue face au pouvoir, et marque la fin de la séparation entre la vie privée et la vie publique ²⁴ ».

Une lutte politique radicale à l'horizon

Cette prise de conscience dynamique du sujet humain individuel et collectif capable de faire son histoire, sa politique, son économie, a été précédé par le procès du crypto-dogmatisme positiviste qui a débouché non pas sur l'homo faber, mais sur l'homo fabricatus, l'homme fabriqué par les appareils. Comme le souligne J. Habermas, le positivisme est cette façon d'hypostasier la science au point d'en faire l'équivalent d'une nouvelle foi, donnant réponse à tout. Dans cette fou-

* [Voir les œuvres de Marx disponibles dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

²⁴ Voir les contributions de A. Melucci, M. Rioux, A. Touraine, D. Vidal dans « Changement social et rapport de classes », *Sociologie et société*, vol. 10, n° 2, octobre 1978.

M. Rioux, *Essai de sociologie critique*, Montréal, H.M.H., 1978.

C. Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, le Seuil, 1975.

C. Lodge, *The New American ideology*, New York, Reinolt, 1975.

lée, « le technicisme aboutit à faire fonctionner le savoir scientifique et plus encore le technique, qui en est l'application, en tant qu'idéologie, et à attendre des solutions pour la totalité des problèmes qui se posent à nous ²⁵ ». Le cadre institutionnel de la société, la pratique sociale et la condition humaine elle-même ont bientôt été calqués sur ce technicisme transmué en technocratie. D'où l'imperium de l'appareil. Appareil qui deviendra un vaste système intégrant science-technique-indus-trie-armée-administration étatique. On comprend la révolte du sujet humain comme tel qui, dans ce système, n'a plus de figure ni d'identité.

C'est se consoler à bon compte que de dire avec A. Gehlen : « Les appareils de la technologie font maintenant partie de l'organisme humain au même titre que la coquille des mollusques. » McLuhan a tenu le même langage. Combien ont vu ici le cheminement de ce pan-technicisme vers l'État total et le pouvoir correspondant ? Face à ce nouveau Léviathan, l'affirmation des droits de l'homme va devenir un des lieux critiques d'une philosophie qui va opposer à l'Appareil et au Pouvoir : l'autonomie, la spécificité du sujet humain, individuel et collectif, culturel et historique. La révolte des identités n'y sera pas étrangère : celle de la personne inviolable et maîtresse d'elle-même, celle des collectivités locales, ethniques, nationales ou autres, celle des exclus de la croissance et de sa technostucture, celle de la femme, celle des dissidents, etc.

On se plaît à opposer les libertés du régime libéral aux totalitarismes de gauche ou de droite. Nous allons voir comment ce même régime libéral, dans notre propre contexte canadien, tente d'endiguer le mouvement historique des droits de l'homme, malgré ses prétentions contraires. A. Wilden dans son ouvrage, *Le Canada imaginaire*, tient ces propos percutants :

« Dans la tradition britannique, les libertés ou les droits civiques du peuple dépendent du bon vouloir ou des caprices du Parlement, comme l'explique Michael Bolton dans un livre très utile (*Civil Rights in Canada*, 1976 : 2,121), chacun de nos droits démocratiques fondamentaux peut être en tout temps retiré par le Parlement... En octobre 1970, par exemple, le Cabinet décréta que le F.L.Q. avait provoqué un état d'insurrection appréhendée dans la province de Québec et invoqua l'infâme Loi des mesures de guerre... Le droit d'habeas corpus de la

²⁵ J. Habermas, *La technique et la science comme idéologie*, Paris, Denoël, 1973.

common law britannique fut suspendu à cette époque, en plus des autres protections contre l'usage arbitraire de la loi envers le citoyen... Bien plus, la loi des mesures de guerre statuait : « Que tout acte ou chose, fait ou autorisé, ou tout ordre ou règlement fait sous l'autorité de cette loi ne soit pas considéré comme une abrogation, une diminution ou un empiètement de tout droit et liberté reconnus par la Charte canadienne des Droits. ²⁶ »

L'auteur montre comment la « Charte des Droits canadienne n'offre de protection, ni théorique, ni pratique, contre la violation des droits personnels et civiques par le gouvernement et ses agents. Toute l'aventure récente de la R.C.M.P. (G.R.C.) en témoigne. L'un après l'autre, les ministres concernés ont pu se dégager de toute responsabilité, à travers eux, le gouvernement... et le parti au pouvoir. Le problème s'enracine dans le statut même du Parlement. »

« Les gouvernements, fédéral et provinciaux, peuvent dans leurs domaines respectifs et par une majorité simple du parti au pouvoir, renverser, reformuler ou réinterpréter presque n'importe quelle loi du pays (y compris les statuts qui prévoient certaines protections contre le gouvernement et la loi) sans avoir besoin de se référer aux tribunaux (qui ont tendance au Canada à rester des instruments du pouvoir), au peuple ou aux représentants de l'opposition... »

« En fait le système canadien ne contient aucune notion opératoire de limites, constitutionnelles ou autres, aux pouvoirs de l'État (contrairement aux U.S.A.). La limite réellement opératoire aux abus de pouvoir du gouvernement au Canada est en pratique le point jusqu'auquel l'exécutif pense pouvoir s'aventurer. Connaissant les complexités de la loi, le manque d'éducation politique (même au niveau élémentaire du civisme), et la façon de formuler les lois au Canada, les premiers ministres provinciaux, le premier ministre fédéral et le Cabinet peuvent donc reculer les limites de leurs pouvoirs. ²⁷ »

On a vu comment la « Loi de la protection de la vie privée » promulguée en 1974 n'a pu être invoquée dans le cas des actes illégaux de la R.C.M.P. À cela s'ajoute l'imbroglio de la juridiction des provinces sur les « droits civiques » en regard du Code criminel qui est une af-

²⁶ A. Wilden, *Le Canada imaginaire*, Québec, Comeditex, 1979, pp. 153-154 (trad. : Y. Simonis).

²⁷ Op. cit., p. 164.

faire fédérale. Mais ne perdons pas de vue la question de fond qui existe aussi dans le régime britannique comme le souligne le juriste G.M. Young : « C'est dans la doctrine de la toute-puissance parlementaire que gît l'élément unique et caractéristique de notre Constitution, élément qui, comme tous les juristes le savent, pourrait dans certaines circonstances être utilisé pour subvertir la Constitution elle-même. On fait bien de se souvenir qu'il n'y a pas de pouvoir au monde - de pouvoir légal - pour empêcher le Parlement du Royaume-Uni d'adopter une loi donnant au gouvernement du jour l'autorité d'ordonner ce qui lui convient et de manière générale de nous régir selon son bon plaisir. ²⁸ »

A. Wilden résume bien les propos de Young en ces termes : « Le développement d'une puissante bureaucratie professionnelle responsable devant le premier ministre à travers le Cabinet et qui rarement répond ou même a à répondre de ses actes devant le Parlement de manière utile aux membres de cette législature ; la montée de puissantes machines de parti, qui ont à répondre en pratique au leader du parti et à personne d'autres ; la politique qui veut que les membres du Cabinet soient maintenus en fonction suivant le bon plaisir du seul premier ministre ; le pouvoir du premier ministre de mettre en question l'avenir de chaque membre du parti en dissolvant le Parlement et en provoquant une élection... (Ainsi) le modèle général de ce qui est advenu du système britannique pendant les deux derniers siècles environ peut se résumer en une seule phrase : à l'origine le Parlement combattit la monarchie et gagna ; la Chambre des communes lutta contre la Chambre des Lords et l'emporta ; le premier ministre et le Cabinet combattirent contre les membres ordinaires du parti au pouvoir et gagnèrent ; le premier ministre lutta contre le pouvoir du Cabinet et l'emporta. Le peuple perdit ²⁹ »

Voilà pour la « mère des parlements ». Et nous en sommes. Il est temps de se rendre compte que jusque dans la démocratie libérale, la logique du Pouvoir total s'impose aux droits même les plus fondamentaux, et que l'affirmation de ceux-ci à partir d'eux-mêmes marque un renversement historique qui exigera une lutte politique radicale.

²⁸ G.M. Young, *The Government of Britain*, London, Batsford Books, 1941.

²⁹ A. Wilden, op. cit., p. 173. Je sais qu'il faudrait nuancer le propos trop unilatéral de cet auteur, mais comment ne pas y reconnaître une part de vérité bien cachée par le discours libéral dominant ?

Nous en voulons pour exemple un des signes avant-coureurs les plus évidents : les conflits de travail. D'aucuns les considèrent comme le talon d'Achille de notre système social. On ne sait plus comment les résoudre. Voyez les culs-de-sac des négociations dans le secteur public, Les experts, les hommes politiques et même les syndicalistes n'arrivent pas à proposer une ou des solutions pertinentes. Certains me diront ici que c'est la preuve de la diversité conflictuelle des pouvoirs dans le régime libéral. À leurs yeux, le pouvoir syndical serait devenu trop fort eu égard au prétendu équilibre des forces. Bien peu ont su voir que cette escalade des grèves sauvages, de la violence, du déréglage quasi permanent des institutions, de la stratégie occulte, etc., est un des effets pervers de la concentration du pouvoir économico-politique et de ses fictions démocratiques. Le Capital est installé bien fermement aux créneaux décisifs du pouvoir, avec toutes les légitimations de la neutralité technocratique, scientifique et juridique.

Il ne reste vraiment pour le monde des travailleurs que les batailles de rue et le déraillement du train. Quel est vraiment et effectivement le poids des travailleurs et du syndicalisme dans la gestion économique et politique ? Voilà une question clé sans cesse repoussée. Bien sûr, on peut reprocher au monde organisé du travail de n'avoir aucun projet de rechange, si ce n'est qu'un vague discours idéologique sur une société nouvelle dont on ne connaît pas la moindre figure concrète. À ce chapitre, la Charte des droits humains offre, au moins, un ensemble de conditions et de qualité de base qui précisent la société et l'homme visés. Le syndicalisme commence à peine à mettre à profit ce lieu de cohérence, ce coffre d'outils, de libération et de promotion collective. Il reste que son procès du libéralisme toujours dominant est d'une vérité brutale.

Les droits fondamentaux eux-mêmes, dans notre régime, dépendent, dérivent du pouvoir que nous venons de décrire, alors qu'ils sont, de par leurs liens immédiats avec les éléments constitutifs de la personne individuelle et politique, antérieurs au pouvoir et au droit positif. Le parlementarisme de la démocratie libérale ne l'a pas vraiment reconnu ni appliqué ; il n'a pas changé les règles du jeu du Pouvoir, fondement du droit par sa loi, par sa force. Toute la pensée politique, peu importe ses familles idéologiques, est centrée sur le Pouvoir. La nouvelle philosophie critique des droits humains sera révolutionnaire dans la mesure où elle posera d'abord comme départ radical les qualificatifs constitutifs de la personne individuelle et politique, de la com-

munauté comme telle, et non le Pouvoir, le Savoir, l'Avoir ; le Parti, le Parlement, l'État, ou même les codes juridiques.

Le droit de faire ou celui de recevoir ?

Oh ! je sais que le jeune mouvement historique des droits a connu bien des dérives et des travers. Aussi l'effort pour brider le Pouvoir s'est souvent transformé dans une politique hypertrophiée de revendications qui amplifiaient à la fois la dépendance des citoyens et l'omnipotence du Pouvoir. Plus grave encore est la pauvreté philosophique de bien des pratiques sociales en matière de droits. On peut se demander s'il ne faudrait pas relire les sources historiques des droits fondamentaux. On y découvrirait que celles-ci visaient l'homme, et pas seulement le citoyen. L'homme libre et responsable « situé » n'était pas noyé dans ces catégories générales ou restrictives, dans ces statuts, dans ces moyennes statistiques qui subsument la personne comme telle, et les collectifs humains dans une masse anonyme, dans une immatriculation sociale sans visage, sans identité, sans culture, sans histoire.

On a dénoncé la faillite du Welfare State dans sa prétention d'accorder le nécessaire pour tous. Mais sa victoire tragique, c'est d'avoir ravalé la liberté pour tous, la responsabilité politique des citoyens aux prestations sociales, aux services dits gratuits avec la complicité d'une nouvelle classe « progressiste » toute dévouée à des objectifs exclusivement sécuristes. Les droits et libertés ont perdu en profondeur ce qu'on leur a fait gagner en surface par mille et une revendications sécuritaires. On n'a même pas su discerner l'énorme différence qualitative entre le droit d'agir, et celui de recevoir passivement les prébendes d'un Pouvoir paternaliste.

Du droit au congé de paternité au droit à l'euthanasie, en passant par le droit à la sécurité absolue d'emploi et le droit au chômage volontaire payé, les « progressistes » attendent du Pouvoir tout à tout instant. Celui-ci dose la bride de la dépendance consentie, tout en leur laissant l'honneur d'un combat qui non seulement ne change pas les règles du jeu, mais aussi ne véhicule plus les qualitatifs les plus importants, telle une liberté responsable, agissante, féconde, entreprenante ; telle une dignité qui veut mordre les fruits qu'elle a elle-même cultivés ; telle une solidarité forte et soutenue, capable de chantiers

audacieux ; telle une profondeur spirituelle, culturelle, éthique qui fonde des engagements et des dépassements durables, telle une foi en soi, en son peuple toujours nécessaire pour qui veut créer sa politique et foncer dans l'histoire.

Est-ce bien ce qui est charrié par la pratique sociale des droits et par les discours idéologiques qui les légitiment ? On en vient si vite à se faire justice à partir de justifications qui révèlent une bien piètre éthique, un sens social étriqué, une immaturité politique très grave. On en vient aussi à canaliser les droits les plus décisifs vers des pâturages qui seront placés sous surveillance, avant de devenir des réserves inoffensives sans impact humain et politique, et cela, jusqu'à ce que la tranquillité de la majorité les abolisse après avoir fait coexister l'incivisme le plus primaire et le corporatisme le plus mesquin avec la noble et rigoriste critique sociale du dernier gouvernement ! Il n'y a pas grand avenir possible ou réel pour les droits de l'homme, s'ils reposent sur de tels comportements et attitudes, sur des conceptions aussi superficielles de la Personne, de la socialité, de l'éthique et de la politique. Sans la qualité de celles-ci, les droits ne seront jamais ce courant chaud capable de venir à bout d'un Pouvoir de plus en plus froid. On ne saura plus les reconnaître comme les exigences les plus fondamentales de la conscience humaine. Voyez ce qui se passe présentement : il n'y a vraiment de droits effectifs que pour ceux qui sont inscrits dans un rapport de forces, dans la foire d'empoigne des intérêts corporatifs qui annihilent ceux du contribuable, de l'usager, du malade, de l'enfant, de l'assisté, etc. Car il faut bien reconnaître que toute société, dans quelque régime que ce soit, aura toujours un nombre important de citoyens dont la condition de base ne peut se définir dans les termes de pouvoir, de rapports de force, et même de négociations et de contrats. Les sans-pouvoir seront toujours traités injustement si la conception actuelle de l'homme et de la politique prévaut. Voilà ce que nous voulons montrer dans la prochaine étape.

La révolution de l'homme gratuit

Un peu partout dans le monde, individus et peuples opposent leur être le plus gratuit aux deux grandes « fonctionnalités » dominantes, la capitaliste et la communiste, toutes deux bâties sur l'idéologie de production. Cette nouvelle conscience, souvent exprimée par les droits humains, tient un langage d'une vérité aussi explosive que simple.

- « Qu'est-ce que je suis moi dans tous ces jeux politiques, technocratiques, idéologiques du pouvoir, de la finance, de la science, de la technologie ? »

- « Qu'est-ce que nous sommes comme peuples dans ces grands blocs politiques qui se battent par petits pays interposés depuis un bon moment ? »

Le peuple, même dans les grands pays dominants, commence à réagir, sinon à s'interroger. Cette dépolitisation au nom de l'autonomie personnelle et collective porte peut-être paradoxalement en creux une nouvelle politique. Or, c'est précisément à travers le caractère gratuit, non fonctionnel, non mesurable, non « rationnalisable » de la culture que surgissent, comme des forces de frappe inattendues, l'originalité irréductible des peuples et de leur histoire, et aussi une transcendance inédite de la personne, de l'homme gratuit qui s'affirme comme la seule fin véritable. De Sophocle à Pablo Neruda, la dramatique culturelle a préparé ce nouvel âge à l'horizon du tournant historique actuel.

Il ne s'agit pas ici de boudier le génie de la rationalité, de l'instrumentalité et de l'efficacité. Mais voyez comment il a viré à une plate standardisation conjuguée à l'utilitarisme le plus court, le plus banal, et cela dans des domaines d'humanité qui appellent des différences qualitatives. Dans nos sociétés dites pluralistes et libres, « toutes les autoroutes, tous les hôpitaux, toutes les salles de classe, tous les bureaux tous les grands ensembles et tous les supermarchés se ressemblent ³⁰ ». Et que dire de la standardisation du langage, des comportements et des attitudes par la publicité et par des media de plus en plus insignifiants ! La crise des identités n'y est pas étrangère. Celles-ci débordent la révolution culturelle évoquée plus haut et aussi le discours idéologique qui proclame abstraitement la liberté. Elles deviennent plus profondes, plus réfléchies, plus spirituelles, plus intérieures. Analystes, idéologues et technologues n'y voient goutte.

Cette révolution invisible de l'âme passe par la conscience de l'homme gratuit, unique, non interchangeable, et aussi par la vie aimée pour elle-même, par le corps qui redécouvre dans la nature son organicité face à la société mécanique et abstraite. Le plus charnel se marie au plus mystériel de l'homme. Dans la séquence des droits et libertés, cette conscience va de l'intégrité physique jusqu'à l'affirmation

³⁰ Y. Illich, *La convivialité*, Paris, le Seuil.

d'une dignité inaliénable. Combien de plombiers de la juridicité ignorent ces sources profondes de la nouvelle conscience ?

À ce chapitre, la révolution féminine déborde beaucoup ses propres objectifs immédiats. La femme cesse de se voir, de se définir en fonction de ceci ou cela. Elle s'affirme comme individu dans son identité entière avant toute autre considération. Puis, le mouvement va du corps réapproprié jusqu'au changement politique en accrochant tout au passage. La démarche prend à rebours les solutions descendantes des modèles imposés d'en haut. C'est une démarche scandaleuse, subversive qui défie toute l'histoire reçue. Cet inédit part d'un gratuit que la rationalité organisationnelle semble incapable d'accueillir, ou même de comprendre pour le moment.

L'enjeu dépasse les critères d'égalité ou de différence qu'on évoque si souvent pour ramener cette révolution dans les limites fonctionnelles du système. À en juger par le désarroi des pouvoirs, on se rend compte de la profondeur d'un tel changement de perspective. Or, ce qui se passe dans la révolution féminine, surgit sous d'autres formes dans la génération montante, et aussi chez les exclus de tous ordres et chez les marginaux, bref chez tous ceux qui n'entrent pas dans la fonctionnalité de la société instrumentale.

Le fait que les droits humains soient surtout invoqués par ces gens-là plutôt que par la majorité dite « normale », est révélateur du phénomène de la « gratuité » sous-jacent à l'orientation historique que prend celle foulée inédite de civilisation. Aussi révélateur est le fait que cette même majorité se réfère davantage à la loi et à l'ordre pour s'opposer aux minoritaires et aux « différents ». C'est là un aveuglement qui ignore sa propre déshumanisation. Reste à savoir si cette révolution du gratuit viendra à bout du conformisme utilitaire de l'homme moyen tellement bien intégré à la machinerie sociale, qu'il semble incapable de cette distance minimale nécessaire pour se retrouver lui-même et refuser d'être instrumentalisé.

Une justice qui passe la justice

Cette révolution surprenante, mais à peine amorcée, de l'homme gratuit est à la fois l'amont et l'aval de cette expression plus explicite des libertés fondamentales qu'on jumelle de plus en plus aux droits. Mais qu'en est-il de la justice ? N'est-elle pas la première et la plus

spécifique des références du droit ? Pourquoi ne pas l'avoir posée comme premier chaînon de cette philosophie de base ? Le pain d'abord, avec ses requêtes très concrètes d'efficacité, de fonctionnalité, de réalisme matériel, de luttes politiques précises, voilà une démarche qui ne se paie pas de mot, contrairement à la liberté gratuite souvent insaisissable et abstraite. Sans ce réalisme du pain ne risque-t-on pas de perdre de vue le caractère le plus compréhensible, le plus engageant du droit ? La justice, c'est une valeur qui a des mains, ou du moins, qui doit en avoir. Une valeur immédiatement normative, opérationnelle, politique.

Donc, priorité à la justice, et le reste viendra par surcroît. Nous ne l'entendons pas ainsi et nous voulons le prouver, non pas à partir de considérations abstraites, mais à partir de la pratique sociale elle-même, surtout celle des expériences récentes. Je voudrais d'abord m'inspirer du remarquable essai de Pierre Vadeboncoeur : *Les deux Royaumes*. Cet avocat syndical a été des grands combats de justice chez nous. Il a vilipendé une rhétorique chrétienne de la charité qui faisait bon marché de la justice. Mais voici qu'il découvre en cours de route que des combattants en viennent à mépriser ceux qu'ils prétendent sauver, que plusieurs rabaissent leur premier idéal très généreux de justice à leur justice, à ce qu'ils ont défini comme juste... jusqu'à ce qu'ils se contentent de se faire justice à eux-mêmes.

L'auteur va tenter de relire l'expérience ancienne et nouvelle des hommes d'ici. « Il est certain que nous avons été formés, au cours de notre jeunesse, avec une attention centrée sur une chose entre toutes, qui était l'idée du bien. Je fais abstraction pour l'instant des innombrables distorsions, caricatures et trahisons dont inévitablement elle a toujours été l'objet. ³¹ » Comment se fait-il que ce repère aussi ancien que la pensée des sociétés, soit pratiquement absent de valeurs dites nouvelles comme le droit, la liberté et le désir ? Eh oui ! « le bien peut être un grand objet de désir ».

Vadeboncoeur permet à l'expérience d'hier d'interroger à son tour les prétentions d'aujourd'hui : « Certains vocables, pleins de force et de noblesse, il est frappant de constater que l'époque leur reconnaissait encore une indiscutable autorité ou, si l'on préfère, leur entière suprématie de sens. Ces mots étaient nus, clairs, souverains : vérité, justice de l'âme, amour. Ils ne régnaient pas par violence, mais par leur su-

³¹ P. Vadeboncoeur, *Les deux Royaumes*, Montréal, Hexagone, 1978, p. 195.

blimité. Ils étaient intérieurs. Droiture, abnégation, esprit de joie, conscience, don. Ils pouvaient enthousiasmer le cœur. Ils véhiculaient aussi l'idée de perfection. Ils la soutenaient par leur perfection même, inhérente à chacune de ces idées, car comment imaginer la vérité, la justice autrement que parfaites. » (p. 197).

« La justice humaine même dans un état de vertu, n'est jamais achevée et, si elle s'arrête à un niveau quelconque, si elle se pense le moins arrivé, elle n'est que son contraire absolu » (p. 214).

Voilà le paradoxe : la justice qui n'est que justice, ne le demeure pas longtemps. Elle ne monte pas, elle descend, si elle ne s'alimente pas à d'autres qualités qui dépassent sa logique, telle la générosité, la gratuité, la bonté, l'amour. Qualités moquées dès qu'un naïf prétend les inscrire dans la pratique sociale, dans la démarche politique, dans le droit. Voici qu'un militant syndical et politique qu'on ne peut soupçonner de fuite, de démission ou encore d'angélisme ne craint pas de démystifier le pseudo-réalisme de la justice pure, raide et auto-suffisante. « Nous sommes passés à côté de l'homme de l'amour ». Un aveu étonnant, détonnant dans le monde d'aujourd'hui. Plusieurs sont restés bouche bée. Le propos était d'une vérité existentielle incontestable pour tous ceux qui consentaient à reconnaître les faits et comportements de tant de combats récents.

Redisons-le : qu'est-ce que le droit sans la droiture l'intégrité, la rectitude du cœur ? Bien plus, la mesure du droit ne peut être atteinte sans la démesure du cœur, sans une haute idée du bien, sans une volonté de perfection. « Les titres ordinaires de l'homme droit et honnête avec lui-même ne suffisent plus » (214). J'ai le goût de citer ici un autre témoin qui complète cette dernière affirmation : « Nous ne devenons vraiment des individus que par la dédication à autre chose que notre existence individuelle. ³² » Voilà un autre propos qui prend à rebours une justice si vite dégradée en narcissisme chez tant de citoyens des pays riches. Castoriadis pousse l'interpellation encore plus loin en soutenant que le drame le plus profond de la dévaluation d'une certaine justice, c'est « une société qui ne croit en rien, qui ne valorise vraiment et inconditionnellement rien ». Une société, et bien sûr, ses

³² C. Castoriadis, Transformation sociale et création culturelle dans *Sociologie et société*, Vol. XI, no 1, Avril 1979, p. 45.

Marguerite Yourcenar, dans *Mémoires d'Hadrien*, disait : « Beaucoup de peuples de l'histoire ont disparu, faute de générosité ».

citoyens. Le cynisme actuel face à la politique, face au droit, et surtout face à l'avenir porte en creux une désespérance et une incroyance rarement avouées.

Quel avenir auront les droits humains, si l'humus même de leur terrain nourricier ne sait plus ni ses sucs ni sa sève ? Cette philosophie irresponsable qui a décrété le « mort de l'homme » s'est asséchée elle-même. Elle ne fait plus vivre ; elle a laissé un immense vide spirituel tout en se déracinant du pays réel ; elle ne nous a laissé que le courant froid d'une critique qui dissèque les organismes comme des cadavres ; elle ne sait plus voir et sentir le courant chaud de ceux qui continuent de lutter et d'aimer. Idéologues de la critique Pure et technologues de la réalité établie ont rivalisé de froideur. Comme ils se ressemblent dans cette description rabelaisienne de Vadeboncoeur :

« Toute une civilisation de l'examen microscopique et de l'attention portée sur la phénoménologie des choses furète partout, à la recherche justement des couloirs, des boyaux, des réseaux, des raccordements et des plans de nos labyrinthes, et ces taupes spécialistes des dédales, gratteuses et fouineuses, tout en museaux, n'auront rien obturé, mais cela ne leur aura pas donné la vue. C'est le regard, plutôt, qui est évanoui, l'oeil intérieur, l'oeil saint. Elles cherchent par-devant, le nez dans la terre, et ce qu'elles présentent au ciel, c'est leur derrière » (205-206).

Une certaine critique savante est aussi bête. Elle cherche mille et un contresens, sauf le sens que les gens eux-mêmes donnent à leur parole, à leur expérience, sauf ce qui les fait vivre. Que diable ! s'il y a, au bilan, si peu de suicides, c'est que la foi en la vie, en l'homme prend le dessus chez la plupart. L'ignorer, c'est aussi méconnaître la base la plus vitale de cette espérance qui a été à la source de tous les élans civilisateurs, de tous les sauts qualitatifs de la justice.

Et nous voilà empêtrés dans cette pâte d'un matérialisme sans levain pour se soulever. Eh oui, sans levain spirituel, sans intériorité dynamique, sans goût du dépassement. Peut-il y avoir une politique libératrice de justice, s'il n'y a pas de spiritualité correspondante qui la précède, l'accompagne, la dépasse ? Hier encore, cette remarque aurait fait rire. Qu'elle soit mieux accueillie aujourd'hui, c'est là un signe positif des temps. On ne moque plus la force morale et spirituelle quand elle anime les tâches de justice au coeur de la cité. Encore faut-il lui

redonner cette ampleur et cette profondeur qu'une certaine amnésie historique avait ratatinées comme une peau de chagrin.

La riche économie du patrimoine humain nous invite à rouvrir le noyau trop rabougri de nos valeurs. Qu'est-ce que le dû qui ignore le don et le pardon ? Qu'est-ce qu'un radicalisme sans tendresse, sans empathie ? Certains discours récents cachent mal leur pensée inculte quant à la conscience et à l'âme humaine. Telle cette affirmation d'un champion de la justice pure : « Il faut des convictions sans espoir ». Allez donc foncer dans l'histoire sans une foi en l'humanité possible. Quand on remonte l'itinéraire qui a conduit à pareil discours, on découvre d'abord une disqualification de toute l'expérience reçue. Après avoir tant méprisé ce que nous étions, nous avons fini par avoir une piètre idée de ce que nous sommes, de ce que nous voulons, de ce que nous pouvons. Cette critique qui évacue, décode, dépèce, fait table rase, en arrive à ne plus savoir au nom de quoi elle convoque la galerie pour proclamer ses invectives, ses huées, sa nausée. Parle-t-elle de droit, elle dira ce qu'il n'est pas, au détail ; mais chez elle, le droit dans sa substance même, dans sa profondeur humaine, dans sa densité historique, dans sa mémoire vivante et son espérance créatrice, reste vague, incertain et même sans intérêt. Elle dénonce sans rien annoncer ; elle prétend libérer, mais ne sait pas en vue de quoi. La charte des droits et libertés ne sert qu'à alimenter la révolution de sa bile.

Certains censeurs purs, objectifs, matérialistes, absents de tous les chantiers, logent leur radicalité dans la proclamation de nouvelles structures vertueuses qui nous épargneront l'effort d'être justes, bons et vrais. Structures dont ils sont incapables de tracer la moindre configuration concrète, et encore moins les pratiques sociales correspondantes. *À ce compte-là, j'aime mieux être un spiritualiste qui a une pratique qu'un matérialiste qui n'a qu'une idéologie.*

Trêve d'ironie, j'aime trop la vie pour m'y laisser prendre ; je préfère prospecter les points d'appui existants, les filons d'espoir même les plus humbles. De plus en plus d'hommes et de femmes d'ici commencent à se reconstruire du dedans, et aussi à même leurs expériences de vie les plus familières et les plus fondamentales : leur vie intérieure, leurs rapports affectifs, leur travail, leur éducation, leurs cadres d'existence quotidienne. Ils s'associent à des démarches qui rendent leurs milieux de vie plus épanouissants et plus féconds. Ils reprennent de l'intérêt pour des tâches communes, pour des projets collectifs plus positifs, plus créateurs. ils passent du droit d'obtenir au droit de faire,

du droit défensif au droit constructif. Ils savent mieux que les lois et les droits ne sont que des pédagogues, et n'apportent pas d'eux-mêmes la liberté et la force intérieure de l'esprit pour faire la justice, pour faire des égaux, pour susciter excellence et solidarité. Ils savent le mal et le bien plus profonds que ce que définit tout système de droits et de lois, que le plus de l'amour est nécessaire même pour atteindre l'égal de la justice, que le partage des biens est impossible sans le partage de soi, qu'il est inutile de protéger, par la loi, des droits, des libertés, des responsabilités qu'on ne respecte plus dans la vie. Peu à peu se construit une nouvelle philosophie de base avec son éthique correspondante, avec sa spiritualité, sa politique, sa pratique.

Oh ! je sais qu'on en est encore à l'abc. Mais on peut miser désormais sur une base humaine plus qualitative pour des pratiques sociales du droit mieux fondées, qui promeuvent la meilleure justice possible sans sacrifier la liberté, l'excellence et la créativité.

De quel droit ? Tome 2 : La pratique sociale

Postface

[Retour à la table des matières](#)

La fragmentation et la spécialisation de l'univers du Droit et des droits sont à l'image de la division croissante du travail et de la « complexification » de notre système social. Nous sommes bien conscient d'avoir traité, d'une façon trop cursive, certains domaines qui auraient mérité beaucoup plus d'attention, telle la justice administrative. Nous allons nous y arrêter un moment pour vérifier les orientations de fond de notre ouvrage.

Certains procès superficiels de la bureaucratie et de l'étatisme semblent ignorer un fait capital : une société de services, même la plus démocratisée, s'accompagne d'une réglementation très poussée de la vie collective. Certes, on peut imaginer d'autres modèles que celui d'un système social régi aussi massivement par un État interventionniste qui « légifère, réglemente, juge et administre ». Mais bien des problèmes resteraient entiers dans la mesure où l'on maintiendrait l'option d'une société qui veut se doter de « services publics » de plus en plus raffinés et diversifiés. Parier ici de « dérégulation » est illusoire.

Et pourtant... comment ne pas s'inquiéter de l'hyperjuridisation des rapports sociaux sur tous les terrains ? Voyez comment il a fallu multiplier les organismes quasi judiciaires pour rejoindre beaucoup de nouveaux secteurs qui exigent des règles du jeu plus spécifiques tant

chez les administrateurs que chez les administrés, fût-ce pour le contrôle et pour la protection des uns et des autres, Le commissariat du travail et le tribunal du travail en sont un exemple entre cent. Un exemple « sans bon sens » quand on songe aux dizaines de milliers de griefs qui constituent la trame permanente de l'activité courante de ces deux instances. On n'imagine pas les tribunaux ordinaires envahis par cette avalanche de litiges. Et hélas ! on n'imagine pas plus comment les instances précitées du droit du travail vont elles-mêmes s'en sortir. Il en est de même pour tous les autres secteurs quasi judiciaires. Et que dire de la Commission des droits de la personne, du Service de l'Aide juridique et de tant d'organismes semblables tout aussi engorgés.

La promotion des droits, et particulièrement la justice administrative, ont été conçues d'abord en termes de protection contre la menace du bureaucratisme étatique. Une visée légitime qu'on retrouve dans le préambule des législations qui ont mis en place ces diverses instances quasi judiciaires. Il est étrange qu'on ne se soit pas demandé si ce genre de réponse survalorisé, ou déployé unilatéralement, n'allait pas renforcer davantage la mentalité bureaucratique chez les citoyens eux-mêmes, en multipliant les contrôles, les règles tatillonnes de part et d'autre. C'est pourtant là l'effet pervers du cercle vicieux de la bureaucratie déjà analysé sous tous ses plis et replis par Whyte, Crozier et tant d'autres. « On ne change pas la société par décret », titre évocateur d'un ouvrage récent de Crozier.

Déjà un monde effarant et coûteux d'intermédiaires, de contrôleurs, d'agents juridiques, de médiateurs, d'arbitres, de consultants, de « relationnistes », d'enquêteurs, etc., raffine à qui mieux mieux les processus de transactions sociales et de résolution des conflits, au grand dam d'une maturité politique où les citoyens, et plus précisément les parties concernées, apprennent à résoudre leurs propres problèmes. Il faut ajouter à cela la multiplication des médiations structurelles ; d'où une bureaucratisation de plus en plus adipeuse et opaque. On ne saurait laisser ce problème uniquement dans les mains des professionnels-intermédiaires qui ont tout intérêt à renforcer cet état de chose propice à leur statut et à leur prestige. Nous y reviendrons un peu plus loin.

C'est un euphémisme que de ramener la question à un phénomène normal de croissance. Ce qui a été conçu comme un outil de libération, de changement devient une machinerie de plus en plus paralysée. Les milieux professionnels concernés se sentent menacés quand on

pose pareille question devant eux. le l'ai appris à mes dépens, même quand je me limitais à proposer une pédagogie sociale qui déplaçait certaines responsabilités vers les commettants eux-mêmes.

Cette fois, je vais tenter de voir mes hypothèses de travail, non pas à travers la problématique que j'ai déployée dans ces deux ouvrages, mais en partant des débats tenus par les juristes eux-mêmes. On y trouve un brouillage incroyable, non pas seulement des rapports entre les diverses instances, mais aussi de la mission propre à chacune. Il faut avouer ici que des problèmes semblables existent pratiquement dans tous les domaines de la société. Mais dans la mesure où à peu près tout le monde est au rendez-vous du droit et des droits, on est en droit (!) de s'en préoccuper davantage. D'autant plus que ceux-ci deviennent un lieu cardinal de la redéfinition des rapports sociaux et du contrat social lui-même. Mais que d'ombres au tableau, non seulement chez les profanes, mais aussi chez les experts !

Avec beaucoup d'humilité, le juge L.-P. Pigeon avouait récemment :

« Au Canada les tribunaux n'ont guère jusqu'ici été appelés à mettre dans la balance les grandes valeurs sociales. C'est cependant ce que la Déclaration canadienne des droits leur demande de faire selon l'interprétation qu'en a donnée l'arrêt Drybones. Tous les tribunaux, du plus modeste au plus haut, ont maintenant le pouvoir de déclarer que le Parlement a outrepassé sa compétence en légiférant à l'encontre d'un droit déclaré. En réalité, ils sont appelés à décider si le Parlement doit légiférer sur le problème social en cause et, quand il s'est prononcé, s'il l'a fait légitimement. La Déclaration des droits a donné aux cours de justice un pouvoir qu'elles n'ont jamais eu auparavant, un pouvoir qui les laisse sans expérience et sans aucune règle définie à suivre. La Déclaration des droits... a transféré du Parlement aux tribunaux un pouvoir important ³³ ».

Pour ce qui est de l'interprétation des grandes valeurs sociales, le juge J. Deschênes la conçoit comme partie intégrante du jugement juridique :

³³ Pigeon, L.-P., Conférence au 3e colloque québécois sur la justice administrative, Québec, Université Laval, mai 1980. Le juge Pigeon cite ici le juge Dickson.

« Il faut que le juge se montre attentif aux mouvements de la société dont il fait partie intégrante, afin que la justice qu'il rend ne détonne pas dans le contexte où il agit... Autrement l'on restreint le juge au rôle d'automate ; on lui demande d'appliquer sans discernement une règle fixe, de ne pas s'embarrasser de considérations sociales et de s'en tenir à la technique du droit. Il s'agit là d'une conception étriquée du pouvoir judiciaire... Contrairement au législateur, le pouvoir judiciaire ne peut pas changer la lettre de la loi, mais il a le devoir, quand l'occasion s'en présente, de jouer un rôle législatif en insufflant à la loi le nouvel esprit que commandent de nouvelles situations ³⁴ ».

A partir de quoi le juge bâtit son interprétation sociale ? Le profane ou l'expert d'une autre discipline, pourront-ils évaluer, critiquer cet aspect qui n'est pas proprement juridique, dans le jugement final ? S'ils le font, les accusera-t-on, comme c'est souvent le cas, de ne pas respecter la loi et ses représentants ? Le juge donne-t-il le même poids à son interprétation sociale et à son jugement proprement juridique ? Peut-il échapper à la critique idéologique que notre société démocratique permet face à tous les agents sociaux ? Le juge Deschênes n'en a pas moins le crédit d'avoir posé courageusement et ouvertement un problème qu'on a laissé sous la table de la pratique judiciaire dite neutre, objective... arbitre des droits et aussi des pouvoirs ! Une façon subtile de faire oublier qu'on exerce soi-même un pouvoir, qu'on a ses propres orientations idéologiques et politiques qui interfèrent dans l'exercice concret de sa tâche. C'est une mystification que de laisser entendre, par exemple, la parfaite adéquation de la Charte des droits avec l'idéologie dominante ou encore avec le cadre de référence de la magistrature. Et l'idée de justice de classe n'est pas un pur slogan gauchiste. Il faut vivre dans un milieu populaire pour s'en rendre compte.

Ce genre de question n'occupe pas l'avant-scène des débats entre les juristes comme nous allons le voir. Et cela est très symptomatique. Les rapports de pouvoirs sont au centre du débat, et partant la logique du pouvoir comme seul critère important.

Certains juristes reprochent aux gouvernements de retirer d'une main ce qu'ils ont accordé de l'autre : d'une part, des législations progressistes, des lois fondamentales sur les droits qui accroissent le pouvoir juridique ; et d'autre part, des clauses privatives, des contentieux

³⁴ Deschênes, J. Le rôle législatif du Pouvoir judiciaire, Revue de l'Université de Sherbrooke 1974, pp. 23, 24, 25.

parallèles, un droit d'appel statutaire distinct du pouvoir judiciaire, des restrictions du genre « sauf pour des motifs prévus dans la loi », etc. Comme le patronat, comme certains syndicats corporatistes, ces juristes protestent au nom de l'intérêt public. En l'occurrence, l'indépendance juridique est invoquée pour garantir le rôle d'arbitre dans des conflits entre le pouvoir public et les administrés.

Mais on parle trop de pouvoir dans ce débat pour ne pas soupçonner la même logique chez ces juristes qui contestent les abus des politiciens ou des fonctionnaires. On a le goût de dire ici que les élus sont au moins soumis à un minimum de contrôle démocratique des citoyens. Et le chef de gouvernement qui dénonce, par exemple, l'abus des injonctions par la magistrature, devra répondre de ses actes devant la population. Ce qui n'est pas le cas de la magistrature. Si l'on veut regarder à tous les pouvoirs qui s'exercent, il faudra bien admettre qu'il y a une forme de pouvoir dans la magistrature, et aussi des implications idéologico-politiques qui peuvent et doivent même être évaluées comme telles. Le plaidoyer virginal en ce domaine est on ne peut plus dangereux parce qu'il se drape souvent d'une sacralisation de la Loi, qui commande une obéissance aveugle.

Nous préférons l'humble lucidité du juge Pigeon qui s'inquiète de « l'activisme » d'une certaine juridicité, en fondant sa critique sur ce qui se passe aux États-Unis. « Je n'ai pas besoin de rappeler avec quelle vigueur la Cour suprême des États-Unis s'est emparée du pouvoir législatif sur la peine de mort et l'avortement par une interprétation extensive que la constitution des États-Unis lui attribue. Au contraire, la majorité de la Cour canadienne a gardé sur la question de la peine de mort la retenue judiciaire traditionnelle dans le système britannique. La garderait-elle si c'était une charte intangible ³⁵ ? »

³⁵ Le juriste et député Herbert Marx soutient un point de vue opposé qui ne manque pas de raisons sérieuses : « Les deux lois actuellement les plus importantes pour la protection des libertés publiques sont la Déclaration canadienne des droits et la Charte des droits et libertés de la personne. Ces deux lois souffrent d'une faille importante puisque l'un et l'autre gouvernement peuvent donner préséance à une loi ordinaire sur la Déclaration ou la Charte. Cela ne serait plus possible si une Charte était insérée dans la Constitution ». Depuis le célèbre arrêt Drybones de 1970, « La Cour suprême a fait marche arrière ». H. Marx souligne ici des exemples que nous avons invoqués dans notre chapitre : une philosophie de base. Retenons la conclusion de H. Marx : « Les gouver-

Qu'est-ce à dire ? Le contexte démocratique du Parlement permet l'expression plus libre des grandes tendances qui se confrontent dans ces profonds débats. L'opinion publique, sous diverses formes, peut y participer. Les positions peuvent être revues, corrigées ou améliorées. Il y a place pour d'autres démarches que celle de la codification juridique (surtout celle qu'on veut constitutionnellement intangible), telles la maturation éthique du débat, la plus grande souplesse des réponses politiques, la mise à profit d'une pédagogie sociale d'implication de la population et des divers groupes idéologiques.

Nous avons déjà dit nos réticences devant le trop grand pouvoir accordé au Parlement, aux prérogatives de la Couronne dans notre régime politique (voir conclusions), mais nous craignons tout autant l'abus de la judiciarisation et des pouvoirs correspondants, sans pour cela regretter, un seul instant, le renforcement des moyens juridiques nouveaux accordés aux citoyens pour défendre leurs droits. Il s'agit plutôt, ici, de débusquer certains intérêts de pouvoir, parmi les mieux camouflés de notre société, et aussi certaines chausse-trappes de l'hyper-juridicité actuelle.

D'aucuns m'objecteront que ce n'est pas le temps de s'arrêter à pareilles choses, quand on sait « la faiblesse des Chartes des droits et la timidité des tribunaux » (Me Sheppard). Il arrive qu'il soit impossible de plaider l'ultra vires de certaines lois en se basant sur le fait qu'elles soient discriminatoires, odieuses ou immorales. D'autres citent des exemples qui confirment ce diagnostic.

Voici une petite ville américaine ; son administration municipale est aux mains de trois commissaires élus par un vote populaire sans division en quartiers. Les noirs forment un peu plus du tiers des électeurs (35%). Afin d'être représentés au Conseil municipal, ils ont intenté une poursuite en Cour fédérale pour faire déclarer inconstitutionnelle la charte de la ville et imposer une division en quartiers qui leur assurerait une représentation. La Cour suprême a rejeté ce qui avait été agréé par la Cour fédérale, en disant : *Equal protection (of the laws) does not require proportional representation* ». Fi des droits fondamentaux ! Sommes-nous à l'abri de pareilles situations ?

nements ont toujours des raisons à faire valoir pour que leurs pouvoirs restent sans entrave. Ces raisons servent-elles l'intérêt des gouvernés ? »

Et que dire de la fragilité des droits socio-économiques qui sont souvent réduits à des vœux pieux ! Le professeur H. Brun fait remarquer que dans l'article 10 de la Charte québécoise, il ne s'agit pas d'un droit à l'égalité, mais plutôt d'un droit « à ne pas être discriminé ». Mais il y a plus. Le droit de propriété ne passe-t-il pas encore effectivement avant tous les autres, même dans le cadre de nos nouvelles législations dites avant-gardistes ? Par exemple, on sait toutes les restrictions du droit de piquetage lors des grèves légales. Le juge M. Brière y voit un problème beaucoup plus large :

« L'on commence à peine à dégager des règles de droit qui soient propres aux relations de travail. Le contrat de travail, mille fois plus important depuis mille siècles que le contrat de propriété, est resté jusqu'à ce jour, en droit civil aussi bien qu'en droit du travail, un concept à définir... Faut-il s'en étonner quand les juristes et les juges de France, d'Angleterre, des États-Unis et du Canada ont mis près d'un siècle à comprendre que le travailleur qui fait grève ne veut pas pour autant démissionner de son emploi, ni autrement rompre son contrat de travail, et qu'il veut simplement une amélioration de ses conditions et de son statut de travailleur » ³⁶.

³⁶ Brière, M., Orientation du droit québécois du travail, Conférence à l'Association canadienne des relations industrielles, juin 1980. L'auteur est juge au tribunal du travail. Dans son exposé, il a fait une remarque particulièrement lourde de sens dans le tournant que nous vivons : « Pognés par notre droit civil et nos passions latines d'une part, et, d'autre part, par nos mœurs et nos appétits nord-américains, eux-mêmes contredits par un idéal confus d'humanisme chrétien ou socialiste, nous cherchons notre voie » (p. 59).

Je voudrais ajouter ici une autre remarque d'une importance capitale. N'est-on pas en train de ressusciter par les droits la société prémoderne bâtie sur les statuts prescrits et non acquis ? Ce que la naissance, l'héritage, la noblesse accordaient automatiquement, certains voudraient l'obtenir par une reconnaissance juridique aussi mécanique. C'est là un des subterfuges de la nouvelle classe.

Il y a des revendications corporatistes très élitistes, difficiles à démystifier parce que le privilège ici se présente sous forme de droit. Voyez comment des critères comme l'excellence, le renouvellement de la compétence, la qualité et la quantité du travail sont marginalisés « en pratique ». Une certaine mécanique du droit marque le retour du prescrit, en dépit de son apparence progressiste.

Voilà autant d'exemples qui invitent à ne pas compromettre cette timide percée historique des nouveaux droits, même face à une magistrature qui devrait en être un des principaux appuis.

Nous en convenons sans peine. Nos réticences ne sont pas de cet ordre. C'est même au nom de la crédibilité et de l'efficacité des droits que nous souhaitons plus de discernement. Par exemple, n'est-il pas dangereux de congestionner la Charte, si on y insère de multiples règles du droit administratif, sans égard à leur importance, à côté des droits les plus fondamentaux, comme le voudraient certains juristes ? Les batailles les plus vitales risquent d'être noyées dans des luttes secondaires de tuyauterie bureaucratique et juridique, au grand profit des avocats.

Ici ressurgit la préoccupation la plus fondamentale de notre ouvrage, à savoir la gigantesque tâche pédagogique que commande l'évolution juridique précipitée des derniers temps. Paul Lacoste pose bien le problème à travers la situation on ne peut plus inextricable du droit du travail :

« Cette branche du droit est devenue un véritable labyrinthe... Comment dans de telles conditions espérer que le salarié, le syndicaliste, ou l'administrateur, s'y retrouvent ? Et si les usagers ne s'y retrouvent pas, c'est le principe même de la prédominance de la règle du droit - le rule of law de notre droit public - qui est mis en échecs ³⁷. »

On a empilé plus ou moins pêle-mêle des nouvelles législations, des amendements, des droits inédits, des règles et des normes de tous ordres au point de confondre les meilleurs experts, au point de rendre incompréhensible le code du travail, au point de compromettre un minimum d'efficacité technique et démocratique. Le scénario des cinq dernières négociations collectives du secteur public a changé à chacune d'elles. Et les savantes commissions d'enquête n'ont pu rien faire pour éclairer cette crise épisodique dénouée d'une façon arbitraire par cinq lois spéciales du même gabarit.

Mais personne ne met en cause le fait aberrant qu'on veuille résoudre par le droit toutes les transactions de la vie, tous les litiges, tous les débats idéologiques, tous les combats politiques, toutes les diver-

³⁷ Lacoste, P., conférence au colloque de l'École de Relations Industrielles de l'Université de Montréal, octobre 1978.

gences éthiques et culturelles, y compris l'énorme défi des inégalités sociales. Qui s'interroge sur ce que le droit peut faire et ne peut pas faire ? Qui tente d'évaluer l'effet pervers des incohérences et des contradictions qui s'accumulent à un rythme ahurissant ? Certains, par exemple, plaident pour que le code du travail laisse à chaque employeur et à chaque syndicat la liberté de choisir le mode de règlement des conflits pendant la durée d'une convention collective, et n'interdise pas légalement la grève pendant la durée de cette convention collective. Mais en même temps, ils veulent définir au détail, par le droit, un contrat de travail qui ritualise le moindre geste. Donc le maximum de légalité et le maximum de liberté dans le cadre d'une négociation permanente.

Cette contradiction, on la retrouve à peu près dans tous les domaines, et même dans l'épistémologie de l'expression jumelée : droits et libertés, comme s'il y avait adéquation entre les deux termes, alors que le premier appelle des contrôles qui « relativiseront » toujours l'exercice concret des libertés. Par exemple, la liberté d'expression ne peut se permettre des propos diffamatoires ; un droit particulier l'en empêche. Certains réclament à la fois la liberté totale d'attaquer leurs contradicteurs et le droit de ne pas être attaqués à leur tour, cela au nom d'un autre critère : la discrimination.

Mais il y a des contradictions encore plus graves, et toutes aussi peu soulignées. Comment poursuivre des visées démocratiques d'autodéveloppement collectif, assumées par des citoyens responsables, et capables de juger par eux-mêmes, dans un système social où le droit et les droits définissent tous les gestes, tous les rapports, et même des choix qui dépendent aussi de d'autres champs d'expérience et d'intelligence, soit politiques, soit éthiques, soit scientifiques, soit culturels ? Sans compter cette jeune diversité idéologique qui ne saurait connaître une maturation nécessaire, si l'on se presse à consacrer par le droit une orientation particulière encore peu éprouvée, et parfois incomprise par l'ensemble de la population.

La réaction du *law and order* dans cette même population ne vient pas uniquement d'un certain fond de conservatisme, mais de la bêtise de certaines militances progressistes qui télescopent les débats nécessaires et veulent s'imposer d'autorité par le droit. Le fascisme peut être autant à gauche qu'à droite.

J'ai lu des rapports juridiques savants sur des questions chaudes (comme l'orientation sexuelle) ; ces rapports ne se référaient qu'à une seule école scientifique, sans compter une démarche idéologique qui ne laissait place à aucune distance critique, à aucune préoccupation pédagogique quant à l'éducation, ou même aux réactions de la population. Une logique univoque, close, alors que le droit est un des lieux privilégiés de distance critique sur toute démarche idéologique unilatérale qui disqualifie même le droit de penser autrement. La « militance » juridique est une des plus difficiles et des plus piégées. Par exemple, je ne vois pas comment on peut plaider un style de vie et de société plus permissif, qui s'appuie avant tout sur la sanction d'une multitude de droits qui appellent, à leur tour, une multitude de contrôles.

Les nouvelles élites comme les anciennes savent imposer leurs priorités et les consacrer par des droits. Une fois de plus les droits les plus vitaux des classes défavorisées ou exploitées viennent bien après celui du professeur qui réclame le droit d'imposer sa philosophie à ses étudiants, appuyé en cela par la Commission des droits de la personne. Et que dire des graves discriminations sexistes sur les terrains de golf ! Cette même Commission vient tout juste de se pencher sur le droit des malades à recevoir les services essentiels dans les hôpitaux lors des grèves, mais sans se commettre vraiment. Un problème grave, particulièrement chez les chroniques qui ont été déboutés même en recours collectif. Un problème qui traîne depuis longtemps.

le charge à dessein pour forcer une réflexion qui s'est toujours faite « fuyante » face à ces questions cruciales. Celles qui s'annoncent ne sont pas mieux traitées. Par exemple, maintiendra-t-on le même carcan juridique d'une formule rand intouchable, au moment où commencent à grandir le pluralisme syndical et le pluralisme idéologique ? Qu'arrivera-t-il quand une minorité de travailleurs, en désaccord avec l'orientation idéologique du syndicat, réclamera un droit légitime d'association, de syndicalisation différente idéologiquement ou autrement ? L'individu non-syndiqué du même milieu de travail sera-t-il toujours privé de son droit de voter au moment de la décision collective d'entrer en grève ? Certes, il y aura toujours des conflits de droits. Mais d'aucuns commencent à se demander pourquoi certains droits sont érigés en absolus, et pourquoi d'autres droits aussi importants sont souvent ignorés.

Enfin, redisons-le, il y a une foule de défis qui gagneraient à être éclairés et assumés par d'autres démarches que celles du droit ; d'autres démarches qui préviendraient des interventions juridiques prématurées et des codifications improvisées. Par exemple, ni la Commission des droits, ni la magistrature, n'ont la mission de gérer les tribunes idéologiques. Le débat démocratique et le combat politique sont autrement plus appropriés.

Mais nous devons nuancer ce point de vue. En effet, n'est-ce pas un paradoxe que la démocratisation des droits d'une part, et d'autre part le caractère anonyme et hautement spécialisé de ces dizaines d'organismes quasi judiciaires de la justice administrative ? À titre de comparaison, la magistrature n'est pas seulement une institution ; elle est aussi incarnée dans des personnes bien identifiables sur la scène publique. Alors que les instances quasi judiciaires, y compris la Commission des droits de la personne, sont des structures pratiquement anonymes au plan de ses agents. Les décisions sont purement institutionnelles et rarement les responsables de ces organismes ont à répondre de leurs actes particulièrement devant le public. Ils ont en quelque sorte l'anonymat des bureaucrates.

Ce serait une légitime initiative de pédagogie et de transparence démocratiques que d'expérimenter des audiences publiques sur des questions étroitement liées à la mission propre de l'instance (j'insiste), et aussi d'intérêt public assez large. Beaucoup d'agents juridiques y gagneraient en pertinence et la population y apprendrait tout le sérieux qu'on doit mettre dans la clarification et la résolution des conflits de droit. Les garanties d'objectivité que la longue pratique historique du droit classique s'est données, par exemple dans le procès, valent tout autant pour la pratique démocratique des droits. De plus, les agents juridiques seront amenés à mieux préciser les orientations de leur service, à justifier leurs priorités dans le choix des « causes » à soumettre au débat public, à s'interroger sur la tentation de répondre d'abord aux groupes ou individus les plus criards ou les plus forts.

Que tous les problèmes soient sans cesse reportés aux plus hautes instances, c'est là une preuve évidente de la pauvreté des pratiques sociales à la base. Un défi aussi redoutable que la bureaucratisation d'en haut, ou la lutte entre les états-majors, entre les grands pouvoirs.

Toutes ces démarches vont exiger un discernement, et disons le mot : un « jugement » qui devrait être la marque par excellence de toute maturité juridique aussi bien que démocratique.

Le monde du droit et des droits est trop important pour qu'on le laisse devenir une foire d'empoigne pour le moindre litige, un marché aux puces pour le moindre désir qui veut se faire justice.

Pour jouer son rôle civilisateur, le droit dépend de la hauteur et de la profondeur humaine que nous saurons lui accorder, de la maturité éthique et politique qui fonde une solide pratique démocratique de la justice. Loin de nous la tentation de minimiser l'accent de libération radicale et de promotion audacieuse qu'on a voulu y mettre depuis quelques années. C'est, à nos yeux, un motif de plus pour en arriver à des pratiques sociales du droit qui soient plus judicieuses et plus fécondes. Nous sommes en train de renouveler profondément le contrat social dans lequel le droit occupe une place cardinale. Deux tâches, parmi d'autres, sollicitent notre attention : celle d'une pédagogie sociale plus pertinente et celle d'une philosophie de base à construire dans un contexte pluraliste et conflictuel. Voilà ce qui a fait l'objet de ces deux ouvrages.

NOTE

Les limites et les objectifs de cette étude ne nous ont pas permis d'aborder tous les débats de l'heure en relation avec les droits. Mais nous ne pouvons passer sous silence deux questions chaudes qui concernent plus immédiatement les orientations de base de cet ouvrage.

1. Est-ce qu'une certaine logique libérale dans les débats politiques constitutionnels ne conduit pas à un étatisme centralisateur qu'on associe habituellement à un collectivisme socialiste ou nationaliste ? Dans la mesure où cette philosophie libérale sous-estime l'importance des communautés particulières, des classes, au nom de la primauté des individus, il ne reste que l'État unitaire et centralisateur pour exprimer la réalité sociétaire. Ledit « peuple du Canada » devient alors un ensemble d'individus rassemblés par un État comme seul lieu d'identité collective. Fi des autres identités, des classes sociales, des régions. N'est-ce pas une vue abstraite du réel... et combien utile pour maintenir

le statu quo d'un pouvoir régnant qui, en pratique, cherchera à éviter tout partage effectif des pouvoirs ?

Il faut se rappeler ici les remarques très justes de F. Dumont : « L'État moderne est une organisation utile à la vie en commun ; c'est un outil. Si les solidarités qu'entretiennent les citoyens dans la vie quotidienne, les solidarités nationales entre autres, imposent le recours à cet outil, elles ne sauraient se confondre avec lui sans déperir... La nation n'est pas un produit des organisations, ou des parlements, c'est une communauté, comme le sont les familles, comme le sont les Églises » (Le Devoir, 28, 7, 1980).

2. À l'autre extrême du spectrum, on exige d'une façon souvent mécanique des statuts collectifs de droit qui risquent de nous ramener à la société pré-moderne des statuts intouchables. Certes, il y a une visée structurelle de justice dans l'affirmative action réclamant des représentations statutaires plus justes pour certaines catégories sociales ou autres (les francophones, les femmes, les noirs, etc.). Oui, c'est une visée de justice « structurelle » qui met en relief un fait majeur méconnu par le monde libéral : « Les individus sont d'autant moins libres qu'ils font partie de collectivités qui le sont moins. » Face à ceux qui rattachent trop exclusivement la liberté aux droits individuels, l'affirmative action doit alors opposer des droits collectifs pour promouvoir l'égalité.

Et nous voilà coincés entre deux logiques qui pourront se pourfendre l'une l'autre, parce que chacune d'elles ignore des facteurs de réalité que l'autre met en relief.

Notons en passant que certaines luttes autour des droits collectifs n'ont pas toujours la pureté qu'elles revendiquent. Par exemple, à la Commission des droits de la personne, le dossier des handicapés traîne dans les filières, alors qu'on a eu le temps de s'occuper à la discrimination sexiste sur les terrains de golf et à des scandales du genre. Ce n'est pas tant la Commission que je tance - elle a fait depuis ses débuts un bon travail - mais cette petite bourgeoisie dite progressiste, bien équipée avec ses moult groupes de pression, qui imposent leurs priorités, au grand dam de d'autres groupes discriminés, sans appui structurel. Ces derniers groupes ne trouveront sûrement pas leurs alliés dans les grands pouvoirs en selle !

Est-il suffisant de chercher à atteindre en même temps ces deux objectifs réducteurs : liberté individuelle et égalité « statutaire » des diverses catégories de citoyens ? La réalité humaine et le contexte historique contemporain sont plus complexes, de même que la trame des valeurs et des pratiques sociales, comme nous l'avons vu dans cet ouvrage.

À la récente conférence mondiale de la décennie des Nations unies pour la femme (Copenhague '80), des déléguées du tiers monde ont pointé les dangers de certaines orientations féministes occidentales. « C'est un non-sens, disaient-elles, de parler de féminisme à une femme dont la famille manque d'eau et n'a pas de toit ». En polarisant l'action trop uniquement sur les droits « statutaires » d'une catégorie définie à partir d'elle-même sans autre considération, on prête flanc à un magisme juridique et politique peu propice à l'éveil de pratiques sociales qui pourraient amorcer de véritables changements de société.

De plus, ce genre de solutions mécaniques ritencourage pas une dynamique d'entrepreneurship individuel et collectif, et même de combat soutenu. On s'assoit vite sur un statut conféré automatiquement, sans compter le fait que la seule garantie juridique peut servir d'écran pour masquer des pratiques d'une autre orientation. Qu'on nous comprenne bien, nous ne voulons minimiser en rien l'importance des luttes nécessaires, par exemple, l'égalité des sexes. Le fait que la majorité des pauvres au Canada soient des femmes, marque une priorité par rapport à certaines revendications.

Cela dit, nous ne voulons pas perdre de vue l'idée de base qui conteste le discours idéologique et la pratique politique du néo-libéralisme : chez les citoyens qui ne sont pas inscrits dans les réseaux de pouvoir, de savoir et d'avoir des nantis, il y a une liaison nécessaire entre les droits collectifs et les droits individuels, entre les libertés collectives et les libertés individuelles, justement pour que ces réseaux ne soient pas réservés à l'oligarchie libérale économique et politique, comme c'est le cas dans la situation présente.

Il faut bien voir ici le sophisme de l'argument néo-libéral qui veut retourner à une conception purement individuelle des droits. En effet, quand on a déjà la mainmise sur les structures sociales et les grands réseaux collectifs de promotion, il ne reste que ses propres droits individuels à affirmer. Ce n'est pas le cas des classes pauvres et de plusieurs catégories sociales infériorisées. Dans un tel contexte, on ac-

croche exclusivement la liberté aux droits individuels, et l'on associe les droits collectifs qui visent l'égalité, à une éventuelle politique totalitaire, ennemie de la liberté. Cette problématique spécieuse et piégée a des conséquences éthiques et politiques trop graves pour ne pas la dénoncer. Il est temps de rappeler les profondes exigences de solidarité humaine, internes au droit lui-même. Et face aux légitimations de bien des pouvoirs insolents sur le podium de la liberté, comme Mauriac, « je demeure du côté de ceux qui se méfient des prétextes et des excuses (la sécurité nationale ?) que la force invente pour assurer son règne et pour faire croire qu'elle est le droit ».

Fin du texte.